



HAL
open science

LES POLITIQUE AGRAIRES ET LES REPERCUSSIONS DU VOLONTARISME POLITIQUE EN TANZANIE

Buhendwa Mirhim Eluga Essy

► **To cite this version:**

Buhendwa Mirhim Eluga Essy. LES POLITIQUE AGRAIRES ET LES REPERCUSSIONS DU VOLONTARISME POLITIQUE EN TANZANIE. Science politique. UNI VERS ITE DE PARIS I PANTHEON-SORBONNE I.E.D.E.S., 1991. Français. NNT: . tel-01263072

HAL Id: tel-01263072

<https://shs.hal.science/tel-01263072>

Submitted on 27 Jan 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE DE PARIS I
PANTHEON-SORBONNE
I.E.D.E.S.

LES POLITIQUES AGRAIRES ET LES
REPERCUSSIONS DU VOLONTARISME
POLITIQUE EN TANZANIE

Thèse pour le Doctorat de l'Université Paris I
Panthéon-Sorbonne en Sciences Sociales (SOCIOLOGIE)

Présentée et soutenue publiquement par

BUHENDWA E Mirhim Eluga Essy

Directeur de Recherche
Monsieur le Professeur Yves GOUSSAULT

Jury

Année Universitaire
1990-1991
Paris le

UNIVERSITE DE PARIS I
PANTHEON-SORBONNE
I.E.D.E.S.

LES POLITIQUES AGRAIRES ET LES
REPERCUSSIONS DU VOLONTARISME
POLITIQUE EN TANZANIE

Thèse pour le Doctorat de l'Université Paris I
Panthéon-Sorbonne en Sciences Sociales (SOCIOLOGIE)

Présentée et soutenue publiquement par

BUHENDWA E Mirhim Eluga Essy

I. F. R. A.
P. O. Box 58480
Nairobi Kenya

Directeur de Recherche
Monsieur le Professeur Yves GOUSSAULT

Jury

-
-
-
-

Année Universitaire
1990-1991
Paris 1e

IFRA

No. d'inventaire	IFRA001529
Date	19-4-93
Cote	KZ/BUH T 301.35

claf

REMERCIEMENTS

Les chapîtres qui suivent sont l'aboutissement d'un long périple qui commença en 1977 par la découverte des écrits de Julius NYERERE en Swahili sur l'Ujamaa, le SOCIALISME AFRICAINE. Cette étude des Performances, contre-performances et répercussions des politiques agraires et du volontarisme politique a bénéficié du soutien intellectuel et matériel d'un grand nombre de personnes et d'institutions.

Cette étude n'aurait probablement jamais démarré ni n'aurait pu être menée à bien, voire à son terme, sans les patientes remarques d'André GUICHAOUA et d'Yves GOUSSAULT.

Depuis le petit séminaire de MUNGOMBE en passant par le Collège ALFAJIRI, l'Université de KINSHASA, l'Université de Bretagne Occidentale et l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, un dialogue permanent avec plusieurs maîtres, collègues et amis a contribué à donner à ces pages les formes qu'elles ont aujourd'hui. Soyez donc remerciés vous qui avez nom Robert ROELANDT, Pierre FERRIERE, Sandra STICH, Pierre HUYBERECHTS (dit "CHOC"), Loïc ABOLLIVIER, Geneviève GUILLOU, Marie Cécile BOURGEOIS, MAYEGE ADEO, MUGANZA Sygol, MUTOKA Witangila, Nkondji Kahakwa.

Pour comprendre les réalités tanzaniennes en séjournant dans les Villages Ujamaa, rien n'aurait été possible sans l'aide de Delhy Wanzagi, Neema J. Nyerere, Joseph NTEZIRIBA et Bulabula Lussu. Je pense aussi à ces nombreuses personnes rencontrées dans un bus, un train ou autour d'une "bia" et dont les analyses critiques m'ont permis d'avoir les yeux en face des trous et de comprendre les limites d'un idéal confronté au dur réel.

L'initiation à l'analyse sociologique et à la rigueur intellectuelle avec ses impératifs qui veulent qu'on veille à ne pas substituer le slogan et à l'analyse et à éviter l'écholalie, le psittacisme et les automatismes verbaux et mentaux est l'oeuvre d'Yves GOUSSAULT, André GUICHAOUA, Maxime HAUBERT, Alain MARIE, Martin VERLET, et des nombreux étudiants des Séminaires d'Initiation à la Recherche à l'IEDES. Je vous en remercie du plus profond de mon coeur, sans que, bien entendu, la moindre des faiblesses de ce travail ne puisse vous être imputée..

Soyez remerciés MAGEGA MWA MUHAYA, LUBUNGO KAHESI, BASIRWA KAHESI, BYAMUNGU KABBY, GUILLOU Yves, GUILLOU Hervé pour l'attente angoissée de me voir arriver au bout du tronçon qui, dès le départ, menait vers des contrées inconnues.

Enfin, des remerciements et une profonde gratitude à LANCON Muriel qui a assuré tout le travail de dactylographie en acceptant de prendre sur son temps de loisirs et de détente, les heures de travail qu'il faut pour la mise en forme de ce travail.

AVERTISSEMENT

Seules figurent au bas des pages, les références des citations extraites d'ouvrages ou de périodiques non répertoriés dans la Bibliographie sélective placée à la fin de ce travail.

Par commodité, les références insérées dans le texte renvoient à ladite bibliographie sélective. **Le premier chiffre** indique l'ouvrage ou le périodique, **le second**, s'il y a lieu, les pages ou la livraison.

MERCI

INTRODUCTION

L'intérêt d'une étude sur les Politiques Agraires et les Répercussions du Volontarisme politique en Tanzanie découle des raisons liées à l'idéologie du Pouvoir Central, aux transformations politiques, économiques et sociales intervenues depuis l'Indépendance et à la Perception de ces transformations dans les villages.

Depuis l'Indépendance, que NYERERE taxe volontiers d'INDEPENDANCE DU DRAPEAU (Uhuru wa Bendera), le Pouvoir Central, héritier d'une longue suite d'interventions, a dessiné le cadre strict et les contours d'une réforme agraire que la Déclaration d'ARUSHA (1967), Ujamaa Vijijini (1967), la Décentralisation (1972) et la Villagisation (1974) devaient réaliser. Sur l'exemple de la "Ruvuma Development Association", le VILLAGE (KIJIJI) devient la pierre d'angle d'une politique globale qui vise, outre l'autosuffisance alimentaire (Kujitegemea kwa chakula), la réintroduction des valeurs telles que la Démocratie, la Dignité et l'Identité. Du coup, l'idéologie du pouvoir central liée à la personnalité et aux qualités intrinsèques de Julius NYERERE, devient irrésistiblement attrayante. Et la Tanzanie devient l'espoir du Socialisme tiers-mondiste au début des années soixante-dix. Mais, composante d'un magma indifférencié appelé "Tiers-Monde", la Tanzanie, au gré des circonstances, suscite compassion, charité ou allergie. C'est dans ce contexte que quiconque, comme moi, investit -au sens psychanalytique et/ou basement économique du terme- dans la Tanzanie, en essayant de populariser son image, d'expliquer ses spécificités, évolue aux confins de l'affectif, de l'émotionnel, du passionnel.

Bible de l'Ujamaa, la Déclaration d'ARUSHA est à examiner au regard de son idéologie et de ses objectifs, de sa pertinence au regard des conditions spécifiques de la Tanzanie et de sa validité théorique. On peut, succinctement, dire que la Déclaration d'ARUSHA, fondée sur une tradition social-démocrate insiste sur le bien-être et la protection sociale et, de ce fait, met l'accent plutôt sur la

consommation que la production. Rien d'étonnant que quand on évalue ses performances on conclue à l'échec. Et cela d'autant plus que les mesures nationales prises pour la DISTRIBUTION portaient d'une base économique très faible.

Pour réussir, la Déclaration d'ARUSHA, devait insister sur la PRODUCTION, contrôler efficacement la Distribution et la Consommation mais aussi réconcilier les besoins d'un développement socialiste dans une économie paysanne et ceux d'un rapide développement des forces productives socialistes. Les problèmes théoriques du Socialisme Ujamaa et de la Déclaration d'ARUSHA proviennent du fait que cette dernière avait ignoré le Socialisme comme mode de production ainsi que les rapports de classe aux niveaux national et international.

La lutte politique qui a accompagné l'adoption, la mise en oeuvre et les réalisations de la Déclaration d'ARUSHA montre que les habitants des campagnes étaient stimulés sentant qu'il se passait quelque chose. Cela débouche sur une série d'évènements tels que les décisions en matière de nationalisation du capital local, la réorganisation du parti ou les grandes marches et manifestations qui s'ensuivirent.

Dans les débats politiques relatifs au développement de la Tanzanie, on peut, schématiquement, identifier deux écoles de pensée : celle de la MODERNISATION et celle de la DEPENDANCE. En effet, l'Etat a continué à être une MACHINE, un moyen, un "appareil" au service du maintien de l'assujettissement des masses laborieuses. Tout en réduisant, l'autonomie d'institutions auparavant indépendantes par le biais de la cooptation de leur dissolution afin de renforcer l'Unité Nationale, les Nationalisations ont conduit la Déclaration d'ARUSHA à servir les intérêts d'une petite bourgeoisie bureaucratique au détriment des travailleurs et des paysans.

En examinant le caractère de classe du parti, sa position quant au socialisme et l'autodéveloppement (Ujamaa na Kujitegemea), ses rapports avec le

Gouvernement et le concept de Démocratie, sa rhétorique, on remarque que l'Idéologie n'a pas réussi à faire que le parti contrôle la mise en oeuvre des politiques du gouvernement. Le système du parti unique n'est pas parvenu à gérer les processus socio-politiques. On peut, dès lors, s'autoriser à penser que les bases idéologiques de la Déclaration d'Arusha en font une stratégie populiste de légitimation de l'Etat et de la construction d'un mythe national et non une voie socialiste originale.

L'Ujamaa appelé aussi SOCIALISME RURAL ou SOCIALISME SWAHILI a profondément bouleversé le paysage politique, économique et social. Des transformations durables se sont opérées. Avec le village Ujamaa, plus tard baptisé Village de développement (Kijiji cha maendeleo) des pouvoirs publics visaient une transformation rurale socialiste à travers les coopératives socialistes des producteurs. Dans le plan d'action, le gouvernement propose des programmes agricoles individuels pour de petites exploitations. De ce fait, au niveau des décideurs, on constate une double direction vers la transformation rurale socialiste : la première -nyerérienne- appelle au Socialisme, tandis que la seconde -gouvernementale- insiste sur une économie agricole individuelle et paysanne.

Illustration presque caricaturale de l'Echange inégal, les villages Ujamaa sont le lieu de déploiement de stratégies nouvelles : certains sont des villages "sur le papier" qui peuvent recevoir des aides ; d'autres sont des villages "des koulaks" qui, bon an mal an, continuent à prospérer ; d'autres, enfin, sont des villages situés à proximité d'un axe routier important ou aux environs d'une grande ville et dont la production est orientée pour la satisfaction de la demande externe. Tout s'organise dans les villages Ujamaa autour de ce mode de production paysan que

Goran Hyden⁽¹⁾ a appelé "l'Economie de l'affection". Il n'y a pas forcément résurgence ni survivance d'un archaïsme précapitaliste mais invention au quotidien de comportements et de relations sociales adaptables à une situation donnée.

Les dynamiques produites par la villagisation ont permis que se mettent en place des relations inégales entre villages : les villages pauvres peuvent envoyer leurs habitants louer leur force de travail dans des villages plus riches, ou plus entreprenants ou prestigieux ou des villages dont sont originaires des notables d'audience nationale ou internationale. Le village est le lieu où, en permanence, coexiste l'ambition de contrôle des dirigeants et les dispositions des dirigés à tolérer, plus ou moins, ce contrôle.

En parcourant les villages Ujamaa, on se rend bien compte du fait que les relations de production non médiatisées par l'Etat sont très limitées et que, même, si l'usufruit des parcelles est transmissible et cessible dans certaines conditions, il n'est plus de propriété terrienne. Les possibilités d'accumulation par concentration de propriété foncière sont très minces car le niveau de développement des techniques de production agricole demeure très faible.

De nombreux observateurs de la Tanzanie rurale évoquent des groupes de "KOULAKS". Il convient de préciser que c'est un phénomène tout à fait minoritaire dans l'ensemble de la paysannerie étant donné qu'il est conscrit à quelques régions : KILIMANJARO, MWANZA, KAGERA, TABORA, SHINYANGA, ARUSHA. Et même dans ces régions, il faudrait entrer dans de plus grands détails car ici comme ailleurs, la richesse et les inégalités ne sont pas uniformément réparties. En fin de compte, il y a quelques groupes de paysans assez médiocrement dotés en matériel agricole, employant du travail salarié, s'accaparant parfois, des meilleures terres

(1) HYDEN (Goran), *Beyond Ujamaa in Tanzania, Underdevelopment and uncaptured peasantry*, Londres, Heinemann, 1980.

et ayant, plutôt, tendance à investir leur surplus dans des activités non agricoles : services, commerces, instruction de leurs enfants.

Dans les milieux urbains, et dans les secteurs d'activité non agricole, l'Etat n'a laissé -jusqu'aux récentes mesures de KUFUFUA UCHUMI (1)- que la portion congrue à l'initiative privée et à la rente. L'Etat a sévèrement limité les possibilités d'enrichissement des asiatiques par les nationalisations des immeubles (MSAJILI WA MAJUMBA) en 1971 et par l'encadrement bancaire et financier de quelques petites ou moyennes entreprises. En effet, les entreprises doivent tenir compte d'une législation sociale relativement complète même si pas souvent appliquée.

En tout état de cause, les chenaux de l'accumulation privée sont singulièrement étroits car l'Etat détient la propriété ou le contrôle des grands moyens de production ou d'échange en même temps qu'il emploie une majorité des salariés du pays et qu'il est le lien et le lieu de pouvoir réunissant toutes les conditions propices à la constitution des privilèges.

Dans les services de l'Etat, les entreprises publiques et privées en milieu urbain, les salaires sont, dans l'ensemble, supérieurs au revenu agricole moyen et permettent, de ce fait, une autre "way of life". Sous forme de commissions ou de détournement des fonds, la situation dans l'Etat peut se monayer de différentes façons et à différents niveaux. Et les revenus qu'on en retire viennent s'ajouter au salaire.

C'est aux postes de direction politique et de direction économique qu'on rencontre les hommes et/ou les femmes qui sont en mesure de prendre des décisions concernant l'accumulation et l'utilisation du surplus. Ils sont en petit nombre et ils utilisent leurs ressources pour assurer la transmission des privilèges en garantissant à leurs enfants la meilleure instruction possible.

(1) KUFUFUA UCHUMI : Ressusciter l'Economie. A l'arrivée de Mwinyi au pouvoir, le discours politique s'est enrichi d'expressions telles que KUWAJIBIKA (avoir le sens du devoir) et KUFUFUA UCHUMI suite à l'acceptation des injonctions du FMI...

Les études portant sur le système éducatif tanzanien montrent que le pouvoir appartient à ceux qui ont suivi des études plus poussées et que les stratégies d'éducation constituent un cas particulier d'un phénomène plus vaste où les groupes de privilégiés se protègent grâce à des réseaux d'entraide et d'obligations mutuelles basés sur l'intérêt commun et surtout, sur des identités d'origine et/ou de formation.

Le paysage social a subi des transformations profondes. La Tanzanie offre une figure modifiée par les politiques et les mouvements sociaux. De 5% en 1961, la population urbaine représente aujourd'hui 23%. Même si ce chiffre ne s'écarte pas trop de la moyenne continentale et même si elle paraît dérisoire en regard des proportions qu'on rencontre ailleurs, on sait que l'Urbanisation a cru entre 1970 et 1990 à une moyenne de 10% par an. Etant donné que le milieu est profondément renouvelé, de nouvelles représentations et de nouveaux comportements surgissent. Après tout, cela fait environ 20 ans que la Décentralisation et la Villagisation ont fait que la majorité de la population vive en villages. De véritables bouillons de culture, de nouvelles normes sociales et de nouveaux types de comportement sont apparus.

A plus ou moins long terme la Tanzanie devra faire le bilan et examiner quel est le procès de la structuration sociale, estimer l'efficacité de l'endiguement des inégalités et des privilèges, juger à sa juste valeur l'effet des mesures récentes de reconstitution des conseils et des coopératives de relance de l'initiative privée dans l'économie.

L'idéologie du pouvoir central a été à l'origine des transformations perceptibles et irréversibles en Tanzanie. Quelles en sont les perceptions au niveau des villages ?

Pour la réalisation de l'Ujamaa, c'est une approche démocratique du développement qui devait s'imposer. A la place, ce sont des interférences du

Pouvoir Central qu se sont avérées, par la suite, désastreuses pour la production agricole. Généralement, c'est en fonction des conditions physiques locales et de la main d'oeuvre familiale qu'un agriculteur choisit ses cultures. D'ordinaire, il donne priorité à la production vivrière. Par le biais des subventions en nature, les fermes collectives ont été encouragées à entreprendre des cultures commerciales. Si on ajoute à ces considérations le fait que tout au long des "seventies" et des "eighties" la sécheresse a été persistante, on peut aisément se méprendre et interpréter l'échec de l'accroissement de la production dans les fermes collectives comme étant un échec de l'Ujamaa alors que, en fait, l'agriculteur, toutes choses restant égales par ailleurs, n'était prêt, au vu des circonstances, qu'à entreprendre des cultures vivrières.

Les interférences du Pouvoir central se sont révélées désastreuses pour la production. Les villageois, dans leur "speak-bitterness" (expression d'amertume) ne cachent pas leur aversion à l'égard des instances de cet Etat "attrape-tout" dont les fonctionnaires et experts aussi véreux qu'incompétents proposaient de nouvelles cultures (souvent une priorité nationale mais certainement pas locale) en même temps que de nouveaux assollements sur des terres collectives cultivées par une main d'oeuvre fraîchement installée dans de nouveaux villages.

Quand on considère l'environnement urbain et quand on sait qu'au cours des deux dernières décennies la population de la Tanzanie a doublé et que le niveau d'urbanisation est passé de 5% à 23% on a envie de savoir ce que la population en général, pense des différences de niveau de vie sur le plan spacio-temporel.

Lors de l'adoption de la Déclaration d'Arusha, les différences des conditions de vie entre la ville et la campagne étaient très marquées. Pour beaucoup de paysans la vie a changé dans le sens de l'amélioration en matière d'enseignement élémentaire et de santé. "Elimu ya kujitegemea", "siasa ni kilimo", "Mtu ni Afia" ont fait que dans les domaines de la santé et d'enseignement élémentaire, malgré

la persistance de la pauvreté matérielle, la distance économique et spatiale entre les diverses couches de la population s'est réduite substantiellement, provoquant des altérations visibles dans la carte urbaine. Désormais, une sorte d'amalgame amorphe de classes, de races, commerces et résidences existe là où autrefois régnait l'exclusivité. La preuve de ces changements réside dans la réduction considérable de l'écart entre les revenus disponibles (après impôt) en milieu urbain : de 18,8 à 1 en 1962, l'écart est de 4,9 à 1 à ce jour.

L'Urbanisation relativement rapide de la Tanzanie s'est traduite par la croissance du secteur informel de l'économie et la squatterisation dans les environs immédiats de Dar es Salaam (Buguruni, Pugu, Mwenge, Mikocheni, Ilala etc...). Les services et les transports publics sont dans l'incapacité de faire face à ce surplus de demande. La politique mise en place par la Déclaration d'Arusha concernant ce problème de squatterisation se trouve être assez conciliante. En effet, au lieu de procéder aux démolitions et expulsions, *manu militari*, la tendance est de rationaliser et intégrer les nouvelles agglomérations à la structure de la ville en essayant d'améliorer des conditions de vie grâce à des programmes spécifiques.

Que ce soit dans le monde rural ou dans l'univers urbain, une kyrielle d'institutions gouvernent tous les aspects de la vie : l'économie rurale est réglementée et orientée par toute une série d'institutions gouvernementales ou para-gouvernementales (Ministère de l'Agriculture, agences de production et de commercialisation, organisations pour l'exportation). Il arrive souvent que des conflits d'intérêt surgissent entre ces différentes institutions : entre celles responsables de l'accroissement et de l'amélioration de la production alimentaire et celles chargées d'augmenter les volumes des exportations. La vie du citoyen, elle, est réglée par les différents institutions s'occupant de logement (Tanzania Housing

Bank), des Transports Publics (UDA, Dala dala), de commerce de gros ou de détail et par les "MWONGOZO" (1).

La Déclaration d'Arusha et les transformations économiques, politiques et sociales dont elle a été à l'origine doivent être considérées comme une approche de développement centrée sur le monde rural car NYERERE, au niveau du "logos" et de la "praxis" a toujours dénoncé la nature "parasitique" de l'économie urbaine étant donné qu'elle dépend pour son existence des surplus de la campagne. La décision symbolique de construire une nouvelle capitale à Dodoma, centre géographique de la Tanzanie, découle de cette conception : il faut drainer les privilèges urbains vers les zones rurales vivant quotidiennement la pauvreté et les pénuries.

Comme partout ailleurs où on a essayé de mettre en place un changement radical en matière agricole (Chine, Cuba, Chili (2)) le succès repose sur la capacité du secteur industriel urbain à financer le changement en absorbant les surplus de main d'oeuvre qui naissent de la "modernisation" de l'agriculture. Avec le slogan "We must run while they walk" on a procédé à la villagisation des populations dispersées, à la modification des techniques de culture, sans qu'une assistance matérielle adaptée et continue soit fournie aux populations rurales. En fin de compte, l'absence des capitaux d'origine intérieure pour financer l'agriculture a entraîné la dépendance à l'égard de l'aide internationale. Dans le contexte de la transformation et de la transition au socialisme, cette dépendance accrue à l'égard de l'étranger, a considérablement ému le fameux principe du Kujitegemea (compter sur soi) et galvaudé la réputation de la Tanzanie. Et c'est ainsi que "Espoir du socialisme tiers-mondiste" lors de l'accession à l'INDEPENDANCE DU DRAPEAU, la

(1) Voir Annexe n° 1.

(2) Lire à ce propos Yves Goussault (25 : 661-730) dans sa note introductive à La Réforme Agraire de l'Unité Populaire.

Tanzanie est devenue, à ce jour, un des exemples de l'échec des économies africaines. Mais qu'importe de tomber du ciel quand on a rêvé et osé escalader les étoiles ?

PLAN

REMERCIEMENTS	p 1
AVERTISSEMENT	p 4
INTRODUCTION	p 5
PLAN	p 16
PREMIERE PARTIE UHURU : BILAN ET PERSPECTIVES	p 25
<i>CHAPITRE I : UHURU WA BENDERA</i>	p 30
A- IDEOLOGIE ET ACTION COLONIALES	p 31
1- Idéologie coloniale	p 31
2- Caractères de la société traditionnelle	p 36
3- L'action coloniale	p 44
a- L'indirect rule	p 44
b- Le multiracialism	p 51
1° Structures du secteur primaire	p 57
2° Structures du secteur secondaire	p 58
3° Structures du secteur tertiaire	p 59
B- LES TROIS ENNEMIES : PAUVRETE, MALADIE, IGNORANCE	p 63
C- LA QUETE D'IDENTITE ET DE DIGNITE	p 67
1- Défense et illustration du Swahili	p 69
2- "Utamaduni" ou la définition d'une culture nouvelle	p 77

CHAPITRE II : LES TRANSFORMATIONS OPEREES	p 85
A- LES TRANSFORMATIONS POLITIQUES : LES HABITS NEUFS DE LA REPUBLIQUE	p 86
B- LES TRANSFORMATIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES : LE PAYSAN ET LA TERRE	p 94
1- La paysannerie sous la législation allemande	p 96
2- La paysannerie sous le mandat britannique	p 99
a- Réaction des paysans Sukuma aux politiques agraires	p 100
b- Les réactions des paysans Chagga et Haya aux politiques agraires	p 107
c- La Tanu et le paysan : les développements institutionnels	p 113
1° L'approche du développement agricole par la transformation	p 114
2° L'approche du développement agricole par l'amélioration des techniques culturelles traditionnelles	p 118
3° Le plan quinquennal	p 120
CHAPITRE III : UHURU, UJAMAA, ARUSHA : LE BILAN ET LES PERSPECTIVES	p 126
A- ENTRE L'AGRICULTURE ET L'INDUSTRIE	p 129
1- La NDC	p 131
2- Les performances	p 132
B- PERCEPTIONS DES TRANSFORMATIONS REALISEES à LA BASE : MATUNDA YA UHURU NI MABOVU	p 143
1- Les formes d'organisation du procès du travail	p 144
2- L'idéologie et les institutions de la participation populaire	p 148
a- La volonté politique et l'idéologie de la participation	p 149
b- Institutions et organisations adéquates	p 152

c- Une information suffisante et d'accès facile	p 154
3- La nécessité des moyens matériels et techniques appropriés	p 156
C- LA DECLARATION D'ARUSHA	p 159
1- Les ambiguïtés de départ	p 164
2- Les raisons du "Tournant d'Arusha"	p 166
3- Uhuru, Arusha, Mwongozo : la question des classes	p 170
a- Le rôle joué dans la société	p 175
b- Le style de vie	p 176
c- Le comportement psychologique et la conscience collective	p 177
DEUXIEME PARTIE : MAISHA MAZURI	p 187
CHAPITRE IV : UJAMAA VIJJIINI : LES AXES PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE AGRAIRE	p 190
A- LE CADRE IDEOLOGIQUE	p 191
B- L'ACTION REALISEE : INSTALLATION DES VILLAGES ET ENCADREMENT D'ELITE	p 200
1- Vijiji Vya Ujamaa : problèmes liés à l'implantation	p 203
2- Les politiques adoptées à l'égard de l'agriculture	p 206
a- L'affectation des ressources	p 207
b- L'irrigation	p 209
c- La vulgarisation	p 210
d- Les engrais	p 211
e- Les outils et l'énergie	p 215
f- Le système de crédit	p 218
g- Les transports	p 221

3- L'encadrement de l'Etat et du Parti	p 223
a- Les effets économiques et sociaux de la villagisation	p 228
1° La loi de 1975 et les villages Ujamaa	p 231
2° L'organisation des pouvoirs	p 232
3° Répartition des tâches et rémunération du travail	p 323
4° La propreté du sol et l'auto-suffisance au sein des villages	p 233
b- La production et la commercialisation au sein des villages Ujamaa	p 235
c- Les aléas de l'aide	p 240
 CHAPITRE V : ELIMU YA KUJITEGEMEA : EMANCIPER ET ENCADRE	p 250
 A- LE CADRE IDEOLOGIQUE	p 252
 B- LES TRANSFORMATIONS OPEREES	p 257
1- L'éducation primaire universelle	p 258
2- L'enseignement des adultes	p 260
3- L'enseignement secondaire	p 263
4- L'enseignement supérieur	p 266
 CHAPITRE VI : UJAMAA VIJIJINI ELIMU YA KUJITEGEMEA : PERCEPTIONS PAYSANNES	p 273
 A- LES PERCEPTIONS PAYSANNES	p 274
1- Les inégalités sociales et scolaires	p 275
2- L'autorité parentale et le respect des traditions	p 277
3- L'univers scolaire	p 278
4- La vie maritale et les fiançailles	p 280
5- La villagisation et les autres politiques	p 280

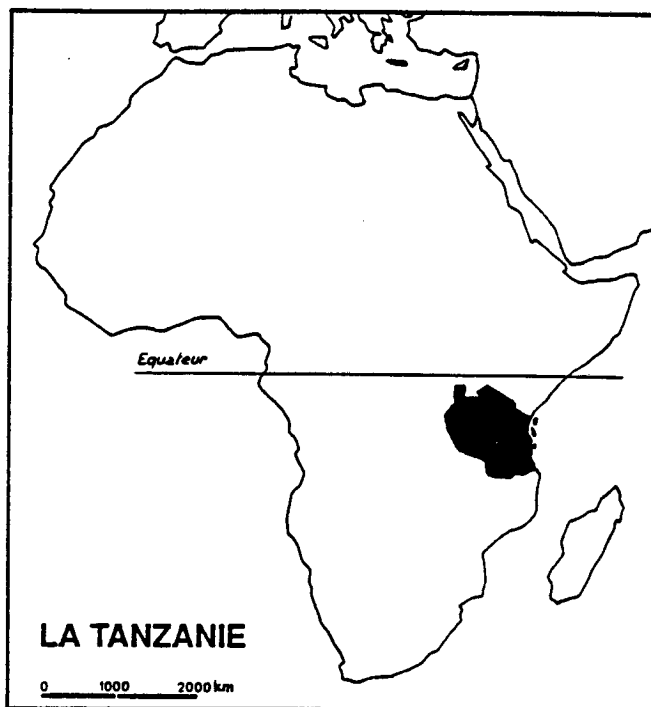
B- LES PERFORMANCES DES POLITIQUES AGRAIRES	p 283
1- Les changements institutionnels	p 285
2- Les aléas climatiques	p 287
3- Les diverses incantations à la production	p 288
4- Les transports et les facteurs de production	p 289
C- LES ASPECTS POLITIQUES ET SOCIAUX	p 296
1- Quelques aspects de la vie villageoise	p 297
a- le système éducatif	p 297
1° L'école vecteur idéologique	p 298
2° L'école vecteur du progrès technique	p 299
3° L'école vecteur culturel	p 299
b- La vie domestique	p 300
2- Une vie démocratique en gestation : les pouvoirs dans les villages	p 303
CONCLUSION	p 310
ANNEXE I : MWONGOZO	p 315
ANNEXE II : PASSING ON THE TONGS	p 329
ANNEXE III : ALLOCUTION DE NYERERE A L'UNESCO	p 353
LISTE DES TABLEAUX ET CARTES	p 369
LISTE DES PRINCIPAUX SIGLES UTILISES	p 371
BIBLIOGRAPHIE	p 373

Mimi si mfuasi wa Marx, wala si bepari. Siamini kwamba kila jema la binadamu hutupwa, au ni lazima litupwe, kwa faida za uchumi.

Naimini kwamba msingi wa demokrasi ya Magharibi una uhai wake na nguvu zake, na kwamba imani ya watu juu ya Uhuru ni kubwa Zaidi kuliko tamaa zao za uchumi.

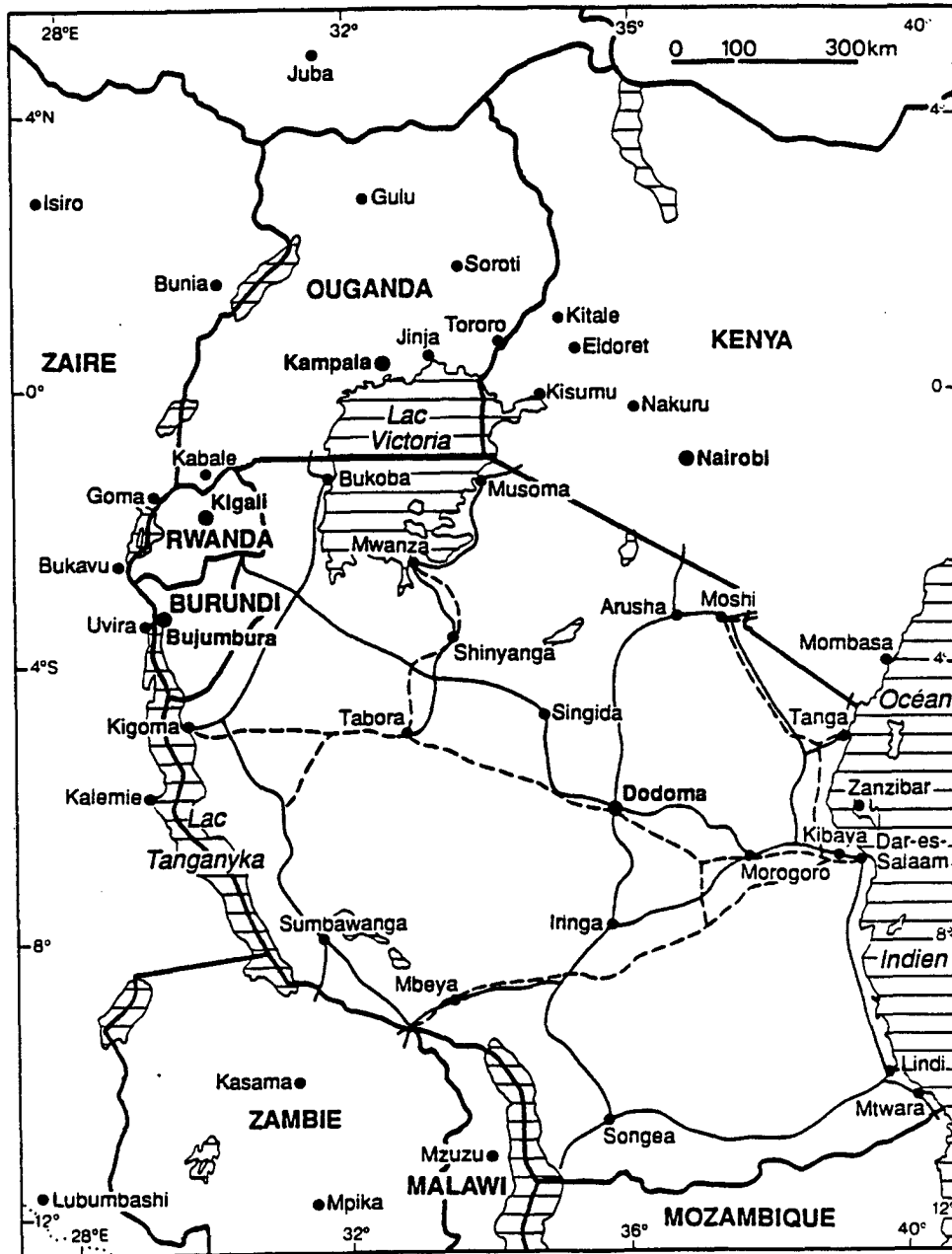
Julius Kambarage Nyerere (80 : 67)

LA TANZANIE EN AFRIQUE



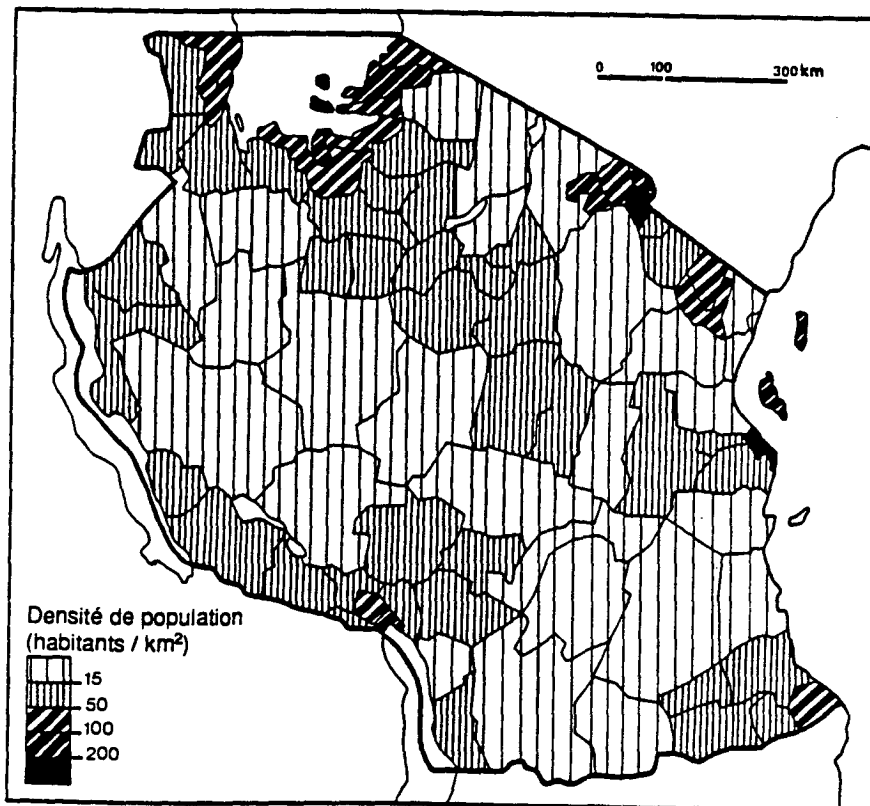
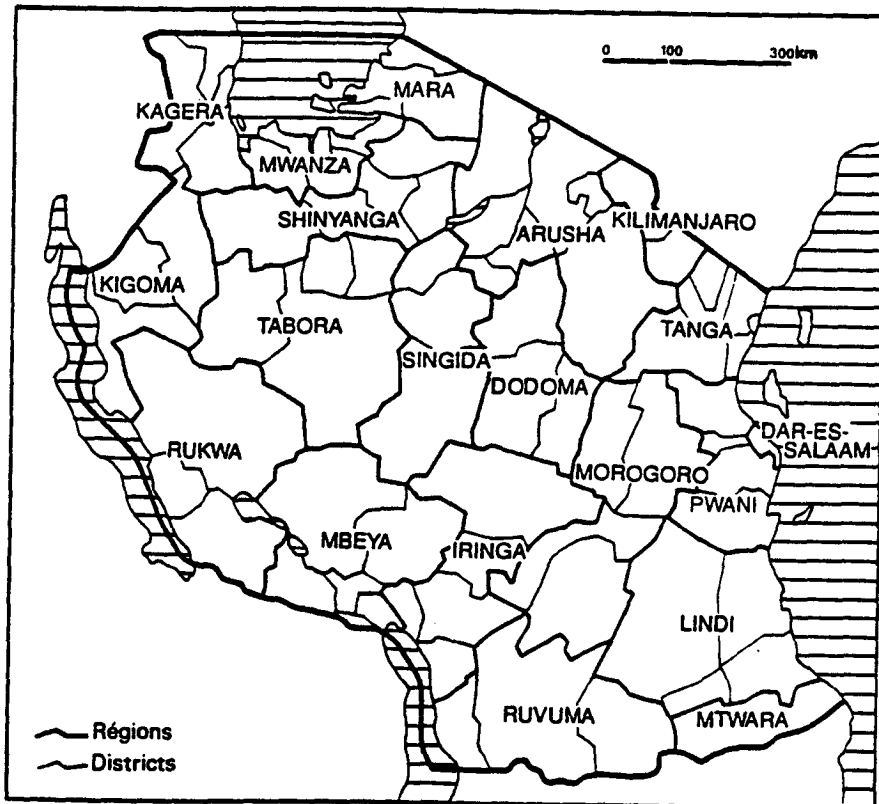
**Carte réalisée par Gilles Couix
Atelier de Dessin Cartographie
Département d'Histoire-Géographie
Université de Bretagne Occidentale
Octobre 1991**

LA TANZANIE EN AFRIQUE DE L'EST



Carte réalisée par Gilles Couix
 Atelier de Dessin Cartographie
 Département d'Histoire-Géographie
 Université de Bretagne Occidentale
 Octobre 1991

LES REGIONS ET LA DENSITE DE POPULATION EN TANZANIE



Carte réalisée par Gilles Couix
 Atelier de Dessin Cartographie
 Département d'Histoire-Géographie
 Université de Bretagne Occidentale
 Octobre 1991

PREMIERE PARTIE

UHURU : BILAN ET PERSPECTIVES

Malgré des efforts sérieux des pouvoirs publics en faveur du développement rural et une croissance continue de la valeur réelle de l'aide extérieure, les résultats agricoles de la Tanzanie ont fléchi depuis l'accession du pays à l'Indépendance (1961) à ce jour. Du coup, le Socialisme agraire -le Socialisme Swahili- que se proposait de mettre en place Julius NYERERE et qui se voulait être une expérience originale de refonte systématique des institutions politico-économiques et des stratifications sociales héritées de la colonisation, après avoir été tour à tour et presque en même temps, l'espoir du socialisme tiers-mondiste et l'exemple de l'échec des économies africaines, s'analyse aujourd'hui comme l'effet -le reflet- d'un volontarisme politique - d'un idéalisme- ayant négligé ou méconnu la réalité de la lutte des classes et ayant peu tenu compte des vicissitudes liées à la transition au socialisme.

Nonobstant la volonté de rupture maintes fois réaffirmée et malgré les timides tentatives de refonte des structures, les différentes politiques agraires semblent, plutôt, avoir été régulées, voire déterminées par des impératifs extérieurs au monde rural (1).

(1) Lire à ce sujet la "Conclusion Générale" à la Thèse de Doctorat d'Etat d'André GUICHAOUA intitulée "Destins Paysans et Politiques Agraires en Afrique Centrale", Paris, Ed L'Harmattan, Tome II, p 163-178. L'auteur, à l'issue d'une analyse des paysanneries burundaise, rwandaise et congolaise affirme : "Conçues en dehors des paysanneries et souvent à partir de programmes engagés grâce à l'exercice de la contrainte (réquisition foncière et expulsion des occupants actuels, encadrement autoritaire, prise en charge de l'amont et de l'aval de la production,...), les interventions productives de l'Etat ne sollicitent aucune adhésion autre que formelle -les mots d'ordre nationaux- ni créativité de la part des producteurs. Elles ne permettent donc qu'une anticipation paysanne réactive et dérivée dans le dépassement des contraintes "naturelles" auxquels ils sont confrontés. Dans cette optique, le paysan -objet abstrait du développement- est véritablement "instrumentalisé" en fonction de finalités définies et imposées de l'extérieur vis-à-vis desquelles, il ne peut qu'être pris en défaut d'incompréhension, de non-exécution, de mauvaise volonté ou de déviation. Toute initiative autonome de sa part se voit taxée de "parallèle" ou de "sauvage",... (27 : 166)

Ainsi sans forcément tomber dans la caricature la plus simpliste, on peut dire que la "vision nyererienne" d'une nation basée sur l'Ujamaa et entraînée par un Etat aussi paternaliste qu'humaniste, s'est mal accommodée de la présence en son sein d'une classe dirigeante devenue bureaucratique, issue d'une période d'indépendance donnée plutôt que conquise et qui a su conserver, récupérer et entretenir des relations étroites avec les circuits procurant des avantages financiers, matériels et de prestige.

D'entrée de jeu, on peut dire que l'histoire de la vie politique, économique et sociale de la Tanzanie s'est passée comme si tirée en avant par une élite administrative et bureaucratique avide de bien-être (maisha mazuri), elle-même prise par la main par un grand nombre de pays et d'organisations internationales qui en ont fait, un moment, le pays le plus aidé d'Afrique, s'était arc-boutée et bipolarisée autour : d'une part, d'une masse de paysans à qui l'on a fourni à grands frais des services et équipements sociaux et éducatifs de base comme on fournit un costume ou un masque à des figurants mais continuant de vivre l'auto-subsistance et, d'autre part, un secteur industriel et commercial extraverti et pompeur de devises gagnées sur ces mêmes paysans dont le revenu n'a fait malgré tout que baisser en termes réels.

Tout au long de ce travail, il s'agit de confronter la théorie à la pratique ou, plus exactement, de comprendre les implications politiques, sociales et économiques des différentes politiques agraires en comparant les discours à la réalité, aux réalisations observées tout au long du travail d'enquête et de recueils de données.

Le premier chapitre de ce travail se propose de rappeler qu'en référence à l'action et à l'idéologie coloniales, le gouvernement de Julius NYERERE, après un inventaire sommaire de l'état économique, politique et

social, s'est fixé un certain nombre d'objectifs vagues tendant à donner un contenu sémantique au mot UHURU (Indépendance-Liberté).

Dans ce chapitre, il s'agit de comprendre la conception, la **gestation** de l'Ujamaa. Au lendemain de l'Indépendance, le mot UHURU perd, petit à petit, son attrait. Ujamaa en tant que slogan remplace UHURU mais il faut lui donner un contenu susceptible d'attirer et de galvaniser les foules impatientes et déçues de petites réformes qui suivent l'accession à l'Indépendance.

Uhuru visait l'émancipation politique (KUJITAWALA) mais laissait de côté l'analyse des conditions économiques, sociales et politiques. Une fois l'Indépendance acquise, il s'agit de bâtir une société nouvelle mais à partir de l'analyse concrète des conditions sociales, politiques et économiques où se trouvent la majorité des citoyens.

Par une volonté d'enracinement, par le rejet de la lutte des classes et par horreur de l'impérialisme, l'Ujamaa se propose d'abattre trois ennemis clairement identifiés et désignés : la maladie, la faim, l'ignorance.

La désagrégation de l'ordre colonial, le prolongement logique du capitalisme et de l'impérialisme, n'ont pas signifié en Tanzanie -comme partout ailleurs- qu'on débouchait sur une ère nouvelle où serait éliminée systématiquement l'exploitation des nations par d'autres ou, à une échelle plus réduite, l'exploitation de l'homme par l'homme. Dans la Tanzanie d'après l'Indépendance, étant donné l'absence numérique du prolétariat du fait de la faible industrialisation, c'est la paysannerie qui est prise par l'élite bureaucratice-administrative détenant les rênes du pouvoir pour le fer de lance de la révolution. La transition au socialisme -définie comme l'écart entre le mode de production capitaliste et le mode de production socialiste- passe donc par une réorganisation de la paysannerie. A la main de l'élite bureaucratice-administrative, -compromis des différentes couches sociales-

l'Etat-Nation qui se met en place en Tanzanie s'attelle à définir les tâches de la construction du socialisme. Cela se traduit essentiellement par un économisme outrancier et une vision partielle d'un projet social.

L'Indépendance politique après avoir été longtemps un rêve auquel s'attache l'idée d'un "nirvâna" économique, social et politique devient vite un cauchemar sitôt qu'UHURU n'implique plus les lendemains qui chantent. Le "bloc au pouvoir" en Tanzanie, en 1961, a opéré une analyse de l'action et de l'idéologie coloniales (A) et s'est proposé d'éliminer trois survivances de l'époque coloniale : la maladie, l'ignorance et la faim (B) en vue de redorer le blason terni par les humiliations coloniales et de restaurer l'identité et la dignité bafouées (C).

C'est autour de ces trois points que s'organise ce premier chapitre qui permettra de comprendre la gestation de la stratégie de développement au plan agraire, industriel et culturel.

CHAPITRE I

UHURU WA BENDERA (1)

(1) Indépendance du drapeau (flag independence).

L'accession du Tanganyika à l'Indépendance (09.12.1961) consacre Julius Kambarage NYERERE comme leader national et la TANU comme parti dominant dans la vie politique du pays. Comme partout ailleurs en Afrique, l'élite nationaliste utilise l'autorité de l'Etat pour créer une Nation moderne : *"The dominant theme of postcolonial politics has been the efforts of NYERERE and his associates to use the state as an instrument designed to promote greater popular participation around the symbols, practices, and institutions for modern life in a manner congruent to nationalism"*(1)

La popularité de la TANU, de NYERERE est à son paroxysme et l'aspiration la plus profondément ressentie est celle de pouvoir accéder à la modernité (kisasa) en empruntant les voies claires du progrès (maendeleo). Tout est à redéfinir, tout est encore à définir. L'équipe de NYERERE s'y emploie en commençant d'abord par un inventaire de l'idéologie et de l'action coloniales.

A- IDEOLOGIE ET ACTION COLONIALES

1- L'IDEOLOGIE COLONIALE

Comme pour certains autres pays d'Afrique, le passé de la Tanzanie est lié au passé de ses deux puissances coloniales successives : l'Allemagne et la Grande Bretagne. En tant que pays, son apparition dans l'histoire du monde, comme son indépendance et le relâchement des liens avec les colonisateurs

(1) Hug W. Stephens, *The political transformation of Tanganyika 1920-67*, Frederick A. Praeger Put, New York 1968, p156.

relèvent de l'histoire de l'expansion européenne, de celle de la suprématie blanche et de l'expansion du capitalisme libéral.

Petit à petit, suivant l'intensification du rythme d'implantation des colons, le capitalisme libéral qui animait les premiers colons se transforme et la transformation des idéologies des classes dirigeantes annonce la disparition progressive des valeurs de l'époque victorienne : les véritables "entrepreneurs" au sens weberien du terme, les missionnaires et les administrateurs tout autant que colons qui plaçaient l'effort et la rentabilité au-dessus de la fortune et de ses avantages, sont peu à peu remplacés par une classe moyenne consommatrice. Morale protestante, austérité victorienne, séparatisme raciste semblent être les composantes fondamentales du colon britannique.

Cependant, il faut rappeler que les premiers trafiquants européens sont aussi brutaux que les marchands arabes d'esclaves.

Au Tanganyika, l'Allemagne et ensuite, l'Angleterre répètent fidèlement la politique de colonisation qui avait prévalu en Afrique du Sud : découpage des terres et création de réserves indigènes, institution d'un impôt obligeant les Noirs à travailler dans les plantations pour s'en acquitter, importation d'indiens pour l'encadrement subalterne et comme main d'oeuvre plus docile et mieux formée, création d'une société sur le modèle des campagnes anglaises où une aristocratie foncière domine les ouvriers agricoles.

Pratiquant l'accaparement systématique des terres par la création des campements des travailleurs, les Allemands trouvent un moyen aisé de rentabiliser le chemin de fer qui, en 1904, relie Dar es Salaam à Moshi (sur les terres fertiles du Kilimanjaro) et atteint Kigoma à la veille de la Première Guerre Mondiale.

Les premiers colons - ceux qui s'installent entre le début du siècle et la Première Guerre Mondiale- investissent leurs économies ou leur fortune dans des travaux de bonification et dans des expériences de nouvelles cultures.

La colonisation du Tanganyika sans connaître l'ampleur de celle du Kenya a fait de rapides progrès. En 1909, on compte déjà plus de 6 000 Européens. En 1914, 900 colons allemands s'installent le long de la ligne de chemin de fer Dar es Salam-Moshi.

Avec le chemin de fer et la mise en valeur des projets d'agriculture commerciale, les villes poussent comme des champignons après la pluie. C'est ainsi qu'entre 1896 et 1913, on enregistre des progressions impressionnantes le long du chemin de fer et un dépeuplement des villes éloignées du chemin de fer. (Voir Tableau 1)

Tableau 1**POPULATION DES PRINCIPALES VILLES DE L'AFRIQUE DE L'EST ENTRE 1896 ET 1913 (1)**

Villes	Population	
	1896	1913
Tabora	15 000	37 000
Dar es Salaam	10 000	24 000
Ujiji		14 000
Tanga		8 000
Moshi	5 500	6 000
Bagamoyo	13 000	5 000
Kilwa	15 000	5 000
TOTAL	58 500	99 000
TOTAL DE LA POPULATION		5 000 000

POURCENTAGE PAR RAPPORT A LA POPULATION TOTALE : 2 %

Source : Germany, Deutsches Kolonial-Handbuch (Berlin : Hermann Patel, 1896), Germany, Bulletin of the imperial Institute 12 (1914), p 114.

(1) Il n'est pas inutile de préciser, pour ce tableau et pour ceux qui suivent, qu'il est fort difficile d'obtenir des chiffres fiables dans la mesure où lorsqu'on en trouve, ils sont nombreux et de valeur différente pour le même indicateur observé. La saisie des données socio-économiques au niveau des villages relève des "guesstatistics" (statistiques pifométriques). Heureusement la lecture de la Presse (UHURU, MZALENDU, DAILY NEWS, SUNDAY NEWS) permet, grâce à la diversité des opinions exprimées parfois anodinement de tâter un peu le pouls de la réalité surtout lors des sessions parlementaires.

Ainsi, dès les premières années de l'implantation européenne, les grandes cultures coloniales sont encouragées : café, coton, thé, sisal, canne à sucre. D'autres cultures telles que le cacao et le caoutchouc ne donnent que des résultats médiocres. Le riz, du fait des longs transports qu'il nécessite jusqu'à l'Océan, revient trop cher. Ainsi à l'exception du maïs, aucun effort d'introduction ni de recherche n'est fait pour les cultures vivrières. La question de l'alimentation des indigènes n'intéresse pas les colons. Ces derniers s'intéressent avant tout à la rentabilité de leurs investissements et de la fructueuse vente de leurs produits sur les marchés européens.

La construction des routes, des chemins de fer, des maisons, les défrichements, les cultures, les services domestiques, tous ces travaux exigent une main-d'oeuvre abondante et à bon marché. S'il est aisé à une compagnie de chemins de fer d'importer de la main-d'oeuvre, cela est difficile pour le colon individuel souvent sans grande ressource et dont les produits - et donc les gains - obéissent aux lois de l'offre et de la demande qu'implique la concurrence internationale. D'où la nécessité d'un réservoir d'hommes bon marché et d'une élastique disponibilité au moment des récoltes. C'est pourquoi toute la politique coloniale sera axée, greffée, sur ces nécessités agricoles. Cela a eu pour conséquence :

1- l'absence de toute politique éducatrice jusque dans les années 50 (méfiance à l'égard de l'instruction généralisée qui se traduirait par l'augmentation du coût de la main-d'oeuvre ou, comme pour les Belges au Congo, pour éviter toute velleité indépendantiste car "*pas d'élite, pas d'ennui*").

2- l'absence de toute politique de modernisation agricole dans les réserves indigènes jusqu'en 1954 (en ne modernisant pas l'agriculture traditionnelle, beaucoup de paysans mordent à l'appât du gain et vont travailler dans les fermes européennes où ils sont "*taillables*" et "*corvéables*" à merci mais où ils tirent un revenu monétaire leur permettant d'acheter bicyclette, transistor, savon parfumé, parfum (marasi).

3- l'instauration d'une politique raciste interdisant aux africains d'accéder à un quelconque emploi nécessitant une qualification.

Dans les fermes européennes, le style de relation prédominant était de type féodal : le fermier blanc nourrit, loge, soigne, assure protection à ses serviteurs immédiats -ses Oncle Tom- qu'il se réjouit d'avoir tiré de leur sauvagerie. C'est un rapport de suzerain à SERF qui s'instaure et se perpétue.

Le contact forcé avec les colons modifie la conception du travail des populations africaines. Au Tanganyika précolonial, le travail est conçu comme une obligation sociale : tous participent aux récoltes et au stockage de la nourriture pour les cérémonies. Chacun, y compris les vieillards et les enfants, a un rôle à jouer. Normalement le travail n'est pas sanctionné par des avantages économiques individuels. Le travail sert avant tout au raffermissement des liens sociaux. Il convient de présenter succinctement à ce stade de l'analyse, les caractères de la société traditionnelle (2) avant de présenter l'action et l'idéologie coloniales(3).

2- CARACTERES DE LA SOCIETE TRADITIONNELLE.

L'organisation sociale des tribus de l'Est africain (1) est déterminée par les maigres ressources d'un sol généralement pauvre que les techniques et les outillages primitifs (panga, jembe na plau) ne permettent pas de bonifier. Dans quelques tribus riches (Chagga et Haya en Tanzanie actuelle, Baganda en Uganda) le milieu naturel plus riche crée une certaine plus-value et entraîne une stratification de type féodal et une organisation centralisée. Les

(1) Pour une analyse plus élaborée se référer à M. FORTES et E.E. EVANS-PRITCHARD, Systèmes politiques africains, Paris, PUF 1964, p 266. Pour une analyse sommaire, on peut se reporter à BOURDE (A), L'Afrique Orientale, Que sais-je ? n°1308, PUF, Paris, 1968.

autres tribus (Zanaki, Sukuma, Kuria, Ngurimi) apparaissent sans autorité centralisée, sans division tranchée de rangs et de richesses.

Avant la colonisation et l'imposition de ce qu'il est convenu d'appeler la Pax Britannica, l'histoire des différentes tribus est, grosso modo, celle de leur lutte pour l'occupation d'une terre très pauvre : la fragilité d'une végétation se reconstituant très lentement après les feux de brousse, oblige chaque tribu à se déplacer pour retrouver des sols plus généreux. D'où la lutte quotidienne contre la famine (njaa) contre les voisins, contre les animaux, contre la mort. Pour survivre, l'agriculteur tue la forêt, le pasteur saccage l'agriculture, le lion tue la chèvre et la chèvre tue la savane.

Dans cette "loi de la jungle" la tuerie donne le prix à la vie. La cohésion de chaque groupe, le renforcement des particularismes, des coutumes, des langues et des dialectes a permis l'accentuation de l'autonomie des unités restreintes (famille et clan) au détriment des tribus (numériquement plus faibles que celles de l'Afrique de l'Ouest).

Le sexe et l'âge déterminent l'organisation de la Division du Travail. Dans les tribus d'agriculteurs, les hommes sont chargés des travaux lourds, du défrichage, de la garde et de la défense des troupeaux. Les femmes sont chargées des opérations de culture proprement dites alors que les jeunes gens s'occupent de la défense et de l'intégrité du territoire.

L'unité sociale fondamentale est le groupe familial car il est à la fois unité de production et de consommation, centre d'éducation pour les enfants, et de contrôle social sur les adultes, lieu de création et de culte des ancêtres. C'est un univers clos où l'individu ne peut sortir. Il est courant d'affirmer que "hors de la famille, point de salut".

La division du travail est tout à fait élémentaire : le travail n'est pas conçu comme une sphère séparée de la vie quotidienne car travailler, rire,

dormir sont des activités différenciées participant de la nature humaine et sont, comme l'écrit R. DURAND, des "fonctions corporelles" (1)

La migration continuelle à la recherche de terres nouvelles (2), l'économie de subsistance et la faible densité de la population ont poussé la plupart des tribus à développer un système complexe d'occupation des terres. Dans ce système, la notion de responsabilité apparaît plus importante que celle de propriété. C'est ainsi que chez les KIKUYU, dans le cadre d'une propriété familiale bien plus que tribale, plusieurs systèmes fonciers sont présents :

- terres collectives de pâturages appartenant à plusieurs familles ;
- propriétés individuelles privées résultant d'achats faits à d'autres tribus ;
- possessions individuelles résultant d'un droit d'usage accordé par le chef de famille ou par le clan.

Des variantes plus ou moins significatives existent d'une tribu à l'autre. Cependant, au-delà de ces variantes, il convient de remarquer l'existence de :

- 1- la responsabilité assignée à chaque chef de famille de nourrir ceux dont il a la charge.
- 2- l'entraide collective nécessaire aux nouveaux défrichements.
- 3- la répartition des nouvelles terres pour remplacer celles épuisées.

(1) R. DURAND, "Quelques aspects particuliers de la psychologie africaine" in Bulletin du Centre d'Etudes et de Recherches psychotechniques, 1954,, 3, p 23-28.

(2) Selon R. CORNEVIN, (Histoire des peuples de l'Afrique Noire, Paris, Berger-Levrault, 1962, p 715) au siècle passé, les KIKUYU se déplaçaient 15 à 25 kms par an.

Les familles sont rattachées à la TRIBU à travers les lignages et les clans. Ainsi dans un sens horizontal, les **groupes d'âge** (1), unissant les individus d'un même âge, acquérant des privilèges et des obligations au cours d'initiations et des rites successifs, assurent la cohésion de toute la TRIBU. Sur le plan vertical, avec la croissance en âge, chaque groupe (classe) d'âge accède au pouvoir. Celui-ci est exercé par le conseil de ceux qu'on appelle les "ANCIENS" (Wazee). Les anciens tranchent les problèmes de la vie des groupes et règlent les litiges entre familles ou entre particuliers. C'est la règle de l'unanimité qui est en vigueur dans le conseil des anciens.

Par la voix et la voie des anciens, c'est la tradition qui doit être maintenue : l'organisation sociale vise au maintien et au respect des coutumes ancestrales. Bref, les anciens sont comme les prêtres d'une religion laïque faite de la somme des légendes, des expériences, des *modus vivendi* de la tribu.

(1) Chez les ZANAKI, tribu dont est originaire Julius NYERERE, chacun appartient à l'un des deux cycles qui rythment les classes d'âge (génération classes). Les deux cycles sont le "SAI" et le "ZUMA". Le cycle "SAI" comprend 4 classes d'âge : les Abasai, Abanyambureti, Abagamunyari, Abamena. Le cycle ZUMA comprend les Abazuma, Abamirabi, Abagni, Abanyangi.

Le pays zanaki -BUZANAKI- est divisé en provinces (BUTIAMA, BUMANGI, BUHEMBA, BUTUGURI, BUSEGWE, BUTURU, BUZAHYA, MUGANZA, BURUMA) elles-mêmes divisées en clans (Zihamati, sing : hamati). La règle de l'Endogamie au sein du clan ne concerne que les TURI (forgerons). L'exogamie n'est pas sanctionnée mais il existe un MUGIRO (tabou) pour chaque cas spécifique.

Le trait socio-religieux le plus important de la culture ZANAKI est constitué par les NYANGI (RITUELS) qui se déroulent suivant une séquence d'hypostases dont les principales sont, successivement, SARO (circoncision), EKIBISIRYO, EKYARAMIRO, l'EKIBURANO et ESUBWA. 3 catégories d'êtres jouent un rôle fondamental dans l'imaginaire Zanaki : ERIOBA (le jupiter Zanaki), ABAKURU (ancêtres morts) et les AMASAMBWA (esprits habitant les roches et les bords des rivières).

Les sociétés tribales (Kikuyu, Masai, Chagga, Sukuma) au contact avec les premiers colons ressentent un certain malaise et de profonds déséquilibres, du coup, s'introduisent. Du fait que souvent les périodes de récoltes chez le colon blanc correspondent aux périodes de récoltes de l'agriculture traditionnelle, le recrutement devient de plus en plus difficile. Le colon, dans de telles conditions, en vient à engager même les infirmes, les vieillards, les femmes et les enfants. Toute la stratification sociale traditionnelle est bouleversée, le prestige des vieux est galvaudé pendant que leur autorité se ternit.

Avec le bouleversement de la stratification traditionnelle, les structures de l'autorité traditionnelle se modifient du fait de l'égalitarisme contractuel exacerbé et du manque de hiérarchie. L'emprise de la tradition s'affaiblit.

Plus que sur le plan des valeurs, c'est sur le plan de l'économie que la société tribale est détruite. Les migrations du travail engendrent un très fort déséquilibre entre les sexes et dans les âges. Les familles sont vidées de leurs adultes mâles, auxquels les colons confient souvent des travaux traditionnellement réservés aux femmes, depuis les récoltes jusqu'aux travaux domestiques (1). L'ancienne division du travail n'a plus cours. Même si les hommes gagnent de l'argent, ils se déconsidèrent à leurs propres yeux et aux yeux de leur famille.

(1) C'est ainsi qu'au Zaïre (Kivu) les Bashi des environs de Bukavu ayant fui leurs collines fertiles du fait de l'extension des champs de thé, café, et quinquina fournissent l'essentiel des "domestiques" (boys, grooms) et que les tribus originaires du Maniema (Kusu, bangubangu) chantent dans un air célèbre : kambelembele, shaka iliungua, mpini ikabaki...kwetu maniema hakutoki boy (kambelembele, la hache est brûlée, le manche est resté intact, de chez nous au Maniema ne proviennent jamais de boys)

Très rapidement les colons ont réussi à faire le vide autour d'eux : d'abord le vide des animaux sauvages qui dévastaient leurs cultures, puis la lutte contre les feux de brousse qui risquaient de s'étendre et de gagner leurs propres terres ; et ensuite le vide dans la lutte contre le bétail indigène, toujours maigre et malade qui contaminait leur propre bétail.

C'est ainsi que pour des raisons apparemment et purement techniques, une agriculture plus moderne ne pouvait coexister avec une agriculture passeiste, traditionnelle. Bien malgré lui, le fermier et colon moderne est l'ennemi du paysan, comme celui-ci avait été l'ennemi du berger nomade.

L'idéologie coloniale s'implante après la destruction de toute la société traditionnelle et rurale du Tanganyika.

Dès les années 1880, la Grande Bretagne a terminé son industrialisation de base et ses usines réclament des matières premières à partir desquelles elles peuvent vendre des produits manufacturés.

Sur le plan des idées, il est de bon ton de célébrer le protestantisme puritain et la sanction divine du succès économique, du libéralisme économique. Le Darwinisme social, et son corollaire, la survivance des plus aptes ne trouve aucun mouvement populaire et/ou intellectuel pour s'y opposer. Car, en effet, bien qu'elle commence à se syndicaliser, la classe ouvrière est encore à la marge de la nation, elle n'a pas de représentation politique. C'est un peu plus tard que les intellectuels essaieront de protester contre le libéralisme économique guidé par la main invisible en essayant de "réformer" les abus du libéralisme : c'est la naissance de la célèbre "Fabian Society" créée par les WEBB.

A cette époque, le Parlement, de composition essentiellement bourgeoise et aristocratique, est l'instrument fidèle du développement libéral et de l'hégémonie libérale outre-mer. Les idées en vogue à l'époque peuvent se résumer par ces phrases qu'Engels écrivait trente ans plus tôt à Marx : *"Le prolétariat s'embourgeoise de plus en plus, et la plus bourgeoise des nations*

semble avoir pour but de posséder, en plus d'une bourgeoisie, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois" (1).

Contrairement à la France où les idéaux de la Révolution continuaient à conserver une grande résonance et où les intellectuels assumaient un rôle critique à l'égard des pouvoirs, la Grande Bretagne du début de ce siècle se délecte et s'immerge dans un colonialisme de caractère monolithique, sans contradiction et sans faille. C'est ainsi que les missionnaires, les explorateurs et les premiers colons ne doutent pas un seul instant de la légitimité et du bien-fondé de leur mission civilisatrice. L'idéologie du colonialisme britannique repose largement sur l'idée qu'il n'y a pas de différence entre le développement industriel qui vient de s'achever en métropole et la domination des forces de la nature dans les colonies. Les colons se souviennent bien et fraîchement qu'il y a quelques décennies de gigantesques efforts étaient déployés pour endiguer des cours d'eau, construire des chemins de fer et des villes. Et pour ce faire, ils ne se proposent pas d'adopter une approche différente concernant leurs rapports avec les populations africaines. Les colons britanniques traitent les populations africaines comme ils ont l'habitude de traiter les classes inférieures en Grande Bretagne : l'Anglais traite son subordonné de la même manière, avec la même distance et la même condescendance sitôt qu'il le considère comme différent ; et cela sans égard particulier à la couleur de la peau ou à la forme du nez.

(1) Marx et Engels, Sur l'Angleterre, Moscou, 1953, p 491-492, lettre à Marx, 7.10.1858.

Dans une autre lettre (17.11.1862) Marx dénonce "la passivité des ouvriers" et leur "goût chrétien pour l'esclavage".

Les vagues successives des colons anglais (Lugard, Delamere) au Kenya, en Uganda et, plus tard, au Tanganyika croient dur comme fer, aux valeurs telles que la RAISON, le PROGRES, la VOLONTE et entendent façonner les hommes et les choses à l'image de ce qui vient de se faire en Grande Bretagne. Tout au long de l'implantation de l'idéologie et des institutions coloniales, les colons anglais analysent les mentalités africaines avec la conviction que les Africains, à l'image des classes inférieures anglaises, ont des instincts qui portent davantage sur le plaisir et la reproduction que sur l'effort et la production.

La "trinité coloniale" (colons, missionnaires, administrateurs) est consciente de la fameuse "*white man's burden*" (le fardeau de l'homme blanc) qui seule, justifie la mission civilisatrice.

Chargés de la partie éducative et idéologique de la mission civilisatrice, les missionnaires décrivent minutieusement les moeurs indigènes. Leur puritanisme se trouve très rapidement choqué par les moeurs, les us et coutumes indigènes. C'est ainsi que les institutions telles que la polygamie, des rites comme la circoncision des garçons et l'excision des filles, des coutumes comme la danse attirent les foudres de ces "soldats de Dieu" résolus à réprimer sévèrement la sexualité.

Toute l'action coloniale découle de cette idéologie qui, grosso modo, veut instruire, christianiser et détribaliser. Morale protestante, austérité victorienne, séparatisme raciste synthétisent l'idéologie coloniale. Cette trinité coloniale place l'effort et la rentabilité au-dessus de la fortune et de ses avantages. Le colon britannique à la première heure adopte les valeurs de la bourgeoisie du siècle passé et ses décisions en matière coloniale découle logiquement de ces valeurs : il est libéral et ne se préoccupe ni d'assimiler, ni d'éduquer, ni d'associer comme le colon français.

3- L'ACTION COLONIALE

Dans ses relations avec les masses africaines, l'autorité politique britannique s'est appuyé sur un certain nombre de principes pour guider son action. J'essaierai de les examiner brièvement. Il s'agit essentiellement de l'Indirect Rule et du Multiracialism.

a- L'Indirect Rule :

Pour assurer bien plus directement les tâches de l'administration, le principe de base est celui de l'INDIRECT RULE : *"Dans l'administration de ce pays, le but est de gouverner à travers son propre gouvernement exécutif... Le Résident doit gouverner à travers et par les chefs".* (1)

Sur le plan théorique, le système de l'administration indirecte signifie que le colonisateur reconnaît à la société dominée des valeurs propres susceptibles d'adaptation plus ou moins rapide au changement social et admet que les structures traditionnelles se transformeront plus paisiblement si cette société continue de relever de l'autorité traditionnelle.

Bref, l'Indirect Rule est une politique à responsabilité limitée qui, en pratique, consiste à laisser le groupe en proie à d'inextricables conflits d'adaptation du fait des transformations par les politiques coloniales. En conférant un pouvoir nouveau, extérieur au chef traditionnel ou en en désignant un d'autorité au cas où le titulaire du moment ne fait pas l'affaire

(1) F.D Lugard, *The dual mandate in British Tropical Africa*, Edinburgh and London, Blackwood, 1926 (cité par Carl G. Rosberg, Jr et Aaron Sega, "An East african federation", *International conciliation*, May 1963, 543, p 72.

ou au cas où les structures tribales égalitaires (Sukuma, Zanaki) n'en comportent pas, l'administration coloniale a transformé totalement les fondements des relations d'autorité et de loyauté. Etant donné que la société traditionnelle n'opérait pas de distinction entre le matériel et le spirituel, entre le pouvoir religieux et le pouvoir séculier, le chef traditionnel, descendant en ligne directe du père fondateur de la tribu, symbole de la continuité et de l'unité du groupe grâce aux coutumes dont il est le gardien, se faisait le représentant d'une administration extérieure. C'est l'autorité coloniale qui sécularisait son autorité et désormais, ayant perdu le caractère sacré qui lui vient de la tradition, cette autorité trouve son fondement dans sa loyauté à l'égard du pouvoir central.

Avec l'Indirect Rule, les chefs deviennent de véritables marionnettes aux mains du pouvoir colonial, complètement étrangers à des traditions égalitaires (Kikuyu au Kenya, Sukuma au Tanganyika) : très rapidement, ils deviennent les premiers obstacles à toute émancipation.

C'est Guy de Bosschère (1) qui définit bien ce système de l'administration coloniale indirecte quand il l'appelle "l'attitude de désintérêt" :

"L'attitude de désintérêt du civilisateur britannique à l'égard du patrimoine culturel du "primitif", loin de représenter une forme quelconque de respect, signifie au contraire que le "natif", vu son niveau insuffisant, est tenu pour indigne de participer à la culture du "civilisateur" et, partant, de jouir des avantages de ladite culture. En outre, il est impensable que le "civilisateur" veuille s'abaisser à étudier et comprendre les moeurs et les coutumes du sauvage".

(1) Guy de Bosschère, Evidences et ambiguïtés du néocolonialisme, Synthèses, 1964, p 258.

Un des traits caractéristiques du système d'administration coloniale britannique c'est son absence d'uniformité se traduisant par des types d'organisation fort divers selon les territoires et les formes des sociétés africaines. La doctrine française en la matière, laissait, certes, une certaine latitude aux autorités coloniales locales dans l'application des principes qu'elle avait définies mais ces derniers restaient identiques dans chaque Fédération (AOF, AEF) et ils orientèrent la politique administrative de la même façon dans tous les pays de l'Afrique noire d'expression française. C'est le souci d'unifier l'organisation de son administration qui a toujours prévalu et c'est la raison pour laquelle les mêmes niveaux de commandement se retrouvèrent partout dans des formes identiques, quelle que soit la nature des systèmes politiques traditionnels : les chefs de village, les chefs de canton, et parfois, les chefs de province furent toujours les seuls représentants autochtones d'un pouvoir colonial centralisé au chef-lieu.

Contrairement à la politique française, la politique britannique n'ayant pas le même souci de centralisation, laissa aux pays placés sous sa tutelle une grande liberté dans l'orientation de leur organisation administrative interne. Ces pays placés sous la tutelle britannique disposaient de statuts juridiques différents selon qu'ils étaient colonies de peuplement (Kenya), terres de protectorat ou territoire sous mandat (Tanganyika). Ainsi, non seulement dans l'ensemble colonial négro-africain, mais à l'intérieur même de chaque pays, les systèmes d'administration africaine -et par voie de conséquence la position accordée aux autorités traditionnelles- ont été divers. Selon la nature du régime politique pré-colonial ou selon les circonstances historiques qui accompagnèrent l'établissement du colonisateur (conquête, occupation par une compagnie à charte), les autorités furent composées d'anciens dirigeants (seuls ou en "conseil") ou subrepticement, le système de colonisation s'orienta vers une administration plus ou moins indirecte, accordant aux élites traditionnelles

une participation d'importance inégale dans les affaires intérieures du pays. Dans l'administration africaine, les CHIEFS (Chifu) exercent leur fonction à des titres divers : "comme dirigeants traditionnels en Rhodésie du Nord (1) comme agents du gouvernement central au Kenya, comme agents de l'autorité locale en Uganda, mais avec des restrictions en ce qui concerne la loi et l'ordre public, comme autorité distincte au Tanganyika, enfin comme membre d'un conseil au Ghana" (2).

Malgré la diversité dans ses formes d'application, la politique britannique révèle un certain nombre de constantes :

- même si la politique anglaise a été plus respectueuse de l'organisation traditionnelle africaine et a laissé aux chefs une grande partie de leurs pouvoirs, la Grande Bretagne n'a jamais cessé de rappeler le caractère essentiellement dépendant des autorités africaines et leur subordination vis-à-vis des pouvoirs britanniques.

- l'organisation administrative des territoires sous la dépendance de la Grande Bretagne, obéissant aux mêmes règles de Décentralisation qu'en métropole, fut instituée en fonction d'une double forme de gouvernement visant à séparer les institutions du pouvoir central et celles des pouvoirs régionaux ou locaux. C'est ainsi que le jour où il fut admis que les institutions du pouvoir central et non plus seulement celles des pouvoirs régionaux pouvaient être aussi confiées à des autochtones, on remplaça le terme de LOCAL GOVERNMENT par celui de NATIVE ADMINISTRATION car c'est "le procédé permettant à un gouvernement colonial, dans un pays où le nombre

(1) Ζαμβιε αχτυελλε

(2) SUMMER CONFERENCE ON AFRICAN ADMINISTRATION, The place of chiefs in African Administration, King's College, Cambridge, 1957, (exemplaire ronéotypé, conclusions du groupe I)

d'Européens est obligatoirement limité, de se munir d'une organisation administrative assumant certains services, dont les plus importants sont la supervision des africains, le respect de la loi et le maintien de l'ordre, la répartition et le recouvrement de l'impôt, l'accomplissement des services de gouvernement local et le fonctionnement des tribunaux permettant de trancher des affaires intéressant les autochtones" (1)▼

Selon l'organisation des sociétés traditionnelles, les "Native authorities (autorités autochtones) disposèrent toujours des pouvoirs à la fois exécutifs, judiciaires, fiscaux et en partie, législatifs. C'est pourquoi, l'Indirect Rule retiendra les principes suivants :

1- la "native authority" avec ses pouvoirs judiciaires, fiscaux et exécutifs doit être une partie de l'appareil gouvernemental dans son ensemble.

2- c'est sous son autorité statutaire et sous un degré de délégation variant selon le stade d'évolution de l'autorité indigène que doivent être exercés ces pouvoirs.

3- l'exercice des pouvoirs exécutifs et législatifs par les autorités locales doit être soumis à révocation et direction des administrateurs européens.

4- chaque autorité autochtone doit avoir sa trésorerie locale financée par des revenus locaux.

Les principes de l'Indirect Rule devaient laisser une large place aux institutions traditionnelles et en particulier aux chefs, là où leurs pouvoirs étaient importants mais ils répondaient également à la volonté de les adapter progressivement aux conditions modernes en créant des cours de justice, des

(1) Lord HAILEY, Native administration in the British African Territories, Colonial Office, 1951, Tome IV, pl.

conseils délibératifs et des trésoreries. C'est là que réside la plus profonde différence qui sépara les systèmes français et britanniques : le système français n'a jamais jugé utile de confier à des autorités africaines régionales l'ensemble des pouvoirs permettant l'institution d'un véritable gouvernement.

En définitive, le système de l'INDIRECT RULE préconisé par Lord LUGARD et CAMERON avait pour but d'utiliser les structures autochtones comme moyen de continuité et de décentralisation de l'administration, de faire coopérer les chefs et le peuple avec le fameux "COLONIAL SERVICE" (administration coloniale) et, enfin, d'harmoniser politique coloniale et vie traditionnelle mais en laissant à cette dernière de s'adapter avec souplesse aux conditions modernes.

Tableau 2

POPULATION DU TANGANYIKA (1910-1965)

Année	Africains	Asiatiques	Européens
1910	4 700 000	87 000	37 000
1920	4 900 000	97 000	53 000
1931	5 800 000	320 000	82 000
1940	6 500 000	34 000	91 000
1950	7 730 000	768 000	149 000
1961	9 400 000	1 024 000	223 000
1965	10 450 000	1 205 000	211 000

Source : Population Studies, XII (Tanganyika, Statistical Abstract, 1962, p11).

Pendant toute la période que dure le "mandat" britannique sur le TANGANYIKA, un **GOVERNEUR** représente la Couronne et est responsable de l'administration. Il est assisté d'un **Conseil exécutif**, sorte de conseil des Ministres composé de hauts fonctionnaires et d'un **Conseil législatif** au pouvoir consultatif, composé de fonctionnaires et de membres élus et nommés.

L'administration indirecte devait permettre, lentement et sans vague, aux Noirs de s'adapter comme ils le peuvent aux transformations sociales et surmonter entre eux les tensions de cette adaptation. Aucune politique éducative ou sociale n'était nécessaire à leur égard étant donné qu'ils étaient destinés à occuper des emplois subalternes et non qualifiés.

Instruits et plus aguerris, les Asiatiques devaient être contenus dans des emplois intermédiaires. Ils devaient être ménagés pour être utilisés comme tampon contre les revendications et les agressivités africaines.

A la veille de l'accession à l'Indépendance, la structure sociale et politique apparaît divisée en trois castes imperméables, chacune d'elles formant une petite société propre, possédant ses riches et ses pauvres, ses classes antagonistes. Aucune concurrence économique et professionnelle n'est possible entre les trois castes (africains->manuels, asiatiques->employés et européens->direction, administration).

L'ensemble des institutions et le système des normes sociales visent à réduire au maximum des contacts entre les trois sociétés (blanche, asiatique, et africain) : les valeurs et les normes racistes sont suffisamment intériorisées pour prévenir toute déviance. Les seules interactions nécessaires sont limitées à la sphère économique. Une distance sociale marque les rapports entre les classes et le racisme ordinaire des Blancs n'est que le prolongement de l'attitude profondément indifférente que la Bourgeoisie anglaise manifestait envers ses propres classes inférieures. Dans ce territoire sous mandat comme dans le reste des colonies de la Couronne, la

couleur de la peau en vient à jouer le même rôle différentiateur des classes que les habits, les habitudes, le langage et la richesse dans l'Angleterre de l'époque victorienne. Ainsi, la domination d'une classe, d'une race sur les autres, tend à être interprétée en termes de culture, de niveaux d'éducation, d'aptitudes au leadership... Ces termes servent souvent à masquer le conflit fondamental et à détourner l'attention des assises réelles du pouvoir de classe.

b-Le Multiracialism. :

Dans la langue française, **multiracialism** n'a pas d'équivalent même si on peut, à la limite, employer "Multiracisme" pour essayer de traduire la réalité des colonies britanniques est-africaines où des minorités étrangères vivaient à côté d'une écrasante majorité de sociétés africaines. Les minorités (européenne, asiatique), par le "multiracialism", aménageaient ses relations avec la majorité africaine et fixaient la limite de leurs prétentions en s'octroyant le monopole du commerce, de l'industrie et de la haute administration.

La solution multiraciale est d'abord le refus de la solution minoritaire qui aurait débouché sur l'APARTHEID et aussi la peur, l'appréhension d'une solution majoritaire dont l'inéluctable issue serait un suicide économique, politique et social pour les minorités détentrices de rênes du pouvoir.

La solution multiraciale est une voie médiane reposant sur quelques principes :

1° Incapacité actuelle de l'Africain à participer à l'exercice du pouvoir;

2° Représentation communautaire à l'exercice du pouvoir sans tenir compte de l'importance numérique de la communauté raciale ;

3° Seul le développement économique atténuera les divergences et évacuera la confrontation interraciale.

"J'ai longtemps pensé, que là où il y avait un problème de multiples communautés, dont les aptitudes politiques sont plus ou moins inversement proportionnelles à leur importance numérique, la seule solution praticable est celle d'une représentation égalitaire de chacune d'entre elles, indépendamment de cette importance numérique" (1)

Le postulat de l'incapacité actuelle de la communauté africaine à participer à l'exercice du pouvoir découle du vieux principe colonialiste de l'incapacité congénitale du Nègre, atténué par le besoin d'un conservatisme et d'une survie des minorités dont le compte à rebours a commencé.

La représentation communautaire reposant sur ce postulat de base n'a jamais connu de claire modalité d'application car la définition et le contenu de "multiracialism" posaient problème. En s'en tenant aux trois communautés (africaine, indienne et européenne) on excluait la communauté arabe qui, au Kenya et au Tanganyika, dépassait numériquement la communauté européenne.

Les difficultés pratiques de délimitation des communautés et l'aménagement des susceptibilités laissèrent libre cours à l'empirisme et à l'improvisation.

La solution multiraciale dans son principe de représentation communautaire débouche alors sur un aménagement selon deux modalités :

a- représentation communautaire égalitaire : chaque communauté dispose d'un nombre équivalent de représentants.

b- représentation communautaire équilibrée (balanced representation) : une communauté dispose d'un nombre de représentants égal à la somme de représentants des deux autres communautés.

(1) Mitchell Philip, Extrait d'un discours prononcé au Rotary Club de Nairobi en 1947.

Seul le Tanganyika, à un stade de son évolution, connut ce type de représentation. La représentation communautaire équilibrée s'applique en Uganda, au profit des Baganda, au Kenya au profit des minorités blanches, à Zanzibar, au profit des minorités arabes. A Zanzibar, la "balanced representation" fut à l'origine de l'exacerbation de la haine entre arabes et africains. La fondation de l'Afro-Shiraz Party y tire un certain nombre d'explications et la Révolution de Zanzibar, conduite par les Africains, en 1964, est une conséquence de la "balanced representation".

L'accession de la communauté africaine aux responsabilités dans le Gouvernement Territorial, a toujours été considérée comme prématurée par l'administration anglaise.

Même si, après la guerre, les Britanniques cantonnèrent principalement, et presque exclusivement les Africains dans le "local government", l'accession aux affaires à l'échelle centrale leur est refusée.

En 1950, à la Chambre des Communes, le Secrétaire d'Etat aux Colonies se fixait comme objectif de *"guider les Territoires coloniaux au Gouvernement responsable à l'intérieur du Commonwealth et, à cette fin, les assister pour établir les conditions économiques et sociales sur lesquelles un self-government peut seul être établi"*.

Ainsi, c'est par le biais du développement que la colonisation britannique entendait faire accéder la majorité africaine à une situation égale à celle des autres communautés. La question politique du "self-government" ne pouvait se poser avec la chance d'être favorablement résolue qu'après un passage obligé par ce nécessaire nivellement économique.

Pour cet essor économique indispensable, condition sine qua non pour avoir voie au chapitre politique, la colonisation anglaise entendait promouvoir l'Agriculture, mais une agriculture modernisée. Aux Africains, il était demandé de réformer leurs pratiques ancestrales au niveau de la production, de la circulation et de la distribution d'où la lutte contre la culture sur brûlis, la protection sanitaire des espèces animales et végétales, l'utilisation d'engrais et de charrues.

Cette politique économique reposant sur l'agriculture permet incontestablement la naissance de "Koulaks" qui se muent, petit à petit, ex nihilo, en véritables notables locaux ; chez les Sukuma, autour de Mwanza, au sud du Lac Victoria, cette politique coloniale se heurte contre leurs traditions d'agriculture et d'élevage.

Traditionnellement allergiques à toute autorité, à tout pouvoir central, les Sukuma combattent avec acharnement les mesures concernant la protection des espèces tant animales que végétales. La résistance au changement se greffe à une résistance à la colonisation.

Cette "politique économique" reposant sur l'agriculture, alla si vite en besogne qu'elle proposa les fameux "Groundnuts Schemes"(1).

L'échec de ce développement économique fut sans équivoque car l'administration coloniale, dans sa bévue, s'attaquait aux pratiques culturelles avérées et efficaces sans oser s'attaquer au monopole du Commerce et de l'Industrie qu'organisent européens, arabes et indiens.

En voulant confiner les énergies locales au champ local de la compétition, les autorités britanniques, par le biais du "local government" contrarient toute action à dimension nationale et contribuent à la création de quelques "caudillos" africains dont découleront les leaders nationalistes de la TANU.

(1) Guy de Bosschère, Evidences et ambiguïtés du néocolonialisme, Synthèses, 1964, p 258.

La remise en question de la politique multiraciale sera le fait des leaders nationalistes et des instances onusiennes réclamant, à cor et à cri, un développement constitutionnel en vue de l'autonomie et de l'Indépendance.

Quand en 1954, une troisième mission de l'ONU se rend au Tanganyika, il est exigé de la Grande Bretagne une déclaration formelle stipulant que le Tanganyika a vocation à devenir un Etat africain devant connaître l'autonomie et l'Indépendance dans l'espace d'une génération :

"Les Africains prennent de plus en plus conscience du fait qu'ils constituent la majorité écrasante de la population du Territoire et qu'ils devraient un jour devenir la force dominante dans tous les domaines, politique, économique et social. Lorsqu'on songe aux progrès futurs du Territoire vers l'autonomie et l'Indépendance, il ne faut jamais perdre de vue cet aspect de la question. Il sera impossible d'assurer la stabilité du territoire si on ne précise pas clairement que le but est le Gouvernement du pays par les Africains. Le futur gouvernement du Tanganyika doit représenter, en effet, une société dont tous les éléments permanents se verront reconnaître une citoyenneté commune, des listes électorales communes, mais qui sera nécessairement une société africaine. On parle beaucoup actuellement dans le Territoire de "Société Multiraciale", de "gouvernement multiracial", et de "partnership" sans que les expressions aient été, à un moment, clairement définies... La mission estime que l'on ne peut mieux affirmer sa confiance en l'avenir du Territoire et de sa population qu'en fixant de manière à la fois optimiste et prudente le délai dans lequel on les aidera à atteindre l'objectif final. La mission a déjà dit que le Rwanda-Burundi, pays relativement moins développé, pourraît devenir autonome d'ici 20 à 25 ans". (1)

(1) Conseil de Tutelle, 15e Session (T 1169), Rapport sur le TANGANYIKA, Mission de Visite des Nations Unies, Janvier 1954.

L'économie coloniale, entièrement édiflée selon les besoins et au bénéfice de la métropole, fonctionne en respectant ce que Albert Meister (65:77) a appelé l'IMMUABLE PACTE COLONIAL. Ainsi les voies de communication ferroviaires et routières, servent à la centralisation et à l'exportation des produits agricoles. Les infrastructures économiques et sociales seront créées au bénéfice des grandes compagnies d'import-export et pour la commodité de leur personnel européen. L'introduction d'équipements de production est découragée et les biens de consommation de longue durée ne sont pas entretenus et soignés (ex : voitures et camions), l'artisanat local périclute ou n'est pas soigné car il vaut mieux importer de la métropole (cas du mobilier domestique) qu'en encourager la production sur place.

Au Tanganyika, le "pacte colonial" s'appelle COTON, CAFE, SISAL. Ces produits représentent 45% du PNB et 81,6% des exportations.

Le carcan de ce pacte colonial étrangle toute initiative et fige la stratification sociale. Pour briser ce carcan, il faudra diversifier les cultures, résister aux pressions économiques et politiques des grandes compagnies d'import-export et créer certaines industries de transformation.

A ce stade de l'analyse de l'action coloniale au Tanganyika, il convient d'exposer les structures économiques - primaires, secondaires et tertiaires - telles que, du fait conjugué du MULTIRACIALISM, de l'INDIRECT RULE et du PACTE COLONIAL, les nouveaux dirigeants nationalistes les trouvent au lendemain de ce que NYERERE, amer et désabusé, a appelé **UHURU WA BENDERA**(1).

(1) L'indépendance du drapeau.

1° Structures économiques du secteur primaire.

Contrairement au Kenya et à l'Uganda, les terres occupées ou mises en valeur par les colons et les grandes compagnies représentent autour de 1% des terres du pays. Ces terres produisent essentiellement du sisal qui représente, à la veille de l'Indépendance, le tiers des exportations du territoire.

Au Tanganyika, le nombre des emplois dans l'agriculture a plus que doublé entre 1946 et 1961 du fait de l'extension de surfaces occupées par des colons.

Cependant, jusqu'en 1955, les Africains ne possédaient pas le droit de cultiver des productions commercialisables, ou dans certains cas, ce droit était seulement consenti aux chefs locaux en récompense de leur collaboration au recrutement d'une main-d'oeuvre peu productive.

Cette main-d'oeuvre payée misérablement grossira les rangs de la TANU entraînant ainsi une moins grande docilité des travailleurs au moment des remous politiques.

Les grandes propriétés européennes -2/3 disposent de plus de 200 hectares- une main-d'oeuvre sous-payée et des rendements moyens ont permis d'assurer des revenus très confortables à leurs propriétaires. Mais en même temps, ces facteurs très favorables ont conduit à une certaine négligence s'agissant de la modernisation et de la mécanisation agricoles.

Bien des colons se sont limités à exploiter seulement une partie de la superficie qu'ils possédaient et ont, peu à peu, faigué les sols : pour développer davantage leur entreprise, il aurait fallu des investissements et du personnel supplémentaire. Cela aurait, à coup sûr, contribué à la diminution du train de vie familial.

Au fur et à mesure que se sont précisées les échéances de l'indépendance et les incertitudes politiques qui l'ont suivie le désengagement psychologique, le sous-investissement et la fuite des capitaux disponibles semblent caractériser l'activité du colon.

2° Structures économiques du secteur secondaire.

A la suite de l'Indépendance, les activités du secteur secondaire au Tanganyika ne concernent que la transformation des produits agricoles et quelques industries de consommation. Les produits miniers ne sont pas transformés sur place mais on trouve de florissantes industries telles que les cimenteries, et les entreprises du bâtiment, les usines d'égrenage du coton et de conditionnement du café et des sucreries.

On peut se faire une idée du faible développement des activités non agricoles à l'aide du tableau 3 :

Tableau 3

Secteur privé agricole	168 000
Secteur privé non agricole	77 000
Secteur privé (dont industrie)	23 000
Secteur public	94 000
Total des salariés	339 000
Total de la population active	4 800 000

Source : Wizara ya KILIMO

Ainsi les salariés du secteur privé agricole représentent plus du double du secteur non agricole. Quant au secteur public, il convient de remarquer la lourde proportion des salariés : un fonctionnaire public sur trois salariés. Sachant que dans son ensemble l'agriculture indigène n'entre qu'à peine dans l'économie monétaire et que les revenus des salariés africains sont extrêmement bas, les chiffres ci-dessus donnent une idée de l'exigüité du marché des produits de consommation industriels.

En accédant à l'Indépendance, les leaders de la TANU s'aperçoivent que la demande pour les produits de consommation industriels émane presque exclusivement de la population blanche et asiatique. Cette demande est très faible pour absorber une expansion rapide de la production indispensable à la rentabilisation des investissements industriels. Pour une croissance de l'économie, il faut une augmentation des surplus agricoles exportables grâce à une productivité accrue. C'est l'impasse où se trouve le Tanganyika au lendemain de l'Indépendance : une expansion industrielle impossible parce que non rentable et une agriculture peu susceptible d'être développée du fait de la mévente de ses produits sur les marchés internationaux.

3° Structures du secteur tertiaire.

Le secteur tertiaire a pour principale fonction la coordination et l'organisation de la production (et surtout de la production industrielle) dans les pays développés. Au Tanganyika, le secteur tertiaire a pour fonction la commercialisation et l'organisation de la production agricole mais aussi la distribution des produits d'importation. D'où la composition professionnelle de ce secteur : très nombreux commerçants et petits commerçants. La discrimination raciale crée des barrières et impose une stratification rigide.

Les européens occupent le sommet de la pyramide et possèdent de grandes compagnies d'import-export qu'ils dirigent soit de Londres soit de

Nairobi. Bien que les asiatiques se soient élevés au même niveau de fortune et de compétence commerciale, c'est le grand commerce européen qui est le modèle.

Au niveau moyen de cette pyramide, le commerce de gros et de détail est presque exclusivement aux mains des indiens.

Au bas de la pyramide, le petit commerce (vente de la cigarette à l'unité, vente à la sauvette) est le fait des Africains.

Dans le secteur tertiaire, il convient de noter que cette stratification est le résultat d'une lente mais prodigieuse ascension sociale des Asiatiques : dans un premier temps, ils se sont bornés à échanger des étoffes contre quelque récolte vendable en ville, puis ils ont ouvert une "**dukkah**" (boutique plus ou moins permanente dans la brousse), puis organisé le ramassage systématique des récoltes et fait des avances (à des taux usuraires) aux paysans.

Le MULTIRACIALISM allié à l'INDIRECT RULE et au PACTE COLONIAL ont eu pour effet d'ériger, voir de "figer" une stratification sociale où les africains occupent le bas de la pyramide alors qu'ils sont numériquement les plus nombreux. En accédant à l'Indépendance, il s'agit de renverser cette pyramide ou plus exactement de faire sauter les barrières empêchant l'ascension sociale des leaders nationalistes.

Parti en dernier dans la course, retenu en bas de la hiérarchie sociale par la discrimination raciale, trompé au poids et volé sur le prix pendant des années, l'Africain investit dans la politique qui, croit-il, lui donnera un coup de main en lui donnant les leviers de commande. C'est ainsi qu'il faudra, à tout prix, empêcher les étrangers de continuer telle ou telle activité commerciale ou tertiaire, comme avant la politique lui avait empêché d'en exercer lui-même.

C'est dans le secteur public que ces problèmes d'ascension sociale et de luttes politiques se retrouvent avec plus d'acuité. Dans ce secteur, les

Européens occupaient traditionnellement les emplois les plus élevés, les Asiatiques les postes d'employés aux écritures, les Africains les emplois sans qualification.

Avec l'accession à l'Indépendance, les leaders de la TANU, issus essentiellement des cercles de la TAA (Tanganyika African Association) et de l'administration coloniale, doivent tenir compte du concours de la paysannerie dans la lutte pour l'accession à l'UHURU. Depuis un moment, les leaders de la TANU, par l'arrivée des syndicalistes tels que Kawawa, Bomani, Nsilo Swai, ont greffé à leurs revendications des exigences pour un aménagement équilibré de l'espace rural.

S'agissant donc de l'héritage colonial, on peut dire, en dernière analyse que le Gouvernement de l'Indépendance, humainement et culturellement, se trouve face à une situation d'hétérogénéité profondément travaillée de tensions unificatrices. Sur le plan économique, il sait qu'il hérite de la *"cendrillon de l'empire de sa majesté"*. Le Tanganyika fut réellement une *"colonie à bon marché"* (1). L'administration coloniale s'efforça d'encadrer une petite production paysanne. Mais même dans les régions où l'agriculture compte un petit paysannat africain "progressiste" ou "moderniste", on est encore loin du capitalisme agraire. L'industrie est encore embryonnaire car en 1958, elle ne contribuait que pour 5% au PNB et cela à partir d'activités liées à l'agro-alimentaire.

Bref, le Tanganyika hérité du colonialisme, rescapé de l'Indirect Rule, du Multiracialism et du Pacte Colonial se caractérise par une pauvreté générale, des inégalités régionales, une faible pénétration de l'économie monétaire et des carences dramatiques dans la formation des hommes, l'école ayant été laissée au soin des missions.

(1) Mueller (Susanne D), The historical origins of Tanzania ruling class, Canadian journal of african studies, 15 (3), 1981, p 450-497.

Au moment de l'Indépendance, le Tanganyika compte en tout et pour tout 150 diplômés d'une Université ; 200 suivent des études supérieures ; 700 des études secondaires dont 176 en dernière année. C'est ainsi que L.S. KURTZ a pu décrire la situation comme suit : "Seuls 17% des emplois gouvernementaux à haut et moyen niveaux étaient détenus par des Tanzaniens. Sur 560 autochtones occupant un des 4000 postes de haut fonctionnaire - ce qui impliquait une formation universitaire- 380 seulement étaient africains. En tout et pour tout, 245 africains possédaient un certificat d'études secondaires en 1959. Sur 116 professeurs certifiés pour enseigner dans des écoles secondaires, 15 seulement étaient africains, et 29 enseignants tanzaniens suivaient des stages de perfectionnement. Il n'y avait ni juge, ni magistrat africain, pas plus qu'il n'y avait de secrétaire permanent ou de secrétaire permanent-adjoint de ministère africain en 1960" (1)

Après ce sommaire bilan de l'héritage colonial se proposant de rendre compte brièvement de l'idéologie et de l'action coloniales, il convient maintenant de passer au stade de l'analyse où les leaders nationalistes font un diagnostic de la société et se proposent d'extirper trois maux principaux : la maladie, la faim, l'ignorance.

(1) KURTS (L.S), An african education, the social revolution in Tanzania, Brooklyn, Pageant-Poséidon, 1972 (52 : 59).

**B- LES TROIS ENNEMIS : LA PAUVRETE, LA MALADIE,
L'IGNORANCE.**

I would like to add, sir -and I don't want to elaborate on this, there is no point in elaborating- I want to add there is another enemy which we must add on the list of these enemies poverty, disease, ignorance, I think we must add another enemy . Now Sir, I think I will be less than honest if I said that all is well, because it is not. There is corruption...

I feel, Sir, as we move, as we go forward, and we are going to wage this war against poverty, disease, and ignorance, we have got to have the confidence of the people".

(86 : 81-83)

NYERERE à Sir Ernest Vasey (17.05.1960)

Le 09.12.1961, le Tanganyika accède à l'Indépendance avec Julius NYERERE comme "Prime Minister". Depuis septembre 1960, il était déjà "Chief Minister", ayant comme principal collaborateur au Ministère des Finances, un tenant de l'Economie libérale, un citoyen britannique, Sir Ernest Vasey. Ce dernier prépare un plan de trois ans (THREE YEARS DEVELOPMENT PLAN FOR TANGANYIKA) susceptible d'être financé, à 75% par des fonds en provenance de l'Etranger et principalement du "Gouvernement de Sa Majesté" (Her Majesty Government). Sir Ernest Vasey occupera les fonctions de Ministre des Finances jusqu'en janvier 1962.

Avant de devenir CHIEF MINISTER, NYERERE est face aux contradictions internes au sein de la TANU concernant les réformes les plus urgentes à mettre en place. Et tout tourne autour de l'AFRICANISATION rapide, sans délai, sans procrastination de tous les postes de responsabilité ainsi qu'une refonte générale du système d'Enseignement. Cependant, les oppositions les plus intenses concernaient la question de l'accession à la citoyenneté tanzanienne. C'est ainsi que CRANFORD PRATT estime que *"le débat sur la citoyenneté, loin de détendre l'atmosphère, avait seulement servi à accroître les frustrations au sein de la TANU"* (53 :113)

Au sein de la TANU, les oppositions persistent et gâchent quelque peu l'atmosphère lors de l'accession du pays à l'Indépendance. Toutes ces contradictions sont amplifiées par la rumeur mais aussi par le quotidien de la TANU -UHURU- qui, paru pour la première fois en décembre 1961, écrit : *"Un impérialiste n'accorde pas l'Indépendance à un pays sans avoir préalablement planté les racines de la confusion et du chaos ; sans avoir élaboré des plans soit pour pouvoir gouverner les pays dans l'ombre soit pour alimenter les dissensions qui aboutissent à la chute du gouvernement... L'impérialiste est comme le serpent quand il se propose de mordre ; dans un premier temps il vous cajole et vous envoie des paroles mielleuses... Nos ennemis sont encore les mêmes et beaucoup d'autres s'y sont ajoutés. Tout le pouvoir est encore dans les mains des Immigrants. Tous les bureaux du Gouvernement et des entreprises publiques ou privées sont occupés par les jeunes filles originaires de Grande Bretagne ou d'Asie et par des vieux messieurs anglais ou asiatiques ; certains d'entre eux sont si vieux qu'on ne pense pas qu'il leur soit possible de quitter les trônes sur lesquels ils sont assis dans les bureaux du Gouvernement du peuple"* (1)

(1) Article paru en Swahili dans UHURU et traduit en anglais dans la livraison du TANGANYIKA STANDARD du 25.01.1962.

Les dissensions internes au sein de la TANU empêchent toute réflexion sérieuse sur le contenu à donner à l'Indépendance et dans quel sens orienter et canaliser les aspirations du peuple. C'est ainsi que pour harmoniser les relations au sein du parti, un peu plus d'un mois après l'accession à l'Indépendance, NYERERE démissionne de son poste de Premier Ministre et laisse les leviers de commande à Rashidi Mfaume Kawawa.

Pendant cet "éclipse volontaire" du pouvoir, NYERERE sillonne toute la Tanzanie et essaie de comprendre les difficultés, à la base dans l'arrière-pays. Il réorganise les cellules du parti, tient des meetings et, surtout, publie trois articles programmatiques et autocritiques :

- Ujamaa, the basis of african socialism
- TANU NA RAIA (1)
- TUJISAHIHISHE (2)

Candidat unique de la TANU contre ZUBERI MTEVU, dissident de la TANU et leader de l'éphémère AFRICAN NATIONAL CONGRESS, NYERERE gagne les premières élections présidentielles en novembre 1962 et devient Président de la République.

Dans son discours inaugural adressé au Parlement (dont il n'est pas membre mais auquel il peut s'adresser si nécessaire), NYERERE résume l'action passée et trace les perspectives d'avenir.

(1) Tanu na raia : la TANU et le citoyen.

(2) Tujisahihishe : Procédons à l'autocritique.

Ainsi, il déclare que la conséquence immédiate de ce récent passé colonial est que *"la majorité du peuple est pauvre et illettré"* (86 : 179) Dès lors il va falloir supprimer les séquelles de la colonisation en *"supprimant la discrimination entre Africains et non-Africains"* (86 : 181), en *"effaçant la différence au niveau de l'instruction entre chrétiens et musulmans"* (86 : 181) ou *"entre les instruits et la majorité du peuple"* (86 : 181). Mais plus ouvertement, il va falloir combattre les trois ennemis que sont la pauvreté, la maladie et l'ignorance.

Les années autour de l'Indépendance sont marquées par les dissensions et divergences au sein de la TANU mais aussi par une tâtonnante recherche d'orientations susceptibles de guider l'action politique. Mais deux thèmes, particulièrement, ressortent : la nécessité d'ABOLIR LA PROPRIETE PRIVEE DE LA TERRE et la volonté de forger une **ETHIQUE NATIONALE** appuyée sur la conviction que les systèmes pluripartisans sont inadaptés aux nécessités de la construction nationale.

NYERERE pense que la question de la terre est celle qui mérite une réflexion intense pour les membres de la TANU. C'est une question qui synthétise tous ses idéaux philosophiques et religieux car la terre définit et détermine le "socialisme tribal".

Pour contrer et éradiquer les trois ennemis, la priorité des priorités est celle de l'abolition de la propriété privée de la terre en consacrant l'inaliénabilité de ce qui constitue le fondement de la société dans ses pratiques productives et dans ses représentations symboliques.

NYERERE admet que le sol est un don de Dieu qui ne peut appartenir à l'homme. Celui-ci doit seulement bénéficier des fruits qu'il peut tirer du sol : *"Accepter l'introduction d'une méthode susceptible de permettre à un petit groupe de personnes de revendiquer un droit de propriété sur ce qui est actuellement un don de Dieu à tout son peuple c'est, en fait, volontairement,*

accepter l'esclavage. Ce n'est pas nécessaire d'être vendu pour être esclave de quelqu'un... (86 : 58).

Don de Dieu, le sol est inaliénable. Ouvrir le droit à la propriété du sol produirait sans tarder des inégalités, des riches et des pauvres, des divisions et des conflits, entre les "landlords" et les "tenants". Autrefois, des responsables étrangers contrôlaient la distribution et l'usage de la terre mais avec l'accession à l'Indépendance, le Gouvernement de la TANU entend ériger des règles encadrant l'utilisation et la transmission de la terre et de l'eau. Ainsi le "socialisme tribal" et l'égalitarisme qu'il implique seront restaurés. Dans l'application des réformes agraires, il faut que les expropriations affectent les structures agraires dans leurs "modes de production" et dans les rapports de classes. Il faut briser l'équilibre de l'agriculture hérité de la colonisation mais sans l'asservir à l'économie marchande.

C- LA QUETE DE DIGNITE ET D'IDENTITE

*Titi la mama ni tamu
Jingine halishi hamu
Lugha yangu ya utoto
Hata leo nimekua
Tangu ulimi mzito
Sasa kusema najua
Sawa na manukato
Moyoni mwangu na pua
Pori, bahari na mito
Napita nikitumia (1)*

Shaaban Robert (1909-1962)

(1) Le sein d'une mère est délicieux
Un autre n'étanche pas la soif
Langue de mon enfance
Et aujourd'hui de l'âge adulte
Alors que j'annonçais
Maintenant je sais parler
Comme un parfum
Comme un baume sur le cœur
Les forêts, les océans et les rivières
Je les traverse grâce à toi

En publiant "Ujamaa, the basis of African Socialism" NYERERE tente de définir un projet de société, une société modèle. Il trace, ainsi, le premier tracé d'un tronçon qui mène vers des destinations inconnues.

Dans les années 60, le maître mot d'un pays accédant à l'Indépendance était développement (MAENDELEO) (1). C'était le but de la libération et l'objectif des politiques publiques.

Depuis l'époque de la colonisation allemande, le Tanganyika connaissait un effervescent mouvement intellectuel dont la préoccupation essentiel était, en quelque sorte, la Défense et l'illustration de la langue swahili. Entre 1926 et 1927, se crée l'African Association qui, à partir de 1948 prendra le nom de Tanganyika African Association pour se transformer en parti politique en 1954 avec Julius NYERERE comme principal leader.

Association essentiellement à but culturel, l'African Association, ancêtre de la TANU, de l'ASP (African Shirazi Party) et de l'actuel CCM (Chama Cha Mapinduzi) recrute ses adhérents au sein de la Fonction Publique coloniale et s'attire les faveurs et les sympathies des petits commerçants. Dar es Salaam, Dodoma, Tabora et Zanzibar sont les plus puissantes branches.

(1) MAENDELEO pourrait se traduire beaucoup plus par Progrès que par développement car dans le verbe **Kuenda** (marcher), le radical **-end** restitue le sens du verbe déponent latin "gradi" (marcher) qui est contenu dans progrès (pro gradior, pro gressus sum = pro : devant, gradi : marcher, marcher vers devant). A l'idée de MAENDELEO, est souvent associé le MAISHA MAZURI (la belle vie) et NYERERE précise toujours que le maendeleo est "maendeleo ya watu siyo ya vitu tuu" (le développement des hommes et pas seulement des choses).

Quand en 1953, frais éclos d'Edinburgh, NYERERE, à la faveur de ses diplômes et de son activisme à Tabora, prend la tête de la Tanganyika African Association, il y trouve les personnalités qui ont nom : Paul BOMANI, Bhoke MUNANKA, Saadan Abdu KANDORO, Abdu SYKES, Patrick KUNAMBI, Japhet KIRILO, Ali SYKES, Germano PACHA, John RUPIA etc... A ce "noyau dur" de la Tanganyika African Association se joindra des syndicalistes tels que Rashidi Mfaume KAWAWA, Nswai NSILO qui renforceront les luttes politiques de la TANU.

Fédérant et fusionnant les aspirations et revendications diverses, la TAA et plus tard la TANU est traversée par des contradictions et des stratégies divergentes. Mais un seul élément cimente cette association culturelle devenue parti politique : la défense et l'illustration du Kiswahili. Rien d'étonnant qu'après l'accession à l'Indépendance, NYERERE, poussé par les anciens de la TAA, prenne le KISWAHILI comme l'arme de la lutte pour la reconquête d'une identité et d'une dignité bafouées par l'oppression et l'humiliation coloniales.

1- DEFENSE ET ILLUSTRATION DU KISWAHILI.

L'attachement presque obsessionnel au Kiswahili en Tanzanie découle de nombreux facteurs socio-linguistiques, historiques et politiques.

Pour implanter et maintenir une idéologie aux contours encore imprécis et pour enclencher un processus d'harmonisation et de condensation des rapports de force, le Parti a choisi d'entretenir des relations symbiotiques avec un Etat entrepreneur et redistributeur. Pour ce faire, il a fallu susciter et entretenir de multiples chenaux de communication. Ceci pousse le citoyen, le cas échéant, à inventorier les langages et les registres que comporte cette langue. Ainsi, l'utilisation du Swahili, l'organisation de

ses successives adaptations aux réalités du pays et à ses transformations lui ont permis de coller aux innovations.

Langue locale n'étant véritablement pas maternelle mais vernaculaire pour une frange marginale de la population, le Swahili se trouve dans une position médiane : il dépasse les cultures, déborde les terroirs. Il appartient à l'univers du plus grand nombre des Tanzaniens : au départ, il n'est pas tout à fait leur (1) mais face à l'alternative que représente la langue du colonisateur, il l'est complètement. C'est pourquoi le Swahili est porteur d'affects unificateurs, irréductibles à ceux que véhicule une seule des autres langues parlées en Tanzanie.

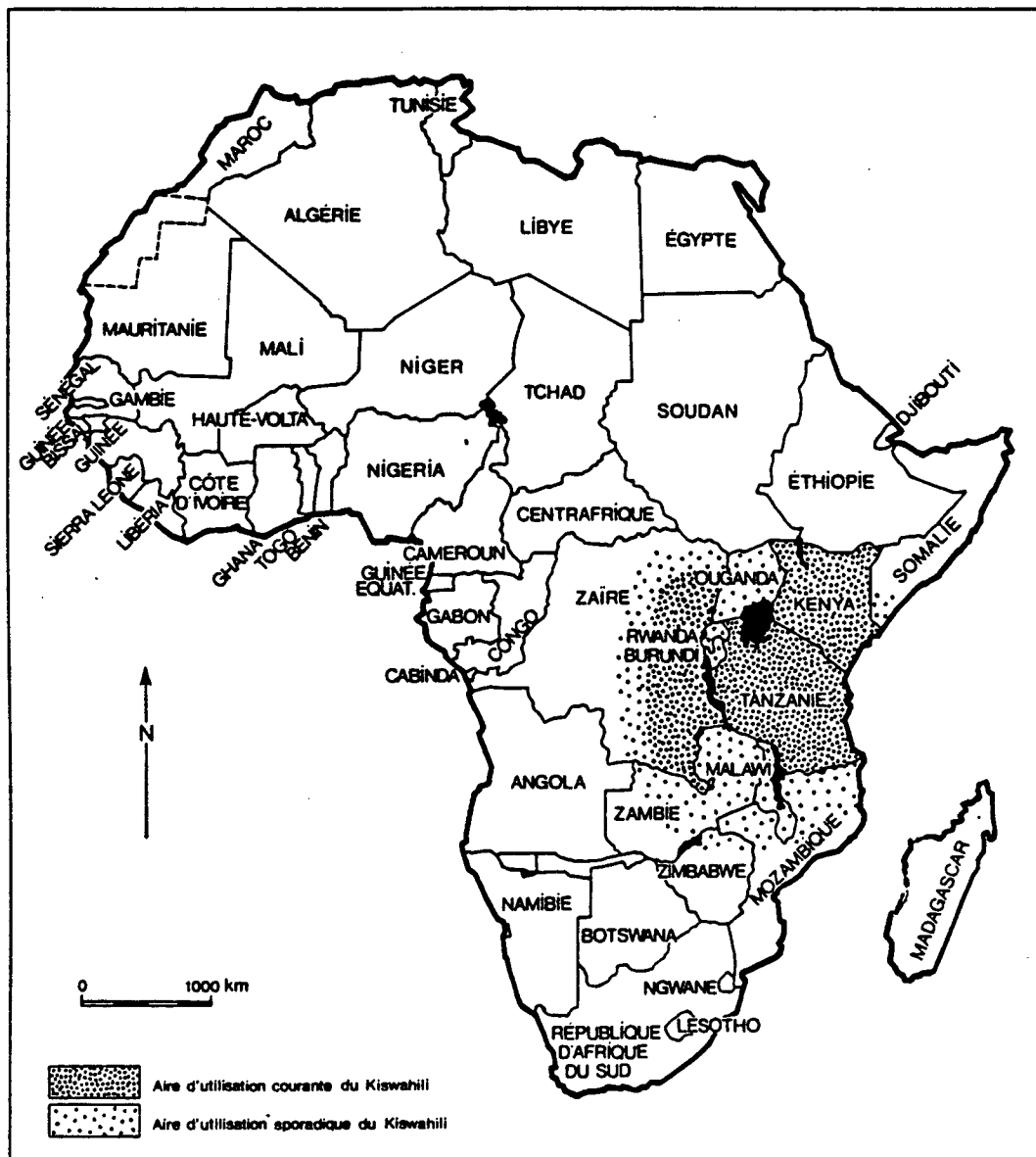
Globalement on peut cependant dire que si le Cameroun actuel est le berceau, le point de départ de certaines familles de langues africaines, les quatre grands groupes africains, selon le Classement de GREENBERG(2) trouvent leur point de convergence en Tanzanie.

Dans la réalité, tous les tanzaniens, ou presque, sont bilingues voire multilingues. Il existe donc une situation complexe due à une diversité linguistique. Pour l'Enseignement, pour l'alphabétisation ou pour la communication officielle, il faut choisir entre des langues qu'on peut qualifier de contact (d'extension tribale ou ethnique) et des langues de communication inter-régionales.

(1) Les populations de l'Est du Zaïre (Kivu, Shaba) quand ils se rendent compte du décalage entre leur Swahili et le Swahili standard et normalisé de Tanzanie disent souvent : "Kiswahili ni nyama ya tembo" (le swahili c'est comme la viande de l'éléphant). C'est-à-dire qu'il est d'une abondante et inépuisable richesse à telle enseigne que chacun peut s'exprimer comme bon lui semble car, quand dans une communauté on tue un éléphant, chaque personne prend la quantité de viande qu'il veut, la quantité de viande étant inépuisable.

(2) Greenberg J, The languages of Africa, La Haye, Mouton 1963.

AIRES D'UTILISATION COURANTE ET/OU SPORADIQUE DU SWAHILI



Carte réalisée par Gilles Couix
Atelier de Dessin Cartographie
Département d'Histoire-Géographie
Université de Bretagne Occidentale
Octobre 1991

A partir de cette complexité, il a fallu décider, très tôt, quelle langue peut être promue "langue nationale" et prévoir les conséquences d'un tel choix sur les autres langues tant "intra-nationales" de quelque extension qu'elles soient et les langues dites, communément, "internationales".

La quête de dignité et d'identité en Tanzanie a pris pour point de départ en Tanzanie, la réhabilitation de la langue dominante -le Kiswahili- qui, avant l'Indépendance avait un autre statut. En effet, avant l'Indépendance, les langues locales dominaient dans la vie quotidienne de la majorité des habitants du Tanganyika. Ces langues locales étaient utilisées aux premiers niveaux de l'enseignement primaire ainsi qu'à l'église, dans les hôpitaux et dans les réunions de village ou de quartier.

C'est seulement lorsque les interlocuteurs n'étaient pas de même langue maternelle qu'on recourait au Swahili alors que l'anglais, bénéficiant d'un prestige certain, était réservé à la hiérarchie administrative (bureaux, tribunaux, législation, gouvernement) et à l'enseignement secondaire

Langue majoritaire, au nombre des locuteurs (51,9%), le Swahili est talonné par le Kinyamwezi suivi d'une autre série de langues africaines utilisées dans les communications au sein des groupes tribaux et/ou ethniques (voir tableau 4).

Tableau 4**LANGUE ET ALPHABETISATION (1940)**

Langue	Nbre de locuteurs	% total	Alphabétisation	% Alph.
SWAHILI	2 750 000	51,9	400 000	15
NYAMWEZI	1 000 000	18,8	100 000	10
CHAGGA	165 000	3,1	16 000	10
KONDE	135 000	2,5	13 000	10
ZARAMO	125 000	2,3	12 000	10
Anglais	50 000	0,9	25 000	50
Gujerati	30 000	0,5	15 000	50
Allemand	10 000	0,2	8 000	80
Autres	1 035 000	19,5	103 000	10
TOTAL	5 300 000	100	692 000	

Source : D; MacDougald, The languages and Press of Africa (Philadelphia : University of Pennsylvania Press, 1944) p 85.

Après l'Indépendance, le Swahili consolide son rôle dominant, amplifiant ainsi son extension et son influence. Deux facteurs expliquent l'extension de son influence : il est un symbole de l'unité nationale et, de ce fait, il est devenu un instrument de mobilisation des masses dans la lutte pour l'accession à l'UHURU et à l'aliénation mentale et linguistique. C'est ainsi que le Swahili est progressivement devenu la figure caractéristique du nationalisme tanzanien.

L'émergence du Swahili comme langue nationale est liée à la lente et progressive quête d'une identité à travers une langue et une culture spécifiquement africaines. C'est ainsi que dès l'Indépendance, deux

Ministères se sont chargés de la promotion du Swahili. D'abord le "Ministry of Community Development and National Culture" dont le rôle essentiel était d'encourager la production des pièces de théâtre, des saynètes, de la prose et de la poésie en Swahili. Ce ministère s'est aussi chargé du développement du vocabulaire, de la standardisation de l'orthographe et de la grammaire. Ensuite, le "Ministry of Education" s'est fixé comme but essentiel de faciliter les conditions techniques d'apprentissage du Kiswahili.

Devenue langue nationale et par conséquent langue légitime, le Swahili s'est constitué, peu à peu, son *"corps de puristes, les grammairiens, et ses agents d'imposition et de contrôle, les maîtres de l'Enseignement, investis du pouvoir de soumettre universellement à l'examen et à la sanction juridique du titre scolaire la performance linguistique des sujets parlants (1).*

Il serait intéressant d'exposer les lois sociales de construction du Swahili pour comprendre la genèse sociale de cete langue et le rapport entre la langue et l'espace, selon le schéma saussurien qui entend prouver que ce n'est pas l'espace qui définit la langue, mais la langue qui définit son espace.

Langue officielle et langue de l'unité politique, le Swahili a partie liée avec l'Etat dans sa genèse et dans ses usages sociaux concourrant à la création du marché linguistique. Sur ce marché linguistique unifié et dominé par la langue officielle et légitime, le Swahili *"fabrique des similitudes d'où résulte la communauté de conscience qui est le ciment de la nation" (2)*

(1) Bourdieu Pierre, Ce que parler veut dire, Paris, Fayard, 1982, p 27.

(2) Georges Davy, Eléments de Sociologie, Paris, Vrin, 1950, p 233.

Le Processus d'élaboration, de légitimation et d'imposition du Swahili comme langue officielle et langue légitime s'est déroulé de telle sorte qu'on assiste actuellement à un affaiblissement presque irréversible des langues locales.

L'émergence du Kiswahili comme langue nationale est due à la conjonction de plusieurs facteurs : activité commerciale des arabes sur la côte et dans l'intérieur, la diffusion des religions étrangères (Islam et Christianisme), l'utilisation par les administrations coloniales allemandes et anglaises d'intermédiaires originaires de la côte (AKIDAS), l'emploi du Swahili dans l'enseignement primaire, l'absence d'une autre langue dominante sur la côte, l'appartenance du Swahili à la famille linguistique bantoue, le rôle de mobilisation et de développement de la conscience nationale dans la période de lutte pour l'accession à l'Indépendance, le rôle d'instrument de diffusion et de vulgarisation de l'Ujamaa, et de la stratégie socialiste depuis 1962.

Au moment de l'Indépendance, en 1961, le Swahili a été proclamé langue nationale et est, devenu, dans la foulée, en 1962, langue de travail exclusive de l'Assemblée Nationale. En 1967, Rashidi KAWAWA recommande de l'employer dans toutes les communications interministérielles.

Langue nationale, officielle et légitime, le Kiswahili fait partie d'une stratégie beaucoup plus globale de l'unification du marché linguistique dans la quête d'une identité débarrassée des humiliations du passé.

Les effets de domination sont toujours corrélatifs à l'unification du marché linguistique et ces effets s'exercent par l'intermédiaire de tout un ensemble d'institutions et de mécanismes. Pour le Swahili, la domination réside dans le fait que devenu langue officielle et légitime, elle suppose de la part des locuteurs d'autres langues, la docilité qui découle du fait que l'alternative ordinaire de la contrainte et de la liberté n'existe plus. Ceci

explique le regrettable effilochement du tissu linguistique local au profit du Kiswahili. D'où par ricochet, le problème du multilinguisme.

Dans la réalité, en effet, tous les tanzaniens, ou presque, sont bilingues ou multilingues. C'est ainsi que le cas le plus fréquent est celui d'un individu possédant la langue maternelle (par exemple : Kiha) utilisant la langue régionale dominante - le Kiswahili- ayant appris l'anglais à l'école (ou une autre langue internationale) et connaissant deux ou trois autres langues dominantes dans un pays voisin (ex : le Kirundi).

L'unification politique et l'imposition corrélatrice d'une langue officielle est à l'origine des frustrations qui sont venues s'ajouter aux autres humiliations de l'époque coloniale. Certes le Swahili se parle d'Ujiji à Bagamoyo mais à quel prix ? C'est ainsi que l'usage du Kiswahili implique des rapports de pouvoir au sein d'un Etat qui, sous l'impératif de l'Unité essaie d'esquiver la "babélisation" en accentuant la domination du Kiswahili et en veillant soigneusement à ne pas freiner la disparition rapide des langues ethniques. Que le pouvoir politique ne s'occupe pas du déclin qualitatif de l'anglais en milieu scolaire cela est, à un certain point de vue, compréhensible. Mais qu'il se délecte de la disparition des langues ethniques, les seules véritables langues maternelles des millions de Tanzaniens, cela relève du macchiavélisme inqualifiable.

Les efforts déployés pour accéder à l'Indépendance en usant d'un instrument de communication proprement africain -le Kiswahili- ont porté leurs fruits en accédant à l'Indépendance en ayant évité le piège des divisions et oppositions ethno-linguistiques qu'aurait tendu le colonisateur. En accédant à l'Indépendance, dans la volonté de jeter les bases solides d'un Etat unitaire, il n'était, peut-être pas, nécessaire d'étouffer les spécificités ethniques et linguistiques des populations ayant subi tour à tour l'oppression des jihads arabo-islamiques et des croisades euro-chrétiennes. Dans la quête d'identité et de dignité, il fallait non pas anéantir les spécificités locales mais

éviter que le "Léviathan puisse forcer des groupes humains à perdre leur langue pour user tous de la sienne, officielle" (1)

Il est vrai que le LEVIATHAN, ce monstre dont Hobbes a fait la figure emblématique ou symbolique de l'Etat est le seul être susceptible de briser, contourner, surmonter, esquiver l'obstacle de la tour de Babel.

Seule la terreur d'une puissance coercitive supérieure à celle de tout individu et de tout groupe particulier peut faire vivre en paix des hommes aux intérêts aussi divergents qu'insatiabiles.

Un seul peuple, une seule langue, sous un seul pouvoir souverain a été et demeure le projet de l'Etat tanzanien, la définition même de l'idée de Nation, sa raison d'être. Au sein de l'Etat-Nation tanzanien, l'idée, sinon la réalité, est que l'unité politique corresponde à l'unité géographique, économique, linguistique et culturelle d'une seule et même population.

Dans cette quête d'identité et de dignité appuyée sur les impératifs d'un solide Etat-Nation et sur l'unification du marché linguistique, le Tanganyika s'est livré à la défense, à l'illustration du Kiswahili mais aussi à la définition des contours d'une culture nationale (Utamaduni), d'une unification culturelle.

2- "UTAMADUNI" OU LA DEFINITION D'UNE CULTURE NOUVELLE.

L'Indépendance acquise, il reste que le pays indépendant doit se mettre à réorganiser la scène culturelle qui est, en Tanzanie, comme partout ailleurs en Afrique, le résultat d'une combinaison des forces historiques et socio-économiques variées. Pour la Tanzanie, la question était celle de savoir comment changer une population dont la vie culturelle s'est "effondrée", une

(1) Jean William Lapierre, Le pouvoir politique et les langues, PUF, Paris 1988, p 288.

population qui s'apprête à être dirigée par des "hommes et des femmes" à la peau noire et aux "masques blancs" qu'on appelle WAZUNGU-WEUSI (les blancs-noirs)

Les coutumes, les valeurs et les attitudes des paysans, différaient selon les productions agricoles régionales. Dans les zones de production des bananes telles que Mbeya, Bukoba et Kilimanjaro se construisait et se constituait une véritable "civilisation de la banane". Dans les régions productrices de maïs, se développait aussi une véritable "civilisation du maïs". C'est ainsi que dans cette "civilisation de la banane", les habitudes alimentaires et les relations sociales différaient de celles de la "civilisation du maïs". Alors que les producteurs de banane considéraient la banane cuite comme leur plat principal et le maïs comme "dessert accessoire", l'inverse était vrai dans les régions productrices de maïs.

Une division sexuelle du travail différente, intéressante à analyser, découle de la production de bananes ou de maïs : dans les zones de production de bananes; les hommes travaillent essentiellement dans les fermes, sirotant de temps en temps, quelques cruches et Calebasses de "vin de banane" (Kasiksi, rugombo, rugwagwa en Afrique des grands lacs) alors que les fermiers se consacrent aux cultures saisonnières indispensables pour le complément de l'alimentation quotidienne. Une telle organisation donne relativement un peu plus de travail aux hommes au début de la campagne mais relativement moins quand les bananiers sont développées et produisent nourriture et boisson en abondance. Les femmes, elles, s'occupent des cultures vivrières toute l'année et reviennent préparer à manger et entretenir le foyer.

Dans la "civilisation du maïs", hommes et femmes participent ensemble à toutes les étapes de la production mais les terres vierges nécessitant défrichage, débroussaillage et abattage d'arbres, restent du ressort des hommes.

Cette division sexuelle du travail explique sans doute les rigidités dans le système foncier de la "civilisation de la banane" aboutissant à des relations de type patriarcal. Les familles gardent jalousement des terres et le corollaire de ces pratiques rigides est que beaucoup de paysans sont sans terre.

Sur le plan culturel, les différents type d'organisation ont eu des conséquences sur la musique, la danse, l'art, l'artisanat, le langage, les valeurs. Ceci explique la variation des comportements selon les régions du pays et selon les forces socio-économiques à l'oeuvre.

Avec le contact avec l'Islam et le Christianisme, les pratiques religieuses traditionnelles et les rites ont été abandonnés au profit du culte chrétien et musulman.

Au moment de l'Indépendance (1961), la scène culturelle se caractérise par des relations antagonistes entre partisans des valeurs et des attitudes indigènes et ceux qui, porteurs d'un vernis culturel capitaliste, socialiste, communiste, musulman, chrétien, européen ou arabe, exigeaient la combinaison de plusieurs de ces éléments. Entre le traditionnel et le moderne des conflits latents n'allaient pas tarder à devenir violemment manifestes. L'élite adoptait volontiers le mode de vie européen, applaudissait le théâtre shakespearien alors qu'une grande partie de la population était sensible et attachée au MKWAJUNGOMA de la culture Zaramo, au KITOTO des Ngoni ou au NINDO des Gogo.

C'est ainsi que depuis l'Indépendance, de nombreuses déclarations ont exprimé le voeu d'en finir avec les influences culturelles étrangères et de favoriser l'émergence d'une identité culturelle tanzanienne. Dès 1962, le Ministère de la Culture est créé. Il portera successivement les dénominations suivantes :

- Ministry of National Culture and Youth (1962)
- Ministry of community Development and National Culture (1964-1967)
- Ministry of Regional Administration and Rural Development and Culture (1968)
- Ministry of National Education and Culture (1973)
- Ministry of National Culture and Youth (1974)
- Ministry of National Education and Culture (1977)

Ce ministère se propose de préserver, promouvoir et développer l'héritage culturel tanzanien -en particulier son art, son artisanat, ses langues, ses jeux, ses sports.

Quoi qu'il en soit, le plus grand défi depuis l'Indépendance -et c'est sans conteste le sens profond de la quête d'identité et de dignité- est de développer un sentiment culturel national susceptible de dépasser les clivages ethniques et les différentes cultures influencées par l'étranger. Cependant la question est de savoir si, en tentant de favoriser une culture nationale, le pays recherche l'homogénéité culturelle ou l'incorporation de différentes cultures en préservant leur diversité.

Avec l'accession à l'Indépendance, le Gouvernement conduit par Julius NYERERE et, peu après, par Rashidi KAWAWA a vite établi un bilan sommaire de l'action et de l'idéologie coloniales. A partir de cet héritage colonial, il fallait bâtir les fondements solides d'un Etat et réorganiser les structures économique-sociales en identifiant les maux à combattre (pauvreté, faim, ignorance) et en essayant de restaurer des valeurs susceptibles de donner une éthique, une identité, une dignité nationales.

Le Swahili est tellement prodigue en formules de contrôle social qu'on a même avancé qu'il incite à éviter les conflits, à esquiver les discordes, à contourner les confrontations. L'organisation formelle du discours

qu'inspire le Swahili est parsemée de proverbes, d'images poétiques et de traits d'esprit (1).

C'est par dérivation du radical -comme en bien d'autres langues bantu- que les mots se forment en swahili. Divers concepts sont issus d'un même radical et cela permet des associations mentales, des connotations et des allusions qui ont des implications politiques et/ou idéologiques.

La maîtrise d'une langue imprégnant et l'idéologie et les représentations s'associait à la construction de l'unité sociale post-coloniale en favorisant la créativité populaire qui, jonglant avec elle, permet d'éviter les heurts trop violents et les interprétations approximatives. L'humour et les tours de la langue, les métaphores, les euphémismes, les hyperboles, bref toute la panoplie des figures de rhétorique (tropes et non-tropes) peuplent le dire politique, restructurent la réalité et déplacent le débat du concret à l'éthique. Comme partout ailleurs, en Tanzanie et en Swahili, les modes discursifs sont malléables. Ils sont sans cesse investis par les langages politiques. C'est ainsi que lorsqu'on mène des enquêtes ou quand on recueille des informations sur des faits précis, il faut tenir compte des MANENO YA KINYUME (propos en arrière, paroles à l'envers). Dans les "Maneno ya kinyume, cette technique du double sens sert à l'organisation de la résistance passive face à un détenteur du pouvoir jugé autoritaire, incompetent ou illégitime. Souvent les affirmations signifient les négations, les surnoms seuls servent à désigner la personne car c'est s'attirer un malheur que de l'appeler par son vrai nom. Surtout quand il est réputé "SORCIER" (mchawi) ou habité d'intentions généralement malivoles. Le KINYUME tient sa force du

(1) Lire à ce propos Maw (Joan), Omar (Yahya Ali), The language of social control, in Maw (J), Parkin (D) eds, Swahili language and society, Vienne, Beiträge für Afrikanistik, 1985, p 151-158.

fait que c'est un procédé qui permet de maintenir la communication, simultanément à plusieurs niveaux ou avec plusieurs groupes mais en sachant qu'il y a des codes destinés à l'in-group (en-groupe) et à l'out-group (hors-groupe).

L'Unanimité, le Consensus s'obtient ainsi à l'aide d'un mélange subtil des figures de rhétorique, des proverbes, des techniques du double sens. En continu, coexistent divers systèmes de référence et de langages sociaux pour comprendre et s'adapter à l'évolution plurielle où chacun déploie des stratégies propres. Du coup, le système politique a vu se développer et s'installer une pluralité de chenaux de communication entre la base et le sommet, entre le "Centre" et la "Périphérie" pour reprendre ces catégories chères à Pierre GREMION.

La langue et les différents langages se sont appropriés les différents concepts politiques contemporains implantés par la colonisation. Ceci a servi à l'élaboration du système juridique et politique. Etant donné les emprunts nécessaires que cela implique, le Swahili regorge de ces mots polysémiques qui lui permettent de "prédispositions symboliques" ou se retrouvent mêlées les considérations manichéennes du monde entre le BIEN et le MAL que les cultures tanzaniennes et le moralisme de l'Ujamaa influencé par des socialismes venus d'ailleurs fabriquent. C'est pourquoi, comme le suggère Pierre Alexandre *"l'idéologie officielle du parti au pouvoir est vraisemblablement plus compréhensible et plus claire pour les citoyens que pour les observateurs extérieurs qui ne la connaîtraient en somme, en traduction et non en original"* (1).

(1) Pierre Alexandre, "Mwalimu NYERERE, le révolutionnaire bien élevé" in *Le Mois en Afrique*, Août 1966, Tome VIII, p 48-59 (p 53).

Instruments de communication à expressivité multiple, la langue swahili et ses différents langages recouvrent essentiellement deux dimensions : la dimension culturelle et la dimension idéologique. Les deux dimensions constituent l'essentiel des mécanismes agrégateurs car l'Etat et le Parti les utilisent pour l'harmonisation des représentations. C'est ainsi que tout au long des années 70, fleurissent des slogans tels que SIASA NI KILIMO (la politique c'est l'agriculture), SERIKALI NI UCHUMI (le Pouvoir, l'Etat c'est l'Economie), UHURU NI KAZI (l'Indépendance c'est le travail), MTU NI AFYA (l'homme c'est la santé) et KILIMO CHA KUFA NA KUPONA (l'agriculture, une question de vie ou de mort).

A travers la langue et ses différents langages apparaissent en filigrane et dans un enchevêtrement difficile à démêler les relations du pouvoir ou la correspondance entre les structures d'autorité que les orientations éthiques légitiment et les hiérarchies dans lesquelles s'incarnent ces structures d'autorité au sein des domaines où s'exerce le pouvoir d'Etat. De ce fait, le vocabulaire politique tanzanien (1) reflète la transposition de la structure d'autorité familiale dans le système politique, la réappropriation des termes juridiques produites par l'Indépendance et enfin l'adoption des principes idéologiques inséparables des diverses et adverses cultures tanzaniennes. C'est ainsi les mots NDUGU (frère), KOMREDI (cmarade), MWANANCHI (citoyen, enfant du pays) RAIA (sujet au sens juridique du terme), MWANASIASA (politicien) MZALENDU (nationaliste) montrent que le but idéologique et culturel que poursuivent les autorités politiques à travers la langue et ses différents langages est d'aboutir à la systématisation de la perception des relations du pouvoir et d'autorité en les faisant apparaître comme des relations familiales.

(1) Lire à ce propos : KIIMBILA (J.K), Uchunguzi wa maneno ya kisiasa, in Kiswahili, 41 (2), septembre 1971, p 18-21. Philippson (Gérard), Etude de quelques concepts swahili dans les oeuvres de JK NYERERE, in Cahiers d'Etudes Africaines, 10 (40), 1970, p 530-545.

Ainsi à partir du terme MWANA (fils de) se sont formés MWANANCHI (**mwana** : fils de, **nchi** : pays, contrée), MWANASIASA (**mwana** : fils de, **siasa** : politique) MWANACHAMA (mwana : fils de, chama : parti) pour désigner successivement le **citoyen**, le **politicien**, et le **membre du parti**. A partir de KUZAA (enfanter, accoucher, mettre au monde) le vocabulaire politique utilise MZALENDO (le patriote, la nationaliste) mais aussi MLEZI WA TANU (le fondateur de la TANU) pour désigner NYERERE. Le MLEZI WA TANU qui jusqu'en 1985 est aussi BABA WA TAIFA (père de la Nation) a la responsabilité de l'éducation, de l'élevage, du dressage. Il a le rôle du parrain, du tuteur, de gardien et de protecteur moral que comporte la charge familiale.

Au slogan UHURU de la période de lutte pour l'accession à l'Indépendance vont progressivement s'adjoindre MAENDELEO (1), UJAMAA, KIJITEGEMEA pour donner un contenu sémantique au mot UHURU. C'est à partir de ces instruments de communication à expressivité multiple que sont la langue et les différents langages que les autorités politiques ont, pour paraphraser Marx, vaqué à l'INTERPRETATION de l'Univers des citoyens. Or il s'agissait aussi de le TRANSFORMER. Quelles ont été les Transformations opérées ? C'est l'objet de ce deuxième chapitre.

(1) Maendeleo : forme dérivée du verbe *Kuendelea* (continuer, progresser, aller de l'avant) *kuendelea* provient de *kuenda* (aller, faire mouvement)

Dans la pensée de NYERERE, MAENDELEO est la traduction de Développement alors que sémantiquement il est l'équivalent de PROGRES (le radical *end* traduit fidèlement le radical du verbe déponent *gradior*).

Chez NYERERE, la conception du développement met l'accent sur la continuité, le procès (dans l'acception marxiste du terme) plutôt que sur la rupture ou le "décollage" cher à Rostow et à ses épigones.

CHAPITRE II

LES TRANSFORMATIONS OPERÉES

You go through two stages in these colonial countries. One is when midnight comes ; the clock strikes and you are independent. Fine. But then begins a whole process of changing conditions and changing people. I had been talking to the people, telling them the second process would not be easy. I'd been saying over and over, "Uhuru na kazi", work, work, work, long before independence. Getting the people ready for the next stage : "Don't expect miracles, don't expect a better house after midnight... But, one thing must change after midnight : the attitudes of colonial people, their way of treating the africans as nothing. This must change after midnight. The colonized are now the rulers, and the man in the street must see this ! If they had been spitting in the face, now it must stop ! After midnitht ! This cannot take twenty years ! (105 : 76)

Julius K. NYERERE

UHURU NA KAZI -l'Indépendance et le travail- scandait-on avant et après l'Indépendance. Seul le travail devait garantir l'Indépendance et assurer le MAENDELEO (le progrès). Le travail assure l'Indépendance.

Dans ce deuxième chapitre, je me propose de répertorier les transformations opérées au triple niveau politique, économique et social.

Les premières transformations qu'entreprend Rashidi KAWAWA concernent d'abord **l'AFRICANISATION** de la fonction publique et l'abolition des charges et des salaires des chefs (hereditary chiefs).

C'est ainsi que Sir Ernest Vasey, jusqu'alors Ministre des Finances, est remercié. Cette africanisation -trop lente aux yeux des caciques de la TANU, trop rapide aux yeux de NYERERE- sera suivie de l'abandon du modèle westminstérien et, corrélativement, par l'option pour le modèle républicain : les habits neufs de la République (A). C'est le retour de NYERERE aux affaires en qualité de Président de la République. Les transformations continuent par un réveil de la TANU concernant la question agraire et le monde paysan : la TANU, le paysan et la terre (B). Mais pendant que s'opèrent toutes ces transformations, le plan intérimaire tracé par Vasey touche à sa fin et, au milieu des mutineries et de la révolution à Zanzibar, il faut mettre en oeuvre le premier plan quinquennal (C) qui va de 1964 à 1969 et dont la déclaration d'Arusha est une sorte de bilan à mi-parcours et une option pour un "new deal".

A- LES TRANSFORMATIONS POLITIQUES : LES HABITS NEUFS DE LA REPUBLIQUE.

L'éclipse volontaire et momentanée de NYERERE laisse à KAWAWA le temps de mener, tambour battant et à un train d'enfer, les réformes nécessaires : africanisation de la Fonction Publique, suppression de la charge

et des salaires des "CHIEFS", réorganisation et mise au pas des syndicats, législation concernant le Code de Nationalité, définition de l'écart entre les salaires.

L'africanisation de la Fonction Publique menée par l'ancien syndicaliste KAWAWA (ministre sans portefeuille en octobre 1961 et Premier Ministre en janvier 1962) provoque des dissensions au sein de la TANU mais ses effets sont atténués par le fait que beaucoup d'experts britanniques ou européens démissionnent.

Avec l'africanisation, KAWAWA mène et applique une politique qui donne satisfaction aux "caciques" de la TANU pendant que NYERERE organise le parti. Ainsi l'africanisation sert à calmer les voix qui commençaient à s'élever contre la lenteur des transformations et permet en même temps à la TANU de procéder à la consolidation du contrôle politique. L'africanisation rapide de la Fonction Publique débouche sur un aménagement des pouvoirs des autorités administratives provinciales en accordant un rôle actif important aux représentants, au niveau régional (provincial), du Parti et de l'Etat et en supprimant la charge et les salaires des "CHIEFS".

Dans sa volonté d'accroître son contrôle politique, la TANU bute contre les réticences de la Tanganyika Federation of Labour (TFL). Malgré leurs préoccupations communes et une longue coopération dans la lutte coloniale, la TFL et la TANU, après l'accession à l'Indépendance, n'arrivent pas à "accorder leurs violons" et harmoniser leurs points de vue sur le bien commun, les intérêts particuliers et l'intérêt général, le contenu de l'Indépendance nationale. C'est ainsi qu'une partie de la TFL était opposée aux idées de NYERERE quant à la constitution d'une fédération est-africaine. La TFL exigeait une africanisation rapide et radicale, alors que le gouvernement entendait procéder lentement à une extension progressive des responsabilités aux citoyens, sans distinction de race et seulement en fonction de leur compétence. La TFL s'élevait contre les recommandations de

la Commission ADU qui préconisait une limitation des augmentations des rémunérations.

Eu égard aux divergences profondes entre la TANU et la TFL (droit de grève, communauté est-africaine, africanisation, limitation des augmentations des rémunérations), une commission mixte syndicat/gouvernement est créée pour résoudre les problèmes existants et apaiser la base militante et syndicale.

Couple sado-masochiste, aussi incapable de s'aimer vraiment et de se haïr absolument, la TANU et la TFL n'en finissent pas de se déchirer à ce moment crucial où les militants des deux organisations s'interrogent déjà sur les fruits de l'Indépendance. C'est ainsi que pour en finir avec les réticences de la TFL, la TANU, dans sa volonté de consolidation du contrôle politique, développe et déploie un "arsenal législatif" pour définir les limites de l'action syndicale et améliorer les conditions de travail en consolidant la sécurité des employés. Trois grandes lois, consécutives aux incessantes grèves de 1962, prévoient :

1° - que les syndicats devront obligatoirement être affiliés à une centrale unique désignée par le Gouvernement. Ce dernier aura un droit de regard sur les finances de cette centrale unique (Trade Union Ordinance (Amendment) Act, n°51/1962)

2° - la restriction du droit de grève des fonctionnaires. Ceux qui gagnent plus de 720 Shillings par mois n'ont pas droit de se syndiquer (Civil Service (Negotiating Machinery) Act n°52/1962)

3° - de rendre extrêmement difficile le recours à la grève en obligeant à respecter les circuits de conciliation et d'arbitrage (1) (Trade Disputes (Settlement) Act, n° 43/1962)

Avec l'Africanisation et cet "arsenal législatif", la consolidation du contrôle politique devient réel même si la grogne des syndicalistes muselés se transmue en amertume, malaise et mécontentements. Ainsi la campagne est contrôlée par les hommes du parti et la ville où les syndicats ouvriers sont actifs, est directement sous le contrôle du Gouvernement (Ministère du Travail). L'autorité des "Chiefs" n'étant plus que symbolique, les hommes de la TANU s'emploieront à "propager" l'évangile socialiste que peaufine un NYERERE qui, dans les coulisses de cette "théatrocrite" en train de s'installer, souffle aux acteurs (KAWAWA, KAMBONA, KAMALIZA, BOMANI, BRYCESSON, JAMAL) les rôles et les partitions à jouer.

En quelque sorte, pendant cet intermède que joue Rashidi KAWAWA, NYERERE, l'acteur principal ayant joué le premier acte qui se termine par l'Indépendance, se prépare à remonter sur scène pour jouer le deuxième acte, non plus avec le costume westminstérien mais avec les habits neufs de la République. En même temps, il rédige les célèbres Ujamaa, the basis of African Socialism, Tujisahihishe et The Second Scramble.

(1) Pour se retrouver dans les dédales que sont ces circuits de conciliation et d'arbitrage, il faut un "fil d'ariane" que ne donne certainement pas le législateur soucieux de construire un "labyrinthe juridique" susceptible de décourager toute tentative des syndicalistes de la TFL. Ainsi tout conflit doit nécessairement entraîner la saisie d'un "commissaire du travail" qui nomme alors un conciliateur ; si ce dernier échoue le conflit revient au "commissaire du travail" qui peut l'envoyer au Ministre du Travail. Le Ministre du Travail soit saisit un tribunal, soit désigne une commission d'enquête qui oeuvrera avant que le différend n'aille devant une cour. C'est seulement si toutes les possibilités ont été tentées en vain qu'on peut considérer que la grève est légale.

KAWAWA, pendant cet intermède, a fait le "sale boulot" (africanisation, muselage des syndicats, consolidation du contrôle politique à travers l'aménagement du territoire et la fameuse "Preventive Destination Act")

L'intermède de Rashidi KAWAWA se termine par les Elections Présidentielles lors desquelles NYERERE se présente au nom de la TANU contre ZUBERI MTEVU de la Tanganyika African National Congress (TANC). NYERERE gagne les Elections et le Tanganyika devient une République.

L'amorce des transformations politiques date non du jour de l'accession à l'Indépendance (le 09.12.1961) mais dans une certaine mesure pendant l'intermède de Rashidi KAWAWA, de l'éclipse volontaire de NYERERE et, plus sérieusement, lors de la réapparition de Julius NYERERE sur la scène politique à l'issue de la victoire contre ZUBERI MTEVU et C.K. TUMBO.

Sous Rashidi KAWAWA, l'africanisation va bon train car le Premier Ministre commence par remercier Sir Ernest Vasey, désigne une Commission d'Africanisation, procède aux nominations et aux promotions dans la Fonction Publique. Le tableau 5 montre l'ampleur de cette africanisation

Tableau 5

Année	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Nationalité									
Tanzanienne	1170	1821	2469	3038	3951	4364	4937	6208	6145
Non Tanz.	3282	2902	2580	2306	2001	1710	1817	1619	1509
% des Tanzaniens	26,1	35,5	48,9	57,2	66,3	71,8	73,1	79,3	80,3

Source : Tanzania, Annual Manpower Report to the President 1969 (Dar es Salaam, 1969) p 27.

Ainsi entre 1961 et 1964, la tanganyikisation a plus que doublé le nombre de fonctionnaires dotés d'importantes responsabilités (middle and senior ranks).

Malgré cette africanisation rapide, il reste des secteurs entiers où le manque de main-d'oeuvre qualifié est important. Nonobstant ceci, la tanganyikisation de l'administration semble avoir été un prélude, une sorte de propédeutique nécessaire au Kujitegemea (Compter sur soi) qui, à partir de 1967, se greffera à Ujamaa (Socialisme) pour former le couple, le binôme désormais célèbre "UJAMAA NA KUJITEGEMEA" au service du psittacisme et de l'écholalie idéologiques.

L'africanisation, en tant que mesure politique et possibilité pratique veut montrer que des citoyens peuvent assumer des fonctions et des charges plus lourdes même si les compétences techniques font défaut. Elle veut prouver, erga omnes, que les décisions doivent être prises par les hommes du pays.

Cette africanisation et les mesures concomittantes signifient que les tanzaniens prennent possession de l'appareil d'Etat, qu'un "bloc au pouvoir" s'organise et s'installe et que le contrôle politique à partir du parti s'accroît et se précise : la Fonction Publique absorbe le petit nombre d'adhérents les plus actifs de la TANU.

Par la "Region and Regional Commissioners ACT N°2/1962", l'administration régionale et locale est profondément revue et corrigée :

1° - Les commissaires de province hérités de l'époque coloniale sont remplacés par les commissaires de région nommés sur critères politiques.

2° - Le commissaire de zone, chef de l'administration du district, devient, en même temps, chef de l'administration du district et secrétaire de la TANU au sein du district.

3° - En 1965, création d'un Ministère de l'Administration Régionale confié à Oscar KAMBONA (Secrétaire Général de la TANU depuis 1954).

Ainsi la confusion administration-parti s'accroît et se précise, la consolidation du contrôle politique s'affirme et l'idée est que le parti doit contrôler l'administration.

Avec le retour de NYERERE à la scène, dans la nouvelle constitution républicaine, le Chef de l'Etat devient un Président assisté d'un Vice-Président. Le Président est l'Exécutif et le Parlement (Président + Assemblée nationale) devient le Législatif. Le Chef de l'Etat détient, cumule de nombreux et importants pouvoirs :

- Chef du gouvernement
- Commandant en chef des armées
- Premier Responsable de la Fonction Publique (il dispose d'amples droits de nomination).

Le Chef de l'Etat peut imposer un veto limité aux lois adoptées par l'Assemblée Nationale (BUNGE) (1), peut s'adresser à l'Assemblée Nationale directement ou par le truchement d'un ministre, désigne son cabinet et doit en choisir les membres au sein de l'Assemblée Nationale où il a le droit de nommer jusqu'à 10 députés. Seul le Vice-Président doit être un parlementaire élu.

L'africanisation, le muselage des syndicats, la réforme de la territoriale, la présidentialisation du régime ont débouché sur l'adoption d'une "Démocratie à parti unique". C'est la concrétisation de ce que NYERERE écrivait lors de son éclipse politique : *"Ceux dont les concepts politiques se sont formés grâce à la traduction parlementaire occidentale sont tellement habitués maintenant au système bipartite qu'il ne peuvent plus concevoir de démocratie sous une autre forme. Il ne sert à rien de leur dire que lorsqu'un groupe de cent personnes se sont réunies et ont, en toute égalité, discuté jusqu'à se mettre d'accord sur l'endroit où il faut creuser un puits, par exemple, ou jusqu'à convenir qu'il leur faut construire une nouvelle école, ces gens ont pratiqué la démocratie (car "jusqu'à ce qu'ils se soient mis d'accord" implique*

(1) En KIHA, langue de Waha, aux environs de KIGOMA et à la frontière du Burundi, "BUNGE" signifie "Conseil de Village".

que l'on a exprimé des opinions divergentes et fourni des arguments opposés avant de parvenir effectivement à un accord). Les tenants du parlementarisme occidental insisteront pour savoir si les débats étaient structurés. Ils voudront savoir s'il y avait un groupe organisé pour SOUTENIR la motion, et une autre groupe organisé pour s'y OPPOSER; Ils voudraient savoir aussi, si, aux débats suivants, les mêmes deux groupes resteront opposés l'un à l'autre. En d'autres termes, ils chercheront à savoir si l'opposition est organisée et donc automatique, ou si elle est libre et de ce fait spontanée. Et c'est seulement si l'opposition est automatique qu'ils admettront qu'il y a effectivement démocratie. Ils expriment généralement cela par la question suivante : "Comment peut-on parler de démocratie dans un système à parti unique?" Cela peut donc leur paraître tout à fait surprenant que quelques "hérétiques" comme moi -qui se considèrent pourtant comme des démocrates eux aussi- commencent maintenant à poser, eux, cette question : "Comment peut-il y avoir démocratie dans un système à deux partis ?" (85 : 32-33)

Toutes les transformations initiées depuis l'Indépendance débouchent effectivement sur une mainmise -une main basse- des appareils de la TANU sur l'Etat. Le malaise grandit, la grogne s'amplifie mais, imperturbablement, la TANU quadrille l'Etat. Ce malaise et cette grogne culminent dans la mutinerie de l'armée en 1964 quelques jours après la fin de la politique d'AFRICANISATION, et surtout, quelques jours après la Révolution de Zanzibar.

Les transformations politiques s'opèrent essentiellement entre 1962 et 1964 et on peut dire qu'elles atteignent leur apogée avec l'unification (MUUNGANO) du TANGANYIKA et de ZANZIBAR.

L'Ujamaa qui, jusque là, n'était qu'un voeu pieux esquissé dans les quelques écrits théoriques de NYERERE lors de son éclipse, va se mettre en place. Les Révolutionnaires venus de Zanzibar, et spécialement, Abdulrahman BABU, poussent NYERERE et la TANU à radicaliser leurs

positions et à joindre au Nationalisme historique de la TANU, un activisme militant et tiermondiste. C'est le début de ce que CRANFORD PRATT appelle la "perte d'innocence".

Empêtrée dans d'inextricables dissensions internes, absorbée par le muselage des syndicats et le quadrillage de l'Etat, la TANU "refoule" jusque-là la question paysanne. Plus que jamais, il est question de donner une orientation nouvelle et opérer des changements. Et pour le faire, il faut repenser la question de la terre, de la paysannerie et de l'incontournable réforme agraire car, comme le suggère, à bon droit, Yves GOUSSAULT, *"toute intervention agraire, parce qu'elle remet en cause l'équilibre séculaire des campagnes, libère les aspirations sociales qui sont nécessairement frustrés par les transformations effectivement réalisées"*. (25 : 713)

Pour la réforme agraire, NYERERE et Paul BOMANI prennent des mesures foncières, économiques et sociales dans l'idée qu'elles auront des effets tangibles et durables sur les structures et les rapports de production ainsi que sur les prises de conscience et les luttes sociales. Ces mesures visant des transformations économiques et sociales concernent directement le paysan et la terre.

B- LES TRANSFORMATIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES : LE PAYSAN ET LA TERRE.

L'accession à l'Indépendance impliquait et signifiait une rupture nette avec les lois, le système administratif et les structures hérités de la colonisation. De la formation de la TANU à l'accession à l'Indépendance, la TANU n'avait abordé la question paysanne que très superficiellement. L'origine sociale de ses leaders (petits commerçants, petits fonctionnaires, enseignants) ainsi que leurs aspirations tacites ou déclarées peuvent

expliquer le peu d'empressement et d'enthousiasme à aborder la question du développement rural et la rupture radicale nécessaire à opérer. Et pourtant c'est à partir d'une compréhension des logiques paysannes que la stratégie socialiste qui s'esquisse lors de l'accession à l'Indépendance pouvait espérer changer la vie et donner un contenu, un sens à l'UHURU;

Entourée et inspirée par ce qu'il est convenu d'appeler les "développeurs", la classe dirigeante a d'abord cru qu'il fallait aborder la question paysanne par des opérations sur les "développés".

C'est ainsi que les leaders de la TANU considèrent, de prime abord que les paysanneries ou les sociétés rurales au Tanganyika offrent des résistances, des obstacles au progrès, qu'elles sont largement tributaires des réalités traditionnelles, archaïques, peu capables d'innover et d'adopter des comportements économiques rationnels. Cette attitude s'enracine dans la tradition coloniale bâtie sur un système de représentations où les théories évolutionnistes, construites et soutenues par les anthropologues, sociologues et philosophes sociaux, servaient de justification et de références idéologiques aux conquêtes et aux mises en valeur coloniales. Ainsi, la puissance conquérante ne pouvait être qu'au sommet de l'évolution humaine et les sociétés africaines ne pouvaient que suivre son exemple et entendre ses consignes et injonctions.

En abordant la question paysanne, les leaders de la TANU partent de l'analyse coloniale qui singularisait les sociétés coloniales en en donnant une image d'univers pétris de symbolisme, des croyances magico-religieuses et où les comportements sont plongés dans la répétition et le conformisme.

Pour comprendre les logiques paysannes et entreprendre des réformes agraires, il faut peut-être se dire que la situation des paysans au Tanganyika comme partout ailleurs en Afrique n'a peut-être jamais été très heureuse. Il convient, dès lors de ne pas idéaliser le passé en regrettant un "âge d'or" où pour les travailleurs des champs tout n'était qu'ordre et beauté. Et c'est

pourtant par cette idéalisation du passé que NYERERE aborde la question paysanne :

"Notre première tâche doit consister à nous rééduquer ; à retrouver notre attitude d'esprit d'autrefois. Dans notre société africaine traditionnelle, nous étions des personnes au sein d'une communauté. Nous prenions soin de la communauté et la communauté prenait soin de nous. Nous n'avions aucune raison d'exploiter nos semblables et n'éprouvions aucune envie de le faire" (79 : 06). Cette empoëtisation et cette idéalisation de l'Afrique traditionnelle occulte, *expressis verbis*, les processus objectifs de formation et de luttes de classes en Afrique. Certes, le développement du capitalisme qui se nourrit de la destruction des équilibres socio-économiques traditionnels est à combattre par tous les moyens. Mais vouloir comprendre le monde rural à partir de la violence coloniale et par un rejet de la lutte des classes relève de la courte analyse et de la volonté de masquer les éléments objectifs susceptibles d'apporter une compréhension des logiques et stratégies paysannes.

Pour cette analyse de la question paysanne et des transformations agraires ou foncières, il est incontournable de faire un détour par les législations allemandes et anglaises qui permettent de comprendre comment la violence coloniale a marqué durablement le monde paysan et aussi comment les paysans du Tanganyika sont victimes de la préférence urbaine malgré tous les discours du "retour à la terre", de l'animation rurale et de la modernisation agricole.

1- LA PAYSANNERIE SOUS LA LEGISLATION ALLEMANDE.

Quelle que soit la forme de la colonisation, s'agissant des relations entre l'économie coloniale et l'Afrique des paysans, ce qui frappe d'abord c'est la situation des africains colonisés encore paysans et déjà ouvriers.

La politique allemande au Tanganyika concernant le monde paysan a d'abord commencé par déposséder systématiquement les paysans de leurs terres pour les contraindre à travailler comme manoeuvres agricoles dans les grandes plantations industrielles. C'est le début de l'agriculture capitaliste.

En 1901, Goetzen, gouverneur du Tanganyika, décide d'obliger les Africains à pratiquer la culture du coton. Au vu du peu de succès de l'expérience de culture du coton dans le Nord du territoire, le gouverneur décide d'abandonner la culture sur des terrains individuels et exige que, sur le territoire communal, les habitants puissent cultiver un grand champ - **Dorfschamba** - sous l'autorité et la supervision directes du chef de l'entité communale. Ce dernier devait veiller à ce que chaque adulte puisse consacrer, au moins, 28 jours par an aux travaux de ce champ. Cette expérience se solda par un échec retentissant parce que ce travail était mal rémunéré et inintéressant, par conséquent, pour des paysans habitués à la petite agriculture des simples produits de consommation courante.

C'est ainsi que la colère des paysans s'amplifia en fustigeant les injustices découlant de cette "agriculture par conscription" (58:43). Rapidement le coton alimente des conflits entre les autorités coloniales, les chefs africains et les paysans.

C'est ainsi qu'une rébellion éclate dans la plaine de la rivière RUFUJI en 1905 et c'est le début de la Guerre MAJI MAJI (1) qui a occupé les autorités

(1) Maji se traduit par "eau" en Swahili. L'épopée MAJI MAJI dont MKWAWA est le principal héros. NGAMEYA et BOKERO étaient les deux détenteurs d'un savoir qui leur permettait de maîtriser les pratiques fétichistes et sorciers. C'est ainsi qu'à base de l'eau -maji- ils proposaient des ablutions préventives contre les balles allemandes. Ainsi quand les chaudes balles de l'ennemi entraient en contact avec le corps, elles perdaient leur vulnérabilité comme une allumette allumée au contact de l'eau. Le mythe lié à l'épopée MAJI MAJI est tellement répandu en Afrique de l'Est que lors de la rébellion survenue à la suite de la sécession du Katanga, les rebelles soutenant Pierre Mulele chantaient "MAYI MULELE" en référence à la mémoire de l'épopée MAJI MAJI au TANGANYIKA.

L'épopée MAJI MAJI est certainement un des mythes fondateurs de l'idéologie nationaliste de l'identité et de dignité, du souci d'inculturation et du discours sur l'unité nationale.

allemandes pendant un bon bout de temps et qui s'est terminé en un abominable bain de sang, dans une effroyable boucherie.

En résistant aux impôts, taxes et redevances ainsi qu'au travail forcé et aux cultures imposées, les paysans ont contrecarré tous les plans tendant à déplacer les masses paysannes de leurs milieux d'origine vers les endroits où se pratiquent les cultures d'exportation.

C'est ainsi que seule la production du sisal parmi toutes les cultures d'exportation a progressé sensiblement jusqu'à la veille de la Guerre de 1914-1918. Cependant dans certaines régions (Buhaya, Kilimanjaro) les allemands avaient réussi à convaincre les paysans de cultiver, sur leurs lopins de terre, des cultures d'exportation.

C'est ainsi que les Bahaya ont pu souvent associer la culture du café et de la banane. Il en est de même pour les CHAGGA du Kilimanjaro. Outre le café, le coton a pu être accepté par les paysans sur des lopins de terre individuels chez les paysans des environs du MWANZA et MUSOMA.

C'est ainsi que les Bahaya ont pu souvent associer la culture du café et de la banane. Il en est de même pour les CHAGGA du Kilimanjaro. Outre le café, le coton a pu être accepté par les paysans sur des lopins de terre individuels chez les paysans des environs du MWANZA et MUSOMA.

Pour cela, il fallait aux colons une main-d'oeuvre docile et à bon marché. C'est pourquoi ils allèrent rechercher la main-d'oeuvre dans les régions autour de la Rivière Ruvuma et vers Kigoma sur les bord du lac Tanganyika. A cette mesure peu intéressante pour les populations des régions concernées, les colons prirent une deuxième mesure : l'institution d'un impôt, payable en argent liquide.

Comme ces paysans vivant dans une économie de subsistance ne pouvait pas trouver de l'argent pour payer cet impôt, ils durent se résigner à cet "exil intérieur" et renoncer, de ce fait, à "vivre et travailler au pays".

Soumis à des salaires de misère ainsi qu'à des techniques de récolte dont ils ignorent tout, les tanganyikais interviennent, volens nolens, dans le processus d'accumulation du capital étranger. Ainsi, le travail forcé, l'exil intérieur et l'impôt en espèces, constituent les symboles et les instruments par lesquels le mode de production capitaliste disloque et pervertit les modes de production traditionnels.

Dans la logique de la domination allemande -que perpétuera la domination anglaise- cet impôt en espèces au taux sans cesse augmentant, apparaît comme l'instrument nécessaire de la mise en valeur car il permet et de remplir les caisses de la colonie et d'obliger les paysans à gagner de l'argent.

2- LA PAYSANNERIE SOUS LE MANDAT BRITANNIQUE.

Pour le "colonial office" à Londres, l'Economie du Tanganyika devait être orientée vers l'exportation afin d'approvisionner les industries de la Métropole en matières premières. C'est ainsi que le Premier Gouverneur anglais du Tanganyika déclarait : *"The first object of the Government is to introduce the native to become a producer directly or indirectly, that is, to produce or to assist in producing more than the coop of local foodstuffs that he requires for the sustenance of himself and his family (1)*

En administrant le Tanganyika, les Anglais se sont d'abord penché à la résolution des problèmes liés aux biens privés des ressortissants allemands. En effet suivant les règles du droit international en vigueur à l'époque, la propriété privée ne pouvait pas être cessible à titre onéreux mais seulement

(1) Sir Donald Cameron, Agriculture and labour, 5th August, 1926 TNA 215/121/48

I. F. R. A.
P. O. Box 58480
Nairobi Kenya

mise en location (leasing). Mais peu après les articles 121 et 297 du Traité de Versailles devaient permettre à la puissance administrante de confisquer les biens meubles et immeubles appartenant aux allemands. Dans certains domaines les britanniques durent poursuivre les politiques initiées par les allemands et dans d'autres ils préférèrent prendre des nouvelles initiatives.

Quoiqu'il en soit, on peut dire schématiquement que le Tanganyika n'a jamais eu la même importance pour les allemands et pour les anglais.

La colonisation britannique, de prime abord maintint les chefs nommés ou reconnus par les allemands et surtout ordonna aux populations issues de Kigoma ou du sud de rentrer chez elles. Sous le gouverneur Donald Cameron, les britanniques pratiquent l'INDIRECT RULE et adoptent en même temps une politique volontariste et paternaliste.

Tout en poursuivant des politiques capitalistes dans le secteur de l'agriculture, très peu d'anglais investissent au Tanganyika si bien qu'en 1958, seulement 1,1% du territoire est occupé par des plantations et des propriétés privées.

La politique britannique concernant la question paysanne est définie par la "Land Ordinance" de 1923. Point n'est besoin d'entrer dans les détails de cette législation qui a été complétée par la Land Regulations de 1926 et Land (Pastoral Purposes) Regulations de 1927. Il convient dès lors, d'examiner rapidement les réactions des paysans chez trois ethnies différentes : les SUKUMA, les HAYA et les CHAGGA.

a- Réactions des paysans Sukuma aux politiques agraires.

Déjà pour la colonisation allemande, la région au sud et à l'est du lac Victoria était considérée comme la plus appropriée à la culture du coton. Sous le mandat britannique, les régions de Mwanza et Musoma continuent à

produire du coton même si les tentatives allemandes de produire du coton à grande échelle avait échoué à cause d'une faible collaboration des "chefs" aux différentes directives de l'autorité coloniale.

En effet, dans la région de Mwanza -chez les SUKUMA- existe et persiste une "opposition endémique" (1) dont le corollaire est l'attitude allergique, rebelle, revêche à toute forme d'autorité centralisée.

L'organisation traditionnelle des SUKUMA -comme celle des ZANAKI dont NYERERE est issu- ne connaissait pas de chef héréditaire autour duquel pouvait se mettre en place une hiérarchie pyramide et un pouvoir centralisé. C'est autour d'une cinquantaine de petits royaumes autonomes à la tête desquels les pouvoirs étaient magico-religieux. Contrairement au Buhaya voisin, chez les SUKUMA, le chef était le "RAINMAKER" (2) "le faiseur de pluie" et non pas un "mwami" (roi). Le "rainmaker" était étroitement limité par un conseil dont les avis sont des véritables injonctions et dont la désapprobation par le rainmaker devait le conduire à passer la main en renonçant à ses fonctions et à son pouvoir magico-religieux: *"En un sens leur pouvoir ne restait légitime qu'aussi longtemps qu'il restait efficace"* (3)

C'est ainsi que la réalité du pouvoir du "rainmaker" dépendait des précipitations atmosphériques, de la météorologie qui, par la fréquence ou l'absence de la pluie, la disette ou l'abondance, pouvait faire que les sujets lui fassent confiance. Grosso modo, on peut dire, avec James Finucane que *"le point de vue des Sukuma semble avoir été fait d'indépendance et d'égalitarisme,*

(1)] Denis C. Martin, Zizanie en Tanzanie ? Les élections de 1975 ou les petits no.s de Mwalimu, FNSP et CERI (Table ronde 1976 sur les élections concurrentielles), Document n°4, Avril 1976, p 22.

(2) Chez les ZANAKI, le rainmaker se dénomme "OMUGIMBI" et ses représentants au niveau de chaque province du Buzanaki s'appelle EKIRISYA.

(3) Geneya (Ganda) "Sukumaland, traditional values and modern leadership" in CLIFF (Lionel), SAUL (John S), et, Socialism in Tanzania, Vol I, Politics, Nairobi, East African Publishing House, 1972, p 189.

philosophie partagée par des habitants de petits hameaux dispersés, balancée par l'habitude de s'associer dans certaines activités agricoles, rituelles ou festives. Il n'y avait pas de tradition de pénétration du centre des chefferies vers leur périphérie pour en tirer un quelconque tribut en argent ou en travail, ni même pour imposer un mode de comportement" (1).

Ceci explique que les SUKUMA n'aient supporté que très difficilement et parce qu'il n'y avait pas d'alternative, la règle coloniale.

En exigeant les prélèvements des impôts, taxes et redevances, en obligeant les paysans à traiter leur bétail selon de "saines" normes vétérinaires, à cultiver les champs selon une certaine technique, en intégrant leurs "rainmakers" dans l'administration coloniale -et de ce fait, en subvertissant leurs fonctions (2)- les différentes législations et réglementations coloniales renforcèrent l'hostilité et l'allergie des SUKUMA à tout pouvoir centralisé, à tout "grand ensemble vertical" pour reprendre cette jolie expression de Michel ROCARD.

Avec la SUKUMALAND DEVELOPMENT SCHEME, ancêtre de nombreux programmes intégrés de l'après-Uhuru, les autorités coloniales anglaises entendaient redistribuer les terres et initier un plan d'occupation des sols qui puisse permettre de réduire la densité de 100 habitants au km² qui paraissait anormalement élevé et susceptible de provoquer des tensions ultérieurement. Avec la redistribution des terres et l'aménagement de l'occupation des sols, les autorités coloniales entendaient imposer de nouvelles techniques culturelles et des mesures d'hygiène susceptibles

(1) I FUNICANE (James R) "Rural development and bureaucracy in Tanzania", the case of the Mwanza Region, Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, 1974, p 49.

(2) L'administration coloniale -allemande ou anglaise- a subverti les fonctions du Rainmaker en rendant quasiment héréditaire leurs fonctions et en dépouillant les conseils de leurs avis conformes, de leurs injonctions dont la désapprobation par le rainmaker entraînait sa chute.

d'assurer la santé des hommes et des animaux. C'est ainsi qu'autour des années 50, le "SUKUMALAND" connaissait une surrégulation, une surrégulation et une suradministration.

Le SUKUMALAND DEVELOPMENT SCHEME, en dépit de toutes les oppositions et réactions paysannes, a permis d'accroître les production du coton, d'améliorer la santé des hommes et des animaux et surtout de redistribuer les sols et leur occupation. C'est ainsi que les SUKUMA ont pu se stabiliser autour de GEITA (1).

Les réactions des SUKUMA face à l'objectif colonial de contrôle du bétail et de la redistribution des terres ont été plutôt modérées, car, à part quelques incidents que relatent Leibenow et Maguire (2), les paysans trouvaient une relative satisfaction étant donné que les intermédiaires asiatiques et les autorités coloniales anglaises fournissaient tout ce qui était nécessaire à la plantation, à l'entretien, au transport et à l'écoulement des produits vers Dar es Salaam ou en bateau vers Kampala.

Persuadé que le coton ne leur rapportait pas assez et que les intermédiaires asiatiques s'en mettaient, probablement, plein les poches, les paysans sukuma se sont vite tournés vers les syndicats et la TANU naissante pour canaliser et exprimer leurs revendications. C'est ainsi que la puissante VICTORIA FEDERATION OF CO-OPERATIVE UNIONS devint la centrale syndicale la plus puissante du continent africain. A sa tête, pendant longtemps, Paul BOMANI dont on connaît l'influence auprès de Julius NYERERE et la longévité ministérielle. D'ores et déjà, on peut comprendre que la TANU, avec Julius NYERERE comme principal leader ait fait alliance avec deux syndicats, la TF

(1) La circonscription de GEITA, selon FINUCANE (op. cit p 157 a traditionnellement constitué un problème aussi bien pour les gouvernements coloniaux qu'indépendants".

(2) Liebenow (J. Gus), Colonial rule and political development in Tanzania : The case of the Makonde, Evanston, Northwestern University Press, 1971, XIV, 360 p.

(Tanzanie Federation of Labour) de Rashidi Kawawa et la VFCU (Victoria Federation of Co-operative Unions) et que, plus tard, le noyau central (intellectuels, commerçants, nationalistes de tout bord) aura besoin de tenir, du bout des lèvres et la main sur le coeur, un discours nationaliste défendant les travailleurs et les paysans. C'est ainsi que la TANU et, après sa fusion avec l'ASP (Afro Shirazi Party) en 1977, le CCM (Chama cha Mapinduzi) se dit être un CHAMA CHA WAFANYAKAZI NA WAKULIMA (Parti des Travailleurs et des Paysans).

Bref, les réactions paysannes SUKUMA aux différentes politiques des administrations allemandes et anglaises, culminent dans la TANU et la VFCU. Elles expriment un réel mécontentement découlant de l'oppression coloniale et la corrélative perte d'une identité socio-culturelle. Mais après l'accession à l'Indépendance, tout au long des différentes consultations électorales, il apparaît clairement que les SUKUMA ressentent la même frustration et la même allergie au pouvoir central qu'à l'époque coloniale :

"Il y a peut-être encore chez les Sukuma une tendance à identifier les facteurs qui affectent leur bien-être -la pluie, le prix du coton- à ceux qui détiennent l'autorité au-dessus d'eux, et c'est là un élément signifiant qui influença les attitudes des Sukuma pendant les élections" (1).

Au Sukumaland comme ailleurs, les européens, (entrepreneurs, administrateurs, colons et commerçants) ne sont pas seuls à profiter des cultures de vente. Grâce aux diverses formes de travail forcé et aux bas salaires, les entreprises coloniales réalisent d'énormes bénéfices en exploitant les paysans. Au pays sukuma, après la récolte du coton et après le paiement de l'impôt, il faut acheter, à MWANZA, de la pacotille que vendent les entreprises commerciales aux asiatiques constituant ici la petite bourgeoisie commerciale qui contrôle la vente en semi-gros. C'est ainsi que

(1) GENEYA (Ganja), op. cit. p 157.

les assiettes en faïence, le phonographe et la bicyclette (1) deviennent rapidement le signe extérieur de richesse et surtout le signe d'appartenance à la classe des "Evolués". La paysannerie qui met en oeuvre sa force de travail pour les produits d'exportation, dont on connaît l'instabilité des prix, n'a pas un niveau de vie lui permettant de perfectionner les moyens de son exploitation, au propre et au figuré.

Le problème éternel de la paysannerie (sukuma ou autre) paraît ainsi être celui d'équilibrer les demandes du monde extérieur avec le besoin qu'ont les paysans d'approvisionner leur unité domestique. Et pour résoudre ce problème ils ont le choix entre accroître la production ou réduire la consommation. C'est un véritable dilemme, un choix entre la rougeole et la rubéole, une assurance de passer de Charybde en Scylla.

La paysannerie Sukuma a dû se battre contre les "chiens de garde" du colonialisme qui sont les relais, les courroies de transmission de l'idéologie et de l'exploitation coloniale : entrepreneurs, administrateurs, colons, commerçants indiens et les fameux "CHIEFS" (appelés CHIFU en Swahili). Au niveau des villages, les CHIFU prennent rarement la défense de leurs sujets. Ils ont la case en tôle (élément de prestige réservé souvent à la chefferie et aux notables- et se livrent aux exactions sur lesquelles souvent l'administration coloniale ferme les yeux. Ils sont "collaborateurs" et c'est souvent lors de la perception d'impôt qu'ils se livrent à des spoliations pour

(1) En Afrique de l'Est, des rives du fleuve Zaïre à l'Océan Indien, phono (apocope de phonographie) et baiskeli (bicyclette) ou kinga sont restés pendant très longtemps le signe de réussite et d'irrésistible ascension sociale. Lors de nos enquêtes à Mwanza, des indiens nostalgiques parlent encore des débuts de la consommation et des festivités qui accompagnaient la "campagne du coton".

alimenter leurs caisses personnelles. Ainsi les "redevances coutumières" (Kodi) comportent la corvée sur les champs du chef, des redevances sur les récoltes ou la vente des produits d'exportation. Aux redevances coutumières s'ajoute le principe de l'aide aux chefs qui oblige tout un chacun à contribuer à la construction et à l'entretien de la case du chef.

Créatures de l'administration coloniale à laquelle ils sont entièrement dévoués, les chefs et notables, en appliquant les décisions reçues d'en haut, en profitent toujours pour exiger des cadeaux, imposer des amendes et surtout se livrer à des réquisitions abusives pour le travail dans leurs propres champs de coton.

Rien de plus normal dès lors que dans le SUKUMALAND apparaisse une classe de paysans riches, alliés objectifs du chef, de l'administration et des commerçants indiens qui, au cours de leur ascension sociale, trahissent de plus en plus les conceptions traditionnelles relatives à la manière d'entretenir et de symboliser les rapports sociaux. Ces riches paysans abusent souvent de leur pouvoir comme les YEOMEN dans l'Angleterre du 16^e siècle et les KOULAKS de la Russie pré-révolutionnaire.

L'accession à l'Indépendance et la poursuite d'une stratégie socialiste de développement n'effaceront pas ces contradictions héritées de la colonisation d'autant plus que pour esquiver la question de la lutte des classes et de ses nombreuses contradictions, NYERERE nie l'existence des classes et dissout coopératives et syndicats en 1963.

Les contradictions sociales chez les Sukuma et leurs réactions sont, à peu de chose près, similaires à celles qu'on retrouve chez les HAYA et les CHAGGA.

b- Les réactions des paysans Chagga et Haya aux politiques agraires.

Il est désormais admis que, outre le "divide ut imperes" (1), le colonisateur allemand et britannique a aussi essayé, dans cette Afrique rurale massivement illettrée, de former une infime minorité sortant de ses quelques rares écoles pour former l'élite au service du système colonial.

Aux beaux jours de la colonisation, l'éducation est réduite à la portion congrue, strictement limitée aux besoins en auxiliaires subalternes : *"Le devoir colonial et les nécessités politiques et économiques, imposent à notre oeuvre d'éducation une double tâche : il s'agit d'une part de former des cadres indigènes qui sont destinés à devenir nos auxiliaires dans tous les domaines et d'assurer l'ascension d'une élite soigneusement choisie ; il s'agit d'autre part d'éduquer la masse pour la rapprocher de nous et transformer son genre de vie... Au point de vue économique..., il s'agit de préparer les producteurs et les consommateurs de demain (2).*

L'enseignement est donc une pièce maîtresse du système colonial. Il faut, tout de même, des "peaux noires aux masques blancs" car, comme le disait Maurice Delafosse, *"de même qu'il (nous) faut des interprètes pour nous faire comprendre des indigènes, de même il nous faut des intermédiaires, appartenant aux milieux indigènes par leurs origines et au milieu européen par leur éducation"*.

(1) *divide* afin de régner.

(2) Circulaire n° 702 du 8/4/1933, in Bulletin de l'AOF, n°83, 1933.

Le système d'éducation mis en place pour ces paysans devenus ou devenant ouvriers ne s'embarrasse pas de règles pédagogiques élémentaires : l'élève est un moyen de la politique indigène. Ainsi, l'enseignement de la géographie, de l'histoire, des sciences, des arts, de la morale, de la musique, des langues est soigneusement agencé pour dépersonnaliser, désintégrer. Et ce sera la longue litanie de "nos ancêtres les Gaulois", des "tyrans assoiffés de sang", de la "fourberie de nos roitelets nègres", de "l'Afrique, terre de latérite, vouée à une stérilité définitive" etc...

Chez les CHAGGA du Kilimanjaro et les HAYA du versant ouest du Lac Victoria, beaucoup de paysans trouvaient dans le système d'éducation mis en place et les méthodes modernes d'amélioration des techniques agricoles et des normes sanitaires, un moyen efficace pour l'amélioration des conditions de vie tant au niveau matériel, spirituel qu'intellectuel. Les paysans étaient hostiles aux chefs à cause de leurs exactions et vexations mais aussi à cause de leur attitude générale à l'égard de leurs compatriotes et à l'égard des colons européens et des commerçants asiatiques.

Les paysans noyautés par l'AFRICAN ASSOCIATION inquiétaient, au BUHAYA, les autorités administratives coloniales. Ainsi, le délégué provincial du pouvoir central (Provincial Commissioner) espérait détourner les paysans Haya de la fréquentation des milieux de l'African Association en promettant un concours financier aux membres de l'African Association qui accepteraient de cesser leur activisme politique et de former une association. Le "Provincial Commissioner", Mac Mahon, proposa donc de créer la NGA (New Growers Association) qui bénéficie des largesses du pouvoir central. Deux des leaders de la NGA, Kiiza et Rugizibwa, essayèrent de demander le contrôle de la commercialisation du café mais malgré leur collaboration avec le pouvoir colonial, ils furent accusés d'être des "profiteurs".

Même en détournant les paysans de l'influence et de l'emprise de l'African Association (AA) par la création, ex nihilo, de la NGA (Native

Growers Association) l'autorité coloniale n'a pas su canaliser les revendications paysannes concernant l'application de nouvelles techniques culturales et la commercialisation du café.

Pour l'administration coloniale au BUHAYA, outre la question de la liquidation des branches nationalistes de l'African Association, il fallait régler la question complexe du droit de propriété dénommé le NYARUBANJA.

En effet, sous la propriété foncière dite NYARUBANJA, un complexe tissu de relations et une pyramidale stratification sociales se déployaient. C'était essentiellement des relations et une stratification de type féodal : le propriétaire terrien s'appelait le MTWAZI, l'équivalent du suzerain. La personne qui travaillait sur la terre appartenant au suzerain (mtwazi) s'appelait le "MTWARWA", l'équivalent du vassal médiéval, "taillable et corvéable à merci".

Le droit de propriété NYARUBANJA tient ses origines des invasions de l'ethnie (1) dite des BAHINDA. Les Bahinda, venus du nord du Buhaya -du Rwanda et de l'Uganda actuels- étaient un peuple de pasteurs organisés en "chefferies" alors que les Bahaya, eux étaient organisés en "clans". Et les Bahaya ne reconnaissaient, à l'instar des Sukuma, aucune autorité se situant au delà du clan.

(1) Tout au long de ce travail, l'utilisation des termes tribu, clan, ethnie, peuple, nation, doit être tenue pour inappropriée et, à tout le moins, approximative. Il faudrait d'autres développements pour en préciser le sens que je leur donne. Mais, pour le moment et pour les besoins de l'analyse, je leur laisse l'acception commune, même si elle est historiquement connotée et par conséquent, porteuse de bien des préjugés.

Les Bahinda, après leur conquête, au lieu d'imposer leur propre organisation administrative, préfèrent laisser l'organisation clanique trouvée sur place mais en continuant à en faire des lieux et des moyens de leur politique : *"le chef était considéré comme le leader suprême détenant le pouvoir de dépossession et d'allocation de la terre"* (1)

Etant donné les luttes entre les chefs mis en place par l'administration coloniale, opposant l'African Association à la Native Growers Association, beaucoup de grèves apparurent non seulement au sein de la fonction publique mais aussi et surtout dans le secteur agricole.

La résistance paysanne fut d'autant plus importante qu'à la veille de la Deuxième Guerre, on considérait que les grèves à répétition et les différents conflits étaient la plus grande marque de résistance depuis le MAJI MAJI de Bushiri et Mkwawa. Et cette résistance féroce est due aux paysans qui étaient les principaux acteurs.

Le cas des CHAGGA du Kilimanjaro, est essentiellement similaire à celui des HAYA. A l'issue de la Première Guerre Mondiale, les anglais qui prenaient les possessions des allemands ne voulaient pas du tout que les paysans chagga puissent détenir des champs où ils peuvent pratiquer de la culture d'exportation. Les anglais admiraient bien la force de caractère et la force au travail des CHAGGA et n'entendaient pas les initier aux techniques culturelles susceptibles de les rendre eux aussi propriétaires des champs de café comme chez les HAYA à BUKOBA. L'engouement pour la culture du café vient des missionnaires qui, à une échelle limitée, encourageaient les paysans à produire le café et le vendre.

(1) Cory and Hartnoll, Customary Law of the Haya tribes, reprint, 1971, p 263-264

Petit à petit, les paysans Chagga ont déserté les champs de café anglais pour produire et commercialiser, eux-mêmes, leur café. La proximité des habitations chagga et européennes et la possibilité (voire de la facilité) de pouvoir produire sur un même champ du café et des bananes poussaient les CHAGGA à pratiquer en même temps la culture commerciale et la culture vivrière.

La culture du café au Kilimanjaro se généralisant, les autorités coloniales ont dû alors essayer de soumettre à des règles strictes la production en imposant des techniques culturales incontournables et aussi en canalisant les voies de commercialisation. Les paysans Chagga ont alors, à l'instar des Bahaya, réagissent mais en adoptant des techniques culturales qui leur imposaient moins de contraintes.

Comme au BUHAYA où les autorités coloniales étaient à l'origine de la création de la Native Growers Association (NGA) au Kilimanjaro elles sont à l'origine de la création, à partir de 1925, de la Kilimanjaro Native Planters Association (KNPA). Dans les visées des autorités coloniales britanniques, il fallait contrôler la commercialisation du café en le commercialisant à travers la KNPA à laquelle chaque paysan pouvait adhérer en payant une simple cotisation.

Peu intéressante pour les paysans préférant ne pas adhérer à une association créée sans eux et donc contre eux, ils préféraient vendre leur café à quiconque proposait le meilleur prix. C'est ainsi que faute d'adhérents poursuivant les objectifs trouvés, la KNPA a disparu pour être remplacée par la "KILIMANJARO NATIVE CO-OPERATIVE UNION" (KNCU), la première coopérative, en son genre, en Afrique de l'Est.

Les débuts de la KNCU étaient laborieux à cause de la méfiance des paysans chagga du fait qu'ils n'avaient pas été consultés à sa création et qu'ils n'en connaissaient pas les objectifs. Ainsi la plupart des paysans croyaient que cette coopérative était le résultat d'une collusion d'intérêts

entre les colons européens et les chefs (mangi) en vue de décourager la production du café et d'en baisser le prix.

L'introduction des techniques modernes a été facilement acceptée au Kilimanjaro (mieux qu'au BUHAYA ou au SUKUMALAND) car il était aisé de cultiver du café sur les sols fertiles du Kilimanjaro en l'associant avec la plantation des bananes. Plus qu'ailleurs au Tanganyika, le Kilimanjaro a été le plus directement au contact avec l'exploitation capitaliste. Et cela d'autant que le KILIMANJARO est frontalier avec le KENYA. Réserve de main d'oeuvre pour les plantations du coton, la paysannerie du pays Sukuma, du Buhaya et du Kilimanjaro a connu les contraintes techniques et administratives imposées par le colonisateur mais aussi les exactions, les spoliations et les vexations orchestrées par les "chiefs" collaborant avec l'administration coloniale. Corrélativement, c'est dans ces trois paysanneries qu'on recrute l'essentiel de l'élite au service du système colonial et évidemment du système post-colonial.

Ces trois paysanneries sont avec la paysannerie Nyakyusa autour de Mbeya, situées sur les terres les plus fertiles du Tanganyika ; c'est-à-dire sur celles où la mise en valeur coloniale s'est abattue et imposée. Et c'est de ces régions que se recrute la "bourgeoisie bureaucratice-administrative" actuelle qui détient les rênes du pouvoir et qui contrôle les rouages de l'Economie. C'est aussi de ces ethnies (haya, sukuma, chagga, nyakyusa) essentiellement que provient l'élite intellectuelle à laquelle l'école coloniale a offert la planche de salut permettant d'échapper aux corvées administratives, aux travaux forcés, aux cultures obligatoires et aux recrutements dans les entreprises européennes.

Ecrasés par l'impôt, volés par les commerçants, grugés par les notables (chiefs) et traqués par l'administration, les paysans réagissent pour essayer de conjurer le mauvais sort en sélectionnant les méthodes culturales qui leur conviennent et en envoyant leurs enfants à l'école. Or l'école coloniale est le

lieu de la dépersonnalisation. Celui que le colonisateur élève à lui par l'enseignement est formé dans un système où il doit être convaincu de la supériorité exclusive de la culture européenne qui le place au-dessus de ses frères restés "sauvages" et "incultes". On ne conçoit pas qu'un Africain appelé à devenir "EVOLUE" cultive la terre.

Etant donné que l'appareil d'oppression administrative et politique et d'exploitation économique a besoin, pour fonctionner, de quelques cadres subalternes autochtones, les paysans qui pouvaient faire échapper leurs enfants aux vexations et exactions coloniales ont envoyé leurs enfants à l'école.

A l'accession à l'Indépendance, le KILIMANJARO, le SUKUMALAND et le BUHAYA ont l'avantage d'avoir des syndicats avisés, des coopératives expérimentées, des terres fertiles et une intelligentsia qui va vite exiger l'africanisation rapide et complète. Quand il s'agira de revoir la question de la "terre" et du "paysan" quelle sera l'attitude de la TANU et quelles sont les transformations qu'elle propose ?

c- La TANU et le paysan : les développements institutionnels.

Les leaders de la TANU, dans la lutte pour l'accession à l'Indépendance s'accordaient sur le fait que les politiques agraires coloniales constituaient une négation même du mode de vie paysan et des pratiques culturelles héritées d'une longue histoire qui, vaille que vaille, respectaient un équilibre écologique. Plus l'Indépendance approchait, moins ces leaders étaient unanimes sur les voies et les moyens d'en finir avec les politiques agraires coloniales et donner satisfaction à une partie des revendications des syndicats, des coopératives et des associations agricoles.

NYERERE, avant et après l'Indépendance insiste sur le fait que le TANGANYIKA sera multiracial et qu'il ne faudra pas africaniser à tout va. Cette attitude a pour conséquence de radicaliser ceux, à l'intérieur de la TANU, qui veulent mettre en place un nouvel ordre.

Pour résoudre les questions de la paysannerie, le Gouvernement tanzanien juste après l'accession à l'Indépendance avait le choix entre deux approches : l'approche du développement agricole par la transformation et l'approche du développement agricole par l'amélioration.

1° L'approche du développement agricole par la transformation

En 1962, la Banque mondiale recommande au Tanganyika une "transformation" de l'agriculture paysanne à travers les fameux "settlement schemes". Une agence spécialisée dans la planification et l'implantation des villages est créée afin d'établir des plans et de conseiller le gouvernement quant à la réalisation de ces plans. Cette agence, la "Village Settlement Agency", recrute alors parmi les anciens administrateurs coloniaux qui, à la limite, proposent une réactualisation plutôt qu'une réelle transformation des plans établis durant la période coloniale. Le nouveau gouvernement sans réelle réflexion profonde sur les problèmes de la paysannerie et des effets néfastes des différentes politiques agraires s'engage dans la voie de la transformation des structures.

Les agriculteurs, comme au beau temps de la colonie, partent de leur milieu naturel et de leur environnement social dans l'espoir qu'il y aura un réel changement étant donné que les autorités gouvernementales auront un contrôle direct sur ces villages par le biais de ses différents agents.

Une trentaine de villages planifiés furent ainsi créés tout au début des années 60 à travers tout le pays. Les habitants de ces villages provenaient des

régions peuplées et fortement occupées par les plantations telles que le Kilimanjaro, le pays des PARE et les montagnes de l'Usambara. Les nouveaux villageois bénéficiaient d'un équipement mécanisé et de l'assistance du Gouvernement dans tous les domaines. Ces gens venus d'horizons divers n'ont pas pu s'adapter à la nouvelle vie dans des villages créés de toute pièce sans tenir compte des stratifications sociales en vigueur dans les milieux d'origine de tout un chacun.

Pour beaucoup d'hommes politiques, l'Indépendance avait fourni l'occasion d'une tabula rasa à partir de laquelle il fallait tout construire par une planification réaliste. C'est ainsi que dans ces villages, on apporta beaucoup de tracteurs et toute une technologie souvent inappropriée pour le sol.

Généralement dans ces villages les paysans étaient incapables et peu disposés à supporter les coûts de cette planification villageoise surmécanisée et suradministrée. Beaucoup de ces villages ne pouvaient même pas produire ce qu'il leur faut pour leur subsistance et n'ont pu survivre qu'à coup de subventions et assistances alimentaires fournies par le gouvernement. C'est ainsi que le gouvernement du Tanganyika -qui après l'union avec Zanzibar en 1964 devenait le gouvernement de la Tanzanie- et la Banque Mondiale ont dû se rendre compte de l'inefficacité de la "Village Settlement Agency" et blâmé la mécanisation prématurée.

L'échec de la "Village Settlement Agency" s'explique non seulement par l'application d'une technologie inappropriée et de l'impréparation ou l'incurie des habitants mais aussi par la volonté des paysans de résister contre une imposition extérieure des méthodes de travail et un contrôle extérieur de leur mode de vie et de travail.

Cette approche du développement agricole par la transformation ne s'est pas seulement servi de la "Village Settlement Agency" (VSA) mais aussi de la Tanu Youth League (TYL) qui dans son esprit de "Kujenga taifa"

(construire la nation) recrutait des jeunes issus des milieux urbains pour se regrouper en villages. Avec l'aide des Israéliens des "kibboutz", une assistance en vue d'une initiation au "management" était accordée. Différents projets initiés par des jeunes ont pu bénéficier de la manne gouvernementale assez souvent selon l'ardeur militante de ses membres. Mais moins les projets s'attiraient les sympathies politiques gouvernementales mieux ils réussissaient. C'est-à-dire que moins la bureaucratie administrative s'intéressait à ces projets, mieux ils pouvaient atteindre leurs buts.

C'est ainsi que beaucoup d'auteurs et de commentateurs de la transformation agricole tanzanienne mettent en avant le cas exemplaire de la Ruvuma Development Association (RDA) au sud de la Tanzanie.

En 1960, dans la région de Ruvuma, non loin de Songea, 9 jeunes militants de la TANU cultivent collectivement une plantation de noix de cajou. C'est la naissance de la Ruvuma Développement Association (RDA) qui en 1963, sur trois villages, regroupe 70 familles. Entre 1967 et 1970, elle regroupe plus de 17 villages et 400 familles.

'Le "noyau dur" de la RDA est issu d'un village nommé LITOWA. Les neuf jeunes du début se proposent de diversifier les cultures, d'accroître les rendements en mettant l'accent sur la production collective comme base du développement. Par cette diversification des cultures et l'accroissement des rendements, ils comptent créer de petites industries, améliorer le logement, les services de santé et d'éducation. Par l'amélioration des pratiques existantes et le développement des relations sociales dans le village, la RDA compte corriger les injustices et les erreurs de l'administration coloniale dans la mise en oeuvre de ses politiques agraires, mais sans tomber sous le contrôle du nouveau pouvoir.

Fort démocratique, peu réceptive aux ordres venus des militants de la TYL ou de la TANU, la RDA se "hâte lentement" pour parvenir à améliorer les conditions de vie des paysans en mettant l'accent sur les cultures vivrières,

seules susceptibles d'améliorer leur santé et leur productivité et, de ce fait, les rendent moins dépendants de l'économie monétaire.

En préférant les cultures vivrières aux cultures d'exportation et surtout en investissant directement leurs surplus sur place pour en bénéficier directement, la RDA s'est, peu à peu, attiré les foudres des organes de l'Etat et du Parti qui poussent, eux, aux cultures d'exportation. Il est vrai que la bourgeoisie bureaucratique-administrative et ses relais et ramifications préfèrent contrôler la plus-value réalisée sur le marché mondial par le jeu des taxes de sortie ou d'entrée et l'utiliser pour la consommation des citoyens ou pour les investissements profitables aux citoyens.

Ainsi, avant sa dissolution en 1969, la RDA a pu acquérir *"une scierie et un moulin à maïs, bien plus efficaces et économiques que ceux gérés par l'administration"* (54 : 132).

Au moment de la rédaction du 1er plan quinquennal (1964-1969), la RDA est la démonstration qu'une transformation des politiques coloniales et des pratiques culturelles ancestrales peut "générer" le progrès. Le slogan est alors le fameux *"It can be done"* (Inawezekana). Cependant la TANU et les autorités gouvernementales n'avaient pas su tirer les leçons de l'échec de la "Village Settlement Agency" (VSA) et du succès de la RDA. La TANU et le gouvernement n'ont pas pu ou voulu admettre que le succès de la RDA est lié au fait que les membres de la RDA avaient accepté les bases du mode de production paysan : autonomie et réciprocité dans le contexte d'une "économie d'affection".

Même si les autorités privilégient, durant les cinq premières années de l'Indépendance, l'approche du développement agricole par la transformation, l'optique de pouvoir améliorer les méthodes culturelles ancestrales reste ouverte et parallèlement à l'approche par la transformation s'esquisse et se met en place l'approche par l'amélioration.

2° L'approche du développement agricole par l'amélioration des techniques culturelles traditionnelles.

L'idée de base, avec cette approche, est qu'il faut améliorer les pratiques culturelles en innovant techniquement ou en implantant de nouveaux types de culture. C'est ainsi que dès les débuts des années 60, dans la région de MTWARA, au sud du pays, le gouvernement recommande aux paysans makonde de pratiquer la culture des noix de cajou qui ne demande pas un travail exténuant.

Le gouvernement a alors commencé des politiques tendant à demander aux paysans d'en découdre avec les systèmes anciens de l'organisation sociale et technique du travail des champs. Essentiellement, le gouvernement tend à encourager les paysans qui adoptent les nouvelles techniques culturelles et se désintéresse de toute réforme à grande échelle pour ceux qui s'accrochent à des méthodes anciennes d'organisation sociale et technique de travail. Par cette attitude, dès les premières années de l'Indépendance, le gouvernement encourage les divergences stratégiques entre les paysans ordinaires et les petits fermiers capitalistes. Ce n'est qu'une continuité de la politique coloniale qui tendait à créer une paysannerie à deux vitesses.

Autour de cette agriculture à deux vitesses, l'utilisation du tracteur est la marque extérieure de l'appartenance à cette catégorie supérieure de paysans que sont les "PROGRESSIVE FARMERS" que THODEN VAN VELZEN (1)

(1) THODEN VAN VELZEN, "Staff, kulaks and peasants", in C. Cliff and J. Paul, op. cit. p 153-179.

n'hésite pas à appeler les "KULAKS" car, à ses yeux, ils forment une alliance de classe contre les paysans.

Et assurément, étant donné la composition et l'origine sociale des membres de la TANU au gouvernement, cette alliance entre les Progressive Farmers et la bourgeoisie bureaucratique-administrative paraît plausible tant les politiques mises en place démontrent clairement qu'elles vont dans le sens de l'encouragement de l'accroissement de la production des cultures d'exportation.

Avec les deux approches évoquées en termes lapidaires, il s'agit de montrer que contrairement aux discours officiels après l'accession à l'Indépendance, le nouveau pouvoir s'est contenté de prolonger les mêmes politiques agraires qu'à l'époque coloniale. A l'exception notoire de la réforme du NYARUBANJA et quelques aménagements fonciers, durant les premières années de l'Indépendance, du plan intérimaire (1961-1963) à mi-parcours du 1er plan (1964-1965), toutes les politiques reposent sur des préconceptions héritées de l'époque coloniale et fonctionnant sur une paysannerie à double vitesse.

La paysannerie, à l'époque coloniale, par la force de ses syndicats, de ses coopératives pèse, grosso modo, sur les politiques agraires et modifie, par les grèves et les nombreuses formes de désobéissance et de sabotage, les orientations dictées par les autorités coloniales. Après l'Indépendance, l'influence de la paysannerie sur les mesures et les orientations gouvernementales est imperceptible. Avec le concept de "AFRICAN SOCIALISM" et le flou qu'il implique, le gouvernement ne sollicite pas la participation de la paysannerie et continue à hésiter devant la mise en place d'une véritable refonte des institutions agraires. Là où le gouvernement a esquissé une approche de transformation, il est vite apparu que les programmes débouchaient sur un véritable échec car au niveau des villages, loin de l'oeil inquisiteur des représentants du gouvernement et du Parti, les

paysans décidaient de pratiquer des méthodes culturales différentes et de continuer plutôt les cultures de subsistance qui leur plaisaient. Là où une approche d'amélioration se mettait en place, c'était aussi un échec car cette approche encourageait les divergences d'intérêt et de classe au sein d'une agriculture à deux vitesses où les kulaks formaient une alliance avec les bureaucrates de Dar es Salaam ou leurs émissaires au niveau local et drainaient ainsi toute la manne gouvernementale vers eux.

Au sein de la TANU et du gouvernement, des luttes d'intérêts et d'influence finissent par faire comprendre à NYERERE qu'il faut redéfinir la question de la paysannerie et de faire tout ce qu'il faut pour que la paysannerie ait confiance et participe aux objectifs clairement définis par le gouvernement.

C'est ainsi qu'à mi-parcours du 1er plan quinquennal de développement, au moment où la grogne se fait entendre et au sein de la paysannerie, et au sein de l'Université et de l'intelligentsia, NYERERE précise les orientations évoquées lors de son éclipse volontaire du pouvoir en 1962 et exposés dans "Ujamaa the basis of African Socialism". Il indique avec précision le cap à atteindre après un bilan de cinq années d'Indépendance faites d'hésitation, d'atermoisement et surtout de procrastination. La **déclaration d'Arusha**, après bilan et inventaire, trace les perspectives d'avenir et fixe le cap à atteindre pour effacer les désillusions nées depuis l'accession à l'UHURU et l'annonce de l'Ujamaa.

3° Le premier plan quinquennal

Il est indispensable pour le besoin des développements ultérieurs, d'exposer -même succinctement- le premier plan quinquennal de développement de la Tanzanie publié en mai 1964, quelques jours après l'Union Tanganyika-Zanzibar.

Les questions du développement dans cette "cendrillon de l'Empire britannique" ne sont résolument affrontés qu'à partir de l'Indépendance. A titre de rappel, il convient de noter que si en 1947, le gouvernement colonial ne disposait ou ne consacrait que 300 000 livres au Tanganyika et que de 1953 à 1961 les dépenses liées au développement n'ont été que de 750 000 livres, à partir de 1961, ces mêmes dépenses liées au développement représentent 8,21 millions de livres.

Sir Ernest Vasey, à la suite d'une mission des experts de la Banque Mondiale, avait préparé, un plan de trois ans. Le total des investissements prévus pour les trois ans atteint 24 millions de livres, dont 15,5 en provenance de l'Etranger. Les objectifs essentiels de ce plan portent sur le développement agricole, l'instruction, les communications, l'élevage et l'irrigation.

A l'issue de ce plan de 3 ans et après l'éviction de Sir Ernest Vasey suite à l'africanisation de la fonction publique, le premier plan quinquennal de développement est mis sur pied : de 8 millions par an, les investissements prévus passent à 49,2 millions de livres.

Le développement industriel absorbe, tout seul, près du quart des investissements prévus alors que dans le plan précédent cette perspective n'avait pas été envisagée.

L'ambition de ce plan est de coordonner les efforts du secteur public (organisation de la main d'oeuvre et du financement) et du secteur privé (grâce à l'instauration d'un climat de confiance). Normalement ce plan, et les efforts qu'il implique, est conçu dans une perspective qui va jusqu'en 1980 c'est-à-dire au moment où la population aura doublé, où la moyenne de vie sera de 50 ans au lieu de 35 ans, où les niveaux d'éducation seront plus élevés et, enfin, où le niveau de vie sera deux fois plus élevé.

C'est ainsi que pour les cinq années (1964-1969) le plan prévoit un ensemble d'investissements publics et privés de 246 millions de livres décomposés comme suit le montre le tableau 6 :

Tableau 6

Investissements	Dons	
	Publics	Privés
Financement Interne		
Gouvernement central	8,5	14
Gouvernements locaux	7,5	2,5
Entreprises gouvernementales	1	8
Entreprises privées	-	76
Sous total	17	100,5
Financement Externe		
Emprunts gouvernementaux	71,5	8
Service communs de l'Afrique de l'Est (EACSO) (1)	18	
Entreprises gouvernementales	12	
Entreprises privées		15,6
TOTAUX	101,5	15,6

INVESTISSEMENTS TOTAUX : 246 MILLIONS DE LIVRES.

Source : Tanganyika Government, Ministry of Planning

Les objectifs majeurs du plan visent :

- l'augmentation de la production agricole ;
- le développement industriel (triplement des investissements jusqu'en 1970) ;
- expansion du réseau commercial pour accroître la consommation intérieure des produits agricoles ;
- élévation des niveaux d'instruction, surtout secondaire et supérieur.

(1) EACSO : East African Common Services Organisation

Etant donné qu'à l'époque de l'élaboration du plan 80% des biens de consommation non agricole sont importés et 80% des biens de consommation agricole ne passent pas par le marché, le plan prévoit une expansion de 6% par an de la production agricole mise sur le marché, une expansion de 14,6% par an du secteur industriel et 8% par an du secteur commercial.

Le développement industriel qui doit tripler jusqu'en 1970 se voit consacrer 59 millions de livres soit 24% du total des investissements. C'est pourquoi le plan souhaite la création d'industries de transformation du thé, du pyrètre, du sisal afin de rendre le pays moins sensible aux fluctuations internationales des cours des matières premières.

Dans le domaine de la paysannerie, les concepteurs du plan reprennent la distinction des experts de la Banque Mondiale entre l'approche d'AMELIORATION et l'approche de TRANSFORMATION des conditions de vie et de travail. S'agissant des améliorations, les plus urgentes portent sur l'utilisation des insecticides, de fumier, d'engrais, d'animaux de trait, sur l'amélioration des méthodes de récolte et d'élevage, sur l'emploi de petits équipements.

En combattant l'apathie et l'attachement aux pratiques culturelles traditionnelles, le plan, dans cette approche d'amélioration, entend encourager les familles ne vivant que de cultures de subsistance à une spécialisation dans une ou deux cultures commercialisables (ex : la noix de cajou chez les MAKONDE).

Dans le secteur de l'Education, le plan préconise l'Education de masse, les campagnes de santé publique, la propagande coopérative, la mobilisation pour les travaux de SELF-HELP de tous les citoyens âgés de plus de 16 ans, y compris les fonctionnaires, pendant un jour par mois.

Avec un degré élevé de cohérence interne, le plan s'attaque aux déficiences structurelles de l'économie dans les secteurs secondaire et

tertiaire. Il faut donc arriver à une structure économique plus équilibrée de telle sorte que la part de l'agriculture dans le PNB ne représente, en 1980, que 37% contre 48% en 1970 et 58% en 1966. Cependant quoique cohérent, ce plan dès le départ, pose un problème fondamental à propos des capitaux étrangers susceptibles de financer les investissements projetés. C'est ainsi que le Gouvernement Central, ses pouvoirs locaux et les Entreprises d'Etat ne peuvent avancer que 17 millions sur les 146 millions d'investissements prévus. A partir de cette dépendance à l'égard du financement des investissements, on imagine aisément que le service de la dette publique (8,8% en 1964) imposera des lourdes charges et qu'on connaîtra la détérioration progressive de la balance commerciale et surtout de la balance des paiements.

Tel qu'il est prévu et s'il faut réaliser ses ambitieux projets, le plan demande au pays de faire de plus en plus appel à des capitaux extérieurs en garantissant une mobilité et une rentabilité dont le corollaire est la limitation des aspirations de la population en guidant et en disciplinant la consommation des citoyens. C'est-à-dire, tout simplement, que le plan exige à la fois la souplesse du libéralisme en ce qui concerne le capital et la discipline productiviste et austère d'une mobilisation populaire de type socialiste.

Enfin, en jouant sur deux claviers, le Tanganyika coincé entre le réalisme du plan et les vertus du marché ne se prépare-t-il pas à choisir entre la rougeole et la rubéole ou à naviguer de Charybde en Scylla ? Mais pour tous les décideurs et acteurs sociaux, il est bon ton d'affirmer qu'il n'est pas besoin d'espérer pour entreprendre ni de réussir pour persévérer.

Et c'est pourquoi, après l'Uhuru et l'esquisse de l'Ujamaa, on pense que la "Déclaration d'Arusha" parviendra à annoncer un "New Deal", à fixer un nouveau cap et à préparer des lendemains qui chantent en traçant des perspectives nouvelles au vu de l'inventaire des heurts et malheurs depuis l'Indépendance.

CHAPITRE III

UHURU, UJAMAA, ARUSHA :

LE BILAN ET LES PERSPECTIVES

En établissant une bureaucratie, les administrations coloniales allemandes et britanniques se fixaient comme but de créer un outil permettant d'atteindre les objectifs coloniaux au moindre coût. Pour ce faire, quelques investissements majeurs furent entrepris pour édifier le réseau ferré, certains axes routiers essentiels, les postes et les locaux administratifs.

Pour assurer le financement de sa bureaucratie et des autres frais de fonctionnement, la colonie a mis en place un système aussi complexe que compliqué recourant aux impôts, taxes et redevances. Ainsi, la colonie par ce biais, forçant les paysans à fournir de la main-d'oeuvre à bon marché aux plantations mais aussi à financer le budget administratif.

Après l'accession à l'Indépendance, la nouvelle classe dirigeante africaine ne change pas le cadre de référence pour élaborer ses différentes politiques. Les injustes et lourdes impositions datant de l'époque coloniale continuent à sévir alors qu'elles ne se justifient plus. La nouvelle administration -à l'instar de la coloniale- prend une part importante de la production nationale pour ses émoluments et pour maintenir un "niveau de vie à l'occidentale" à travers extraction externe de la plus-value et une collaboration avec le capital financier international.

Normalement, l'UHURU était compris par les travailleurs et les paysans comme l'étape, l'hypostase décisive dans la dialectique de "libération" des masses de la double exploitation par la bourgeoisie bureaucratique-administrative et le capital financier international.

Les explications de FRANTZ FANON (1) et d'Amilcar Cabral (2) confirment cette analyse car, pour ces deux auteurs, les mouvements d'Indépendance qui ont réussi à conquérir le pouvoir par des négociations pacifiques ne peuvent pas créer la dynamique nécessaire pour rapprocher les dirigeants de la

(1) FANON Frantz, Pour la révolution africaine, FM/Petite collection Maspéro, Paris 1964.

(2) Amilcar Cabral, Unité et Lutte, PCM, Petite collection Maspéro, Paris

masse des citoyens. C'est pourquoi, la constitution d'un front national pour la libération véritable est insusceptible d'être constituée par un parti ayant libéré le pays sur la base d'un programme nationaliste et non révolutionnaire. La bourgeoisie bureaucratique-administrative n'a pas voulu mettre en place une politique vigoureuse qui tourne le dos aux présupposés théoriques qui ont servi de canevas à l'élaboration du système d'exploitation coloniale. On ne peut pas espérer un seul instant que des structures conçues pour exploiter puissent servir à empêcher l'exploitation.

En Tanzanie, le premier plan quinquennal (1964-1969) est caractérisé par une imprécision traduisant l'indécision des leaders de la TANU quant au choix d'une voie à suivre (réforme agraire ? révolution industrielle ? encadrement politique et idéologique ?) Malgré l'accession à l'Indépendance (UHURU), l'option pour une voie socialiste de développement (UJAMAA), l'esquisse de l'émancipation complète de la paysannerie tarde à se dessiner à l'horizon.

De 1961 à 1966, les décisions politiques concernant la structure économique ne manifestent pas de rupture brutale avec le modèle précédent.

Le plan de trois ans mis en place en 1961 par Sir Ernest Vasey est accompagné du "People's plan" (plan populaire) qui, sur le principe du SELF-HELP (aide-toi toi-même) vise à réaliser des travaux d'infrastructure.

Ce plan favorise l'Agriculture car son taux de croissance annuel passe, entre 1954/1959 et 1960/1964 de 3 à 5 %. Mais l'industrie n'est pas défavorisée car pour le démarrage d'une industrialisation inexistante il a fallu tabler sur un taux de croissance élevé qui, dans la perspective de l'Indépendance nationale du Tanganyika était tablé à 14,5%.

Ce chapitre se propose d'exposer et d'analyser les hésitations stratégiques entre l'Agriculture et l'Industrie (A) à la lumière des trois plans (le plan intérimaire de 1961 à 1964, le people's plan et premier plan quinquennal de 1964 à 1969) en tenant compte de la perception des

réalisations à la base (B) juste avant le tournant décisif que constitue l'élaboration de la Déclaration d'Arusha (C) et les perspectives qu'elle trace.

A- ENTRE L'AGRICULTURE ET L'INDUSTRIE

A la veille de l'Indépendance, le Tanganyika présente une image paradoxale car c'est un pays, à la fois, fortement dominé au sein de l'ensemble régional, dépourvu de grands domaines européens ou d'un groupe de pression blanc fortement inséré dans les relations internationales.

En 1960, les exportations représentent 31 % du PNB (autant que le Kenya et plus que l'Uganda). Les produits agricoles représentent, alors, 87 % des exportations.

La particularité du Tanganyika est que les plantations y représentent 1 % de la surface totale arable du territoire et que les intérêts européens y sont moins ancrés, moins cohérents. La communauté des "Settlers" européens y est moins puissante, moins organisée et moins écoutée au Colonial Office que celle du Kenya ou des autres territoires de l'Empire.

Avec 87 % des exportations provenant des produits agricoles, autant dire que l'Industrie ne présente qu'une part infime de l'activité du territoire. C'est que, en effet, le Tanganyika est un pays où aucune industrialisation ne s'est produite, la politique coloniale britannique réservant cette activité à l'Uganda, au Kenya et aux actuels territoires de la Zambie et du Zimbabwe (ex rhodésie du Nord et Rhodésie du Sud). en 1927, la mise en place du Marché Commun Est-Africain consacre la suprématie de l'industrie kenyane sur la région en abolissant les barrières douanières entre territoires et en établissant une protection industrielle régionale.

L'industrialisation de la Tanzanie vise, dès les débuts, à opérer un certain rattrapage du retard sur le Kenya par l'implantation locale

d'entreprises. C'est ainsi que les entreprises telles que PHILIPS et MATSUSHITA se sont empressées d'investir sur place. Des investisseurs locaux, d'origine indo-pakistanaise, ont pris aussi une part non négligeable à cet investissement en investissant en aval de leurs activités traditionnelles.

Ce rattrapage sera favorisé par l'adoption d'un code d'investissement libéral et l'imposition d'une protection douanière stricte dont le taux effectif de protection variait autour de 95 %.

Cependant, si on peut considérer que dans cet effort hâtif d'industrialisation, l'investissement privé s'accélère, il convient de préciser vite que c'est l'investissement public qui connaît une accélération et une croissance rapide et considérable. Ainsi, le taux de croissance moyen annuel, pour l'investissement privé, passe de 3,2 % à 5,8 % alors que l'investissement public passe de -4,7 % de croissance annuelle avant l'Indépendance à 7,4% après l'Indépendance. Cette évolution de l'investissement public marque déjà l'accroissement de l'interventionnisme étatique et du développement du rôle économique de l'Etat : énorme effort d'infrastructure, couverture des besoins essentiels au double niveau de l'instruction publique et de l'éducation sanitaire.

Depuis l'Indépendance des efforts incessants ont été faits pour lier l'Agriculture à l'Industrie dans le cadre d'une stratégie globale de développement endogène, autocentré (self-reliance). D'où l'importance de la National Development Corporation (NDC) et de quelques industries clés.

1- La NDC

Pierre angulaire du développement industriel tanzanien, la NDC est créée en 1965 et elle résulte de la fusion de la Tanganyika Agricultural Corporation (TAC) et de la Tanganyikan Development Corporation (TDC). Elle est la pièce maîtresse de toute la stratégie d'industrialisation.

Omniprésente en Tanzanie, la NDC, organisme socialiste dans un Etat socialiste mais travaillant en association avec les sociétés capitalistes vise essentiellement à assurer l'autosuffisance pour les produits de première nécessité ou, pour reprendre les mots d'un de ses directeurs généraux, "assurer le pain et le beurre au peuple".

Comme organisme d'Etat et agissant comme un HOLDING (société financière) elle occupe une position primordiale dans la plupart des industries. Cette omniprésence lui permet de dicter la politique industrielle du pays.

Les activités de la NDC couvrent :

- l'industrie de la brasserie, des sciages, de l'imprimerie, des emballages métalliques, de la conserve de viande etc...
- l'industrie du diamant et de l'or (1)
- l'industrie du ciment.(2)

Avant le tournant d'Arusha, la NDC couvre déjà les secteurs importants constituant les bases fondamentales de la "siasa ya Ujamaa na Kujitegemea" (politique du Socialisme et du compter sur soi).

(1) Les ventes de diamant et de l'or étaient en 1968 de 147 millions de Shilingi dont 15 millions de dividendes à la NDC. Dernièrement, l'Etat tanzanien a passé un contrat avec l'Entreprise sud-africaine De Beers pour moderniser ce secteur industriel.

(2) La production du ciment est passée de 50 108 tonnes en 1966 à 400 000 tonnes en 1972... ce qui permettait une autosuffisance de la Tanzanie en ciment. Le surplus fait le bonheur des trafiquants zairois, burundais et kenyans.

En maintenant l'agriculture en étroite relation avec l'industrie, la NDC contribue à l'autosuffisance pour les produits de première nécessité. C'est ainsi que les besoins populaires en logement, nourriture et habillement, trouvent, peu à peu, satisfaction.

Par la NDC, l'Etat encadre l'espace économique en promouvant la création et l'innovation. Son gigantisme et son omniprésence, peu à peu, l'engourdissent et en 1969, étant devenue contre-productive on lui laisse s'occuper seulement de l'industrie pendant que d'autres sociétés sont organisées autour de la tutelle directe des ministères spécialisés.

Ces sociétés opèrent dans le TOURISME (TTC : Tanzania Tourist Corporation), dans l'AGRICULTURE (NAFCO : National Agriculture and Food Corporation) dans la CONSTRUCTION (THC : Tanzania Housing Corporation), dans les MINES (STATE MINING CORPORATION), dans le COMMERCE (State Trading Corporation) et, enfin, dans le BOIS (Tanzania Wood Industries Corporation).

Tout en cherchant à démarrer une INDUSTRIALISATION en vue de satisfaire aux besoins essentiels de la population, les autorités tanzaniennes considèrent que le développement devra passer par une modernisation de l'Agriculture (Modernisation by traditionnalisation). En 1965, NYERERE voyage pour la Chine et en revient avec de profondes convictions ruraliste. Avec les encourageants exemples de la Ruvuma Development Association, il décide de mettre en pratique le socialisme rural (Ujamaa) annoncé dans "Ujamaa, the basis of African Socialism".

Sur le plan de la politique intérieure la méfiance de la population à l'égard des politiques des "WAZUNGU WEUSI" (blancs noirs, s'amplifie. Les paysans et les ouvriers disent à qui veut les entendre : "UHURU na baadae siasa zilizofwatwa ni kwa wasomi to... Sisi tumebaki mafukara na wasiojiweza" (L'indépendance et les politiques qui ont été suivies après, c'est pour les lettrés seulement... Nous autres nous sommes restés des misérables).

Sur le plan de la politique extérieure, après la mutinerie de janvier 1964 matée par l'appel au secours des forces britanniques, la Tanzanie "*perd son innocence*" (53 : 127). Avec la Révolution à Zanzibar (janvier 1964) et son union avec le Tanganyika (avril 1964), le Gouvernement voit affluer des jeunes marxistes pro-chinois, tel que Abdulrahman Mohamed BABU, Kassim Hanga qui poussent les nationalistes de la TANU à adopter des attitudes révolutionnaires. NYERERE, considéré comme modéré, jusqu'alors, par l'Occident, de son retour de Chine (février 1965) demande qu'on s'inspire du modèle chinois : "*Si c'était possible pour moi de transporter les 10 millions de Tanzaniens et de les emmener ici en Chine voir ce que vous avez réalisé depuis la Révolution, je le ferais*" (105 : 160) déclare NYERERE à ses hôtes chinois.

Ce rapprochement avec la Chine, l'influence considérable des jeunes ministres venus de l'Ile et la mauvaise réputation internationale du dictateur et nationaliste président de Zanzibar et Vice-président de l'Union, Abeid KARUME, poussent les pays occidentaux (Etats-Unis, Allemagne, Grande Bretagne) à la méfiance. Des incidents surviennent avec les Etats-Unis (coup d'état contre NYERERE fomenté par la CIA), avec la République Fédérale d'Allemagne (reconnaissance de la RDA et application de la Doctrine Hallstein) et avec la Grande Bretagne (l'absence de pression contre la Rhodésie de Ian Smith et rupture des relations diplomatiques). Ces trois pays réduisent considérablement leur aide alors que le Premier plan quinquennal (1964-1969) devait être financé à 70% par des aides et des prêts.

Pendant ces cinq premières années où on a démarré une industrialisation mais avec la conviction que seule l'agriculture permettra de sortir de l'ornière, on a, par trois plans successifs (plan intérimaire, people's plan, premier plan quinquennal) et au milieu de soubresauts tant au niveau interne qu'externe, réalisé certaines performances et certaines contre-

performances qui justifient le tournant d'Arusha. Quelles sont ces performances ?

2- Les performances.

La période 1961-1967 est celle d'une relative stabilité pour les institutions. En Agriculture, l'effort principal a consisté à promouvoir les cultures de rente des petits exploitants. Pour parvenir à la réduction des importations, on a encouragé les premiers pas d'une industrialisation à partir d'un petit secteur manufacturier (10,5 % du PIB en 1964). Il est admis que pendant cette période les efforts de développement ont été réellement couverts de succès. C'est ce que confirment les tableaux suivants:

- Tableau 7 : Balance Générale des Paiements ;
- Tableau 8 : Composition du Produit Intérieur Brut % ;
- Tableau 9 : Termes de l'Echange Internial ;
- Tableau 10 : Echanges Internationaux ;
- Tableau 11 : PIB et Composantes principales : croissance annuelle en prix constants ;
- Tableau 12 : Tendances des comptes nationaux.

Tableau 7**BALANCE DES PAIEMENTS**

(en millions de shillings tanzaniens)

	Balance des opérations	Dons publics (net)	Prêts à long et moyen termes (net)	Balance de base = (1)+(2)+(3)
1970	- 172	52	524	+ 404
1975	-2 464	834	1 268	- 362
1978	-4 751	1 125	1 049	-2 577
1979	-4 016	1 215	1 379	-1 422
1980	-5 223	896	1 079	-3 248
1981	-4 172	1 694	1 772	- 706
1982	-5 661	889	1 121	-3 651

Source : Banque de Tanzanie, Economic and Operations Reports et Banque mondiale.

Tableau 8

COMPOSITION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT,

AUX COUTS DES FACTEURS

(Pourcentage)

	1964	1967	1973	1978	1982
1. PIB monétaire :					
Agriculture, sylviculture, pêches	33.1	29.0	25.4	25.1	24.6
Industries manufacturières	10.5	12.3	14.0	13.3	6.3
2. Monétaire et subsistance :					
Agriculture, sylviculture, pêches	46.7	43.6	39.3	38.4	33.4
3. Production de subsistance, en pourcentage du PIB total	33.0	31.3	27.9	26.2	20.9

Source : Cf. tableau PIB ET COMPOSANTES PRINCIPALES.

Tableau 9**TERMES DE L'ECHANGE INTERNATIONAL**

1973 = 100

1964	120
1965	110
1966	109
1967	102
1968	107
1969	104
1970	107
1971	103
1972	113
1974	94
1975	81
1976	99
1977	126
1978	101
1979	85
1980	89
1981	72
1982	63

Source : Banque mondiale (divers)

N. B. : L'exactitude de l'indice est matière très controversée, notamment en ce qui concerne le choix d'un indice des prix à l'importation. Le présent indice doit être considéré comme un indicateur de tendance plutôt que comme un instrument précis de mesure.

Tableau 10**ECHANGES INTERNATIONAUX**Valeur en millions
de shillings tanzaniens

Volume, 1966 = 100

	(1) Exportations	(2) Importation	(3) Balance commerciale	(4) Balance en % des exportations	(5) Exportations	(6) Importations	(7) Indice du pouvoir d'achat 1966 = 100 (a)
1964	1 609	1 262	+ 347	+ 21.6	74.7	70.1	82.2
1967	1 797	1 638	+ 159	+ 8.8	94.2	93.7	85.5
1970	1 852	2 274	- 422	- 22.8	92.6	131.4	90.7
1973	2 581	3 479	- 898	- 34.8	100.5	141.3	92.5
1974	2 878	5 377	-2 499	- 86.8	75.8	142.6	65.5
1975	2 790	5 710	-2 920	-104.7	63.9	134.5	47.9
1976	4 108	5 350	-1 242	- 30.2	69.2	118.4	63.0
1977	4 464	6 161	-1 697	- 38.0	55.0	122.5	63.8
1978	3 688	8 797	-5 110	-138.6	52.2	166.8	48.5
1979	4 520	9 073	-4 554	-100.5	59.6	137.3	46.5
1980	4 723	10 262	-5 539	-117.3	52.4	134.5	43.0
1981	4 806	9 740	-4 934	-102.7	64.4	122.9	42.5
1982	4 145	10 357	-6 216	-150.0	52.8	115.3	30.6

a. Indice du volume des exportations multiplié par l'indice des termes de l'échange.

Source : Banque de Tanzanie, Economic and Operations Report (divers) et Banque mondiale.

Tableau 11

PIB ET COMPOSANTES PRINCIPALES :
CROISSANCE ANNUELLE EN PRIX CONSTANTS (1966)

Pourcentage par an

	1964-67	1967-73	1973-82	dont 1973-78	1978-82
PIB monétaire, aux coûts des facteurs	7.3	5.3	3.7	5.3	2.2
Dont :					
Agriculture, sylviculture, pêches	2.7	3.0	3.7	5.3	1.7
Industries manufacturières	13.2	7.6	-5.1	4.5	-18.1
PIB total (monétaire et subsistance)	6.4	3.0	3.7	5.3	0.4
Dont :					
Agriculture, sylviculture, pêches	4.0	2.6	1.1	4.6	-3.2

Source : Banque mondiale, **Tanzania, Basic Economic Report** (1977)

N. B. : les valeurs indiquées pour 1982 sont des estimations.

Tableau 12

TENDANCES DES COMPTES NATIONAUX

Evolution annuelle en pourcentage, à prix constants

	1964-67	1967-73	1973-78	1978-82
PIB aux coûts des facteurs (total)	6.4	3.0	5.3	1.7
Consommation	5.5	6.2	6.1	-2.3
Consommation par habitant	2.8	3.6	2.7	-5.5
Investissement	15.8	7.3	4.3	-1.5
Rentrée des devises (importations moins exportations)	- 0.4	31.9	20.5	-3.6

Source : Cf. Tableau PIB ET COMPOSANTES PRINCIPALES

Au vu de ces tableaux on peut dire que la caractéristique dominante a été l'expansion des cultures d'exportation produites par les petits exploitants. On voit que la part monétaire nette du PIB due aux petits exploitants a progressé de 10,8 % par an (1960-1966). Entre 1964 et 1967, le volume des exportations a augmenté de 8 % par an alors que pendant cette même période les termes de l'échange international n'ont pas -à l'exception des prix du sisal qui ont chuté- subi des variations importantes. On remarque qu'en volume, les importations ont progressé un peu plus vite que les exportations mais, nonobstant cela, la balance commerciale est restée positive. Le taux de croissance est resté plutôt faible pour la consommation et extrêmement rapide pour les investissements. Enfin, pendant cette période entre l'Indépendance et la Déclaration d'Arusha, la part du PIB revenant au secteur manufacturier a augmenté pour atteindre 12,3% en 1967.

Pendant cette période d'expansion des cultures d'exportation produites par les petits exploitants le taux d'inflation de 2% par an reflète la relative stabilité des prix. Cet accroissement rapide du volume des cultures destinées à l'exportation a permis d'assurer la progression rapide des importations destinées à l'industrialisation et a favorisé le maintien d'un bon équilibre des échanges extérieurs.

Les performances ont donc été particulièrement positives de 1960 à 1966 car la contribution du secteur agricole au PIB monétaire a progressé de 7,4 % par an. Dommage qu'on ne dispose pas de fiables estimations sur le volume de production des cultures de subsistance pour comprendre quelle part de cette progression revient à l'accroissement de la production totale et quelle part revient à l'accroissement de la monétisation.

Entre l'accession à l'UHURU et le tournant d'ARUSHA, les politiques mises en place n'ont pas forcément toujours été la continuation des politiques coloniales bien qu'une importance plus grande ait été donnée à la promotion de l'industrialisation. C'est ainsi que, il a fallu attendre 1966 pour voir naître une Banque nationale, centrale et indépendante alors que les investissements dans le secteur pour l'Industrialisation dépendaient de la bonne volonté des non-africains. Ainsi donc, depuis l'Indépendance, de nombreuses réformes sur le plan politique, économique et social ont été mises en place soit dans une logique de rupture ou de continuation avec la période coloniale soit dans une logique d'innovation. La mutinerie de 1964, la Révolution à Zanzibar, la visite en Chine et l'encourageante expérience de la Ruvuma Development Association, la brouille avec certains pays occidentaux, le découragement et les désillusions des paysans et des ouvriers, l'installation de la bourgeoisie bureaucratique-administrative sur la scène politique aménagée et taillée sur mesure pour elle par l'africanisation et la présidentialisation du Régime, provoquent des transformations dans les perceptions et les analyses des gouvernants mais aussi chez les gouvernés. C'est à l'analyse des perceptions que les gouvernés retiennent de ces transformations que s'attachera ce deuxième point de ce chapitre.

B- PERCEPTIONS DES TRANSFORMATIONS REALISEES A LA BASE : MATUNDA YA UHURU NI MABOVU (1).

" Uhuru tuliouomba na kuupewa ni kwa mawaziri, wabunge, walimu na wafanya biashara... Sisi tuliye tu" (2).

Les différentes politiques mises en place depuis l'accession à l'Indépendance poussent à une réflexion sur le binôme "capital-travail" dans l'agriculture tanzanienne mais plus globalement sur les implications sociales du volontarisme politique qui a oscillé entre la "transformation approach" et l'"amélioration approach". Les années qui précèdent la Déclaration d'Arusha voient naître et grandir le désenchantement des paysans désabusés qui, peu ou prou, assimilent le nouveau pouvoir au pouvoir colonial. En 1966, les étudiants de l'Université de Dar es Salaam n'hésitent pas à défiler sous les banderoles portant l'inscription "AFADHALI MAISHA YA ENZI YA MKOLONI" (à l'époque coloniale, la vie était meilleure).

Je me propose d'exposer la perception que les paysans gardent des réalisations ou des transformations opérées durant la période entre l'accession à l'Indépendance et la Déclaration d'Arusha. Cette analyse se fonde essentiellement sur les entretiens avec des paysans des coopératives de NAMANGA (frontière KENYA-TANZANIE), des anciens membres et animateurs de la Ruvuma Development Association.

(1) Les fruits de l'Indépendance sont avariés.

(2) L'Indépendance-liberté que nous avons demandée et acquise est pour les ministres, les députés, les enseignants et les commerçants... Quant à nous, pleurons seulement" Propos recueillis lors de mes enquêtes dans un entretien avec Ndugu CHEMUSHA dans le village de MUNDEMI.

1- LES FORMES D'ORGANISATION DU PROCES DE TRAVAIL.

Déjà, depuis l'époque coloniale et malgré l'accession à l'Indépendance, la production agricole repose sur quatre formes d'organisation du procès de travail : le travail régulier, le travail migrant, le travail temporaire et le travail paysan. Pendant la période coloniale, l'industrie du sisal était celle qui dépendait le plus du travail migrant contractuel. Les plantations de thé et de café recrutèrent localement et à titre précaire. C'est ainsi que la majorité des travailleurs migrants sous contrat étaient des hommes alors que les femmes constituaient la grande partie des travailleurs temporaires. Le travail paysan, orienté vers la production de subsistance et vers la production commerciale était organisé par les "CHIEFS" mais dans le cadre des ménages. La noix de cajou, le coton, la moitié du café, commercialisés dans les réseaux officiels, dépendaient très largement du travail paysan incluant le travail féminin non rétribué, réalisé au sein des unités familiales. La division sexuelle du travail, du fait de la monétarisation et de la prolétarisation croissantes de l'économie, n'a pas réellement été transformée depuis l'accession à l'Indépendance.

Les systèmes de travail temporaire et migrant ainsi que la monétarisation et la prolétarisation ont poussé à une intensification du travail féminin dans les secteurs commerciaux et de subsistance.

A cause de la diminution du travail pour les hommes et de l'accroissement des besoins monétaires, les femmes doivent travailler davantage pour assurer leur survie et celle de leur famille.

Pour de nombreux paysans en TANZANIE, l'équation cynique belge "Après l'Indépendance = avant l'Indépendance" s'avère incontournable dans sa triste réalité. Après l'Indépendance, des employeurs trouvent trop coûteux d'embaucher des travailleurs à titre permanent. Même après avoir modifié le système du travail

migrant, le travail temporaire reste une solution qui a fait que la main-d'oeuvre totale employée par le secteur formel s'est accrue dès l'accession à l'Indépendance jusque dans le milieu des années 1970.

Peu après l'Indépendance, le développement des secteurs informels permet à une grande majorité des femmes urbaines et rurales d'obtenir un revenu monétaire. Cependant, la baisse des salaires et des revenus des petits producteurs que subissent les ménages ruraux entraîne, petit à petit, le transfert du travail féminin de l'agriculture vers les activités non agricoles (brassage de bière, petit commerce, prostitution).

Compte tenu de la proportion importante de femmes dans la population rurale et du déséquilibre des sexes dans la main-d'oeuvre agricole tant salariée que non salariée, les quatre formes d'organisation du procès de travail devaient subir des modifications importantes qui ont accentué la différenciation sociale dans les zones rurales.

La période entre UHURU (1961) et ARUSHA (1967) est celle qui voit monter les revendications car la crise n'est plus attribuée à la seule méchanceté du colonisateur. On commence à se rendre compte des erreurs commises, par commission ou par omission, lors de la définition des stratégies du développement ou lors de l'établissement du bilan colonial.

Les puissances coloniales, les Allemands d'abord (1880-1918), les Britanniques ensuite, introduisirent des cultures de rente dans une économie de subsistance en installant des colons et aussi en encourageant les paysans à pratiquer ces cultures. Vers la fin de la période coloniale, le sisal est la principale culture commerciale et le premier produit d'exportation. Il est cultivé dans de vastes domaines par une main-d'oeuvre venant de différentes régions du pays et même des pays voisins. Le café et le coton occupent la deuxième place derrière le

sisal. La production du café est dominée, à 70% par les petits exploitants alors que celle du coton est dominée à 100% par les petits exploitants.

L'importance de la production alimentaire de subsistance faisait qu'à maints égards, l'offre alimentaire se passait de toute intervention. En effet, les politiques agricoles coloniales avaient favorisé, voire renforcé, la production des cultures bien adaptées à la sécheresse et avaient imposé des contrôles aux échanges intérieurs afin de limiter les pénuries alimentaires locales. De toute façon, d'une manière générale, le pays jouissait d'un niveau élevé d'autosuffisance alimentaire en l'absence de toute action favorisant la production. Ceci fait que, dans une année normale, on estime que moins de 10% du montant des importations étaient consacrés aux denrées alimentaires. Le TANGANYIKA de la veille de l'Indépendance et d'avant Arusha pratiquait des exportations nettes des produits carnés car en 1961, la viande exportée en dehors de l'Afrique de l'Est était évaluée à 2.054 millions de livres sterling. C'est ainsi qu'au début des années 60, l'autosuffisance alimentaire se fondait sur deux traits principaux de l'économie : une urbanisation faible et un faible degré de spécialisation agricole.

Avant le tournant d'Arusha, pas plus de 5% de la population totale habitaient dans les agglomérations. Dar es Salaam, la plus grande ville ne compte encore que 200.000 personnes et ses besoins de ravitaillement urbain sont limités.

Historiquement, l'agriculture paysanne destinée à l'exportation a été greffée sur des systèmes de production agricole de subsistance. Ce qui explique le faible degré de spécialisation agricole. Cependant, pour l'analyse, l'utilisation d'expressions telles que "secteur de subsistance", "cultures de rente" ou "secteur destiné à l'exportation" peut être trompeuse. En effet, dans un système de petites exploitations, la même unité peut fort bien s'adonner aux trois types de culture. Dans certains cas, production vivrière et production pour l'exportation n'étaient guère en concurrence directe (ex : cultures arbustives). Ainsi, à mesure qu'elle se

répandait et s'intensifiait, la culture d'exportation mobilisait la main-d'oeuvre et les terres non utilisées de telle sorte que les quantités exportées constituaient une adjonction nette à la production du petit paysan conformément à la fameuse théorie de la "recherche du surplus exportable" chère aux développeurs et autres tenants des échanges internationaux.

L'utilisation accrue de la main-d'oeuvre et des terres s'explique ainsi par la spécialisation plus poussée des diverses productions agricoles permettant de consacrer une partie du revenu monétaire provenant des cultures d'exportation à l'achat des denrées locales. Cependant, on ne connaît pas la relation précise entre la croissance des cultures d'exportation et la production de subsistance car l'affectation des ressources à la production vivrière peut agir comme un frein sur la production destinée à l'exportation en limitant la réponse des paysans aux incitations à produire pour l'exportation mais, inversement, l'expansion des cultures d'exportation peut mettre en danger la sécurité alimentaire. A mesure que la production des denrées destinées à la commercialisation grandit, la relation devient plus explicite, avec une élasticité croisée de l'offre entre production vivrière et production pour l'exportation variant selon les fluctuations des prix relatifs.

L'agriculture paysanne au TANGANYIKA, jusque vers 67-68, a été capable d'entretenir un taux de croissance élevé pour les cultures d'exportation sans que l'offre des denrées alimentaires donne des signes manifestes de détérioration. Le tableau suivant indique la cadence rapide à laquelle les cultures d'exportation dominées par les petits paysans ont progressé alors que les denrées alimentaires n'ont fait preuve d'aucune tendance à augmenter.

Tableau 13**CULTURES DE RENTE PRODUITES PAR LES PAYSANS.
1967 = 100 %**

	Café	Coton	Noix de cajou
1961	62,6	49,6	53,0
1970	100,4	99,7	104,8

Source : Customs and Excise Dept. Annual Trade Reports.

Après l'Indépendance, la part de l'agriculture revenant aux colons et aux plantations a connu une nette diminution du fait du départ massif des colons mais surtout du fait de la contraction du marché mondial du sisal. En 1967, dans la foulée du tournant d'Arusha, la majeure partie des plantations du sisal a été nationalisée et au début des années 70, dans la radicalisation qui suit les MWONGOZO, il y a eu un nouveau départ des grands exploitants non africains dans les régions d'ARUSHA, IRINGA et KILIMANJARO.

2- L'IDEOLOGIE ET LES INSTITUTIONS DE LA PARTICIPATION POPULAIRE.

Tous les gouvernements du Tiers-Monde font l'éloge de la participation des populations au développement national depuis que les résultats de l'optique "d'amélioration" ou celle "de transformation" se sont avérés en-deçà des espoirs suscités.

Depuis une vingtaine d'années maintenant la vogue est à l'adoption généralisée de deux stratégies du développement dites des "**besoins essentiels**" et de "**l'autosuffisance**". Dans cet ordre d'idées, on fait généralement valoir que

pour la satisfaction des besoins essentiels des couches les plus défavorisées de la population et pour parvenir à l'autosuffisance, les masses doivent être associées à la prise des décisions, à la définition de leurs propres besoins et à la planification marquant les priorités en matière de développement.

Les optiques de transformation ou d'amélioration initiées, lors des indépendances, par la Banque mondiale ont fait flop du fait de l'impréparation ou de l'incurie des élites nationales et de leurs "maître à penser" (les développeurs et autres experts) mais aussi et surtout du fait du tarissement de l'aide espérée pour mener à bien ces programmes de développement. L'expérience des trente années écoulées depuis les Indépendances montre clairement qu'en matière de participation populaire, les échecs sont plus fréquents que les réussites. Ces échecs sont dus essentiellement aux pouvoirs publics qui envisagent la participation comme un moyen sans danger de légitimer les politiques et les directives des autorités centrales.

Sous cet angle, la participation participe de l'incantation et demeure symbolique car mise au service d'objectifs étroitement politiques et économiques.

En vue d'assurer la participation populaire et oeuvrer pour une véritable institutionnalisation quatre principales conditions doivent être observées :

- a- une volonté politique assise sur une idéologie de la participation
- b- des institutions et une organisation adéquates ;
- c- une information suffisante et facilement accessible ;
- d- moyens matériels et techniques appropriés.

a- La volonté politique et l'idéologie de la participation.

En Tanzanie, pour l'articulation de ces quatre conditions, le nouveau pouvoir s'est d'abord heurté à la difficulté de changer le "modèle libéral", hérité

du régime colonial et qui s'appuyait sur l'idée selon laquelle seules les élites politiques et économiques locales, y compris les agriculteurs progressistes et les koulaks des zones rurales, étaient capables de donner au développement l'impulsion requise. Le trait le plus marquant est l'absence d'une véritable tradition constitutionnelle appuyée sur des associations ou des idéologies sociales d'inspiration chrétienne défendant *"une ligne commune de réflexion qui met l'accent sur l'organisation communautaire et le militantisme local comme correctif social aux effets du capitalisme industriel"* (26 : 15).

Faute d'associations solidement implantées dans le pays et de tradition constitutionnelle, dans nombre d'Etats, la participation se fondait sur les considérations claniques ou des liens ethniques. C'est ainsi que pour éviter de mettre en péril l'UNITE NATIONALE, les autorités tanzaniennes ont aboli la charge des "CHIEFS" et par la création, dans la foulée, d'un système présidentiel à parti unique. Mais le parti unique n'a jamais ouvert la voie à la participation populaire. Cela a donné naissance à l'idéologie de l'UNITE plutôt qu'à celle de la PARTICIPATION aux décisions.

La création d'une culture véritablement démocratique et participatoire a été aussi handicapée par la structure sociale interne car là où la société était fortement hiérarchisée (comme chez les HAYA de la région de la KAGERA actuelle), les couches supérieures détenaient le pouvoir et le savoir alors que les couches inférieures n'avaient ni la force ni le degré de conscience nécessaire pour lutter contre les strates supérieures. L'ignorance et la pauvreté générales des masses limitaient toute possibilité de remise en cause à la base. Les élites au pouvoir se servaient de ces faiblesses pour justifier la nécessité de diriger le développement "du haut vers le bas" et plus tard pour mettre en place ce que les auteurs scandinaves appellent le *"socialism from above"*.

Enfin, la culture démocratique et participatoire a été freinée par la faiblesse même de l'état postcolonial et surtout par sa dépendance croissante à l'égard du grand capital international. Tous les projets de développement de ces Etats du Tiers-Monde sont tributaires des crédits et de l'aide technique fournis par des organismes de financement international. C'est ainsi que ces organismes exigent, pour accorder leur assistance, que la production agricole soit adaptée aux besoins de la métropole et repose sur des méthodes préconisées par des experts généralement venus, eux aussi, de l'Etranger. L'agriculteur, dans ces conditions, ne peut plus déterminer librement ce qu'il va faire pousser car des lointains financiers prennent à sa place une décision qui lui est communiquée par les dirigeants locaux.

Dans un pays du Tiers-Monde, une idéologie de la participation se doit de mettre l'accent sur trois facteurs essentiels, à savoir :

- La répartition équitable du revenu et des moyens économiques et politiques de développement.
- Le développement autocentré.
- L'action communautaire.

Il va de soi que c'est seulement en permettant aux paysans pauvres de lutter contre la puissance de la bureaucratie et des notabilités locales en agissant collectivement (associations, coopératives) pour mettre fin aux droits héréditaires ou acquis que le développement et la participation peuvent effectivement se réaliser. Et pour ce faire, il faut bien qu'il y ait une répartition équitable du pouvoir politique et économique pour que les couches inférieures de la société se sentent concernées. C'est d'ailleurs ce qui rend la participation véritablement révolutionnaire et par conséquent difficile à réaliser.

b- Institutions et organisations adéquates.

En raison de l'orientation idéologique d'un pays, de sa structure sociale, de son histoire et de sa démographie, les institutions peuvent se présenter sous des formes différentes. Cependant, la plupart des institutions se présentent sous une forme décentralisée ou, à tout le moins, décentrée ou déconcentrée. Cette "décentralisation" a été, dans nombre de pays africains, gênée par un certain nombre de difficultés.

D'abord, les velléités décentralisatrices, ont eu affaire dès le départ, à une administration hautement centralisée, héritée du système colonial. Dans cette administration, étant donné que tout dépend du centre, on met l'accent sur les notions de HIERARCHIE, EFFICACITE, RATIONALITE. Pour réformer la structure administrative, il a fallu déployer des efforts titanesques. Au lieu de parvenir à une véritable décentralisation, ces efforts se sont soldés davantage par une **déconcentration** que par une **redistribution** de l'autorité. La déconcentration consiste à attribuer certaines compétences administratives aux échelons inférieurs, alors que la redistribution de l'autorité suppose que l'on accorde à ces mêmes échelons le pouvoir de prendre des décisions-clés et de faire des choix fondamentaux. C'est rarement le cas car le cas de figure le plus fréquent est celui où le pouvoir est enlevé aux instances nationales pour être centralisé de nouveau au niveau de la région (province) ou du district.

Ensuite la décentralisation a été gênée par l'insuffisance d'un personnel d'un haut niveau de qualification acceptant d'être transféré du centre vers la périphérie. Normalement, une déconcentration du personnel de rang supérieur doit s'accompagner d'une décentralisation des crédits et des moyens de travail. Autrement, on ne fait que doter les instances locales de dirigeants frustrés.

Enfin, la décentralisation a été gênée par le fait que les habitants des zones rurales, restées longtemps sous la coupe d'une administration autoritaire, ne savent pas les limites de leurs droits constitutionnels et juridiques. C'est pourquoi, les bureaucrates et les technocrates s'octroient le monopole -voire l'oligopole- du pouvoir et accusent les populations de ne pas vouloir participer ou contribuer à la prise des décisions.

Au regard de toutes ces entraves, à la mise en place d'institutions et d'une organisation décentralisées, il s'est avéré urgent, en Tanzanie, de mettre en place d'autres institutions orientées vers les masses et susceptibles de mobiliser les populations et les inciter à lutter contre les tendances centralisatrices de la bureaucratie d'Etat ou du parti. C'est ainsi que le parti est organisé à partir de la base, au niveau des cellules (SHINA) de dix maisons (nyumba kumi kumi). Les cellules (shina ou nyumba kumi kumi) datent du lendemain de la mutinerie militaire de 1964. Sous la responsabilité d'un dirigeant, membre du parti (le balozi), les cellules devaient être les organisations de base du parti en servant d'instrument d'agitation et de propagande politique. Les "shina" constituent l'instance participative au sein du parti mais aussi le moyen d'un souple contrôle social canalisant et filtrant les informations les plus diverses.

La fonction du balozi a évolué au cours des années. Au début, il était chargé de faire des rapports aux échelons supérieurs et d'informer les adhérents du parti des politiques en cours tout en recueillant leurs doléances et suggestions. Peu familiers de l'organisation de la TANU, méconnaissant sa philosophie et ses idéaux, souvent analphabètes, les balozi étaient peu susceptibles de rédiger des rapports mensuels. En plus, pour un tel travail, il aurait été normal qu'ils fussent rémunérés mais le principe était le bénévolat et l'activisme militant. Peu à peu, les balozi sont devenus des sortes de "juges de paix" jouant le rôle d'intermédiaires, de conciliateurs garant de la tranquillité, de la sécurité du voisinage. C'est ainsi

que le balozi surveille les allées et les venues suspectes, oeuvre pour la paix des ménages, résout les conflits, donne des recommandations etc... Grosso modo, le balozi reprend les fonctions autrefois dévolues aux "anciens" si bien que le "shina" joue le rôle de "conseil des anciens".

Les cellules (shina, nyumba kumi kumi) s'intègrent dans le cadre de la participation populaire car le parti doit être organisé à partir de la base et avoir des cadres bien formés qui puissent faire le travail de mobilisation et imposer des limites au pouvoir de la bureaucratie.

c- Une information suffisante et d'accès facile.

L'existence d'une idéologie de la participation clairement définie et la mise en place d'institutions appropriées ne suffisent pas car il ne peut exister de PARTICIPATION sans INFORMATION.

D'ordinaire, s'agissant de l'information appliquée à l'idéologie de la participation, on distingue trois types d'information :

- L'information idéologique.
- L'information technique.
- L'information opérationnelle (relative à la gestion).

L'information idéologique s'occupe de toutes les indications relatives aux mesures politiques, aux changements que proposent le gouvernement. Pour l'information idéologique, le gouvernement mobilise tous ses "appareils

idéologiques d'Etat" sous l'acception althussérienne du terme" (1).

Il faut une information idéologique très poussée pour que les populations acceptent de collaborer aux projets dont ils peuvent s'enorgueillir ou dont ils ont le sentiment qu'ils contribuent à valoriser le sentiment de la "dignité nationale".

Pour ce faire, les autorités politiques doivent développer un grand travail de propagande et d'encadrement.

L'information dite technique concerne le savoir-faire alors que l'information idéologique, elle, concerne, essentiellement, le "faire savoir". Le savoir-faire, qu'implique l'information technique, tourne autour de l'acquisition et de la transmission des nouvelles connaissances que les agents des services publics communiquent à la paysannerie pour lui permettre d'améliorer l'exécution de certaines tâches ou de comprendre son environnement afin de mieux résoudre les problèmes qui se posent à elle. C'est pour les besoins de ce type d'information que, grâce au précieux concours de l'UNESCO, la Tanzanie a mis sur pied un ambitieux programme d'ALPHABETISATION FONCTIONNELLE.

L'information opérationnelle insiste sur le point de savoir quand, comment et dans quel ordre les divers projets et programmes doivent être mis en oeuvre. Ainsi, toutes les indications qui ont trait à la surveillance continue des programmes, sont pris en compte.

(1) Le regretté Louis ALTHUSSER (03 : 96-97) établit une "liste empirique" des Appareils Idéologiques d'Etat" (AIE) et cite les institutions suivantes :

- l'AIE religieux (le système des différentes églises).
- l'AIE scolaire (le système des différentes "écoles", publiques et privées).
- l'AIE familial.
- l'AIE juridique.
- l'AIE politique (le système politique, dont les différents partis).
- l'AIE syndical.
- l'AIE de l'information (presse, radio-télé, etc...).
- l'AIE culturel (lettres, Beaux-Arts, sports).

Il faut noter qu'ALTHUSSER insiste sur la distinction Appareil Repressif d'Etat (ARE) et Appareils Idéologiques d'Etat (AIE). Pour lui, la différence entre les deux c'est que l'Appareil Repressif d'Etat "fonctionne à la violence" alors que les Appareils Idéologiques d'Etat" fonctionnent "à l'idéologie" (03 : 98).

Une quelconque carence dans le fonctionnement de ce type d'information explique les nombreuses carences qu'on a pu constater au sein des villages Ujamaa.

3- LA NECESSITE DES MOYENS MATERIELS ET TECHNIQUES APPROPRIES.

L'insuffisance des ressources financières et humaines susceptible d'être mises à la disposition des échelons inférieurs est un des obstacles à l'efficacité des institutions destinées à assurer la participation. Si les populations n'ont pas à leur disposition immédiate les moyens financiers et les compétences nécessaires pour mener à terme leurs propres projets, très rapidement la participation cède la place à l'apathie.

A l'échelon du village, les autorités disposent rarement de fonds propres pour financer les projets que la population a choisis. C'est pourquoi les autorités, au niveau du village, sont tributaires des crédits attribués par l'Etat selon un cycle de planification déterminé et dirigé d'en haut. Parce que souvent les subventions sont destinées à compléter les contributions de la population aux projets d'autoassistance ou de "self-help", il arrive que soit retardé l'achèvement des projets et que se crée un désenchantement général.

Il faut -pour endiguer l'apathie et le désenchantement- fournir aux villages, l'équipement et le personnel technique requis. Pour ce faire, l'idéal serait que les autorités locales puissent percevoir sur le territoire de leur ressort, des recettes qu'elles peuvent utiliser pour compléter les crédits de l'administration centrale et pour former, sur place, leur propre personnel.

Les autorités politiques, à la veille de la Déclaration d'Arusha, soulignent que le développement communautaire doit se faire "par l'éducation des adultes, l'exhortation et l'exemple, afin de faire comprendre aux hommes et aux femmes les possibilités qui s'offrent à eux d'atteindre un niveau de vie différent, plus élevé et plus satisfaisant⁽¹⁾. C'est pourquoi dès 1962, par la nomination des commissaires de district et de région, on essaie de combler le fossé qui sépare les services publics de l'Etat et les populations. Investis de fonctions politico-administratives, les commissaires assurent la coopération entre l'Etat, le mouvement politique, les fonctionnaires et la population.

L'idéologie de la participation qui s'articule autour de la décentralisation administrative et de la réforme de la territoriale est balbutiante dans la période entre l'UHURU et ARUSHA. Il faudra attendre la grande décentralisation administrative de 1972 pour que l'idéologie de la participation puisse trouver un contenu concret. J'examinerai cette réforme de Juillet 1972 dans les pages qui suivent car à ce stade de l'analyse, il suffit seulement d'évoquer les principaux facteurs liés à la faiblesse de la participation populaire pendant cette période pré-Arusha.

D'abord, on considère généralement, que la participation populaire a été entravée par la compartimentation de l'administration depuis les services centraux de Dar es Salaam jusqu'au niveau local.

(1) The United Republic of Tanzania, The Tanganyika Five-Year plan for Economic and Social Development (Dar es Salaam, Government Printer, 1964) p17.

Cette organisation pyramidale conduisait à des conflits entre politiciens et techniciens et rendait extrêmement difficile le lancement, à l'échelon local, d'activités planifiées et intégrées. En effet, les agents chargés de la vulgarisation et de la mobilisation basaient leur comportement sur des directives, des orientations et des objectifs prioritaires qui variaient selon les ministères.

La participation populaire a, ensuite, été entravée par le fait que les institutions locales avaient très peu de moyens financiers. C'est ainsi que même les commissaires de district ou de région devaient, lors de la définition des différents objectifs de développement, attendre que les représentants de chaque Ministère concernés et leurs techniciens se coordonnent et se concertent pour trouver le financement. On peut dire donc qu'il y avait dissociation entre l'action de mobilisation de la participation populaire et le pouvoir de planifier et de financer les diverses activités liées au "self-help".

Troisièmement, la faible participation populaire trouve son explication dans le fait que les fonctions des coopératives et des comités de développement locaux ont été usurpées par les bureaucrates et les technocrates du district ou de la région. En 1966, le rapport d'un comité d'enquête présidentiel souligne qu'à l'échelon local les coopératives devenaient une charge pour les agriculteurs au lieu d'être un instrument de progrès (1).

Pour remédier à toutes les difficultés entravant la bonne marche d'une idéologie de la participation populaire, Julius NYERERE élabore la DECLARATION D'ARUSHA qui tente de faire progresser la participation populaire. La déclaration d'Arusha sera complétée de deux textes importants : LES MWONGOZO (1971) et la DECENTRALISATION (1972).

(1) United Republic of Tanzania, Report of the Presidential Special Committee of Enquiry into cooperative Movement and Marketing Boards (Dar es Salaam, Government Printer)

C- LA DECLARATION D'ARUSHA.

Texte fondamental, la Déclaration d'Arusha est un document présenté par Julius NYERERE et adopté par le National Executive Committee (NEC) le 29 janvier 1967 dans la ville d'ARUSHA. Rédigé en Swahili (1) il est divisé en cinq parties que le tableau 14 présente succinctement :

(1) Pour les citations relatives à la Déclaration d'Arusha, j'ai repris les traductions de Sylvain URFER (104 : 198-222) ou de Jean MFOULOU (voir 85 : 82-109) en actualisant leur traduction mais aussi en traduisant directement le texte swahili de la Déclaration d'Arusha (Azimio la Arusha, 79 : 13-35).

Tableau 14
DECLARATION D'ARUSHA

Partie	Titre	Sous-titre	Phrase-clé
I	LA PROFESSION DE FOI DE LA TANU		
II	LA POLITIQUE EN MATIERE DE SOCIALISME	* absence d'exploitation	Un véritable Etat se compose uniquement de travailleurs ; ni le capitalisme ni le féodalisme n'y trouvent place. Il ignore toute scission en deux classes : une classe inférieure composée de ceux qui travaillent pour vivre et une classe composée de ceux qui vivent du travail des autres.
		* Principaux moyens de production devant être sous le contrôle des paysans et des ouvriers.	Pour construire et maintenir le socialisme, il convient de s'assurer que les principaux moyens de production sont contrôlés par les paysans et les ouvriers eux-mêmes par l'intermédiaire de leur gouvernement et de leurs coopératives.
		* Démocratie	Un Etat n'est pas socialiste parce que tous les moyens de production et d'échange sont entièrement ou en majeure partie aux mains du Gouvernement...Un Socialiste authentique ne peut exister que là où la société elle-même est démocratique.
		* Le Socialisme est une idéologie	Le Socialisme est une manière de vivre, et une société socialiste ne peut surgir spontanément. Elle ne peut être construite que par ceux qui y croient et qui vivent eux-mêmes selon les principes du socialisme.

III	LA POLITIQUE D'INDEPENDANCE	* Nous sommes en état de guerre	Nous avons été amplement opprimés, amplement exploités et amplement méprisés, c'est notre faiblesse qui nous a conduits à être opprimés, exploités et méprisés.
		* Un homme pauvre ne prend pas l'argent comme arme de combat.	Demander au gouvernement d'accroître les dépenses sans augmenter les impôts, ce serait le sommer de faire des miracles : comme si on voulait augmenter la production laitière sans traire la vache plus souvent. Or nous réalisons que la vache n'a plus de lait, c'est-à-dire que les gens trouvent difficile de faire face à des impôts accrus. La vache elle-même préférerait avoir plus de lait à donner à ses veaux, ou plus de lait à vendre pour que ses veaux et elle aient plus de bien-être. Mais savoir ce qu'on ferait avec une plus grosse production de lait ne change rien au fait que la vache n'en a plus.
		* Que dire de l'aide extérieure ?	
		* Ne comptons pas sur l'argent pour amener le développement.	Il est stupide de s'en rapporter à l'argent comme instrument principal du développement alors que nous ne savons que trop bien que notre pays est pauvre.
		* Les dons et les prêts compromettent notre Indépendance.	Les Anglais ont un proverbe qui dit : "celui qui paie les violons choisit l'air". Comment pouvons-nous dépendre pour l'essentiel de notre développement, de gouvernements étrangers et des sociétés étrangères sans abandonner à ces gouvernements et à ces pays une grande partie de notre liberté d'agir à notre guise ? La vérité est que nous ne pouvons.

		<p>* Nous avons accordé trop d'importance à l'industrie</p>	<p>La politique qui consiste à inviter une succession de capitalistes à venir installer des industries dans notre pays pourrait réussir à nous donner toutes les industries dont nous avons besoin, mais elle pourrait aussi réussir à empêcher l'établissement du socialisme à moins que nous pensions ne pas pouvoir le Socialisme sans construire auparavant le capitalisme.</p>
		<p>* Occupons-nous des paysans.</p>	<p>Bien que nous pensions d'habitude aux capitalismes lorsque nous parlons d'exploitation, nous ne devrions pas oublier qu'il y a beaucoup de poissons dans la mer. Ils se mangent entre eux. Les gros mangent les petits et les petits mangent ceux qui sont plus petits. Il y a deux façons possibles de classer les gens dans notre pays. Nous pouvons mettre d'un côté les capitalistes et les féodalistes, et de l'autre, les paysans et les ouvriers. Mais nous pouvons aussi diviser les gens en habitants des villes d'un côté et en habitants des zones rurales d'un autre. Si nous n'y prenions garde, nous pourrions en arriver à la situation dans laquelle la véritable exploitation en Tanzanie serait celle des paysans par les habitants des villes.</p>
		<p>* Le peuple et l'Agriculture</p>	<p>Le développement d'un pays est réalisé par le peuple et non, par l'argent. L'argent, et la richesse qu'il représente, est le résultat et non la base du développement.</p>

		<p>* L'Agriculture est la base du développement.</p>	<p>Et parce que le principal objectif du développement est d'obtenir davantage de nourriture et davantage d'argent pour nos autres besoins, notre but doit être d'augmenter la production des cultures.</p>
		<p>* Les conditions du développement . un travail opiniâtre . l'intelligence</p>	<p>Tout le monde veut le développement, mais tout le monde ne comprend pas et n'accepte pas les exigences de base du développement. L'exigence fondamentale est un travail opiniâtre.</p>
		<p>* Un travail opiniâtre est la source du développement. . la terre . le peuple . une bonne politique . une bonne direction</p>	<p>Les industries viendront et l'argent viendra, mais à la base, il y a le peuple et son travail opiniâtre, surtout dans le domaine de l'agriculture. Telle est la signification du KIJITEGEMEA (compter sur soi). Nous devrions dès lors mettre l'accent sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> a- la terre et l'agriculture. b- le peuple. c- la politique du Socialisme et du compter sur soi. d- une bonne direction.

Beaucoup d'auteurs ont analysé la déclaration d'Arusha en essayant de comprendre son idéologie et ses objectifs ou en essayant de comprendre sa pertinence au regard des conditions spécifiques de la Tanzanie ou encore en examinant la validité théorique de cette Déclaration. Je me limite ici à comprendre, après l'évocation des ambiguïtés de départ (1) et des raisons du tournant Arusha (2), l'orientation que propose la Déclaration concernant les politiques de développement et, plus spécifiquement, à l'égard du socialisme rural (3)

1- LES AMBIGUITES DE DEPART.

Dans l'expérience tanzanienne, la déclaration d'Arusha constitue un tournant décisif car c'est le moment où la volonté de changer l'histoire et la société cesse d'être un voeu pieux. L'heure de la "praxis" a sonné.

Jeannette HARTMANN (1) estime qu'on peut considérer qu'il y a eu "deux déclarations d'Arusha" car il y eut deux positions sur la Déclaration : celle du parti et celle du Gouvernement.

Les activistes du parti souhaitaient que l'Etat fasse un contrôle beaucoup plus important, alors que les technocrates et bureaucrates du gouvernement préféraient une économie mixte. Ce sont ces deux points de vue soutenus par deux institutions importantes de l'Etat qui, depuis 1967, constituent l'arrière-plan, la toile de fond des changements politiques.

(1) Jeannette HARTMAN que j'ai rencontrée à Paris et à Dar es Salaam est Professeur de Sociologie à l'Université de Dar es Salaam.

Dès le départ, on peut constater selon l'avis de Jeannette HARTMANN, qu'il y avait une sérieuse carence de consensus quant au modèle du développement du pays. En 1974-1975, à l'issue de la Villagisation coercitive et de ses effets récurrents, ou en 1980, à l'issue de la guerre contre IDI AMIN, quand une certaine instabilité est survenue, très vite, la thèse du Gouvernement, pour la mise en place d'une économie mixte ou d'une libéralisation de l'économie s'est imposée.

Abdulrahman Mohammed BABU, quant à lui, estime que sans nécessité de considérer qu'il y ait eu "deux déclarations d'Arusha", il convient de voir dans la Déclaration d'Arusha une tradition socio-démocrate insistant sur le bien-être et la protection sociale en mettant l'accent sur la consommation plutôt que sur la production. Ceci emportait comme conséquence que la Tanzanie devait prendre des mesures nationales de redistribution alors que la base économique était très faible. Ainsi, au lieu de créer une économie intégrée, réconcilier les besoins d'un développement socialiste dans une économie paysanne et ceux d'un rapide développement des forces productives socialistes, la Tanzanie, après la Déclaration d'Arusha, a continué à dépendre du marché international capitaliste.

Pour toutes ces ambiguïtés du départ, la Déclaration d'Arusha a reçu un accueil mitigé car les pays socialistes développés (URSS, CHINE, CUBA) n'ont pas pu apporter l'aide nécessaire étant donné que la Tanzanie ne donnait pas les gages nécessaires d'une claire volonté de transformation socialiste. Seuls quelques-uns des pays capitalistes et spécialement les pays scandinaves, ont pu augmenter leur aide à la Tanzanie.

Ainsi, la Déclaration d'Arusha, en ignorant le socialisme comme mode de production et en esquivant le débat sur les rapports de classe tant au niveau national qu'international, est un produit du socialisme petit-bourgeois dont la caractéristique essentielle est celle d'insister sur l'égalité des revenus, la redistribution et la consommation.

2- LES RAISONS DU "TOURNANT D'ARUSHA".

Par l'abandon d'une machinerie étatique et des mécanismes politiques directement hérités de la Grande Bretagne, le pouvoir d'un groupe de dirigeants issus du mouvement nationaliste s'était consolidé à la tête d'un Etat dominé par un parti détenant le monopole de l'action politique.

Entre 1962 et 1965, des engagements démocratiques et socialistes avaient été inscrits dans les chartes, dans les textes fondamentaux mais la réalité quotidienne, de ceux qui avaient sur l'UHURU comme on mise sur le même cheval, était marquée par le plus grand désenchantement.

Le début des années soixante, en Tanzanie, a vu une floraison de projets de développement communautaire utilisant les ressources, humaines et matérielles, locales. C'est la politique des "Settlement Schemes". Cette politique considère que pour développer la production agricole, il est indispensable de regrouper les populations, rassembler leurs forces, les équiper et les mettre au travail sous la direction de gestionnaires capables et de techniciens compétents. Le Settlement Scheme part sur des perspectives technocratiques et sur les pressupposés favorables aux investissements lourds à haute intensité de capital. Le Settlement Scheme néglige les potentiels humains et souvent sa direction est composée, en grande partie, d'étrangers, dont un certain nombre d'anciens fonctionnaires coloniaux, au style de travail autoritaire et méprisant.

En 1961, à l'issue de l'étude réalisée par Banque Mondiale (The economic development of Tanganyika) naît le "Village settlement scheme" dont la planification est désastreuse en 1965-1966 : mauvaise prévision des rendements, mauvaise évaluation des sols, mauvais choix des cultures, surmécanisation débouchant sur la contre-production etc... C'est ainsi que BRAIN déclare : "Les moyens employés se révélèrent vite coûteux et inefficaces : équipement trop fragile,

services sociaux trop onéreux, administration insuffisamment qualifiée, bref, des besoins en hommes et en capitaux qui excédaient nettement les possibilités du pays. A quoi s'ajoutèrent les lenteurs d'une bureaucratie centralisée. Enfin, l'ensemble des cultures, dans les Settlement Schemes étaient orientées vers l'exportation de quelques produits, surtout sisal, café, coton ; leur surproduction à l'échelle mondiale entraîna mévente et chute des cours... Pendant ce temps, le secteur traditionnel stagnait, faute de crédits... (1).

La faillite des settlement schemes, les difficultés rencontrées dans le financement du premier plan, rapportées aux déceptions de politique extérieure poussent les autorités à annoncer une révision politique officielle dont la conséquence est l'abandon pur et simple de "Village settlement schemes". Les causes de l'échec et de l'abandon des villages settlement scheme peuvent s'analyser :

a- sur le plan social, un prolétariat s'est formé de même qu'une certaine forme de capitalisme. Les villages-pilotes renforçaient les inégalités sociales car ils conduisaient à la création d'une classe de fermiers qui recevait des fonds importants (les koulaks) et une prolifération corrélative des autres habitants. C'est ainsi que ces nouveaux "koulaks" avaient tendance à augmenter la superficie de leurs exploitations individuelles et à employer des salariés agricoles pour pratiquer des cultures d'exportation. Sur le plan social, le défaut de fond des "settlement schemes" est de n'avoir pas tenu compte de l'effort d'adaptation à son milieu d'insertion qu'une telle structure implique et d'avoir recherché uniquement une efficience économique basée sur la productivité et la maximisation d'un revenu monétaire.

(1) BRAIN J.J. : "Is transformation possible ? Styles of settlement in post-independent Tanzania", in African Affairs, vol 76, n°303, April 1977 p 231-245.

b- Sur le plan technique de profondes erreurs ont été commises au niveau du financement et de la mécanisation.

Les investissements en provenance du gouvernement ont été insuffisants et représentaient une charge lourde car ils renfermaient l'obligation de rembourser les 4/5e des montants avancés par le gouvernement. Les villages settlement schemes sont tellement coûteux qu'ils absorbent plus des 2/3 des crédits totaux accordés à l'agriculture.

La surmécanisation a été prématurée et excessive. Les agriculteurs tanzaniens n'ont pas eu le temps d'assimiler les techniques de base pour utiliser les tracteurs dans des conditions d'entretien nécessaire et de rentabilité optimale. C'est pourquoi l'effet de démonstration a été plutôt négatif. Seuls quelques rares agriculteurs ont pu s'adapter aux techniques modernes. Etant donné que seules quelques études socio-économiques sommaires avaient été préalablement réalisées, les villages ont été implantés dans de mauvaises conditions et les paysans, non consultés et donc accessoirement concernés, d'autant plus que les village settlement schemes privilégient les cultures d'exportation au lieu de subvenir aux besoins alimentaires des populations.

L'échec des "Village Settlement Schemes" voit, peu à peu, s'évanouir l'idéologie indifférenciée du développement et du bien-être pour tous. L'Etat, lieu d'autorité, devient le refuge du nationalisme et dès lors que le parti est devenu unique, il s'adjoint la constitution de la République et, ainsi, l'Economie, par la suite, est mise sous la coupe de l'Etat. On peut, dès lors, considérer que la constitution d'Arusha est, tour à tour et en même temps, une réponse nationaliste et interventionniste de l'Etat à la crise de l'accumulation et une réponse à l'incapacité de satisfaire les obligations et les espoirs suscités par une idéologie renforçant toujours plus les attentes des populations qui ne voient encore aucun

réel fruit tombé de l'arbre étatique que l'Indépendance avait, en quelque sorte planté.

La Déclaration d'Arusha est l'occasion de proposer un "new deal", un nouveau rassemblement et de tracer le premier tronçon qui mène vers des contrées inconnues : "En 1964, nous n'avions pas clairement développé toutes les implications de notre foi socialiste. En conséquence, nous essayions simplement d'attirer les investissements de n'importe quel type et le rôle des entreprises publiques paraissait être le remplissage des trous laissés par l'investissement privé. (87 : 82).

En 1966, nous avons progressivement réalisé que, malgré quelques progrès économiques et bien que nous parlions encore en termes d'objectifs socialistes, la Nation allait en fait à la dérive, ayant perdu tout sens de l'orientation. L'absence de coordination entre nos objectifs et nos politiques aboutissait à la confusion ; une partie du peuple commençait à se décourager et il y avait une tendance répandue à chercher ailleurs notre salut au lieu de prendre d'abord en considération nos efforts et nos ressources. En outre le pays commençait à voir se développer une élite sociale et économique dont la préoccupation première était le profit pour ses membres et leurs familles et non les besoins de la majorité pour accéder à de meilleures conditions de vie. Nous assistons au développement d'un véritable système de classe (87 : 276-277).

A la lumière de ce texte, la Déclaration d'Arusha se propose de remobiliser les masses en mettant fin à la confusion découlant de l'absence de coordination entre les objectifs et les politiques mises en place. Mais, comme "le pays commençait à voir se développer une élite sociale et économique" il fallait examiner de plus près l'intensité de la lutte des classes et procéder à une refonte totale du système et lutter fermement contre la consolidation des systèmes d'exploitation. C'est pourquoi les principaux moyens de production doivent être placés entre les mains des ouvriers et des paysans.

Mais, quelle est la réalité de cette fameuse lutte des classes dont l'ombre fait si peur aux dirigeants tanzaniens ? Je me propose, lapidairement, d'examiner la stratification sociale lors de la Déclaration d'Arusha.

3- UHURU, ARUSHA, MWONGOZO : LA QUESTION DES CLASSES..

Dans toutes les cultures, on rencontre des phénomènes de lutte pour le pouvoir, pour l'acquisition et la préservation des privilèges. Les acteurs formulent les luttes, les interprètent, et justifient le parti qu'ils y prennent en laissant y prendre les autres, à leur manière, dans des langages, avec des symboliques qui ne cessent d'inventer, réinventer pour s'adapter aux conditions et aux transformations nécessaires. En Tanzanie, dès l'Indépendance (UHURU) en passant par la Déclaration d'Arusha et les Mwongozo, la question de classe a nourri un large débat qui n'est que le prolongement de la controverse sur les classes sociales qui, à l'échelle continentale, oscille entre les thèmes de la NEGATION DES CLASSES DE L'AFFIRMATION DES CLASSES ET DE L'IDENTIFICATION d'un embryon de classes.

Pour contribuer à la clarification de ce débat, il convient, à partir de ce succinct échantillonnage de thèses en présence, dégager les types de raisonnements et les axiomes impliqués dans leur prémisses. Deux des trois thèses (NEGATION DES CLASSES, AFFIRMATIONS DES CLASSES) poussent leurs partisans à adopter un certain raisonnement qui aboutit, schématiquement, aux assertions suivantes :

Raisonnement 1 :

Il n'y a pas de classe
parce qu'il n'y en a
jamais eu dans la
société traditionnelle

I- NEGATIONS DES CLASSES

Raisonnement 2 :

Il n'y a pas de classe
parce que la lutte
anticoloniale a recouvert
les antagonistes internes
de la nation

Raisonnement 1 :

Il n'y a pas de classe :
les différentes idéologies
en témoignent

II- AFFIRMATION DES CLASSES

Raisonnement 2 :

Il y a des classes :
l'analyse de la réalité
sociale le prouve.

Ces quatre assertions découlant des deux thèses relèvent de deux stratégies : la stratégie de l'homme en place et la stratégie de l'opposant. Si ce dernier privilégie la **contradiction** et l'appel à la refonte totale des institutions, le premier est un chaud partisan de la Synthèse, de l'harmonie et de la glorification du passé précolonial qu'il pare de toutes les vertues.

La stratégie de la synthèse consiste à planter l'étendard de l'entente, de la solidarité pour parvenir à la construction de l'UNITE nationale. Cette stratégie a deux aspects (prospectif et rétrospectif) qui font que le "bloc au pouvoir", tour à tour et parfois en même temps, exalte le retour à un "communalisme", à un "communautarisme" africain disparu en raison des influences exogènes et affirme que la société traditionnelle n'a jamais connu la "lutte des classes". Dès lors, cette stratégie nie les antagonismes en les étouffant ou en les exorcisant.

La stratégie de la contradiction consiste à attiser l'exaspération des antagonismes pour qu'éclate une révolution ou une mutation sociale significative, à l'issue de laquelle, sans besoin de négocier en douceur, le virage de la transition au socialisme, le prolétariat s'emparera des rênes du pouvoir.

Julius NYERERE (1), Tom MBOYA (2), L.S SENGHOR (3) et Kwame NKRUMAH (4) paraissent être, sans aucun doute, les représentants les plus éminents de la thèse de la NEGATION DES CLASSES. La voie de développement proposée par NYERERE se fonde sur l'idée d'un retour aux valeurs communautaires et égalitaires de la famille étendue. Lorsqu'il évoque l'idée même de classe c'est pour l'attribuer au socialisme européen, au Marxisme, aux "théologiens du Socialisme" qui ont élevé la lutte des classes au rang d'une philosophie en le considérant "non pas comme un malheur, mais comme un bienfait et une nécessité".

(1) J.K. NYERERE, *Ujamaa, the basis of African Socialism*, Government Printer, Dar es Salaam, 1962.

(2) Tom MBOYA, *L'indépendance et après...*, Présence Africaine, Paris 1963.

(3) L.S. SENGHOR, *Liberté I*, Editions du Seuil, Paris, 1964.

(4) Kwame NKRUMAH, *Le Consciencisme*, Ed Payot, Paris 1964.

Les tenants de l'affirmation des classes affirment d'emblée l'existence des classes et, dans leurs présupposés, ils semblent affirmer :

1- l'hétérogénéité fondamentale de toute société implique que ses éléments constitutifs doivent se penser sur le mode de la contradiction.

2- l'assimilation de toute structure "intranationale" actuelle à un système de classes que l'on peut considérer comme étant la modalité universelle de différenciation des groupes.

3- la détermination fondamentale par le jeu des classes, issues d'une certaine participation à la propriété des moyens de production et d'échange, de tous les rapports sociopolitiques de domination-subordination et du rôle joué dans les Appareils Idéologique d'Etat.

La thèse de l'Identification d'un Embryon de classe montre que l'entrée dans l'économie de marché, la modification des régimes fonciers, l'introduction d'une agriculture de plantations, la généralisation de la Nation-Etat et du fonctionnariat, la diffusion d'un savoir nouveau, l'urbanisation et l'industrialisation sont à l'origine des clivages sociaux et ont libéré des éléments de différenciation des groupes. Depuis l'Indépendance, la prise en main et la mise au pas de l'administration nationale, la collusion d'intérêts entre Nationaux et Experts étrangers, l'aubaine des investissements étatiques et ses dividendes, les faveurs et le clientélisme politiques ont accentué le processus de différenciation des classes. Les tenants de cette thèse de l'identification d'un embryon de classe semblent tirer leurs arguments de trois postulats :

1- les groupes identifiés comme éléments de la nouvelle stratification sociale sont encore en formation, mal définis dans leurs rôles respectifs parce que la structure politique et économique par laquelle serait spécifiée leur mode d'action est en voie de construction, l'élément de synthèse ne se comprenant qu'en

référence au système entier qui diffère et du capitalisme existant et du socialisme réel.

2- La nature de chacun de ces groupes, pour autant qu'on soit en mesure de la caractériser, ne répond pas absolument aux critères traditionnellement adoptés depuis Marx pour définir les classes sociales.

3- Même si une lutte des classes s'instaurait dans une phase de plus intense prise de conscience assortie d'autres moyens d'action, il n'est pas du tout certain, en raison de sa physionomie propre, qu'elle aboutisse à une révolution et, a fortiori, à la révolution socialiste.

A la lumière de ces trois thèses qui ne sont, après tout que des succédanés des analyses et théories marxistes de la lutte des classes, on peut considérer que la problématique qui sous-tend toute l'argumentation se réfère à des éléments diachroniques et au cumul d'une triple histoire, précoloniale, coloniale et post-coloniale. Dès lors, s'impose une grande hétérogénéisation des concepts car la diversité des situations supporte mal un modèle d'explication unique autant qu'une typologie trop réduite et nécessairement abstraite des relations sociales.

Lors du travail d'enquête et d'élucidation du réel, il m'est souvent apparu qu'il se posait un problème de déterminatin des classes sociales en milieu rural (dans les "villages ujamaa" que je visitais). Fallait-il considérer la classe comme un **fait objectif** ou comme une **identification subjective** ?

L'hypothèse qui tend à considérer la classe comme un fait objectif postule que les individus sont placés dans telle ou telle classe selon certains critères sans qu'on éprouve le besoin de savoir si ces individus ont, ou n'ont pas, conscience d'appartenir à leurs classes respectives.

L'hypothèse qui considère la classe comme une identification subjective postule que c'est en prenant conscience de leur classe, que c'est en ayant une

"conscience de classe" que les individus se situent eux-mêmes dans une classe plutôt que dans une autre.

Le choix des critères de distinction ou de détermination des classes oblige, dès lors, à recourir aux principales théories des classes en vue d'en extraire une qui soit compatible avec la réalité sociale en milieu rural. La conception théorique à retenir pour décrire la réalité sociale en milieu rural, dans les "vijiji vya Ujamaa" (villages ujamaa) rebaptisés "vijiji vya maendeleo" (villages de développement) doit refléter cette "conjonction d'éléments multiples" (1) que sont: le rôle joué dans la société, le style de vie, le comportement psychologique et la conscience collective.

a- Le rôle joué dans la société.

Élément essentiel de distinction de classes, le rôle joué dans la "théatrocration sociale" peut être un **rôle public** ou un rôle **économique** mais avec des variantes et des combinaisons multiples et variées.

Le rôle public, c'est-à-dire la place occupée dans la vie publique (MWENYEKITI, KATIBU, BWANA SHAMBA) est prépondérant, principal et quasiment exclusif de toutes les distinctions anciennes. L'exercice des fonctions politiques, du métier militaire, des fonctions religieuses, confère à ceux qui s'y livrent et aux groupes auxquels ils appartiennent une place "spéciale" dans la société. C'est ainsi que dans la société féodale déjà, la supériorité du noble, du seigneur sur le paysan tenait au rôle militaire qu'il exerçait et qui justifiait son autorité politique et morale.

(1) Pierre Laroque, *Les classes sociales*, Que Sais-je, N° , PUF, 1968, p 9-18.

Le rôle économique tient au fait que dans la paysannerie tanzanienne actuelle il existe une extrême variété d'activités rurales et de pratiques culturelles qui commandent largement le classement social de ceux qui s'y livrent. Ceux qui cultivent le KAHAWA (café), le KOROSHO (noix de cajou), le PAMBA (coton), le MAHINDI (maïs), eu égard aux endroits qu'ils résident (KILIMANJARO, PWANI, KAGERA, MBEYA) savent que leurs cultures contribuent principalement ou accessoirement au drainage des devises. Un **prestige** certain en découle et c'est ainsi que des différences s'établissent entre professions indépendantes et professions salariées, entre tâches manuelles et tâches non manuelles, entre différents types d'activités exercées.

b- Le style de vie.

Il est bien connu que l'appartenance à une classe sociale s'exprime par un certain style de vie, plus ou moins différent des autres classes. Ce style de vie est lié au montant des revenus de chacun (les paysans tanzaniens parlent de "MALI NA HALI YA MAISHA" (les richesses et la qualité de la vie). Dans les villages ujamaa, le style de vie, les ressources individuelles ou familiales sont étroitement liées aux fonctions exercées dans le KIJIKI, au sein du "HALMASHAURI YA KIJIKI" (Assemblée du village) ou dans les "VYOMBO VYA SERIKALI" (les Appareils d'Etat). C'est ainsi que, d'une part, à chaque fonction est généralement attaché sinon un revenu précis du moins un revenu d'un certain ordre de grandeur, et, d'autre part, la jouissance d'un certain revenu permet d'accéder aux rôles qui comportent un certain degré de prestige.

Si important que soit le montant des revenus dans la détermination des distinctions sociales, l'on ne saurait négliger le fait qu'un même revenu peut

procurer des niveaux de vie parfois sensiblement différents suivant la manière dont le revenu est utilisé. A l'inverse, un même type de style de vie peut être le fait des personnes ou des familles ayant des revenus inégaux. C'est pourquoi, le choix du type d'**alimentation**, d'**habillement** ou de **loisirs** contribuent à la différenciation sociale. Le style de vie reste un facteur essentiel de différenciation sociale.

c- Le comportement psychologique et la conscience collective.

Le rôle joué dans la société et le style de vie influent après coup sur les différences de comportement psychologique, dans la représentation et la signification du réel, dans la "cosmogonie" de chacun des habitants du village.

Le mythe d'une Afrique précoloniale sans classe a, désormais vécu. Une abondante littérature, en Tanzanie et ailleurs en Afrique s'est penchée sur cette question de l'existence ou de la non-existence des classes antagonistes. On se souvient que l'élément central du "Socialisme Africain" était le rejet de la lutte des classes. NYERERE, SENGHOR, Sekou TOURE, KENYATTA, MODIBO KEITA, Kwame NKRUMAH dans les diversités de leur approche du socialisme africain s'accordent au moins sur trois points : le rejet de la lutte des classes, l'anticapitalisme et l'enracinement (1).

(1) Lire à ce propos l'analyse du Jésuite MELCHIOR MBONIMPA, Idéologies de l'Indépendance Africaine, L'Harmattan, Paris 1989, p 186.

En Tanzanie, le débat sur la lutte des classes a été largement alimenté par les prises de position et les travaux, entre autres, de Issa G. SHIVJI (1), Dan Wadada NABUDERE (2) et Abdulrahma BABU.

Selon Issa G. SHIVJI, durant l'époque coloniale, on peut dénombrer les classes suivantes :

1- La **BOURGEOISIE METROPOLITAINE** d'origine, essentiellement britannique. Cette bourgeoisie vit en Grande-Bretagne mais à la main-mise sur l'économie ou la politique du territoire par le biais de leurs agents et délégués dans les plantations, les petites entreprises.

2- La **BOURGEOISIE COMMERCIALE** d'origine asiatique mais subdivisée en quatre strates (sous-classes) :

- Propriétaires d'entreprises, grands commerçants, puissants fonctionnaires.
- Riches commerçants, fonctionnaires, commerçants de l'import-export (que SHIVJI qualifie de "comprador class).
- Petits commerçants, artisans, cols blancs.
- Travailleurs manuels.

(1) Issa G. SHIVJI, *Class struggles in Tanzania*, Tanzania Publishing House, Dar es Salaam, 1976.

(2) Nabudere (Dan Wadada), *The Political Economy of Imperialism*, Dar es Salaam, TPH, 1977.

Nabudere (Dan wadada), "Imperialism, state, class and race : critique of Shivji's class struggle in Tanzania, mimeo, 1976.

3- La **PETITE BOURGEOISIE AFRICAINE** susceptible d'être subdivisée en trois sous-groupes :

- Enseignants, employés de l'administration coloniale, commerçants, fermiers, officiers de l'armée.
- Petits employés de l'Etat, soldats, cols blancs.
- Boutiquiers et travailleurs salariés.

4- **FERMIERS AFRICAINS OU KULAKS** profitant de leurs relations avec les commerçants indo-pakistanaïes et des fermiers blancs.

5- **TRAVAILLEURS** employés dans les plantations, les mines, le bâtiment, le petit commerce de détail et les services.

6- Les **PAYSANS** qu'on peut diviser entre "les paysans moyens" et les pauvres paysans.

Pour SHIVJI, la formation de la TANU et la lutte pour l'accession à l'Indépendance ont été conduites par la petite bourgeoisie africaine dans les zones urbaines. Le rôle déterminant était joué par les intellectuels et les commerçants mais sans l'appui décisif des paysans, le mouvement pour l'Indépendance n'aurait jamais eu un succès aussi large et déterminant.

Lors de l'accession du pays à l'Indépendance, l'orientation "petite-bourgeoisie" du parti n'a pas changé fondamentalement.

Seuls les objectifs ont changé car si la conquête du pouvoir politique était acquise par l'accession à l'Indépendance, la conquête du pouvoir économique était encore à faire. Cela signifiait qu'il y aurait forcément, pour ce faire, une lutte acharnée entre la bourgeoisie commerciale (étant donné qu'il y avait un différend

sur la gestion ou le partage du surplus prélevé à l'exportation) la petite bourgeoisie bureaucratique-administrative et les masses paysannes.

L'Indépendance n'a pas changé la place de la Tanzanie dans la division internationale du travail mais la bourgeoisie métropolitaine évincée du contrôle politique jouait encore un rôle influent au sein du secteur économique et était intéressée par le statu quo dans ce secteur.

Dans ce duel "bourgeoisie commerciale - petite bourgeoisie bureaucratique-administrative", cette dernière avait un certain avantage - un avantage certain - car elle détenait les leviers de commande de l'Etat. Et cette bourgeoisie bureaucratique-administrative (bourgeoisie d'Etat ou du service public) se devait de limiter le champ d'action de la bourgeoisie commerciale dans le secteur agricole (et éviter une possible alliance de classe paysans-commerçants) mais aussi étendre le secteur public dans l'Economie par un interventionnisme étatique assez puissant (créer un état "attrape-tout"). Ainsi, la petite bourgeoisie se crée sa propre sphère d'influence économique.

L'analyse d'Issa G.SHIVJI a le mérite d'être claire et de découler d'une solide vision diachronique de la société tanzanienne. Cependant, Il convient de remarquer que SHIVJI semble privilégier une "chronotomie" arbitraire de l'histoire politique tanzanienne. Pour lui, 1967 semble être le point culminant d'une évolution qui, depuis 1954, a vu la prise de conscience d'une petite bourgeoisie de ses intérêts de classe. Or, on peut considérer qu'en 1967, avec la Déclaration d'Arusha, dans cette perpétuelle compétition des groupes et des classes, le "bloc au pouvoir" exerce une "hégémonie" et pas forcément une domination sur les autres classes et groupes ou factions. Par "bloc au pouvoir", il faut comprendre cette aggrégat de classes et de groupes qui, à un moment donné de la conjoncture historique et politique s'empare du pouvoir. On sait que le "pouvoir qu'exerce ce "bloc" est étroitement lié aux intérêts internationaux de ses alliés externes. Par

"hégémonie", il faut comprendre la capacité qu'a une classe ou une section de classe de définir un projet de société selon sa représentation de la société et de proposer des solutions qui ont une nette influence sur la structure politique et économique.

A la veille de la Déclaration d'Arusha, la Bourgeoisie d'Etat utilise son hégémonie et procède ainsi :

- 1- Elle fait reposer l'échec de tous les programmes de développement sur les épaules des "KULAKS" en les accusant de féodalistes et de capitalistes.
- 2- Elle élabore et propose alors, des solutions à caractère idéologique , politique et économique. C'est le sens profond de la Déclaration d'Arusha.

Les thèses d'Issa SHIVJI ont trouvé dans Dan Wadada Nabudere, Yash Tandon, Karim HIRJI, M. Mamdani et H. BHARGAT (1) des critiques sévères et sagaces. Ils ont, globalement taxé les "thèses shivjiennes de "néo-marxistes", "néo-trotskyistes", "idéalistes", "obscurantistes", "statiques", "non scientifiques", "eclectiques", "mauvaises", "subjectives", "petit-bourgeoises", "égoïstes"... Généralement le travail d'Issa Shivji est considéré comme "n'ayant rien de commun avec la méthode "marxiste-léniniste".

Au-delà de la véhémence des propos et de l'escalade verbale, les différents auteurs reprochent à SHIVJI de ne pas procéder à une analyse srieuse de ce qu'est la "RULING CLASS" dans une semi ou néo-colonie. **L'Exploitation**, dont parle abondamment, emphatiquement, SHIVJI ne peut pas seulement être conçue en termes de contrôle à travers l'appareil d'Etat quand un "groupe social exerce son

(1) Sur les critiques que formulent les différents auteurs, lire essentiellement Yash Tandon ed, Debate on class, state and Imperialism, Tanzania Publishing House, Dar es Salaam, 1982.

contrôle à travers les moyens de production". Ce qui est important c'est d'identifier d'abord l'émergence d'un "capital bureaucratique" et ainsi alors identifier la "bourgeoisie bureaucratique" qui le détient. Dès lors, on peut considérer qu'Issa SHIVJI a une vision "manageriale" du concept de classe parce qu'il appelle "RULING CLASS" le groupe qui gère l'Etat. Le groupe qu'on peut appeler "RULING CLASS" n'est assez souvent qu'au service d'un SEGMENT d'un RULING CLASS en dehors des frontières de la SEMI ou NEO-COLONIE qu'est la Tanzanie ou tout autre pays africain.

Dans les "semi" ou "néo-colonies", l'ennemi immédiat qu'on montre du doigt est la PETITE BOURGEOISIE qui "transforme l'Etat non seulement en un instrument de domination politique mais aussi en source de pouvoir économique". Cependant il faut dire que si la "PETITE BOURGEOISIE" constitue l'ennemi immédiat et apparent c'est l'IMPERIALISME qu'on doit démasquer et décapiter car il s'abrite derrière la Petite Bourgeoisie nationale. La Petite Bourgeoisie Tanzanienne s'identifie aisément par les revenus, l'Education, le niveau et le style de vie, le rôle occupé dans le processus de production, le contrôle des appareils d'Etat et, enfin, la participation dans le processus d'élaboration des décisions. C'est ainsi que cette Petite Bourgeoisie comprend la Bourgeoisie politico-administrative, la Bourgeoisie économique et la Bourgeoisie militaire.

De nos jours, dans les Pays en voie de développement (les semi ou néo-colonies), il existe diverses interprétations des systèmes des classes. Presque toutes découlent du schéma marxiste-léninistes. Par fidélité à la doctrine de Marx ou par lacune imaginative, la problématique "Bourgeoisie-Prolétariat" est fréquemment plaquée sur le Tiers-Monde avec les aménagements théoriques nécessaires inspirés de LENINE ou de Rosa Luxembourg. Ces aménagements ont aidé à mieux saisir l'action de l'Impérialisme et les intentions directrices des politiques coloniales. Actuellement un doute subsiste chez certains quant au stade historique

où se situe le Tiers-Monde, la nécessité d'un renouvellement de la réflexion, dès lors, s'impose. Après tout, si l'on postule la validité universelle de l'interprétation par les classes et que les schémas connus s'avèrent déjà inadéquats dans des cadres précapitalistes ou non-capitalistes, il faut alors définir ces classes non issues du capitalisme en faisant l'inventaire des notions telles que "mode de production", "formation économique et sociale" etc... et en les alliant à l'étude de la genèse des classes qui se réfère au fonctionnement de l'appareil productif, aux possibilités d'accumulation des surplus et aux phénomènes de domination. Quoi qu'il en soit, la perspective de base demeure fondamentalement économique et, souvent, d'un économisme étroit, isolé du superstructurel, réduit au procès de travail ou aux circuits d'échange.

Tout systématiques et tout élaborées qu'elles soient, toutes les approches convergent, directement ou par des détours, vers la question des surplus, notion élaborée par extension de l'idée de plus-value, la base chez Marx de la division sociale en classes des producteurs et des non-producteurs. Et les débats s'épuisent dans les tentatives de donner réponses aux questions telles que : Y a-t-il production de surplus ? Qui produit les surplus ? A qui profitent les surplus ? Comment certains acquièrent-ils le droit d'accéder à ces surplus ? (par contre-prestation d'une protection militaire ? d'un service rendu par le spécialiste d'une pseudo-technique magique ou religieuse ? par droit de séniorité, de précocité de talents extraordinaires ? par primogéniture ?).

Toutes les interprétations manifestent des divergences et impliquent des variantes dans la conception globale des sociétés comme dans celle des systèmes des classes, selon qu'elles mettent l'accent sur une circulation intersociale et intrasociétale des surplus. Etant donné que ces interprétations ne sont menées ni dans la même spécialisation disciplinaire, ni exactement dans le même champ empirique, deux courants situés l'un dans le contexte de la Sociologie du

Développement et l'autre dans celui de l'anthropologie économique retiennent mon attention.

La problématique marxiste du sous-développement prend pour objet le fonctionnement des économies marchandes modernes et le mode d'appropriation des richesses dans un contexte international où domine l'ECHANGE INEGAL. Les Etudes empiriques, elles, ont pour cadre les formations nationales dans la période postérieure à la seconde guerre mondiale. La cause des inégalités est imputée au jeu de l'Impérialisme et, primordialement, à l'incidence des causes extérieures aux pays dominés, si bien que sont jugés négligeables les mécanismes de différenciation interne, à moins qu'ils n'aient partie liée avec l'Impérialisme international dont l'analyse des mécanismes explique les causes du sous-développement, ses conséquences sur les sociétés concernées, pour déboucher sur les possibilités de rupture du processus dialectique "cause-conséquence-cause...".

La visée d'action révolutionnaire qui sous-tend les écrits marxistes cède la place, chez les ethnologues et les anthropologues à un désir d'expliquer à la fois l'originalité du fonctionnement des économies précoloniales souvent prémarchandes et les mécanismes du passage d'un stade à l'autre de l'évolution sociale. C'est ainsi qu'à partir d'études empiriques sur des aires économiques antiques (Asie) ou précapitalistes (Gouro, Azande), des schémas généraux sont construits pour rendre compte d'un mode de production asiatique, africain ou lignager. Refusant généralement l'interprétation dualiste (secteur traditionnel/secteur capitaliste) qu'assument et suggèrent beaucoup d'études sur le sous-développement, les anthropologues économistes reconnaissent la diversité des modes de production coexistant dans une formation économique et sociale. Bref, les uns insistent sur le "moderne" et sur le "capitalisme envahissant", les autres sur "l'archaïque" et sur le "précapitalisme". Dans les deux cas, le système des classes est intimement lié à l'économie alors que l'étude des mécanismes de

l'économie est l'objet d'étude de prédilection de l'analyse systématique. Par ailleurs, l'analyse des classes se limite fréquemment à montrer la genèse économique d'une seule classe jugée dominante dans le pays (Bourgeoisie bureaucratique-administrative de la TANU et de l'Appareil de l'Etat) ou dans un mode de production déterminé (classe des aînés, des marchands, des gestionnaires de l'Etat). En fin de compte, il s'avère que l'articulation des diverses classes entre elles, leurs interrelations socio-culturelles dans le cadre d'une formation donnée ne suscitent guère l'intérêt des chercheurs. C'est dans l'effort de contribution à la nécessité d'analyse des interrelations et des articulations des diverses classes, groupes et catégories que se situe ce travail.

La réalité de la lutte des classes en Tanzanie, niée dès le départ, a, peu à peu, été admise. La Déclaration d'Arusha et les MWONGOZO (1) essaient de fixer les règles du jeu en procédant à la réorganisation des "modes de production" (nationalisation des banques, assurances, sociétés, grandes entreprises) et en aménageant les "rapports de production".

Les rapports entre les Tanzaniens, avant et après ARUSHA, ne peuvent pas être définis en fonction du système de production mais plutôt en fonction de la "PROFESSION" et du "STATUT". Dans les milieux urbains et ruraux tanzaniens, ceux qui exercent les professions prestigieuses (ex : ministre, médecin, avocat, professeur,...) sont considérés comme une catégorie supérieure par rapport à ceux qui exercent ou exécutent des travaux manuels ou qui occupent des emplois subalternes. Dès lors, la structure sociale, suivant la conception marxiste semble ne pas être rigide car la mobilité verticale et/ou horizontale semble être souple.

(1) "Leadership code" ou "code de moralité des responsables". Avec les MWONGOZO, il est interdit aux dirigeants de posséder des actions, d'être administrateur des sociétés privées, de recevoir plus d'un salaire, d'être propriétaire d'immeubles de location... Bref, les MWONGOZO demandent aux dirigeants de se dissocier totalement des pratiques associées au Capitalisme et au Féodalisme.

Le principe de l'égalité des chances manifeste surtout dans l'Enseignement, permet à l'enfant d'un ouvrier ou d'un paysan de s'instruire et de devenir propriétaire DES MOYENS DE PRODUCTION. Il faut bien estimer que la théorie de la CIRCULATION DES ELITES, chère à PARETO, plus que le schéma marxiste, reflète mieux la réalité politique tanzanienne. Certes, depuis 1961, et malgré (ou à cause de) ARUSHA et les MWONGOZO, il existe un groupe de dirigeants resté longtemps à la Direction des Affaires mais avec le départ de NYERERE et l'arrivée de MWINYI, les cartes et les places ont été redistribuées car les alliances et les intérêts ont changé.

Refus théorique du capitalisme, négation de la lutte des classes, affirmation d'une claire volonté d'enracinement caractérise le Socialisme Africain et le Socialisme Ujamaa que NYERERE s'apprête, patiemment à construire. Après un bilan sommaire de l'héritage colonial et une tâtonnante tentative de réorganiser les rapports et les modes de production, dans le but de restaurer l'Identité et la Dignité, l'Idéologie du Pouvoir et les transformations réalisées promettent des lendemains qui chantent. Sans parvenir à un quelconque "nirvâna" économique, politique et social, on pense, à tout le moins, à la MAISHA MAZURI qui découlera d'Ujamaa Vijijini et d'Elimu ya Kujitegemea autant que d'autres politiques telles que les MWONGOZO, la Décentralisation, la Villagisation, l'Universal Primary Education (UPE)...

DEUXIEME PARTIE

MAISHA MAZURI

En appliquant au Tanganyika une politique d'exploitation partielle et différenciée, les colonisations arabo-islamiques et euro-chrétiennes ont opéré une destruction des économies internes et des échanges habituels. En accédant à la "flag independence", le pays connaît des déséquilibres régionaux entre les réservoirs de main-d'oeuvre (Kigoma, Buhaya), les zones délaissées (Dodoma), les régions de plantation (Mwanza, Kilimanjaro, Tanga) et les aires de petite production paysanne (Arusha, Bukoba). Mais le Tanganyika connaît aussi et surtout des déséquilibres sociaux entre les bénéficiaires de la présence étrangère et les autres.

Devant cette vaste variété de situations, les nouveaux dirigeants ont d'abord voulu se débarrasser d'une machine étatique et des mécanismes politiques calqués sur le modèle westminstérien avant de procéder à une AFRICANISATION hâtive.

Sur les plans culturel, social, économique et politique des changements ont été amorcés pour donner (ou redorer) une certaine dignité, une identité certaine. Des "settlement schemes" aux différentes réformes dans les divers secteurs de la vie politique, économique et sociale, l'idée est de pouvoir doter l'Etat d'institutions stables fournissant le cadre d'un développement (maendeleo) respectant les valeurs du passé et inscrivant à son programme le rapide accès à la "MAISHA MAZURI" (la belle vie).

A mi-chemin du premier plan quinquennal de développement (1964-1969), la Déclaration d'Arusha tire les leçons des atouts et des écueils initiaux et esquisse les perspectives d'avenir. Avec cette déclaration, il s'agit, ni plus ni moins, de concrétiser les anciennes proclamations d'égalité et d'équité dans la vie sociale et économique.

Deux politiques, Ujamaa Vijijini (Chap. IV) et ELIMU ya Kujitegemea (Chap. V) découlent directement de cette Déclaration. Je me propose, à l'aune de mon travail de terrain, d'examiner les performances, les contre-performances et les

répercussions au niveau politique, économique et social (chap. VI) en focalisant l'analyse sur l'idéologie du pouvoir central, les transformations économiques, sociales et politiques opérées et, enfin, sur les perceptions de ces transformations dans les villages.

CHAPITRE IV

UJAMAA VIJIJINI : LES AXES PRINCIPAUX DE LA

POLITIQUE AGRAIRE

La Déclaration d'Arusha- on l'oublie trop souvent- marque la nette volonté de réduire l'insistance sur l'industrie pour se préoccuper beaucoup plus de l'agriculture. Cependant, on peut s'empresse de dire que ce qui en est advenu plus tard est précisément l'inverse. En effet, beaucoup de "décideurs" tanzaniens ont toujours cru que le développement (maendeleo) et la "maisha mazuri" qu'il sous-entend ne peuvent être obtenus que par un gigantesque apport d'industrialisation. Les nationalisations consécutives à la Déclaration ont alors, paradoxalement, favorisé le secteur industriel au détriment de l'agriculture car jusqu'en 1967, les entreprises bien implantées au KENYA ne trouvaient aucun intérêt à investir à forte intensité de capital ou de main-d'oeuvre en Tanzanie. C'est ainsi qu'en fournissant les pièces détachées ou en consentant des prêts garantis par l'Etat, les firmes étrangères ont poussé leurs filiales à favoriser le secteur industriel et, ainsi, elles ont contribué à l'expansion et à la modernisation de ce secteur.

Je me propose, dans ce chapitre, d'exposer brièvement le cadre idéologique (A), de faire l'inventaire de l'action réalisée (B) au niveau local (village) et national et enfin d'examiner les répercussions et perceptions des transformations opérées (C).

A- LE CADRE IDEOLOGIQUE.

Avec la Déclaration d'Arusha, le Gouvernement tanzanien et le parti unique s'attèlent -du moins dans le verbe et dans une unanimité de façade- à la tâche de construction du Socialisme en Tanzanie. Il s'agit, essentiellement, d'une volonté de refonte totale des institutions et des mentalités pour que s'érige une société égalitaire d'où seraient bannis l'élitisme, l'individualisme et l'accumulation des richesses. Pour ce faire, les moyens suivants sont mis en oeuvre :

1° Etablissement d'un secteur économique public au moyen de nationalisations massives (le secteur des sociétés para-étatique (1) passe de 2,5% du PNB, en 1967, à 12% en 1972).

2° Le leadership-code (MWONGOZO) interdit, entre autres, aux dirigeants (viongozi) d'avoir plus d'une source de revenus, d'avoir des actions dans une Compagnie, d'être à la direction d'une entreprise privée, de posséder des maisons qu'il loue à d'autres.

3° Instauration d'un système fiscal très progressif qui se propose de réduire efficacement l'écart entre les revenus (l'écart entre les salaires).

4° Instauration d'un service national obligatoire pour les diplômés du secondaire et service national supplémentaire pour les diplômés d'Université.

5° Réformes éducatives radicales pour adapter les écoles aux réalités sociales et économiques pour promouvoir des valeurs socialistes.

Dès la parution, en 1962, de "Ujamaa, the basis of african socialism", le Président Julius Kambarage NYERERE avait proclamé ses convictions sur la nécessaire révolution des campagnes.

C'est le point de départ du SOCIALISME RURAL qui doit s'inspirer du SOCIALISME TRIBAL d'où l'Ujamaa tire ses principes de base et ses arguments. Ainsi, la révolution des campagnes doit permettre :

(1) C'est durant la période pré-arusha que le secteur public (para-étatique) a été conçu. La création de la NDC (National Development Corporation) en 1964 répondait au besoin de mettre sur pied une importante société para-étatique. Avec la Déclaration d'Arusha, le processus s'accélère : Toutes les banques privées sont nationalisées et fusionnées dans la National Bank of Commerce (NBC), l'Etat se rend maître de la National Insurance Company (NIC) etc...

- 1- L'augmentation de la production agricole et l'équipement des villages en services socio-sanitaires et éducatifs.
- 2- L'endiguement des inégalités.
- 3- La socialisation de la production.

La réalisation d'un tel programme exigeait le rassemblement de la population paysanne en villages. Quand on sait qu'à l'époque de la parution d'"Ujamaa, the basis of african socialism", la population rurale représentait 94% de la population totale et que 86% vivaient dans des hameaux dispersés, on comprend qu'une vaste campagne de persuasion et d'inoculation idéologique doit être nécessaire pour convaincre les "habitants des campagnes" de se rassembler.

Ujamaa vijijini, en 1967, dans la foulée de la Déclaration d'Arusha, est la réactualisation des vœux émis en 1962 et qui sont restés lettre morte .

Ujamaa vijijini (le socialisme dans les villages) est le document-programme de la VILLAGISATION. La villagisation n'est pas l'Ujamaa, mais seulement une condition sine qua non à la réalisation de l'Ujamaa. Comme condition indispensable de la réalisation de l'Ujamaa, la villagisation est un moyen de rapprocher les populations rurales dispersées en hameaux des centres de pouvoir, avec l'intention non seulement de surveiller et de punir mais aussi de fournir les services, les aides et les assistances.

La création, sans contrainte aucune, des "villages ujamaa" est au coeur d'Ujamaa vijijini. Publié en septembre 1967, Ujamaa vijijini commence ainsi : *"Jamaa ya kifarika ya zamani iliishi kwa misingi ambayo sasa tunaita misingi ya Ujamaa. Ungewauliza wanaishi je, wasinge kujibu kisiasa kama tunavyojibu sasa kwamba wanaishi kijamaa. Waliishi tu kijamaa na wala hawakujua namna nyinaihe ya kuishi. Waliishi pamoja na kufanya kazi pamoja kwa sababu hivyo ndivyo walivyoelewa maisha. Hivyo ndivyo walivyoweza kusaidiana kupambana na matatizo mbali mbali ya*

maisha -mvua na jua, maradhi, hatari za wanyama ao binadamu wengine, na safari nzima ya tangu kuanza maisha mpaka kufikia mauti" (1).

Ujamaa vijijini commence par une glorification de la vie communautaire du passé ou l'entraide et le travail collectif constituaient les valeurs cardinales. Ensuite, le texte récense les lois ancestrales de ce "communalisme" (communautarisme) :

- 1- *s'aimer ou se respecter fraternellement (kupendana ao kuheshimiana kidugu).*
- 2- *Tous les biens importants appartenaient à la communauté et au service de tout un chacun (mali yote ya lazima ilikuwa ni mali ya shirika na ilitumiwa na jamaa wote).*
- 3- *Chacun devait travailler (kila mtu alikuwa na wajibu wa kufanya kazi).*

Après l'énumération des lois de la vie communautaire (*kanuni za maisha ya kijamaa*), NYERERE cite les insuffisances de cette société communaliste (*Upungufu wa maisha ya zamani*) :

- 1- *Même en s'aimant et en se respectant fraternellement, la condition des femmes était différente et dégradante.*
- 2- *Malgré l'égalitarisme, la vie se déroulait dans une égalité dans la pauvreté (Ni kweli kwamba tuliishi maisha ya usawa. Lakini ulikuwa ni usawa wa umaskini).*

(1) Jadis, la famille africaine vivait selon des principes qu'on peut appeler maintenant des principes socialistes. Si on pouvait poser la question de savoir comment ces hommes et ces femmes vivaient, pour sûr qu'ils ne répondraient pas "politiquement" (Kisiasa) comment nous le faisons actuellement en disant qu'ils vivaient comme des socialistes. Ils vivaient en communauté (familialement) et ne savaient pas comment on peut vivre autrement. Ils vivaient et travaillaient ensemble parce que c'est ainsi qu'ils comprenaient la vie. C'est ainsi qu'ils ont pu s'entraider pour affronter les différentes difficultés de la vie -la pluie et le soleil, les maladies, les dangers des bêtes sauvages ou des autres humains- tout au long du voyage qui va de la naissance à la mort.

A partir des vertus et des insuffisances du "familialisme" (1) ancestral, l'Ujamaa se proposera dès lors, de lancer les fondations pour l'érection d'une société, d'un "pays où tous les citoyens ont les mêmes droits..., où chacun peut vivre en paix avec son voisin sans en être opprimé ou l'opprimer, sans l'exploiter ou en être exploité ; et où la condition de chacun continuera, année après année, à être meilleure, sans laisser à quelqu'un de vivre une "vie de luxe" (maisha ya anasa)" (79 : 107).

Le texte d'Ujamaa Vijijini insiste sur la pédagogie et la persuasion. "Il faut un réel changement car "Ukweli wenyewe ni kwamba watu wetu wote, wa vijijini na wa mijini, ni maskini. Kwa kweli mara huingi hali za maskini wa mijini, hasa kwa mahitaji ya nafsi, ni mbaya zaidi kuliko hali za maskini wa vijijini" (2).

Dès lors, il faudra des changements dans les villages (mabadiliko vijijini) pour que se construise la Tanzanie que chacun appelle de ses vœux (Tanzania Tunayotaka). D'où l'insistance sur l'agriculture communautaire (kilimo cha Ujamaa) qui devra s'articuler sur le travail communautaire à partir d'une idéologie privilégiant la "praxis" (Ujamaa kwa vitendo). La villagisation est un moyen d'ériger une nation socialiste articulée autour des valeurs communautaires et où la majorité des citoyens vivent dans des villages. La voie que doit suivre la création des villages est celle de la PERSUASION et non celle de la COERCITION (Njia ni kushawishi siyo kulazimisha).

(1) Bernard Joinet, l'auteur, entre autres de "Tanzanie : Manger d'abord, Ed. Karthala, Paris 1981, "utilise beaucoup le néologisme "familialisme" pour traduire le mot swahili Ujamaa". Ainsi il restitue le sens de jamaa (famille en swahili).

(2) La vérité est que tous nos concitoyens, ruraux ou citadins, sont pauvres. En vérité, souvent les conditions de vie des pauvres de la ville sont plus exécrables - surtout pour les besoins d'image - que celles des pauvres de la campagne.

Après la faillite des "village settlement schemes", le village Ujamaa, dont Ujamaa vijijini donne les justifications historiques et trace le cadre fonctionnel, rappelle le kibboutz israélien ou la ferme collective chinoise ou encore le kolkhoze soviétique. Mais, en réalité, le village Ujamaa est original et spécifiquement tanzanien.

Trois principes fondamentaux définissent l'esprit dans lequel doivent se concevoir les Villages Ujamaa : le principe du KUJITEGEMEA (self-reliance), l'association volontaire, l'association collective d'entraide.

Le principe du KUJITEGEMEA découle de la Déclaration d'Arusha. En effet, à partir de 1962, le lexique politique tanzanien est riche du mot Ujamaa et son utilisation est fréquente car sans se substituer à UHURU, il le complète ou essaie de lui donner un sens. A partir de la Déclaration d'Arusha, KUJITEGEMEA s'ajoute à Ujamaa et depuis le couple inséparable "Ujamaa na kujitegemea" fait autorité dans sa rhétorique politique tanzanienne. Le principe de la self-reliance signifie, à peu près, qu'il va falloir, désormais, compter sur ses propres forces et, corrélativement, attendre le moins possible de l'extérieur. Le kujitegemea vise, ainsi, l'autogestion ou ce qu'on appellera plus tard l'autodéveloppement ou développement auto-centré. Ce principe de KUJITEGEMEA garantit l'autonomie des villages car c'est aux membres des villages qu'il revient de prendre les décisions qui les concernent. Cependant, les villages ne doivent pas viser à une totale autarcie pour leur développement. En tant qu'unités auto-suffisantes, les villages doivent, certes, pratiquer des cultures vivrières et l'élevage pour assurer la subsistance mais aussi ils peuvent, dans la mesure du possible, pratiquer des cultures de rente qui peuvent leur procurer un revenu monétaire afin d'acquérir d'autres biens commercialisés.

Le principe de l'association volontaire veut que l'initiative de constituer un village provienne de la base, des paysans eux-mêmes. En outre, ce principe définit

le rôle que doivent jouer le gouvernement et le parti : étant donné que l'adhésion à l'Ujamaa n'est pas obligatoire, ni le gouvernement ni le parti ne doivent diriger le mouvement ou fournir des directives. Ils doivent seulement aider à l'installation des villages en se chargeant de l'explication, de l'encouragement et de la participation. Si les paysans le jugent nécessaire et le demandent, une aide financière peut leur être accordée.

Le principe de l'Association collective d'entraide a pour idée de base le travail en commun sur des terres d'appropriation collective, avec partage des bénéfices en fonction de la contribution de chacun. Ainsi, on peut arriver à subvenir aux besoins de tout un chacun en particulier, et de la communauté tout entière en général.

Dans la stratégie de développement choisie, la vocation des villages Ujamaa revêt de multiples aspects ainsi qu'elle répond aux déterminations multiples :

- 1- Les villages doivent regrouper les paysans pour leur permettre d'accéder plus facilement aux biens collectifs (éducation, santé, irrigation).
- 2- Les villages, en tant qu'associations collectives d'entraide, sont les instruments de lutte contre l'exploitation des paysans par les propriétaires terriens (CHIEFS et KULAKS), les classes urbaines et l'extérieur.
- 3- Les villages sont de structures qui doivent être réceptives à la modernisation des méthodes culturelles et des techniques. Ainsi, ils contribuent à l'augmentation de la production et facilitent l'accès aux services que doit rendre l'administration (crédit, commercialisation...)

Julius NEYRERE décrit le village Ujamaa dans les termes suivants : "*Un groupe de familles vivront dans un même village et y travailleront ensemble sur une exploitation commune dans leur intérêt commun. Elles habiteront les logements qu'elles se construiront au moyen de leurs propres ressources : l'exploitation sera leur*

bien commun et sa production leur propriété commune. Ce sont les membres du village eux-mêmes qui choisiront les activités du village, le type de production à entreprendre, ainsi que la répartition des récoltes et des autres produits. En d'autres termes, nous aurons une version modernisée et élargie de la famille africaine traditionnelle" (1).

Avec la création des villages, NYERERE pense que la politique agricole, en faisant évoluer la société du socialisme tribal au socialisme rural, permettra :

- 1- la pratique sincère de la démocratie.
- 2- le volontariat.
- 3- la progressivité des transformations à réaliser.

Ainsi, s'agissant des transformations à réaliser, trois étapes sont nécessaires et incontournables :

- L'éducation et l'encadrement politiques doivent persuader les paysans du bien-fondé du regroupement des villages.

- Obtenir que quelques groupes se mettent, sans coup férir, sans procrastination, à l'ouvrage.

Dès lors, il faudra des changements dans les villages (mabadiliko vijijini) pour que se construise la Tanzanie que chacun appelle de ses voeux (Tanzania Tunayotaka). D'où l'insistance sur l'agriculture communautaire (kilimo cha Ujamaa) qui devra s'articuler sur le travail communautaire à partir d'une idéologie privilégiant la "praxis" (Ujamaa kwa vitendo). La villagisation est un moyen d'ériger une nation socialiste articulée autour des valeurs communautaires et où la majorité des citoyens vivent dans des villages.

(1) NYERERE J.K., Socialisme and rural development, Dar es Salaam, The Government Printer (S.D), (1967), p 15.

La voie que doit suivre la création des villages est celle de la PERSUASION et non celle de la COERCITION (Njia ni kushawishi siyo kulazimisha).

- Englober toutes les activités du village dans le mouvement de villagisation sous la responsabilité d'un noyau de gens ayant la confiance des autres habitants du village.

Ainsi donc, Ujamaa vijijini trace le cadre où devra évoluer la nécessaire villagisation. En 1967, l'accent est mis sur l'agriculture. Celle-ci doit se développer en vue d'assurer une base alimentaire mais aussi devra permettre la mise en place d'une industrie de transformation : l'industrie est, implicitement reconnue comme nécessaire mais l'agriculture est prioritaire.

C'est à partir du principe du VOLONTARIAT et de la COOPERATION dans la production que Ujamaa vijijini préconise le regroupement en villages, le travail des champs en commun et la coopération (collectivisation) totale. Jusqu'en 1973, les autorités politiques s'en tiennent aux principes du VOLONTARIAT et de la COOPERATION même si, parfois elles arrivent à tordre le coup à ces principes.

Il s'agit maintenant de présenter l'action réalisée en ce qui concerne l'installation des villages et l'encadrement de l'Etat. J'espère montrer la contradiction entre le cadre idéologique et la pratique, entre la théorie et la praxis à cause des intérêts de classe de la Bourgeoisie d'Etat et des exigences du processus d'accumulation capitaliste.

I. F. R. A.
P. O. Box 58480
Nairobi Kenya

B- L'ACTION REALISEE : INSTALLATION DES VILLAGES ET ENCADREMENT DE L'ETAT.

L'installation des villages Ujamaa est une opération complexe et diversifiée. De plus, tout au long de ses réalisations, l'opération a connu plusieurs modifications. La politique adoptée pour les réalisations n'étant ni rigide ni impérative, elle s'avère assez imprécise et difficile à cerner dans son ensemble.

Pour des raisons de schématisation, une "chronotomie" bien établie distingue, généralement, trois phases dans l'installation des villages

- Phase 1 : les Villages Ujamaa volontaires (1962-1967)

Dans les régions pauvres, même avant la Déclaration d'Arusha, des villages Ujamaa s'étaient implantés sous la supervision ou à l'initiative des activistes de la "Tanu Youth League" (TYL); Peu à peu, ce regroupement en villages Ujamaa s'étend à l'échelle nationale sous l'impulsion des activistes de la TANU ou d'autres militants mais il garde toujours son aspect volontaire. Les paysans s'organisent comme ils veulent et le Gouvernement doit uniquement "convaincre", et quand il le peut, il apporte un "appoint" financier et/ou matériel.

La "RUVUMA DEVELOPMENT ASSOCIATION" date de cette première phase.

- Phase 2 : Opérations RUFIFI, DODOMA et KIGOMA (1967-1973).

Au discours privilégiant le volontariat et reposant sur la PERSUASION, va se substituer un langage presque militaire utilisant les mots tels que CAMPAGNE, OPERATION (1). C'est ainsi que sur les bords de la RUFIFI ou dans les Régions réputées pauvres et, par conséquent, réservoirs traditionnels de la main-d'oeuvre (KIGOMA, DODOMA), il est décidé de lancer des "opérations" dont le but est d'arriver à fixer des paysans dans des villages où ils ne peuvent plus être victimes des inondations de la RUFIFI et où ils peuvent être à l'abri de la "famine endémique" (KIGOMA, DODOMA).

Ces "opérations" se font de façon autoritaire, parfois violente, sans consulter les intéressés, sans choisir ni préparer avec soin les lieux d'implantation de nouveaux villages. NYERERE est obligé, souvent, d'intervenir pour rappeler à tous que les villages ne peuvent être créés ni gouvernés de l'extérieur.

Limités dans le temps et dans l'espace, les abus commis lors des susdites opérations ont permis, tout de même, au Gouvernement de se rendre, encore une fois, compte de l'inanité, à long terme, de la coercition. Les "villages permanents" tout en bénéficiant de l'aide matérielle et financière de la part du Gouvernement permettent à certaines personnes de cultiver des champs individuels.

(1) En Swahili, "Kampani" et "operesheni"

- Phase 3 : la villagisation.

En Novembre 1973, NYERERE annonce que *"vivre ensemble dans les villages est désormais un ordre"*. En effet, jusque là, les villages ont été implantés dans des régions pauvres disposant de terres inoccupées qu'il fallait absolument mettre en valeur. A partir des déclarations de NYERERE et de nombreux membres influents du Parti, l'Ujamaa se radicalise et s'attaque aux régions réputées riches et où domine la grande et moyenne propriété privée destinée aux cultures d'exportation.

Durant le mois de Novembre 1973, de nombreux éditoriaux et articles du "Daily News" et "UHURU" insistent sur la nécessité de se regrouper en village car il n'est pas possible de secourir convenablement les ruraux vivant en habitat dispersé lorsqu'ils sont menacés par la faim, la sécheresse ou les inondations. Le 19 Novembre 1973, le Daily News titre enfin : *"La vie en villages n'est plus une option, elle est obligatoire"*. Et les instances de la TANU précisent : *"Suala la kuishi vijijini hivi sasa si swala la operesheni ya mkoa mmoja mmoja tena, bali ni la nchi nzima. Hivyo ili kutekeleza jambo hili mkutano mkuu unaagiza viongozi waonyeshe mfano kwa kuwa wa kwanza kuhamia vijijini"* (1).

Lontemps basée sur la persuasion et dépendant de la bonne volonté de certains membres, la villagisation devient coercitive d'un coup et tout prend un air dramatique.

Comme dans le passé, cette décision de rendre obligatoire la villagisation n'est suivie d'aucun plan précis d'application. C'est aux autorités régionales qu'il appartient de fixer les conditions de cette marche forcée vers les villages.

(1) *"Désormais, la question de vivre dans les villages n'est plus une question d'opérations concernant quelques provinces. Elle concerne tout le pays. Ainsi, pour la réalisation d'un tel objectif, l'Assemblée Générale de la TANU recommande aux dirigeants de montrer l'exemple en étant les premiers à aller vivre dans les villages"*.

(Maazimio ya Mkutano Mkuu wa TANU wa 16 (1973).

**1- VIJJI VYA UJAMAA : PROBLEMES LIES A
L'IMPLANTATION, AU NOMBRE, A LA DIMENSION ET AUX
DISPARITES REGIONALES.**

C'est l'extrême rapidité de la prolifération des villages Ujamaa à travers le pays qui est un fait marquant.

Spontané au départ et ne s'attaquant pas aux intérêts d'agriculteurs riches, le Mouvement de la Villagisation, prend une ampleur considérable à telle enseigne que l'administration aura des difficultés à encadrer et à maîtriser le développement de l'opération. Le tableau 15 montre le nombre de villages par REGION entre 1970 et 1974.

Tableau 15
NOMBRE DE VILLAGES UJAMAA PAR REGION

REGION	1970	1971	1972	1973	1974
Arusha	25	59	92	95	110
Coast	56	121	185	188	236
Dodoma	75	246	299	336	354
Iringa	350	651	630	659	619
Kigoma	34	132	129	132	123
Kilimanjaro	9	11	24	24	14
Mara	174	376	376	271	111
Mbeya	91	493	713	713	715
Morogora	19	113	116	118	96
Lindi	285	592	626	589	339
Mtwara	465	748	1088	1103	1052
Mwanza	28	127	211	284	153
Ruvuma	120	205	205	242	184
Shinyanga	98	150	123	108	134
Singida	16	201	263	263	317
Tabora	52	81	148	174	156
Tanga	37	132	245	245	255
W. Lake	22	46	83	85	77
Rukwa*					121
Dar es Salam*					25
TOTAL	1 956	4 484	5 556	5 631	5 010
Membres	531 000	1 545 240	1 980 862	2 028 144	2 560 472

* Régions créées en 1973 : Dar es Salaam à partir de la région "Coast", Rukwa à partir des régions de Mbeya et Tabora.

La dimension de ces villages varie considérablement. En effet, étant donné que les paysans sont libres de s'associer entre eux et surtout étant donné que l'administration ne contrôle plus le mouvement, aucune limite supérieure ou inférieure n'est fixée concernant la dimension de nombreux villages. On estime, en moyenne qu'en 1973, chaque village abritait environ 360 personnes alors qu'actuellement un village regroupe 1 500 personnes. Il faut noter, toutefois, que la dimension du village est fonction de l'importance de la population locale, de la disponibilité des terres et des potentialités locales.

Eu égard aux disparités régionales, on considère généralement que l'implantation des villages a été plus rapide et plus facile dans les régions déshéritées et dépeuplées que dans les régions riches (Kagera, Mwanza, Kilimanjaro). C'est ainsi que déjà en 1970, dans la Région de MTWARA, non loin de la frontière mozambicaine, 64% de la population vivent dans 465 villages alors que dans la Région du Kilimanjaro on compte à peine 9 villages et dans la Région d'ARUSHA on ne dénombre que 25.

En 1973, plus de 55% des villages étaient implantés dans quatre régions, toutes au sud du pays (MTWARA, MBEYA, IRINGA, LINDI).

Dans la plupart des cas, les villages se sont implantés sur le lieu d'anciens settlement schemes et pas toujours en fonction d'une analyse objective des conditions socio-économiques ou agronomiques.

Dans le mouvement de la Villagisation, 1974 est un tournant car désormais tout le pays est concerné. Examinons, dès lors, au regard de l'objectif que se propose d'atteindre "Ujamaa Vijijini", les politiques adoptées à l'égard de l'agriculture.

2- LES POLITIQUES ADOPTÉES A L'EGARD DE L'AGRICULTURE.

Les différentes interventions publiques dans le développement rural en Tanzanie visaient, essentiellement, à encourager un modèle de croissance susceptible d'accroître l'utilisation efficace des actifs détenus par les WAKULIMA WADOGO WADOGO (petits paysans) d'une part et d'élargir l'accès de ces WAKULIMA (paysans) à la terre, au crédit, à l'infrastructure et aux facteurs de production.

C'est au bout d'un certain nombre d'années d'erreurs et d'entêtements que les responsables politiques se sont aperçus des fortes complémentarités entre la croissance, la réduction de la pauvreté et le capital humain; En effet, investir dans le capital humain, c'est-à-dire améliorer l'éducation, la santé et la nutrition c'est s'attaquer directement aux pires conséquences de la pauvreté.

L'organisation et les incitations à produire ont profondément modifié les performances de l'agriculture tanzanienne. On considère généralement que, grâce à la Villagisation, la Tanzanie a pu obtenir en deux ans les résultats qu'elle aurait dû attendre pendant 20 ans avec les "Settlement Schemes".

Pour comprendre les performances de l'agriculture tanzanienne à l'issue des différentes politiques découlant d'Ujamaa vijijini, je me propose d'examiner et d'exposer, brièvement, les facteurs suivants :

- l'affectation des ressources ;
- l'irrigation ;
- la vulgarisation ;
- les engrais ;
- les outils et l'énergie ;
- le système de crédit
- les transports.

a- L'affectation des ressources.

Entre 1971 et 1980, le pourcentage des dépenses de développement attribuées à l'agriculture a fluctué en passant de 8% (en 1971) à 15% (en 1980). C'est ce qu'indique le tableau 16 :

Tableau 16

DEPENSES DE DEVELOPPEMENT
en pourcentage

	Exercice financier		
	1971-74	1976	1980
Agriculture	8	21	15
Communications et transport	28	4	10
Industries	4	4	22
Eau et énergie	13	18	15
Finance et planification	5	9	6
Enseignement	3	5	4
Défense	11	18	8
Autres	28	22	16

Source : Economic Surveys : Banque mondiale.

Au regard de ce tableau, on peut donc dire que les dépenses de développement de l'agriculture ont toujours été inférieures à l'importance relative du secteur en matière de population, des revenus et d'exportations. Malgré le discours officiel et incantatoire sur la nécessité de radicales transformations

structurelles, l'agriculture tanzanienne a reçu une part trop petite des dépenses de développement.

Quand on considère les dépenses de fonctionnement, on remarque que l'agriculture tanzanienne a reçu une part faible et décroissante.

La part des transports et des communications a accusé une chute brutale et on remarque (voir tableau 17) que la principale augmentation a concerné les catégories "AUTRES" qui incluent l'administration et la Défense.

Tableau 17

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DES SERVICES PUBLICS
(en pourcentage)

	Moyenne	
	1969/70 à 1974/75	1975/76 à 1981/82
Agriculture	6.1	3.1
Eau et énergie	2.6	1.4
Transport et communications	9.0	1.0
Travaux publics	0.7	5.3
Enseignement	16.2	11.4
Santé	6.9	5.6
Finances	12.9	19.9
Autres*	32.6	51.4

* comprend les services suivants : Main-d'oeuvre et Affaires sociales, Intérieur, Bureau du Premier Ministre, Ressources naturelles, Développement de la Main-d'oeuvre, Services judiciaires et autres services administratifs.

Source : Budget documents, ministère des Finances.

En considération des dépenses et développement et des dépenses de fonctionnement des services publics, on remarque que la politique alimentaire suivie jusqu'au jour où la question des cultures vivrières a fait surface (famine de 1974) a été traitée en parent pauvre en matière de recherche, de vulgarisation et d'investissements publics. Par ailleurs, pour les cultures d'exportation, plusieurs régimes peuvent être distingués :

- Dotation d'objectifs de croissance ambitieux pour certaines cultures bénéficiant d'un ensemble complexe de fonds publics, de services de vulgarisation et d'aide aux infrastructures (cas du tabac et du thé).

- Soutien moins élaboré à certaines cultures dont la croissance était pourtant souhaitée (cas du coton et de la noix de cajou).

- Limitation des quantités mises sur le marché en application plus ou moins régulière de l'Accord International du café.

- Non prise en compte de certaines cultures dans l'élaboration de la politique nationale en raison de leur histoire assez peu glorieuse (cacao).

C'est ainsi qu'on peut, dès lors, dire que la majeure partie des allocations pour le développement a été consacrée à des grands projets agricoles et que la croissance relative de l'industrie s'est faite aux dépens des investissements pour le développement affectés aux routes et à l'agriculture.

b- L'irrigation.

A cause des sécheresses fréquentes et la grande irrégularité des pluies, l'irrigation a été proposée comme un des moyens pouvant contribuer à résoudre le problème de la sécurité alimentaire.

Dans la mise en oeuvre du potentiel agricole, l'irrigation n'a qu'un rôle limite à jouer. En Tanzanie, on a beaucoup, plutôt, mis l'accent sur l'amélioration

des services de vulgarisation car ils sont moins coûteux et sont susceptibles d'apporter une gamme plus large d'avantages.

Etant donné que les projets d'irrigation à grande échelle absorbent beaucoup de devises et de capitaux et ont des coûts de gestion très élevés, ce sont les petits projets d'irrigation de type traditionnel, décidés à l'initiative des villageois et recevant ensuite l'appui de l'administration centrale, qui sont appelés au grand avenir.

c- La vulgarisation.

Pour l'organisation des services de la Vulgarisation, il existe un système complexe dont quatre ministères se partagent la tutelle. Ainsi, sur le terrain, on peut dénombrer deux services différents : un service général de la vulgarisation et des services spécialisés relevant de divers organismes semi-publics s'occupant de produits particuliers.

Les services de vulgarisation animés par des vulgarisateurs accablés par des tâches dépassant leur compétence normale ont surtout favorisé l'agriculture semi-publique au détriment de l'agriculture villageoise et de celle des petits paysans. Faute d'objectifs bien définis, le système manquait tellement de convergence qu'un expert du Bureau International du Travail analysait la situation en ces termes : *"Etant donné le peu d'informations techniques dont disposent les assistants de terrain et le manque de données agronomiques quantitatives sur lesquelles ils pourraient fonder leurs recommandations, on se demande si les paysans n'en savent pas autant ou plus sur l'état réel de l'agriculture dans leur région"* (1).

(1) OIT (1982) P 195.

Les agents de la vulgarisation, assez souvent dépourvus d'expérience pratique, reçoivent une formation sur le tas qui leur permet seulement de recommander l'usage de divers facteurs de production (semences et engrais) et de les distribuer. Mais à cause de la désorganisation du réseau de distribution, quand ces facteurs manquent ou connaissent un certain retard, les agents jouent, du coup, un rôle négatif et contre-productif.

d- Les engrais.

La "Tanzania Rural Development Bank" joue un rôle essentiel car au lieu de distribuer directement de l'aide financière, elle concentre son action sur la fourniture directe des facteurs de production en liaison avec d'autres établissements semi-publics (Tanzania Fertilizer Corporation, Tanzania Seed Company, Agricultural and Industrial Supplies Corporation, Ubungo Farm Implements etc...)

L'existence d'un nombre aussi important d'établissements semi-publics s'occupant de la distribution des facteurs de production est le résultat des efforts déployés par divers groupements d'agriculteurs pour organiser eux-mêmes leur approvisionnement dans une situation de pénurie.

Ce fait est à porter au crédit du gouvernement tanzanien même si des insuffisances existent. En effet, alors que dans de nombreux pays, les agriculteurs ne peuvent acheter des facteurs de production qu'avec de la monnaie sonnante et trébuchante (ce qui fait que les plus pauvres n'y ont pas accès), dans de nombreuses régions de Tanzanie, les facteurs de production ne peuvent être obtenus qu'à crédit. L'inconvénient majeur de ce système c'est qu'il faut prendre, un an à l'avance, la décision d'obtenir des facteurs de production à crédit.

La consommation d'engrais a augmenté rapidement (à partir d'un niveau très bas) jusqu'en 1975 pour stagner ensuite jusqu'en 1979. Depuis, elle connaît une augmentation lente ou stagnante. Avec une consommation de 69 kg par hectare (chiffre de 1980), la Tanzanie se trouvait au 4e rang des pays africains au sud du Sahara et largement en avance par rapport aux autres pays de la Région (Kenya excepté) dont la consommation moyenne est de 33,2 kg par hectare.

Cependant le niveau de consommation atteint par la Tanzanie reste inférieur à celui qui prévaut dans les autres pays sous-développés. Ainsi par exemple, au Bangladesh, la consommation d'engrais par hectare arable était de 463kg.

Tableau 18

UTILISATION DES ENGRAIS ET DES SEMENCES AMELIORES

	Engrais (tonnes)	Semences améliorées (tonnes)
1962	8 700	
1968	31 315	
1970	38 300	
1972	52 850	
1974	82 568	1 362
1975	93 541	4 154
1976	70 357	5 202
1978	82 275	5 881
1980	107 091	6 548
1981	95 711	5 489

Source : Banque mondiale (1982).

Malgré cette rapide augmentation de la consommation d'engrais, toutes les Régions n'utilisent pas les mêmes quantités d'engrais car, en fait, quatre d'entre elles (Ruvuma, Mbeya, Iringa et Tabora) en absorbent plus de 60%. Depuis le milieu des années 1970, à l'époque de la villagisation coercitive, l'utilisation des engrais n'est plus exclusivement concentrée sur les cultures d'exportation. Elle s'est déplacée vers les cultures vivrières pour atteindre, en 1981, 45% des quantités employées.

Au niveau local, il y a des problèmes de distribution car les grandes plantations et les fermes d'Etat ont tendance à se tailler la part du lion des engrais disponibles.

Dans une large mesure, l'utilisation des engrais est fonction de leur disponibilité. Une production nationale lancée par la "Tanzanian Fertilizer Company" existe mais avec un prix de revient élevé : le coût de production de l'engrais local est le double de celui des engrais importés. Mais pour le consommateur, ce prix élevé est largement compensé par une subvention à la production de 50% et une subvention de transport de 100%. En 1981/1982, les subventions pour l'achat et le transport des engrais, atteignant 750 millions de Shilingi, engloutissaient presque la moitié du budget de fonctionnement du ministère de l'Agriculture.

Tableau 19
EVOLUTION DE LA DISTRIBUTION DES ENGRAIS
AU NIVEAU REGIONAL

REGION	Pourcentage du volume total d'engrais distribué dans la région	
	1973-1975	1978-1980
Ruvuma	6.0	16.6
Rukwe	2.6	6.1
Mbeya	7.8	14.5
Morogoro	2.4	3.6
Iringa	16.8	21.9
TOTAL PARTIEL	35.6	62.7
Arusha	6.8	2.4
Côte/DSM	2.2	1.4
Dodoma	1.0	0.1
Kagera	0.9	1.1
Kilimanjaro	6.4	5.5
Kigoma	2.1	0.8
Lindi	1.7	0.1
Mara	5.3	0.9
Mtwara	2.0	0.2
Mwanza	7.3	3.0
Shinyanga	2.7	2.1
Singida	0.7	0.5
Tabora	19.4	13.2
Tanga	5.5	5.2
Zanzibar	-	0.9
Tanzanie	100.0	100.0

Source : "Fertilizer Distribution in Tanzania by Région, 1973-1980", tableau miméographié établi par la Tanzania Fertilizer Corporation, Dar es Salaam, 1981.

Extrait de : Moore et Stutley (1981), tableau 6, page (xi).

Les rendements précis obtenus grâce aux engrais sont difficiles à établir car les résultats positifs dépendent des façons culturales. Les agriculteurs n'ont pas, par ailleurs, encore trouvé la solution aux problèmes que pose la recrudescence des mauvaises herbes après application d'engrais.

e- Les outils et l'énergie.

Dans leurs travaux de champs, la plupart des agriculteurs utilisent encore des outils traditionnels (*jembe na panga*) (1). Ceci explique souvent les niveaux de productivité très bas. Pour avoir des résultats meilleurs, il a été recommandé d'utiliser les boeufs à fin de traction. Mais ils sont très peu nombreux (voir tableau ci-dessous) et géographiquement, ils sont inégalement répartis. A Iringa, un projet patronné par la CEE pour encourager l'emploi des boeufs a rencontré un très grand succès. Dans certaines régions où la production à grande échelle tient une place importante (Arusha, Kilimanjaro, Morogoro), les tracteurs sont beaucoup utilisés. L'énergie **animale** ou **mécanique** peut être à la portée de quelques rares agriculteurs. C'est ainsi qu'une étude révèle que les superficies, en 1978, étaient cultivées à la houe pour 85%, avec des charrues à traction animale pour 10% et à l'aide des tracteurs pour 5%.

Ainsi, tout relèvement notable de la productivité exigera une utilisation généralisée de l'énergie d'origine animale ou mécanique.

Le regroupement en villages visait essentiellement la généralisation de l'utilisation de l'énergie animale ou mécanique pour étendre les surfaces cultivées et sauvegarder la sécurité alimentaire.

Dans la plupart des villages, il est clair que les paysans semblent préférer les boeufs aux tracteurs. Cependant la question est liée à l'échelle de la production : en effet, malgré la possibilité de la location, le tracteur et sa technologie s'intègrent plus facilement dans les grandes exploitations tandis que les boeufs sont mieux adaptés à la petite production. D'après une étude portant sur les années

(1) jembe : houe manuelle
panga : machette

1976 à 1988, 49% des tracteurs étaient utilisés par les organismes du secteur public, 48% par les grandes exploitations, les sociétés privées et les missions, tandis que seuls 3% étaient utilisés par les villages.

De plus en plus, on accepte l'idée selon laquelle la traction animale représente la solution la moins coûteuse car en supposant que toutes les terres des communautés villageoises soient cultivées comme une seule unité, sans sous-emploi des tracteurs, la rentabilité nette par hectare est plus élevée avec des boeufs qu'avec des tracteurs. C'est ainsi que, d'après une estimation, la possession d'une paire de boeufs augmenterait l'énergie dont disposent les exploitations tanzaniennes de 2,5 à 4 fois et réduirait les besoins de main d'oeuvre de 21% pour le coton, 44% pour le maïs et 56% pour le sorgho.

Malgré ces indiscutables avantages, les pouvoirs publics donnent la préférence aux tracteurs plutôt qu'aux boeufs (1).

On sait qu'après 1978, les ventes des tracteurs ont accusé une baisse brutale par suite de la crise des devises. Et du coup, un très grand nombre de tracteurs sont hors d'usage (d'après les estimations c'est entre la moitié et les 3/4) à cause, certes, du manque des devises mais aussi à cause du manque de techniciens qualifiés. Par contre les boeufs ont, eux, un effet multiplicateur positif sur l'économie locale car les accessoires liés à la traction animale peuvent être fabriqués sur place à l'aide de matériaux locaux.

(1) Voir l'excellent article de M. ATHANESE in OPINION, Focus on agriculture (part II), Vol. I, 1987, p 5-10.

Tableau 20

**BOEUFs DRESSES A LA TRACTION, ACCESSOIRES
POUR TRACTION ANIMALE ET TRACTEURS, 1976-1979,
POUR UN ECHANTILLON DE REGIONS.**

	BOEUFs DE TRACTION	ACCESSOIRES POUR TRACTION ANIMALE (a)	TRACTEURS
Régions à fort potentiel :			
Kilimanjaro	1 882	1 228	498
Morogoro	349	107	715
Mbeya	3 368	18 937	241
Régions à potentiel moyen :			
Mara	26 244 (b)	10 217	98
Mwanza	23 488	6 077	220
Shinyanga	102 540 (b)	34 332	627
Régions à faible potentiel :			
Arusha	30 396 (b)	35 893	1 140
Tabora	40 243 (b)	34 753	112
Singida	52 973 (b)	26 868	32
TOTAL	295 030	174 554	5 127 (c)

a. comprend les charrues (93.4% du total), les charrues billonneuses, les hersees, les semoirs, les charrettes, les cultivateurs inter-rangés.

b. soit nombre de boeufs pour 100 000 habitants : Mara 36, Shinyanga 77, Arusha 33, Tabora 55, Singida 86.

c. le nombre total des accessoires pour tracteurs était de 7 552 dont 2 472 charrues à disques, 1 450 hersees à disques et 1 217 remorques.

Source : Synthèse des Résultats of the FAO:KILIMO agro-Mechanisation Survey, 21 novembre 1976 au 30 juin 1979, FAO, Dar es Salaam, 1981.

f- Le système de crédit.

Le crédit peut aider les paysans pauvres à se procurer des actifs et assurer leur consommation en période difficile. Cependant, prêter aux pauvres, est chose coûteuse pour le prêteur car les frais sont élevés et, faute de suretés, les risques peuvent être grands. C'est pourquoi, pour éviter que des emprunteurs tels que les grands exploitants ne bénéficient d'un traitement préférentiel pour des raisons culturelles ou ethniques, la Tanzanie a cherché à élargir l'accès du crédit aux "wakulima wadogo wadogo" au moyen de grands programmes de crédit subventionné. Les raisons avancées pour justifier ce type d'action sont :

- les "wakulima" n'ont pas le moyen de payer les taux d'intérêt pratiqués sur le marché ;
- les prêteurs institutionnels sont trop prudents ;
- les prêteurs privés pratiquent des taux abusifs, voire usuraires.

En dépit, ou en raison, du fait que les pouvoirs publics tanzaniens, se sont efforcés d'orienter une plus grande partie du crédit institutionnel vers le SHAMBA LA MFUMAKI (1) ou vers le DUKA LA KIJIKI (2), le crédit à bon marché est devenu un programme de transfert aux paysans pas forcément les plus pauvres. Le maintien des taux d'intérêt à un niveau artificiellement bas et les réglementations du crédit faussent la répartition des ressources et ouvrent la porte au clientélisme et à la corruption.

Le crédit à bon marché n'a pas aidé les paysans pauvres. Mieux vaut consacrer les fonds publics aux dépenses d'infrastructure et de services de type "vulgarisation agricole" et "information sur les marchés". Face à l'échec du crédit

(1) MFUMAKI : Mfuko wa Maendeleo ya KIJIKI (Fonds de développement du village.

(2) Duka la kijiki : boutique du village.

institutionnel subventionné, les petits paysans ont souvent recours au crédit non institutionnel fonctionnant avec des coûts fixes peu élevés et où les prêteurs proposent de petits prêts aux clients dont les revenus sont faibles, parce qu'ils les connaissent personnellement ou par relations d'affaires. Connaissant mieux son client, le prêteur non institutionnel peut faire preuve de souplesse en matière de sûretés et d'échéances de paiement.

Le financement non institutionnel prend des formes différentes : banquiers et prêteurs ambulants, association d'épargne et de crédit, arrangements financiers entre parents et amis, fonds tournants (1)...

Quoi qu'il en soit, le financement non institutionnel connaît des limites et des insuffisances. Le Gouvernement, les bailleurs de fonds et les ONG s'évertuent alors à adopter et à adapter tout un ensemble de programmes originaux de crédit aux pauvres. Pour la plupart, ces programmes ont choisi de ne pas subventionner les taux d'intérêt. Ils cherchent à s'adapter aux besoins des pauvres en réduisant les coûts de l'opération de crédit pour le prêteur et pour l'emprunteur. C'est ainsi qu'existent des programmes à fort taux d'emprunt et à conditions strictes liant les remboursements à l'obtention future du crédit. Il existe aussi les "prêts de groupe" où le défaut de remboursement par un des membres du groupe compromet l'accès futur du groupe au crédit. La "responsabilité in solidum" des membres du groupe d'emprunteurs réduit le risque de défaillance et rend moins chère l'attribution des crédits à des clients dispersés.

(1) Les associations à fonds tournants appelés TONTINES, SUSU ou LIKELEMBA sont une formule souple et originale : les adhérents versent une somme convenue à un fonds dont le montant est ensuite prêté aux membres à tour de rôle.

Dans de nombreux vijiji, les programmes de crédit ont visé spécialement les micro-entreprises en proposant à la fois des services de crédit, de formation et d'assistance technique. Cependant quels que soient les subterfuges et les stratagèmes utilisés, l'accès des "wakulima" au crédit sera encore long et il faudra l'associer à l'accès à l'infrastructure et à la technologie en réhabilitant les transports.

Dans la décision d'acheter tel ou tel facteur de production, la possibilité d'obtenir un élément joue un rôle déterminant pour les paysans.

La répartition des crédits est assurée principalement par la Tanzania Rural Development Bank, par la National Bank of Commerce, par certains offices de produits et certains projets spéciaux.

Le coton, le tabac et le café sont les principales cultures d'exportation qui bénéficient de crédits importants. Pour l'élevage, au milieu des années 70, un programme spécial a été mis en place. Le système actuel encourage la concentration régionale et tend à favoriser les agriculteurs les plus riches : en général, le producteur de vivres et les exploitants pauvres ont du mal à obtenir un crédit. C'est ainsi que les prêts individuels accordés par la Tanzania Rural Development Bank aux petites exploitations de cultures vivrières ont diminué, passant de 6,7% du total à 5,1% entre 1971 et 1987.

Peu satisfaisant quant à sa quantité, sa qualité et sa distribution, le système de crédit apparaît comme un élément secondaire car en ce qui concerne les facteurs de production, les paysans sont plus enclins à les utiliser si et seulement si, ils pouvaient se les procurer et, surtout, s'ils étaient certains d'en retirer un bénéfice réel raisonnable.

g- Les transports.

Aucun aspect du secteur agricole n'échappe complètement à l'influence des transports car ils sont les moyens par lesquels les facteurs de production sont acheminés (quand ils le sont) et les produits commercialisés.

A cause du manque de pistes de desserte locale et à cause du développement médiocre de grands axes routiers, les performances agricoles se trouvent contrariées. Du fait de la dispersion des zones à potentiel agricole élevé, l'existence et le coût des transports revêtent une importance vitale pour l'agriculture, davantage sans doute que dans les pays voisins (Uganda, Kenya) où les régions promises à un riche et bel avenir sont plus concentrées. Le problème est aggravé par le fait que les zones où se concentre la croissance urbaine, ne coïncident pas avec celles qui ont des excédents alimentaires.

Si dans les années 60, les services de transport ont fait beaucoup de progrès grâce à l'amélioration du réseau des grands axes routiers, un certain nombre de facteurs ont joué, dans les années 70, dans le sens de la détérioration des services de transport. Après 1973, le Gouvernement a décidé de promouvoir les transports publics par le biais des offices semi-publics de commercialisation, bien qu'à ce jour le secteur privé achemine de 70 à 75% du fret routier.

Les services ferroviaires de la Tanzanian Railway Corporation se sont dégradés, sous l'effet de difficultés de gestion et de carences dans le domaine des réparations et de l'entretien. A cela, il faut ajouter que la fermeture de la frontière avec le Kenya, en 1977, a perturbé le réseau du Nord qui travaillait beaucoup avec le port de Mombasa, ou recevait beaucoup de Nairobi via Namanga, Arusha et Moshi. En 1978, la guerre contre Idi Amin a causé des perturbations au transport lacustre sur le Lac Victoria. En 1979, le deuxième "choc pétrolier" a fait monter les

coûts et plus récemment la crise des devises a rendu très difficile l'achat des pièces détachées et de nouveaux véhicules. C'est ainsi qu'entre 1978 et 1983, seuls 23% de la demande totale de camions importés ont pu être satisfaits.

Une si catastrophique situation a conduit l'OIT (1982) à conclure : "*aucun problème n'est aussi omniprésent en Tanzanie, à l'heure actuelle que celui des goulets d'étranglement des transports*". C'est pourquoi les coûts de fonctionnement élevés des offices de commercialisation sont dus, en partie, aux frais de transport. Les produits agricoles sont souvent collectés trop tard -ce qui est dommageable et désastreux pour la qualité- ou même pas du tout ; les facteurs de production sont souvent livrés avec du retard. Tout ceci explique le fait qu'il n'y a pas de rapport fait sur l'une ou l'autre des cultures qui ne cite les transports comme le problème majeur.

Au vu de ce parcours succinct de l'action réalisée à travers les politiques mises en place ou initiées par Ujamaa Vijijini à travers les différentes "operations" ou à travers les "vijiji vya Ujamaa", on peut dire que les performances du secteur agricole peuvent faire des grands progrès. Pour cela, il faut l'indispensable amélioration des pratiques agricoles et une utilisation plus répandue des engrais et de l'énergie animale ou mécanique. Sans avoir réellement facilité ces nécessaires améliorations, le regroupement en villages a pu poser les bases du développement futur.

Le défaut fondamental des services de vulgarisation semble être la médiocrité des services de vulgarisation. C'est un facteur qui limite considérablement la diffusion des pratiques améliorées, des semences améliorées ainsi qu'une plus grande application des engrais. Cette faiblesse joue aussi un rôle certain dans le taux élevé des défauts de paiement puisque crédit et conseils techniques sont rarement donnés en un ensemble cohérent et suivi.

Dès lors, il importe de consacrer rapidement des investissements à la remise en état du système de transport et, à plus long terme, à l'amélioration du réseau routier. Il ne semble pas, en revanche, que les fonds investis dans les grands projets d'irrigation soient en général productifs, encore que les petits projets de type traditionnel puissent être intéressants.

3- L'ENCADREMENT DE L'ETAT ET DU PARTI

L'intervention de l'Etat auprès des villages, tour à tour effacée et volontariste, voire coercitive, est à l'origine des bouleversements économiques et sociaux aux conséquences multiples.

Au sein des villages -qu'ils fussent le résultat de ces sortes de "sociétés par actions" à l'initiative des "gros" ou le résultat d'initiatives et d'intrigues politico-administratives- une vie axée sur l'organisation de la communauté et du travail collectif existe. Des villageois prennent la parole et position dans les organismes dirigeants et les conseils. Des paysans aisés parviennent à tisser sur les champs communautaires une toile de salariat : payer des hommes pour accomplir la part de travail collectif qui revient au "gros", racheter des parts d'autres paysans, cumuler les parts ; additionner contrôle des hommes et multiplication des bénéfices distribués. Certes, la Villagisation n'a pas anéanti les injustices car, même si les paysans n'ont plus la propriété de la terre, leur influence autorise une concentration des droits d'usage concernant les aires non communautaires. Bien

(1) Lire à ce propos, BOESEN (Jannik), STORGARD Madsen (Birgit), MOODY (Tony) ; Ujamaa, Socialism from above, Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, 1977, p 183.

plus, ils ont conservé la disposition de leur capital en équipement et en bétail. Ils sont bien placés pour bénéficier d'une utilisation privilégiée des instruments collectifs ou d'une distribution favorable des intrants agricoles.

Avec tous les bouleversements provoqués par la Villagisation, le village abrite souvent un phénomène de reproduction élargie des paysans aisés et, de ce fait, masque la continuation des relations salariales, de domination politique par les riches.

Au vu des problèmes et des difficultés qui existent dans les villages, il ne faut pas en déduire que les villages n'ont servi à rien ou qu'ils n'ont eu que des effets négatifs pour la majorité des paysans. Au contraire, si l'on fait le compte des services sociaux dont ils ont permis la diffusion et si l'on accepte que les dynamiques de différenciation sociale qu'ils n'ont réussi qu'à détourner et tempérer auraient de toute manière opéré sans la création de ces villages, on comprend bien que beaucoup de villageois apprécient certains avantages de la vie en village. Le village offre un champ plus clos aux affrontements sociaux car les alliances y sont indispensables, les stratégies y sont plus visibles et les confrontations peuvent mieux s'y organiser.

Tableau 21
LES VILLAGES EN TANZANIE DE 1968 à 1979

Années	Nombre	Nombre total d'habitants
1968	180	58 000
1969	650	300 000
1970	1 200	500 000
1971	4 484	1 595 240
1972	5 556	1 980 862
1973	5 631	2 028 164
1974	5 008	2 560 474
1975	6 944	9 140 229
1976	7 658	13 067 220
1978	7 768	13 847 000
1979	8 200	13 905 000

Source : Ujamaa, Gazeti la Wajenga Nchi, Mbinu za maendeleo ya kijamaa vijijini... tangu 1967 hadi sasa, toleo la 67, 1979, p 23.

L'Etat est intervenu et continue d'intervenir auprès des villages Ujamaa de plusieurs façons et sur plusieurs niveaux :

- au niveau idéologique par l'intermédiaire du parti qui, depuis "Ujamaa, the basis of African Socialism", la "Déclaration d'Arusha" et "Ujamaa Vijijini" est le maître d'oeuvre de l'Ujamaa.

- au niveau financier par les budgets et la "manne" qu'octroient les organismes tels que REGIONAL DEVELOPMENT FUND (RDF), Tanzania Rural Development Bank (TRDB), Community Development Fund (CTDF) et la National Bank of Commerce (NBC).

- au niveau des services de la Planification et de la Vulgarisation (to plan is to choose).

- au niveau de la fourniture d'un certain nombre de services.

L'intervention du parti au niveau des villages se traduit essentiellement par son intervention locale pour expliquer les objectifs poursuivis par le Gouvernement. Toutes les décisions, les actions, les discours du Président ou des Responsables influents doivent être approuvés par le Parti qui, grâce à ses ramifications jusqu'au niveau des dix maisons (shina, nyumba kumi kumi), contrôle l'exégèse et les nuances sémantiques qu'on peut tolérer. L'action du parti s'oriente plutôt en faveur des paysans les plus pauvres auxquels il faut expliquer le sens de l'Ujamaa. Il s'agit donc "d'aider les gens à se développer eux-mêmes". Depuis la loi de DECENTRALISATION de 1972, les responsables de la TANU à tous les niveaux de l'Administration se voient accorder des pouvoirs importants : les Commissaires de Région, les Commissaires de District qui sont également les Présidents des organes du Parti au niveau de la Région et du District peuvent prendre des décisions en ce qui concerne la planification et la réalisation des opérations en faveur des villages. C'est ainsi que les plans locaux (au niveau du village ou du district) doivent recevoir le "quitus" du Parti. Ainsi, donc le parti exerce une importante fonction d'information, d'encadrement et de décision auprès des masses rurales. Il doit procéder à l'éducation politique des masses rurales.

Les villages, tout en se réclamant "auto-dépendants" ou "autonomes" ont besoin d'un soutien financier, en tout cas lors de leur création. Echaudés par l'expérience ruineuse des "Settlement Schemes", les gouvernants prennent la précaution de ne plus verser des sommes importantes dans ce qui peut rappeler, si on n'y prend garde, les "tonneaux des Danaïdes".

Ainsi le principe est de n'accorder des fonds que si, et seulement si, le Comité du Village le demande et dans la mesure où il est dans l'incapacité de s'autofinancer. Par ailleurs, il s'agit d'accorder une aide sensiblement égale à tous les villages.

A leur début et même dans leur fonctionnement, les villages ont besoin d'une aide et d'un financement important : acheter des semences, des engrais, des insecticides et pesticides, mettre en place des équipements sociaux, construire des habitations. Il se trouve que, généralement, le village fournit la main-d'oeuvre et l'Etat les fonds, le matériel et les matériaux manquant au village. En cas de problèmes dans l'approvisionnement, l'Etat fournit aussi des vivres, des vêtements et un revenu monétaire en attendant que le village produise assez, tout seul, sans faire appel à l'extérieur.

Enfin, en ce qui concerne l'encadrement et la fourniture des services, il faut rappeler que beaucoup de paysans ont été attirés par les villages à cause de la promesse du gouvernement de les aider pour l'accès au crédit, l'irrigation, la construction d'écoles et la fourniture des services de santé, des semences, des engrais et pour la commercialisation et les transports.

Cet encadrement, au niveau du village est du ressort du "Bwana Shamba", l'agent local des services d'encadrement. Outre le Bwana Shamba, l'Etat accorde une assistance technique en personnel, en matériel. C'est ainsi que des équipes de planification "planning teams" doivent :

- dresser un bilan des ressources disponibles en terres de culture et en main-d'oeuvre.
- établir des programmes de mise en valeur.
- déceler des goulots d'étranglement.
- prévoir les voies et les moyens de la commercialisation et des liaisons du village avec l'extérieur.

Ces "Planning teams" comprennent :

- un responsable politique,
- un technicien de l'agriculture,
- un technicien des coopératives,
- un économiste,
- un technicien de l'irrigation,
- un spécialiste des problèmes de planification régionale.

Les services d'encadrement et de vulgarisation, à cause de l'impréparation, de l'incurie et de l'incompétence de beaucoup de ses animateurs n'ont pas fonctionné efficacement. Ainsi, pour des raisons techniques, administratives et par manque de personnel compétent le système a été réorganisé de telle sorte que la coordination et la prise de décision se font soit au niveau régional, soit au niveau du district par les DDC (District Development Corporations) dont le rôle essentiel est d'entreprendre et de superviser les opérations de développement.

a- Les effets économiques et sociaux de la Villagisation.

L'Ujamaa vise la mise en commun des terres et le travail agricole communautaire. Mais cela n'empêche pas chaque famille d'avoir un champ aussi grand qu'il lui est possible de le cultiver. Sur le champ privé, la famille peut cultiver les produits vivriers dont elle a besoin et, si elle le veut, elle peut faire de la culture de rente qu'elle vendra à la coopérative pour son propre compte.

L'organisation des villages comprend ainsi deux sous-systèmes : les champs collectifs et les parcelles familiales.

Les champs collectifs que j'ai visités lors de mes différents séjours dans les villages, ont pour caractéristiques principales d'être une immense parcelle, excentrée par rapport aux habitations. Sa surface et son éloignement expliquent le

fait qu'assez souvent le champ collectif est mécanisé presque à tous les niveaux du procès de production : labour, préparation des semis, semis, engrais, récolte, traitement...

En ce qui concerne l'organisation interne des villages, la tendance la plus fréquente semble être la suivante : une parcelle individuelle de 0,6 à 0,8 hectare entoure chaque maison. Des champs communautaires (collectifs), sur lesquels chaque paysan ou un membre de sa famille doit consacrer une partie de son temps disponible, s'étendent autour du village ou à sa proximité. C'est l'assemblée générale du village (Halmashauri ya kijiji) qui détermine l'organisation des travaux et la répartition des tâches. En fonction du travail fourni par chacun et sur la base des résultats du village, on répartit le revenu du travail.

Selon YUSUFU HALIMOJA (1), l'Assemblée Générale du Village "*dirige toutes les affaires ayant trait à l'économie et au développement du village*".


L'instance dirigeante du village -le texte swahili parle du gouvernement du village (serikali ya kijiji)- le "Halmashauri ya kijiji" est généralement composé de comités dont les principaux sont :

- Comité du Plan et des Finances (Kamati ya Fedha na Mipango)
- Comité de la Production et de la commercialisation (Kamati y Uzalisaji na Uuzaji wa Mazao).
- Comité de l'Education, de la Culture et des Affaires Sociales (Kamali ya Elimu, Utamaduni na Ustawi wa jamii).
- Comité de la Sécurité et de la Défense (Kamati ya Usalama na Ulinzi).
- Comité des Travaux Publics et des Transports (Kamati ya Ujenzi na Uchukuzi).

(1) YUSUFU HALIMOJA, Tanzania Inavyojitawala, Serikali ya vijiji Morco Printers Ltd, Dar es Salaam 1981, (44 p) p 19.

ETAPES DE LA PREPARATION DU PLAN DE DEVELOPPEMENT

BUNGE

- 
- IV 13 Tume ya Taifa ya Mipango
 - 12 Halmashauri Kuu ya Taifa
 - 11 Kamati kuu ya Chama
 - 10 Kamati ya Uchumi ya Baraza la Mawaziri
 - 9 Wizara ya Fedha na Mipango
 - 8 Ofisi ya Waziri Mkuu

MKOANI

- III 7 Halmashauri Kuu ya Mkoa
- 6 Kamati ya Mipango na maendeleo ya Mkoa

WILAYANI

- II 5 Halmashauri Kuu ya Wilaya
- 4 Halmashauri ya Maendeleo ya Wilaya
- 3 Kamati ya Mipango na Maendeleo ya Wilaya

KIJIJINI

- I 2 Mkutano Mkuu wa KIJIKI
- 1 Halmashauri ya KIJIKI

La villagisation, entre autres effets économiques et sociaux, a profondément modifié les rapports de pouvoir, des propriétés du sol et surtout, elle a organisé la répartition des tâches et la rémunération du travail. J'évoquerai succinctement chacun de ces thèmes (propriété du sol, organisation des pouvoirs, répartition des tâches et rémunération du travail) après un bref rappel de la loi de 1975.

1° La loi de 1975 et les Villages Ujamaa.

Après la grande loi de Décentralisation de 1972 et dans la foulée du "chambardement" qu'a été la Villagisation à partir de 1973, le "Villages and Ujamaa Villages Act" définit les conditions minimales pour qu'un village puisse être considéré comme "Village Ujamaa" (Kijiji cha Ujamaa).

La loi de 1975 stipule qu'un "village Ujamaa" doit:

- se composer d'au moins 250 familles ;
- s'étendre sur une zone territoriale délimitée ;
- avoir une assemblée générale (Halmashauri) de tous les résidents permanents de plus de 18 ans ;
- avoir un **conseil**, coopté tous les ans par l'assemblée parmi ses membres de plus de 21 ans. Le conseil élit un Président (Mwenyekiti), un Secrétaire et un Trésorier.

- * après enregistrement le **conseil** acquiert la Personnalité morale ;
- * le village est considéré comme COOPERATIVE (sauf dérogation accordée par le Ministre) et aucune autre coopérative ne peut y fonctionner ;
- * Par décision du Ministre, un village peut être considéré comme Ujamaa s'il est constaté qu'une majeure partie de ses affaires économiques est effectuée collectivement.

Souple, imprécise, le "Villages and Ujamaa Villages (Registration, Désignation and administration) Act" permet de ne pas imposer un modèle rigide aux villages et laisse une certaine liberté d'organisation aux paysans. L'enregistrement n'est pas obligatoire, certains villages peuvent répondre aux critères sans pour autant se faire enregistrer comme étant des villages Ujamaa. La

loi insiste surtout sur la dimension des villages (250 familles) et sur le caractère collectif et démocratique de l'association.

2° L'organisation des pouvoirs.

La communauté, d'ordinaire, choisit l'organisation qui lui convient mais en fonction des ressources, de la population, de la superficie et des objectifs du village. Le "villages and Ujamaa Villages Act" est le seul texte législatif qui définit l'organisation interne du village.

La tendance générale, observée dans les nombreux villages visités, est d'élire :

- un comité exécutif (governing committee) ;
- un président (manager) ;
- un trésorier ;

L'assemblée générale (Halmashauri ya kijiji) est une instance souveraine qui comprend tous les hommes et toutes les femmes adultes du village et qui entérine toutes les décisions du village sur un pied de stricte égalité.

Coopérative autogérée, le Village s'emploie à résoudre tous les problèmes concernant la vie de ses membres.

3° La répartition des tâches et la rémunération du travail.

L'Ujamaa étant basée sur le principe d'entraide et de réciprocité, le Travail (Kazi), sans lequel et l'Indépendance et l'Ujamaa sont dérisoires, doit se faire en commun pour que les agriculteurs se considèrent comme membres d'une famille solidaire. Chacun doit, dès lors, remplir des obligations envers le groupe : chaque paysan doit effectuer au moins la moitié de son travail sur les terres collectives

(communautaires). C'est chaque assemblée de village qui fixe les règles et les modalités de ce travail en commun obligatoire. Si un individu ne remplit pas ses obligations et ne respecte pas ses engagements à l'égard du groupe, il est du ressort des organes élus du village de prendre des sanctions en son encontre.

La rémunération a lieu sur la base du produit des terres travaillées en commun. En général, s'il ya lieu de vendre la production, les bénéfices sont répartis en fonction du travail fourni par chacun. Une partie de ces bénéfices est prélevée pour subvenir aux besoins de la collectivité, des vieillards, des enfants et des malades. Une autre partie est consacrée aux consommations intermédiaires et, enfin, une dernière partie est affectée à des investissements productifs ou sociaux (quand c'est possible).

Dans la répartition des tâches et la rémunération du travail, le principe essentiel est l'EGALITE ENTRE LES MEMBRES : égalité dans les décisions, égalité de richesse, égalité dans le travail et dans les tâches à accomplir. Ujamaa Vijijini, au fond vise à endiguer la marée montante des inégalités rurales. Certes, il existe encore des injustices et des inégalités, mais il est incontestable que les petits paysans ont été les premiers bénéficiaires de la villagisation quelque coercitive et tâtonnante qu'elle ait été.

4° La propriété du sol et l'auto-suffisance au sein des villages.

Etant donné qu'il existe des champs individuels et des champs communautaires, on ne peut pas affirmer que la propriété privée du sol ait été totalement supprimée. A l'instar des sociétés précoloniales, les villageois n'ont qu'un "droit d'usufruit" sur le sol qui, n'appartenant à personne, appartient à quiconque peut le mettre en valeur pour son bien propre et pour celui de la communauté.

Dans la plupart des cas, il y a juxtaposition de la propriété collective et de la propriété individuelle. Ainsi dans les "communal farms" la propriété collective des terres et des moyens de production y afférents est dominante tandis que, dans d'autres villages, les membres se sont bornés à rajouter quelques parcelles travaillées en commun aux parcelles individuelles.

La tendance générale est de pratiquer, sur les terres collectives, les cultures mécanisées (cultures d'exportation) ainsi que l'élevage, et sur les parcelles privées, les productions alimentaires de subsistance.

L'autosuffisance est l'un des aspects essentiels du village. En pratique, le KUJITEGEMEA que vise chaque village revêt deux aspects principaux :

- d'une manière générale, le village doit se suffire aussi bien pour la nourriture que pour l'habitat, les services de santé et d'éducation.
- il ne doit rien attendre de l'extérieur et principalement du Gouvernement.

L'autosuffisance alimentaire qui était le premier objectif visé par l'Ujamaa a été, grosso modo, réalisée dans presque tous les villages visités. Ainsi, de l'avis de mes interlocuteurs, l'existence effective d'un village Ujamaa impliquait le passage nécessaire par trois étapes :

- défricher et ensemençer les terres, construire les logements et assurer l'alimentation (ici, partis ex nihilo, les villageois attendent l'aide de l'administration mais au bout de quelques années, la "manne gouvernementale" doit s'arrêter).
- le "Kujitegemea alimentaire" étant réalisé, le village pratique des cultures commerciales permettant de procurer au village un revenu monétaire par la vente de son surplus aux coopératives de commercialisation qui, à leur tour rapportent des devises au pays par l'exportation.
- Faire des villages des "coopératives polyvalentes" qui se suffisent dans tous les domaines. Chaque village doit s'efforcer de développer une petite

industrie rurale pour son approvisionnement (produire des instruments aratoires à partir des ferrailles de récupération). Le village doit disposer de tous les équipements nécessaires à ses membres : écoles, dispensaires, postes et télécommunication, club de loisirs, commerces etc...

b- La production et la commercialisation au sein des villages Ujamaa.

En une vingtaine d'années, la Villagisation a permis de restructurer complètement les campagnes tanzaniennes. Désormais, presque la totalité de la population vit dans ces villages. En comparant le processus d'implantation des villages et l'évolution de la production agricole pendant la même période, on peut déterminer l'impact socio-économique de la Villagisation.

Il convient de rappeler que l'objectif principal de l'Ujamaa -et par conséquent du village Ujamaa- n'a jamais été de réaliser immédiatement un optimum économique, ni de maximiser le revenu monétaire. L'Ujamaa est avant tout un projet qui se propose de mettre un terme à la destruction des réseaux d'échanges opérées par la colonisation. L'Ujamaa est, avant tout, un projet de réforme et de refonte de la structure sociale en vue d'améliorer les conditions de vie de la majorité des paysans.

Juger de la réussite ou de l'échec des villages sur le plan économique -ce qui est la tarte à la crème de quiconque étudie la Tanzanie- implique l'examen de l'impact de toute la politique impulsée par Ujamaa Vijijini sur le niveau de la production agricole. Etant donné que les villages sont des unités de production qui réalisent la totalité de la production agricole, on peut, aisément, faire un parallélisme entre le niveau de production et l'implantation des villages. Ce

parallélisme se justifie parce que la villagisation a permis, volens nolens, une restructuration complète de l'agriculture et, de ce fait la production émane uniquement de ces villages.

En retenant la période 1968-1978 qui va de la mise en place des premiers villages jusqu'à l'acheminement de la politique de Villagisation et en calculant les indices de production annuels par produit (base 100 en 1968) plutôt que de donner les volumes de Production, on peut dresser le tableau suivant :

Tableau 22

IMPLANTATION DES VILLAGES ET EVOLUTION

DE LA PRODUCTION AGRICOLE

1968-1978 BASE 100 EN 1968

	Nbre de villages	blé	café	sisal	coton	tabac	thé
1968	180	100	100	100	100	100	100
1969	809	83,7	94	150	90,1	167,1	110
1970	1 100	189,7	101,4	149,7	99,2	157,1	106,2
1971	4 484	198,3	93,4	134,1	84,8	170	131,2
1972	5 556	243,3	105,9	116,1	100,7	202,8	158,7
1973	5 628	215,9	112,4	115,1	84,5	185,7	157,5
1974	5 008	128,8	91,6	108,6	92,8	257,1	162,5
1975	6 944	60,3	108,6	89,1	92,8	264,2	173,7
1976	7 656	109,8	112,2	89,4	67,0	271,4	186,2
1977	7 684	112,5	108,8	84,2	105,9	273,2	175,9
1978	-	143,9	91,1	77,6	84,6	260,9	208,3
Variation annuelle moyenne		148,6	101,9	111,6	90,8	220,9	157

Source : Bureau of Statistics Economic Survey, Wizara ya KILIMO

La période 1968-1978 connaît une nette et indéniable augmentation des productions agricoles. Certes, le café, le coton et le sisal restent stagnants ou régressent mais on constate en même temps que les productions de blé et de thé ont augmenté de moitié et que la production du tabac a plus que doublé. Au total, la production agricole ne connaît pas une considérable augmentation mais lorsque l'on sait que le système agricole a été complètement restructuré, on ne peut s'empêcher de saluer ce résultat, non négligeable et même significatif, témoin de l'efficacité économique des villages Ujamaa. Quand on compare cette production agricole à d'autres politiques de transformation radicale de l'agriculture, on admet, sans barguigner, que ce résultat est tout à fait positif. A titre d'exemple, on sait que la collectivisation en URSS s'est accompagnée d'une chute brutale de la production à ses débuts, en Algérie, la Révolution Agraire a, de l'avis de beaucoup de spécialistes pas forcément mal intentionnés (1), connu des résultats mitigés tant le niveau de production agricole est resté très bas. On pourrait aussi évoquer les expériences de villagisation en Ethiopie, au Mozambique où l'agriculture s'est détériorée jusqu'à provoquer des famines là où elles n'étaient pas connues auparavant.

Quoi qu'on en dise, les résultats de la villagisation sur le long terme sont prometteurs. Un pauvre pays n'ayant que très peu de ressources, une population rurale importante, un faible PNB par habitant, une agriculture dominante dans l'économie nationale n'a pas beaucoup de choix pour adopter une stratégie permettant de promouvoir un développement économique et social durable et profond.

(1) Voir à ce propos Gauthier de Villers, l'Etat et la Révolution Agraire en Algérie, in Revue Française de Science Politique, (PFNSP), Février 1980, Vol. I, p 112-139.

Pour la Tanzanie, à partir de facteurs politiques et de potentialités économiques, il a fallu, en même temps que rechercher son indépendance à l'égard de l'extérieur, choisir un développement autocentré par le prolongement de la société traditionnelle en donnant une large priorité à son agriculture et en s'efforçant de "contenir" les inévitables inégalités qui découlent du développement.

Entre 1968 et 1978, la Tanzanie a achevé sa Réforme Agraire en créant plus de 8 000 villages. Apprécier l'impact économique et social des villages sur le développement rural exige l'examen de beaucoup de facteurs mais pour l'essentiel les "paysans villagisés" ne sont pas mécontents de l'expérience qui, certes, a connu des insuffisances et provoqué des traumatismes.

Du point de vue social, les villages Ujamaa ont permis aux populations rurales d'améliorer leurs conditions de vie et d'atteindre de façon durable l'autosuffisance alimentaire. En ce qui concerne la santé, l'éducation, le logement, des efforts importants ont été entrepris et des réalisations importantes existent. La Décentralisation a permis aux administrateurs d'être plus proches des paysans et donc plus aptes à déceler les blocages et à résoudre les problèmes spécifiques. Ainsi, la Décentralisation reste fidèle à l'esprit des MWONGOZO car "il faut insister sur le développement des personnes et non des choses. Pour que le développement profite aux personnes, celles-ci doivent participer à l'élaboration, à la planification et à l'exécution de leurs propres plans de développement... Le développement, c'est l'action qui permet aux hommes de contrôler leurs propres affaires, même si elle n'apporte pas une meilleure santé ou davantage de pain" (1).

(1) TANU, Guidelines 1971. Dar es Salaam, Government Printers, p.11. (Traduction citée par Bernard Joinet dans "l'Ujamaa et le développement agricole en Tanzanie socialiste", Revue des Etudes Coopératives, 1978, n° 192.

Concernant toute la politique tendant à instaurer le socialisme rural en gardant l'identité et la dignité, NYERERE, lors de son dernier discours au Parlement (29 juillet 1985) a pu déclarer : *"We have learned to walk by beginning to walk ! We have learned how to develop our country by trying to develop it. We never pretended to have any special wisdom about the means of developing our country ; we just knew where we were trying to get to. It is not surpring therefore that sometimes we made false starts, or mistakes ; we have not always forseen problems of which we needed to be aware. But we have had the courage, and the wisdom, to do what could be done to correct our mistakes or deal with the problems as soon as we recognised them... The priority at present and in the next few years has to be that of expanding production, and in particular agricultural production. We must produce enough food for our own needs every year ; dependence on others for food endangers our independance"* (1)

Sur le plan social, les villages peuvent être considérés comme une réussite car, toutes choses restant égales par ailleurs, les paysans ont atteint un niveau de vie satisfaisant et les objectifs en la matière ont été réalisés.

Sur le plan économique, la villagisation a été l'instrument de la transformation et de la diversification des cultures ainsi que le facteur de l'augmentation générale de la production..

La villagisation a permis de rechercher un équilibre entre les productions vivrières et les cultures d'exportation. Ainsi certaines cultures comme le maïs, le blé et les noix de cajou ont vu leur production augmenter sensiblement.

(1) Julius Kambarage NYERERE, "Excerpts from a speech to Parliament in Dar es Salaam on July 29, 1985", in NYERERE : 1961-1985... passing on the tongs, Peramiho Printing Press, Dar es Salaam 1986, p 52.

La villagisation a permis de rechercher un équilibre entre les productions vivrières et les cultures d'exportation. Ainsi certaines cultures comme le maïs, le blé et les noix de cajou ont vu leur production augmenter sensiblement.

Quelque reluisant que puisse présenter le tableau de la Villagisation, on ne peut rien conclure de sérieux du socialisme rural tanzanien ou de l'Ujamaa en général sans évoquer le cas de l'aide. Je vais, succinctement, avant de faire le résumé et les conclusions de ce chapitre, montrer le rôle qu'a joué l'aide dans la réalisation de tous les programmes de développement.

c- Les aléas de l'aide.

La Tanzanie a largement bénéficié de l'aide (bilatérale ou multilatérale) à telle enseigne que dans les années 1970, le total des financements extérieurs représentait environ 60% des recettes de développement. C'est ce que montre le tableau suivant :

Tableau 23
RESSOURCES EXTERIEURES EN POURCENTAGE
DES RECETTES DE DEVELOPPEMENT

	Total	Banque mondiale	Autres sources multilatérales	Sources bilatérales	Autres
Exercice Financier					
1974	60.3	7.6	-	52.6	-
1976	56.7	9.9	1.1	45.7	-
1978	59.4	12.6	8.2	39.0	-
1980	32.2	4.5	4.9	17.0	5.8
1982	64.1	10.1	9.4	44.6	-

Source : Banque Mondiale.

Ainsi, en année normale, l'épargne étrangère a financé entre 20 et 30% des investissements tanzaniens. En 1978, approximativement 75% des investissements nationaux ont été financés par l'épargne étrangère et l'aide en a représenté plus des 3/4. En 1979, la Tanzanie arrivait au 9e rang des 24 pays à faible revenu de l'Afrique sub-saharienne pour ce qui est de l'aide par habitant. En 1979, les cinq principaux donateurs bilatéraux (Suède, Pays-Bas, Allemagne, Norvège et Royaume-Uni) ont dispensé plus de 45% de l'aide reçue.

En termes réels, les financements extérieurs ont augmenté rapidement (12 à 16% par an) pendant les années 70, puis reculé à partir des années 1980.

Tableau 24

**SOURCES DES MONTANTS BRUTS D'AIDE RECUS
PAR LA TANZANIE EN 1979.**

	Montant (million de dollars)	Pourcentage
I Prêts	139.4	30.3
Bilatéraux	45.4	9.8
dont :		
Pays membre de l'OCDE	32.2	6.9
Chine (République populaire)	3.6	0.8
Autres pays socialistes	0	0
Pays membres de l'OPEP	3.4	0.7
Multilatéraux	94.1	20.4
dont :		
BIRD	32.9	7.1
AID	39.0	8.5
Fond fiduciaire du FMI	294.4	63.9
II Dons		
Bilatéraux	294.4	63.9
dont :		
Pays membres de l'OCDE		
Suède	67.9	15.1
Pays-Bas	145.9	10.0
Allemagne (République Fédérale)	34.4	7.5
Norvège	29.0	6.3
Royaume Uni	27.4	5.9
Canada	24.5	5.3
Etats-Unis	19.2	4.2
Danemark	17.4	3.8
Pays socialistes	0	0
Pays de l'OPEP	0	0
Multilatéraux	27.0	5.9
CEE	20.3	4.4
Nations Unies	6.7	1.5
TOTAL	460.9	100.0

Malgré l'accroissement des flux bruts d'aide, les statistiques relatives à la balance des paiements indiquent qu'en termes réels, les montants nets d'aide reçus étaient plus faibles en 1979 qu'en 1973. Il faut ajouter à cela, que, fréquemment, les versements restent très en retard par rapport aux engagements.

Tableau 25
FINANCEMENTS EXTERIEURS

	En prix constants (a)	Changement annuel par rapport à la période précédente (en %)
Exercice financier		
1974	100	+ 12.5
1976	126.6	+ 16.2
1978	170.8	+ 16.2
1980	223.3	+ 14.3
1982		- 14.6

a- Corrigé de l'indice des prix à l'importation

Source : Banque Mondiale

Quand on opère une ventilation fonctionnelle de l'aide, on remarque que l'aide alimentaire n'apparaît pas isolée et surtout on remarque le fait que les financements extérieurs transitent par les services du Trésor avant d'atteindre les différents institutions financières.

Tableau 26
DECOMPOSITION DES FINANCEMENTS EXTERIEURS PAR SECTEUR (VERSEMENTS) (a)
(en millions de shillings tanzaniens)

	Moyenne 1970/71 à 1973/74	%	1975/76	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81*	1981/82**	Moyenne en% 1975/76 à 1981/82
A- Ministères										
1- Services économiques										
- Agriculture	76.2	11.9	463.1	284.7	284.9	355.7	488.0	360.5	320.2	12.0
- Industries	20.9	3.3	145.4	402.2	402.2	750.3	927.2	887.3	763.0	19.0
- Eau et énergie	181.4	28.3	375.4	331.2	449.3	601.5	536.9	580.8	436.9	15.6
2- Transports et communications	153.6	23.9	4.8	1.5	168.3	878.9	440.4	443.4	356.1	10.8
3- Travaux publics (b)	-	-	115.2	151.1	117.1	175.4	510.2	509.4	539.0	10.8
4- Finances (c)	89.6	14.0	10.4	373.7	359.8	380.5	322.6	275.0	336.4	9.7
5- Affaires sociales										
- Santé	15.2	2.4	24.3	52.7	632.9	49.0	67.3	59.8	60.3	1.8
- Education	39.1	6.1	120.8	184.6	142.9	159.9	203.7	171.7	239.4	5.8
6- Ressources naturelles et tourisme	23.6	3.6	44.3	104.4	82.9	91.8	143.9	219.3	186.5	4.1
7- Divers	41.5	6.5	47.5	100.6	63.1	38.7	313.9	259.6	347.6	5.5
Sous-total	641.4		1 339.1	1 729.9	2 133.4	3 462.7	3 954.1	3 769.8	3 586.5	94.3
B- Régions (d)	-	-	71.1	72.4	93.2	121.4	265.2	280.3	310.8	5.7
Total	641.4		1 410.2	1 802.3	2 226.6	3 583.1	4 219.3	4 050.1	3 897.3	

a- Montant des prêts et dons versés jusqu'en 1970-80 par les donateurs bilatéraux et multilatéraux au budget de développement de la Tanzanie.

b- Jusqu'en 1973-74, les Travaux publics étaient inclus dans les Transports et les Communications.

c- Comprend le financement des projets et l'aide alimentaire.

d- Comprend un montant important d'aide engagé par les donateurs au bénéfice de onze régions dans le cadre des Régional Integrated Development Projects (RIPES).

* Estimations approuvées.

** Estimations.

Source : Government Revenue Estimates, 1973/74 à 1981/82, ministère des Finances.

Le tableau ci-dessus qui présente une ventilation fonctionnelle de l'aide mais sans en indiquer complètement la direction montre que :

1- Pendant la seconde moitié des années 70, l'aide apportée à l'industrie prend une importance croissante : elle passe de 3,3% du total dans les cinq premières années à 19% dans les cinq dernières.

2- En 1977, après l'effondrement de l'East African Community et des East African Common Services, les financements extérieurs destinés aux transports et aux communications augmentent.

3- L'eau et l'énergie bénéficient d'engagements considérables, y compris des financements extérieurs pour des projets ruraux concernant l'eau.

4- La part de l'agriculture dans le total de l'aide n'a guère changé (12% en moyenne). Par le biais des Régional Integrated Development Projects (RIDEPS), les donateurs ont fait de gros efforts en faveur du développement rural intégré.

Quand on compare l'affectation de l'aide et celle des ressources d'origine nationale d'après la ventilation des dépenses de développement entre les divers secteurs qui figurent dans le 3e plan quinquennal, on arrive à conclure à une similarité entre les projets des donateurs et ceux des autorités nationales. Mais ceci n'est pas surprenant car une proportion des dépenses de développement sont financées par des apports extérieurs. C'est ainsi qu'assez souvent, la Tanzanie se voit reprocher d'avoir négligé l'agriculture et d'avoir donné une trop grande priorité à l'industrie. Mais, il ne faut pas oublier que les donateurs ont pleinement contribué à donner cette structure aux investissements. En tout état de cause, il faut considérer que les donateurs étrangers ont été si étroitement associés à ce processus que pour bon nombre de mesures adoptées ou de projets, il est presque impossible de démêler les responsabilités respectives des Tanzaniens et des Etrangers.

Tableau 27

LES DEPENSES DE DEVELOPPEMENT ET LEUR AFFECTATION

	Projections du 3ème plan quinquennal 1976/77-1980-81	Chiffres réels (a) 1976/77-1978/79	Versements de financement extérieur 1975-76/1981/82
Agriculture	13.5	16.9	12.0
Industries	26.4 (b)	23.5	19.0
Eau et énergie	12.8	11.2	15.6
Bâtiment et travaux publics	11.2	6.0	10.0
Transport et communes	6.1	6.8	10.8
Santé	3.5	2.9	1.8
Enseignement	7.9	5.9	5.8
Ressources naturelles et tourisme	3.2	2.3	4.1
Administration et services	15.4	24.5	-
Finances et autres (c)	-	-	-
Régions (d)	-	-	5.7

a- Couvre les ministères et les régions ; comprend les transferts aux offices semi-publics mais exclut les investissements propres de ces offices.

b- Comprend les industries extractives, présentées séparément entre parenthèses.

c- Comprend les financements liés aux projets, l'aide alimentaire et divers autres postes.

d- Comprend l'aide destinée aux Projets régionaux de développement intégré.

Sources : Banque mondiale (1981).

On considère généralement que les grands changements institutionnels et politiques (Ujamaa, limites imposées aux activités du secteur privé, rôle croissant

des offices semi-publics) sont d'inspiration tanzanienne -quête de dignité et d'identité- mais, à l'intérieur de ce cadre institutionnel, les politiques suivies en matière agricole (approche d'amélioration ou de transformation, focalisation sur les "intrants lourds" pour les grands projets, importance donnée aux cultures vivrières) et bon nombre des grands programmes sociaux ou industriels ont été lancés, encouragés et protégés par les donateurs.

Peu à peu, de profondes divergences de vue sont apparues entre le gouvernement tanzanien et les responsables du FMI et de la Banque Mondiale sur la politique macro-économique, le rôle des prix ou celui du secteur privé.

En 1979, la majeure partie de l'aide a été dispensée dans le cadre des projets qui représentaient 59% de l'ensemble des dons et 76% de celui des prêts. Dans la plupart des cas l'aide aux projets ne sert qu'à financer la partie payable en devises directement liée aux coûts en capital des projets.

C'est en fonction de la production intérieure que les importations des denrées alimentaires ont varié. Elles ont atteint un niveau très élevé en 1975 (plus de 500 000 tonnes ou 118 millions de dollars).

Tableau 28

IMPORTATIONS DE PRODUITS DE BASE FINANCEES PAR L'AIDE

(En pourcentage des importations totales de produits de base)

	Mais	Blé	Riz	Total
1975/76	25.4	75.9	0	38.8
1976/77	16.8	100.0	0	50.4
1977/78	100.0	100.0	44.9	78.4
1978/79	0	74.2	49.0	34.1
1979/80	0	100.0	91.5	64.1
1980/81	31.5	100.0	78.2	47.9

Source : Marketing Development Bureau (1981) Foreign Exchange and Other Constraints Relating to Tanzania's Food Strategy.

Les denrées alimentaires financées par l'aide représentent une proportion non négligeable de l'offre totale de produits commercialisés par les circuits officiels. De 1975/76 à 1980/81, le volume commercialisé des ventes de céréales principales a été de 1,5 millions de tonnes dont 0,5% provenait de l'aide alimentaire. Pendant cette même période, l'aide alimentaire a été consacrée pour 45% au blé, pour 28% au maïs et pour 26% au riz. Les Etats-Unis et le Canada ont livré 67% du total de cette aide.

Le volume élevé de l'aide alimentaire dont bénéficie la Tanzanie est sans doute l'une des raisons pour lesquelles le gouvernement tanzanien a pu maintenir les prix alimentaires et, par conséquent, les bénéfices des producteurs ruraux. Ces prix peu élevés ont contribué à augmenter les revenus réels des consommateurs, riches ou pauvres, des zones urbaines, puisque la plupart des produits vendus par les circuits officiels sont consommés par les citoyens. En revanche, ils ne sont pas répercutés sur les pauvres des zones rurales (qui constituent le plus fort contingent de déshérités) pour lesquels ils n'ont fait qu'entraîner une baisse des revenus réels par rapport à ce que leur aurait procuré un prix de vente plus élevé des denrées alimentaires. C'est pourquoi, sans l'aide alimentaire, le secteur agricole (et les transports qui le desservent) aurait peut-être reçu une part plus grande des ressources de développement d'origine nationale.

L'aide alimentaire a contribué à changer les habitudes alimentaires et ce changement est difficile à inverser ensuite ce qui peut ne pas bien cadrer avec les possibilités de production de l'économie nationale. C'est le cas du blé dont les importations ont été presque entièrement financées par l'aide et qui représente, nous l'avons vu, une bonne partie de l'aide alimentaire.

Etant donné que le montant total de l'aide accordée à la Tanzanie n'est pas illimité, l'aide alimentaire peut être donnée en lieu et place des devises qui pourraient financer l'achat d'engrais, de charrues, de pièces détachées de

tracteurs, de pièces de rchange et de carburant pour les véhicules utiliatires. Il va sans dire que le financement de ce genre d'intrants qui mettraient la Tanzanie en mesure de nourrir elle-même la population et d'augmenter la production destinée à l'exportation, est nettement préférable à la fourniture directe des denrées par les donateurs.

En conclusion, on peut dire qu'au cours des années 70, la Tanzanie a reçu des volumes considérables d'aide à des conditions favorables. Elle a, toutefois, fini la décennie dans une situation économique nettement plus mauvaise qu'elle ne l'avait commencée. Bien des causes expliquent cette détérioration, mais il convient de ne pas trop facilement admettre que toute l'histoire de cette Réforme Agraire est un succès à verser au crédit de l'aide, ou de la communauté de donateurs qui après tout, n'a financé qu'environ 40% des dépenses de développement.

L'aide, malgré ses niveaux élevés, n'a guère contribué à sortir le pays de la crise car, dans une large mesure, elle a continué à financer des projets alors que l'économie avait, en fait, besoin de fonds à moyen terme à usage général pour permettre aux projets existants de fonctionner efficacement. C'est à la réorientation de l'aide qui irait moins aux projets et davantage aux moyens de financement généraux que devrait être accordée la priorité absolue.

La Tanzanie pourrait maintenir un certain degré d'orientation de l'aide, voire certaines formules d'aide liée, en remplaçant le financement des projets par le financement des secteurs.

Ujamaa Vijijini, en passant progressivement du volontarisme à la coercition a, incontestablement, réussi à fixer les populations tanzanienne dans des villages à partir desquels, grâce aux effets des Mwongozo et de la Décentralisation, un certain socialisme rural fait d'entraide et de solidarité a commencé, cahin caha, à fonctionner.

Dans ces villages, de toute évidence, la production totale du secteur agricole s'est mieux comportée que la production commercialisée. Même si les données disponibles n'indiquent aucune amélioration de la nutrition depuis le début de la mise en oeuvre de la villagisation, on peut cependant remarquer que les caractéristiques principales des performances agricoles sont de deux ordres :

- 1- Un excédent qui baisse, en chiffres absolus et en pourcentage de la production totale ;
- 2- Une production totale qui augmente, certes, mais probablement à un rythme moins rapide que le taux de croissance démographique.

L'Ujamaa que les auteurs scandinaves qualifient de "Socialism from above" a mis en place de profondes et durables transformations des conditions socio-économiques des habitants des campagnes. Ujamaa Vijijini, la versant agricole de cette quête d'identité et de dignité que résume la Déclaration d'Arusha est à coupler, nécessairement, avec le versant socio-culturel qu'est Elimu ya kujitegemea. Je me propose, dans un cinquième chapitre de montrer comment la coordination d'Ujamaa Vijijini et d'Elimu ya kujitegemea a permis de bouleverser et secouer tout l'échaffaudage socio-économico-politique hérité de la colonisation et a contribué à inaugurer une ère nouvelle par l'invention d'une culture politique.

CHAPITRE V

ELIMU YA KUJITEGEMEA : EMANCIPER ET ENCADRER

“Ceux qui reçoivent le privilège de l'Enseignement ont le devoir de repayer les services que d'autres leur ont rendus. Ils sont comme l'homme à qui l'on a dressé toute la nourriture d'un village affamé afin qu'il ait la force de ramener des provisions d'un lieu distant. S'il prend cette nourriture et ne ramène pas de l'aide à ses frères, il est un traître. De même, si l'un des jeunes hommes et des jeunes femmes qui reçoivent une éducation des citoyens de la République adoptent des attitudes de supériorité ou négligent de mettre leur savoir au service du développement du pays, ils trahissent notre Unité”.

Le progrès économique et social inscrit en filigrane à tous les textes depuis 1961 nécessitait un développement qualitatif et quantitatif du système éducatif. Le socialisme agraire devait s'appuyer sur une éducation des masses combattant l'élitisme, la formation livresque, le déracinement et la consommation sans production qui caractérisaient le système éducatif hérité de la colonisation.

Elimu ya Kujitegemea (1) vise -en même temps que l'africanisation et la vulgarisation du savoir- l'émancipation et l'encadrement des masses rurales.

De toutes les institutions coloniales, l'école a été l'une des plus efficaces car elle servait à la production d'une importante minorité d'intermédiaires entre les masses et le pouvoir colonial.

Elimu ya Kujitegemea est d'abord une critique en règle des buts visés et atteints par le système éducatif colonial. C'est de là que NYERERE tire les arguments qui justifient l'urgence de la suppression de ce système scolaire. Pour NYERERE, il faut, urgemment, condamner à la disparition un système incompatible avec les projets d'un peuple libre.

(1) Elimu ya Kujitegemea : l'Education pour compter sur ses propres forces.

Avec la Déclaration d'Arusha et, spécialement, avec Elimu ya Kujitegemea, le propos est d'étendre, réformer l'enseignement mais aussi le contrôler en modifiant le contenu et les pratiques qui témoignaient de ce passé colonial. Etant donné que bon nombre d'écoles dépendaient d'institutions religieuses, l'enseignement pour compter sur ses propres forces devait, en 1969, nationaliser toutes les écoles confessionnelles. Avec la Décentralisation de 1972 et la Villagisation accélérée de 1973-1974, l'administration des écoles se trouve placée sous la responsabilité de la région.

Je me propose, dans ce chapitre d'exposer le CADRE IDEOLOGIQUE (A) dans lequel se situe Elimu ya Kujitegemea, d'analyser les transformations opérées (B) d'après la confrontation des résultats de mes enquêtes de terrain et ceux fournis par le WIZARA YA ELIMU et d'évaluer les RESULTATS de cette politique qui se couplait avec Ujamaa Vijijini d'après les résolutions de la Déclaration d'Arusha.

A- LE CADRE IDEOLOGIQUE

L'invention d'une culture politique -pour reprendre ce titre du livre de Denis-Constant MARTIN (64)- répondait à l'urgente quête d'identité et de dignité à laquelle la TANU s'attelait depuis l'accession à l'Indépendance.

Un nécessaire "chambardement" dans le système scolaire s'imposait d'autant plus urgemment qu'il fallait anéantir la contradiction qui émergeait au sein du système d'éducation et qui reflétait les contradictions enfouies dans la structure socio-économique héritée de l'Indépendance.

Dans la déclaration d'Arusha, la Tanzanie a pris la résolution de construire une nation socialiste, démocratique et autosuffisante par une transformation intégrale de la structure héritée du colonialisme. C'est pourquoi Elimu ya

Kujitegemea ne fait que tirer les conséquences de la Déclaration d'Arusha sur le plan de l'Enseignement. Au lieu de mettre l'accent sur l'expansion du système éducatif, désormais il s'agit de créer les conditions d'une réflexion, la valeur de l'éducation et son adéquation à la nouvelle société. Elium ya Kujitegemea commence ainsi : " Tangu siku nyingi kabla ya Uhuru watu wa nchi hii, chini ya vongozi wa TANU, wamekuwa wakidai elimu zaidi kwa watoto wao. Lakini bado hatujakaa na kufikiri kwa nini tunataka elimu : ina shabaha gani... kila mtu binafsi, na hata sote kwa pamoja, tumefikiria elimu kama mafunzo ya kazi ya kujipatia mishahara mikubwa katika kazi za kisasa (79 : 42) (1)

Pendant la période coloniale, l'éducation est réduite à la portion congrue et strictement limitée aux besoins en auxiliaires subalternes. De ces effectifs très limités, triés sur le volet, une élite extrêmement restreinte se détache. Profondément acculturée, gagnée au mode de vie et de pensée européen, elle réclame des "mishahara mikubwa mikubwa" (salaires élevés toujours croissants).

De prime abord NYERERE fustige les buts visés et les résultats atteints par le système colonial. Il dénonce, pêle mèle, l'élitisme, le déracinement et la formation livresque. "Sasa inafaa tufikirie tena kama ni haki kwa nchi maskini kama yetu kutumia zaidi ya 20 kwa mia ya fedha za Serikali kwa ajili ya kuwapatia elimu watotot na vijana wetu na tuanze kufikiri elimu hiyo inatufaidia nini... (79 : 42) (2)

(1) "Depuis longtemps et avant l'accession à l'Indépendance, les habitants de ce pays, sous l'égide de la TANU, réclamaient beaucoup d'instruction pour leurs enfants. Cependant, nous ne nous sommes pas encore assis pour réfléchir sur les raisons qui nous poussaient à réclamer plus d'instruction : quelle est sa finalité... chacun d'entre nous, personnellement, et même nous tous collectivement, nous avons pris l'instruction pour de l'apprentissage d'un travail pour avoir des salaires élevés dans les secteurs de travail modernes".

(2) "Maintenant, il nous faut réfléchir et nous demander s'il est juste, pour un pays aussi pauvre que le nôtre, de consacrer 20% des fonds publics pour l'instruction de nos enfants et de nos jeunes ; et il faut aussi que nous commençons à réfléchir sur l'intérêt que nous rapportera cette instruction".

En dénonçant l'élitisme, la formation livresque et le déracinement issu du divorce entre l'école coloniale et la société africaine, NYERERE pense aussi que cette école se caractérisait plutôt par une consommation sans production. En effet, cette école retirait du circuit de la production les jeunes les plus sains et les plus vigoureux. Pendant leur formation, les jeunes s'habituèrent à vivre du labeur des personnes souvent plus faibles et leurs parents espéraient que l'école donnerait automatiquement droit à un rang social élevé comportant des salaires élevés et des vacances à vie, *mishahara mikubwa na maisha ya anasa* (des salaires élevés et une vie de luxe).

Elimu ya Kujitegemea expose le Système éducatif colonial (Elimu ya kikoloni Tanzania na jinsi taifa letu lilivyotithi) et épingle trois carences fondamentales :

1- *"elimu ya kikoloni ilileta fikara za mtu kuwa bwana na wengine watwana, na kwa kweli iliwafanya wanyonge wakandamizwe na wenye nguvu... Kwa hiyo elimu ya kikoloni katika nchi hii haikuwa ya kuendeleza ujuzi na mila za watanzania kutoka kizazi kimoja hadi kingine ; ilikuwa juhudi hasa ya kubadili mawazo hayo na badala yake kupanda mila na ujuzi kutoka nchi nyingine (75 : 45) (1)*

2- *Elimu iliyo tolewa ilikuwa kidogo mno (79 : 45) (2)*

3- *Elimu iligawiwa kwa mataifa, ambayo msingi wa madai yetu yote ya Uhuru ni kulaani kabisa ubaguzi wa rangi (79 : 46) (3)*

(1) *L'éducation coloniale a apporté l'idée qu'il y a un SEIGNEUR et les autres sont des serfs ou ses vassaux ; et , ainsi, elle a fait que les pauvres gens ont subi l'oppression des puissants... Pour cela, l'éducation coloniale dans ce pays ne servait pas à la transmission des savoirs et des us et coutumes d'une génération à l'autre mais, au contraire, elle s'efforçait de changer ces idées de transmission des us et coutumes d'une génération à l'autre et les implantait des savoirs et des coutumes en provenance d'un autre pays.*

(2) *L'Éducation fournie était faible en quantité et en qualité.*

(3) *L'Éducation était donnée en fonction de la couleur de la peau alors que les bases de toutes nos revendications de l'Indépendance étaient de fustiger la discrimination raciale.*

Après cet inventaire des carences du système éducatif colonial, NYERERE recense les réalisations faites depuis l'accession à l'Indépendance (Vitendo baada ya Uhuru) et annonce clairement quelle nation et quelle société l'Ujamaa va édifier (Twajaribu kujenga Taifa la Namna gani) pour que l'Ecole puisse être conçue au service de la Nation et de la Société : *"Elimu haina budi iwaandae vijana wetu kutimiza wajibu wao katika kuendeleza vijiji vyao, ambamo wananchi wote wanashirikiana vema faida au hasara ya kijiji, na ambamo maendeleo yanapimwa kwa maisha bora, siyo kwa majumba ya fahari, magari, na vitu vingine, viwe vya watu binafsi au hata vya Umma. Elimu yetu haina budi iwe ya kuwafunza vijana wajione kuwa ni sehemu ya jamaa, na kuwasaidia wanafunzi waelewe shabaha zetu za baadae, siyo zile zilizokuwa zikitufaa siku zetu zama za Ukoloni"* (79 : 49-50)⁽¹⁾

Elimu ya kujitegemea sera complété en 1974 par un texte où NYERERE fait un espèce de bilan et où il évalue le niveau quantitatif, l'organisation et le changement des mentalités. Ce texte s'intitule "EDUCATION MUST LIBERATE MAN".

Dans "Ujamaa Vijijini" comme dans "Education must liberate man", NYERERE propose de bouleverser les données, de changer tout le paysage du système scolaire et de plier chaque cycle de la formation scolaire aux objectifs d'une ère post-coloniale. Au départ de toute la réflexion sur le système éducatif, une idée simple : pour longtemps encore, rares seront les enfants qui pourront accéder à l'école secondaire et plus rares encore les jeunes garçons et jeunes filles qui accéderont à l'Université. Pour tout réorganiser et tout repenser, il faut, impérativement, que l'école primaire soit déconnectée de l'école secondaire.

(1) *L'Éducation doit aider nos jeunes à accomplir leur devoir pour le progrès des villages où tous les citoyens sont solidaires des profits et des pertes et où le progrès s'évalue d'après la vie meilleure et non d'après les maisons luxueuses, les voitures et toutes les autres choses fussent-elles du domaine de la propriété privée ou collective. Notre Education doit apprendre aux jeunes à se considérer comme étant une partie de la famille et aider les élèves à comprendre nos buts ultérieurs et non pas les buts qui nous convenaient pendant l'époque coloniale.*

Il faudra coordonner la villagisation à la scolarisation et faire de l'école primaire un cycle complet de formation afin que les enfants deviennent des travailleurs et des citoyens responsables. En commençant l'école à un âge plus avancé, les enfants peuvent suivre un programme susceptible de les préparer au travail pratique en milieu rural. La formule à inventer doit tourner autour de l'idée de la "ferme-école". Etant donné que le pays est essentiellement agricole, la communauté scolaire doit se composer d'élèves et d'enseignants-agriculteurs.

La réalisation de l'idée de la "ferme-école" doit servir un objectif : instaurer le primat de la pédagogie traditionnelle où la théorie ne se dissocie pas de la pratique.

Pour réaliser le programme de réforme de l'enseignement, il a d'abord fallu informer les directeurs d'écoles, le corps enseignant, les élèves et la population pour parvenir à modifier les perceptions et les habitudes coloniales. Etant donné que les perceptions sont, d'ordinaire, longues à se transformer et que les habitudes sont tenaces, les transformations découleront de la réussite ou de l'échec de toute la structure socio-économique tracée par la Déclaration d'Arusha.

La mise en pratique du programme "Education pour compter sur ses propres forces" concerne essentiellement les domaines suivants : le contrôle du programme scolaire, l'intégration de la formation professionnelle à l'éducation dans les écoles, les procédures d'examens, la scolarisation universelle dans le primaire, l'éducation des adultes, la spécialisation et la diversification de l'Enseignement secondaire, la formation des enseignants.

Avant d'exposer les résultats et les perceptions du programme d'Elimu ya kuite-emea à la base, je me propose de montrer quelles ont été les transformations opérées dans certains des domaines cités ci-haut.

B- LES TRANSFORMATIONS OPERÉES

Pour adapter l'Enseignement aux besoins et aux possibilités du pays, la Tanzanie a procédé à une refonte totale de sa structure et de son contenu. Pour ce faire, il a fallu mettre en place une panoplie de mesures relayées par des campagnes de conscientisation que diffusaient la radio et les quotidiens ou hebdomadaires tels que MZALENDO, UHURU, DAILY NEWS, SUNDAY NEWS... Il a fallu aussi, par la suite, prendre le contrôle direct ou indirect des enseignements délivrés dans toutes les institutions d'enseignement. Une loi de 1969 donne au Ministère de l'Education Nationale les pleins pouvoirs pour superviser le processus éducatif dans toutes les écoles, publiques ou privées.

Outre le quadrillage, le drainage et la canalisation de l'information par l'organisation des séminaires et par la presse et outre le contrôle direct ou indirect des enseignements délivrés, les transformations du "paysage éducatif" en Tanzanie ont concerné :

- l'Education primaire universelle ;
- l'Enseignement des adultes ;
- l'Enseignement secondaire : spécialisation et diversification ;
- l'Enseignement supérieur ;

Je me propose d'exposer, brièvement les transformations enregistrées dans chacun des domaines susmentionnés.

1- L'EDUCATION PRIMAIRE UNIVERSELLE (UNIVERSAL PRIMARY EDUCATION)

Avec Elimu ya kugitegemea, la Tanzanie s'est lancée dans un extraordinaire effort de scolarisation générale. C'est, sans doute, le plus grand succès de l'Ujamaa car prévue pour 1989, l'Education primaire Universelle a été réalisée en 1977, tout au moins en ce qui concerne la création d'écoles en nombre suffisant pour tous les enfants.

Les problèmes du programme d'Education primaire universelle concernent le niveau tant quantitatif que qualitatif des locaux, du matériel éducatif et des équipements, la pénurie d'enseignants et des salles de classes. C'est ainsi que la question à laquelle tente de répondre l'UPE (1) est la suivante : dans quelle mesure un nouveau système éducatif peut-il répondre aux besoins réels d'une économie largement tributaire de l'Agriculture ?

L'école doit jouer un grand rôle dans l'organisation du village car elle doit former les jeunes à gérer les affaires du "kijiji" et contribuer à réduire les risques d'abus tout en permettant de combler le fossé entre les autorités et le simple paysan. Le grand point d'interrogation est celui de savoir si les jeunes accepteront de rester au village. En effet, le fait de donner l'éducation -du moins la scolarisation- à tout le monde limite le rêve d'obtenir un travail salarié dans le secteur public ou le secteur moderne. Mais certains maîtres et parents forment leurs enfants à leur image ou à celle du colonisateur et continuent de considérer que seule l'école garantit l'obtention du passeport et du visa pour l'évasion vers la ville, vers les "mishahara minono" (2) vers le "maisha mazuri"(3) ou le "maisha ya anasa (4)

(1) UPE : Universal Primary Education

(2) Des salaires gras . Propos recueillis dans un entretien à Magamba Kwalukonge (Tanga)

(3) La belle vie

(4) La vie faite de plaisirs

L'UPE vise à donner ce que les autorités tanzaniennes appellent "Elimu inayojitosheleza" (l'Education qui s'autosuffit). Le glissement sémantique est à peine perceptible en Swahili entre kujitegemea (compter sur soi) et kujitosheleza (s'autosuffire). Mais, pour des nombreux parents le "kujitegemea" et le "kujitosheleza" ne sont que des mots chloroformants qui servent à lancer la majorité des enfants issus des couches paysannes ou ouvrières sur les fauses pistes tandis que les enfants des fonctionnaires se partagent les fruits que seul donne une instruction et une éducation de haut niveau que sanctionnent des diplômes du secondaire et du supérieur. De nombreux parents veulent que leurs enfants aillent au secondaire pour que *"waondokane na balaa la kufanya kazi kwa mikono yao"* (ils écartent le malheur qu'est le travail manuel).

L'Education Primaire Universelle a permis :

- 1- la création d'écoles en nombre suffisant pour tous les enfants d'âge scolaire ;
- 2- l'augmentation du taux d'inscription dans les écoles qui était en 1980 de 70,7% ;
- 3- la création d'Ecoles spécialisées pour les handicapés : 18 écoles pour les non-voyants (vipofu), 6 écoles pour les non-entendants (viziwi) et 2 écoles pour les handicapés-moteurs.
- 4- le changement d'attitude des parents en ce qui concerne l'éducation des filles : le nombre des filles est sensiblement égal à celui des garçons dans le primaire.

Dans le but de pouvoir créer une sorte de "trans-dépendance" entre l'Ecole et le Village (*kutegemeana kwa shule na kijiji*), les autorités politiques tanzaniennes ont mis en place un système de développement coordonné de

l'éducation scolaire et non scolaire en favorisant, grâce à l'aide de l'Unesco, l'Alphabétisation fonctionnelle ou l'enseignement des adultes.

2- L'ENSEIGNEMENT DES ADULTES.

Plus encore que l'enseignement scolaire et/ou universitaire, l'enseignement des adultes a été redéfini et a vu ses objectifs clairement définis. Il s'agissait de faire comprendre aux gens que l'éducation est un processus continu ; qu'elle n'est pas circonscrite au passage à l'école dans les années de jeunesse : l'Education doit durer une vie entière.

La Tanzanie s'est proposée d'extirper l'analphabétisme : dès le départ, après l'expérience-pilote de MWANZA, une véritable mobilisation populaire fait que 700.000 bénévoles épaulés par 100.000 animateurs (dont 47% d'enseignants, 40% de paysans et 13% de fonctionnaires) s'emploient à la tâche gratifiante de prouver que le changement désiré est possible. Pour ce faire, il faut accepter de régler tous les problèmes ruraux de manière collective, et d'admettre que la situation vécue n'est pas le fait de la volonté divine -donc prédestinée et immuable- mais qu'elle peut changer, qu'elle peut être transformée. Cette éducation des adultes se devait de doter les citoyens de qualifications précises et, sur la base de l'autosuffisance, les aider à changer, en toute indépendance, leur condition de vie.

La campagne d'alphabétisation lancée à un rythme d'enfer devait ultérieurement, dans son contenu et dans son orientation, revêtir un aspect idéologique et pratique : elle combine les deux méthodes de l'ALPHABETISATION FONCTIONNELLE et de la CONSCIENTISATION chères à Paulo FREIRE (1).

(1) Paulo FREIRE, l'Education pratique de la liberté, Le Cerf, Paris 1971, 155p

C'est ainsi que, menée en Swahili et relayée par la presse écrite et radiodiffusée, elle traite aussi bien de l'hygiène, de politique, d'agriculture et de mathématiques.

La campagne d'alphabétisation popularise les grandes orientations de l'Ujamaa et ouvre les aspects à la lutte menée en Afrique dans le but de hâter la conscience de changement et provoquer une participation populaire plus intense. Cette campagne veut émanciper et encadrer. Entre avril 1971 et avril 1972, cette campagne voit le nombre d'adultes inscrits passer de 75 000 à 155 000. En 1973, lors du début du grand mouvement de la Villagisation, on compte environ 3 000 000 d'adultes en voie d'alphabétisation. C'est ainsi qu'en juin 1975, environ 75% d'analphabètes avaient suivi les cours.

Pour renforcer l'impact des cours, différents programmes de radio à l'usage des "alphabétisés-villagisés" ont diffusé des campagnes spécifiques de sensibilisation aux problèmes de santé ou d'hygiène alimentaire. C'est ainsi que des slogans tels que MTU NI AFYA (l'homme c'est la santé), CHAKULA BORA (la bonne nourriture) ont été popularisés.

Pour que la Tanzanie devienne une "société en apprentissage permanent" en alphabétisant tous les citoyens et en promouvant la Formation Continue, 3 167 bibliothèques ont été ouvertes en zones rurales. Les succès ont été prodigieux car entre 1967 et 1981, l'analphabétisme regressa de 67% à 21%. Chez les femmes l'analphabétisme est passé, durant la même période de 80 à 27% (voir tableau 29).

Tableau 29

**L'ALPHABETISATION EN TANZANIE
(% d'analphabètes entre 1967 et 1981)**

ANNEE	% TOTAL D'ANALPHABETES	% D'ANALPHABETES HOMMES	% D'ANALPHABETES FEMMES
1967	67	54	80
1975	39	34	44
1977	27	nc	27
1981	21	15	27

Source : Rapport d'évaluation du ministère de l'Education nationale sur le programme national d'alphabétisation, 1981, p 3

Par la création des "Folk Development Colleges" (1) 14 584 adultes avaient suivi, en 1982, des cours d'agriculture, des techniques d'élevage, d'économie domestique, de comptabilité, d'éducation politique, d'artisanat et d'économie. D'autres centres, durant la même période, proposaient des programmes de post-alphabétisation pour former les adultes en charpenterie, en maçonnerie, en couture, en pêche et en agriculture.

Grâce aux efforts déployés par l'Institut de Formation des Adultes (CHUO CHA ELIMU YA WATU WAZIMA), les inscriptions aux cours par correspondance ont été, en 1982, de 78 365. De ce nombre 10 633 s'inscrivent dans des cours d'enseignement fondamental et 13 071 s'inscrivent dans des cours du secondaire.

(1) Sur ce sujet, on consultera avec intérêt les auteurs et les livres suivants :

- LEMA (AA), Education for self-reliance, A brief survey of self-reliance activities in some tanzania schools and colleges, Dar es Salaam, University of DSM, Institute of Education, 1972

- BESHA (MR), Education for self-reliance and rural development, based on a study of some schooles and villages in Bagamoyo and Rufiji districts, Dar es Salaam, University of DSM, Institute of Education, 1973.

- MOSHA (HJ) : "United Republic of Tanzania : Folk Development Colleges", Prospects 13 (1), 1983, p 195.

- KOMBA (D) : Evaluation of self-reliance activities in Tanzania learning institutions, An analysis of criteria for research, Papers in Education and Development 7, 1981.

Il va sans dire que des nombreux problèmes subsistent et que tous les objectifs formellement identifiés n'ont pas été atteints. C'est pourquoi il existe un taux d'abandon relativement élevé pour les candidats à l'alphabétisation. Par ailleurs, subsistent de sérieuses difficultés quant à l'obtention du matériel imprimé pour maintenir à leur niveau les programmes d'alphabétisation et de post-alphabétisation (2).

Pour toutes ces carences dans l'exécution de cet ambitieux programme, il faut s'attendre à de nombreux déchets.

Mais cette campagne d'alphabétisation des adultes aura de profondes répercussions sur la vie nationale et a contribué, à un point inappréciable, à l'invention d'une culture politique et à l'implantation d'une Ethique nationale qui semblent avoir été les buts implicites poursuivis par l'Ujamaa.

L'Education primaire universelle et l'Enseignement des adultes, dans le cadre d'Ujamaa Vijijini et Elimu ya kujitegemea ont leur prolongement dans la volonté qu'a eu le pouvoir de spécialiser et diversifier l'Enseignement Secondaire.

3- L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE : SPECIALISATION ET DIVERSIFICATION

En menant conjointement l'opération d'institutionnalisation des villages et d'administration des écoles, le Gouvernement tanzanien avait introduit une réforme visant à faire de chaque cycle un ensemble complet d'enseignement destiné à déboucher sur la vie active et non plus, automatiquement, sur le cycle

(2) Voir en annexe les considérations de NYERERE à ce sujet lors de son discours du 28 octobre 1988 au Conseil Exécutif de l'Unesco pendant sa 130e session.

supérieur. Ceci signifiait, implicitement, que pour la très grande majorité des élèves, l'horizon scolaire ne pouvait plus dépasser le primaire. On s'imagine aisément l'impopularité d'une telle mesure.

A Musoma, en 1974, le Comité Exécutif National (National Executive Committee) décida que le primaire n'ouvrait plus nécessairement sur le secondaire et que le secondaire n'introduirait plus automatiquement au supérieur. Désormais, à l'issue des études secondaires, il était obligatoire de passer par la vie active. Pour accéder à l'Université, par la suite, l'entrée devait être obtenue après étude du dossier scolaire et des avis formulés par l'employeur (ou les employeurs) et le parti.

La politique suivie pour la spécialisation et la diversification du secondaire consistait à regrouper les écoles secondaires en quatre secteurs de spécialisation :

- les sciences agricoles ;
- les sciences techniques ;
- les sciences commerciales ;
- les sciences domestiques.

Dans cette volonté de casser les automatismes dans l'ascension sociale et scolaire, le gouvernement tanzanien a procédé par étapes. Il espère, ainsi, parvenir à la transformation radicale par la base de la société par "la suppression graduelle des structures, institutions, valeurs et attitudes héritées du colonialisme, telles que l'individualisme, l'enrichissement, l'exploitation de l'homme par l'homme" (1)

Les spécialisations visent, en dernière instance, l'intégration des élèves dans la vie active. Après les quatre années d'Ecole Secondaire (form IV) se pose le problème de l'Emploi. Le tableau suivant montre qu'entre 1971 et 1980, le problème de l'emploi des fins d'Etudes ne s'est pas résolu de façon significative.

Tableau 30

**EMPLOI DES FINS D'ETUDES
(après quatre années de secondaires)**

Année	Elèves en fin d'études	Officiellement employés	Sans emploi	% des sans emploi
1971	8 047	5 623	2 424	30,1
1972	8 530	7 007	3 062	35,9
1973	9 840	7 007	2 833	28,8
1974	9 840	6 497	3 343	34,0
1975	10 593	7 526	3 067	29,0
1976	12 450	9 344	3 106	25,0
1977	13 807	9 485	4 322	31,3
1978	13 681	8 051	5 630	41,1
1979	14 772	8 575	6 197	42,0
1980	13 442	8 969	6 473	41,9

Source : Ministère du Développement de la Main d'Oeuvre et de l'Administration

Le problème de l'emploi des fins d'étude n'est pas seulement lié au fait que le secteur salarial absorbe de moins en moins de lauréats du secondaire mais aussi au fait que les capacités d'accueil de l'Université ont été volontairement limitées.

Les lauréats du secondaire subissent de plein fouet une sélection rigoureuse qui se situe à trois niveaux différents : entrée dans le secondaire, passage du Form IV (fin du premier cycle de 4 ans du secondaire) au Form V (début du 2e cycle de 2 ans du secondaire) et enfin lors de l'admission à l'Université. Le tableau suivant qui montre l'érosion régulière des pourcentages des effectifs des sortants du primaire admis dans le secondaire (public ou privé) est significatif car il montre l'ampleur de la sélection et les conséquences du principe de la séparation en cycles complets.

(1) ZECKI ERGAS, "Systèmes éducatifs et dynamiques du Développement en Afrique", in Revue Tiers Monde, Tome XV, N° 59-60, juillet-décembre 1974, p 695-705

Tableau 31**POURCENTAGES DE SORTANTS DU PRIMAIRE ADMIS DANS LE SECONDAIRE**

Année	Admis dans les écoles secondaires publiques	Admis dans les écoles secondaires privées
1961	35,8	-
1962	35,0	-
1963	29,2	-
1964	26,1	-
1965	20,2	1,6
1966	15,5	5,5
1967	13,8	5,4
1968	11,9	4,4
1969	11,8	4,2
1970	11,4	4,7
1971	10,7	4,6
1972	8,8	4,2
1973	7,5	4,1
1974	6,9	4,2
1975	6,2	3,7
1976	5,5	3,7
1977	5,6	4,0
1978	4,8	3,9
1979	4,5	4,4
1980	4,2	3,1
1981	2,7	-
1982	2,2	4,2

Source : Ministry of National Education

4- L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

En maintenant et en consolidant le principe des cycles complets, dans la Résolution de MUSOMA en 1974, selon laquelle l'accès des lauréats du secondaire aux institutions supérieures ne serait plus ni automatique ni direct, le parti a transformé l'Enseignement universitaire en une institution d'éducation pour adultes que les travailleurs peuvent suivre sous réserve de recommandations de leur communauté et des instances professionnelles habilitées.

Tout en obligeant l'Université à se réformer et à se sensibiliser aux problèmes des communautés et du monde du travail, le parti poursuivait un processus de reprise en main d'une institution prestigieuse réputée pour la relative turbulence de ses étudiants et pour son libre esprit.

La mise au pas de l'Université est la conséquence directe de grandes manifestations d'octobre 1966 surgies à la suite de l'instauration d'un service national obligatoire pour tous les jeunes ayant suivi un minimum d'enseignement secondaire. Pour ce service national, les jeunes devaient accomplir cinq mois dans un camp de travail agricole, dix huit mois au service de l'Etat mais moyennant un salaire réduit, et un mois encore dans un camp de travail. Ce Service National Obligatoire qui entrainait dans le cadre de la constitution de la "Jeshi la KUJENGA Taifa" (1) (JKT) provoqua la colère des étudiants qui organisèrent des manifestations en défilant derrière les banderoles portant les inscriptions suivantes : "AFADHALI MAISHA YA ENZI YA MKOLONI" (La vie à l'époque coloniale était plus supportable).

Juste après la Déclaration d'Arusha, le radicalisme s'est implanté sur la colline (Mlimani, The hill comme on appelle souvent l'Université de Dar es Salaam. Les Etudiants, beaucoup moins turbulents qu'en 1966, deviennent un peu le discours : c'est non plus pour revendiquer des privilèges mais au nom du socialisme qu'ils protestent.

(1) Armée de construction de la Nation.

Le radicalisme sur la colline oppose assez souvent des Marxistes de toutes les tendances critiques du socialisme tempéré de Julius NYERERE. Chez les Etudiants, il y a le "University Student African Revolutionary Front" qui publie une revue intitulée CHECHE (l'Etincelle). Cette organisation aux orientations marxistes et prosoviétiques est dissoute et sa publication -CHECHE- disparaît. A la Colline, subsiste alors la "Dar es Salaam University Students' Organisation" qui publie MAJI MAJI (en hommage au soulèvement anticolonial du début du siècle conduit par MKWAWA et les HEHE). Noyautée par le Pouvoir et spécialement par les éléments de la Tanu Youth League, la Dar es Salaam University Students' Organisation est dissoute à l'issue de la crise de Février-Mars 1978. En effet, cette crise éclate à la suite de la protestation des étudiants qui, au nom du Socialisme, fustigeaient et fulminaient contre l'augmentation des salaires et des avantages en nature dont venaient de bénéficier les députés et autres dirigeants. La Dar es Salaam University Students' Organisation disparaît et est remplacée par une section universitaire de la CCM Youth League mais Maji Maji, inattaquable, continue de paraître irrégulièrement.

Le rôle dévolu à l'Université, dès les débuts des années 60, était de fournir, à la date de 1980, la quasi-totalité des travailleurs qualifiés ayant bénéficié d'une formation de haut niveau. Mais en 1979/1980, seulement 64,5% des besoins étaient couverts par la formation des Universités (Dar es Salaam et MOROGORO).

Ainsi, tout en ayant réussi à augmenter son taux d'inscription de 65% en dix ans, cette Université qui comptait 2 065 étudiants en 1970, n'a pas pu répondre à la demande en travailleurs qualifiés. Elle a pourtant utilisé 73,9% de sa capacité durant ses quinze premières années d'existence.

A l'horizon 2 000, il est prévu la création de quatre nouvelles universités (dans les domaines de l'agriculture, des Mines, de la technologie et dans la pluridisciplinarité). Pour atteindre une meilleure efficacité, il faudra :

- 1- réduire les coûts de l'enseignement supérieur grâce à une meilleure efficacité interne.
- 2- diminuer le nombre des étudiants hébergés.
- 3- développer des projets générateurs des revenus.
- 4- assurer une gestion saine.
- 5- veiller à l'expansion du cycle d'études secondaires surtout dans les domaines des Sciences et des Mathématiques.

La politique de refonte totale du paysage éducatif et de transformation radicale par la base qu'a mené le gouvernement tanzanien porte la marque du volontarisme politique dont les effets dans les secteurs du développement rural et de l'enseignement sont difficiles à évaluer quantitativement ou à juger qualitativement.

La refonte totale du système éducatif, au double niveau conceptuel et pratique a connu des succès qu'il convient de rappeler brièvement.

Au niveau conceptuel, la Tanzanie a d'abord opéré une RUPTURE, une "déconnexion" avec le système hérité de l'époque coloniale. Elle a développé sa propre philosophie et s'est forgée sa propre rhétorique en ce qui concerne l'Education et sa place dans une société que la Déclaration d'Arusha s'attelait à construire. C'est seulement quand un pays sait quel type de société il veut construire qu'il peut modifier en conséquence son système d'enseignement. La philosophie tanzanienne en matière d'éducation est particulièrement révolutionnaire parce qu'elle a proposé de :

- 1- offrir une éducation de masse plutôt qu'élitiste.
- 2- rechercher un enseignement continu pendant la vie adulte en adoptant des programmes d'éducation à l'univers des citoyens.
- 3- mettre en place le système (ou le principe) des cycles complets à tous les niveaux.

4- intégrer l'école dans la communauté rurale et les études au système productif.

5- veiller à la démocratisation de l'éducation par l'égalité des chances d'accès au système éducatif.

Au niveau pratique, outre les insuffisances liées au décalage nécessaire entre la théorie et la praxis, entre l'idéal et le réel, on sait que les projets d'autosuffisance sont implantés dans toutes les écoles qui couvrent 5% de leurs dépenses grâce à ces projets.

Pour tous les enfants d'âge scolaire, l'enseignement primaire est devenu incontestablement presque universel, du moins sur le plan de la disponibilité des places dans les écoles. La formation des adultes permet à la Tanzanie d'avoir l'un des taux d'illettrisme les plus bas en Afrique. La spécialisation et la diversification de l'enseignement secondaire a permis d'accéder à de réels débouchés dans la vie active. L'Enseignement Supérieur répond à 65% des besoins en personnel hautement qualifié et est appelé à améliorer ses performances. Dans cet enseignement supérieur, pour inculturer l'Université dans ce pays pauvre, il faut, impérativement, distinguer la recherche pure de la recherche appliquée et faire en sorte que cette dernière prévalle sur la première. L'Enseignement universitaire doit tenir compte des priorités nationales, des besoins urgents du présent immédiat et de l'avenir proche. De toute façon, l'Université n'a pas pour fonction la promotion d'une élite qui revendique des salaires élevés et qui veut vivre dans des conditions qui favorisent l'éclosion d'une "conscience de soi" de rédempteur. L'arrogance des intellectuels, pour NYERERE, n'a pas besoin d'être car ils sont des débiteurs insolvables à l'égard du peuple qui a consenti de grands sacrifices en acceptant de payer des impôts lourds pour construire et faire fonctionner les centres universitaires.

Bref, à travers la transformation du système scolaire, l'Ujamaa tente de réaliser le fameux "suicide de la bourgeoisie" que préconisait CABRAL : il s'agit de soumettre les intellectuels aux impératifs du socialisme agraire. Il faut, de toute façon, mettre en place une véritable révolution dans la production du savoir, dans sa transmission et sa distribution en repensant sa fonction sociale. Il faut empêcher, par tous les moyens, la formation d'une aristocratie du savoir et faire en sorte que la société soit le lieu de naissance et le champ d'action d'un savoir qui ne doit pas se retourner contre le peuple.

L'inculturation de l'Enseignement, grâce à la swahilisation générale et systématique appuyée sur l'alphabétisation fonctionnelle est une véritable révolution culturelle qui fait de la Tanzanie le premier "pays sans illettrés" (104 : 91) et le premier peuple du continent noir à basculer tout entier de la civilisation orale à la civilisation de l'écriture.

CONCLUSION

En tant que politique, Elimu ya Kujitegemea doit être renforcée de telle sorte que les fonctions des différents types d'enseignement soient bien distinguées : que l'acquisition des connaissances de base soit confiée à l'**Enseignement Scolaire**, que l'**enseignement pratique** s'occupe des attitudes, des aptitudes et de l'expérience et que, enfin, l'**enseignement continu** s'occupe de la formation professionnelle et de l'amélioration des connaissances techniques pour la production, la santé, la nutrition. Dans cette optique, l'Enseignement scolaire devra être complétée et corroborée par les deux autres. Ainsi les jeunes issus de l'enseignement scolaire pourront profiter de l'expérience et du savoir des FUNDI (artisans) qui vivent au village. Le système local d'apprentissage se doit d'être

modernisé et servir à former les jeunes aux métiers de maçon, charpentier, tailleur, cordonnier, tisserand etc...

Le succès du programme d'éducation des adultes devrait stimuler l'Enseignement continu car l'alphabétisation est un processus permanent. Pour ce faire, il convient de mettre en place les moyens nécessaires pour que les "néo-alphabètes" utilisent leur savoir fraîchement acquis : création des classes complémentaires, création d'écoles populaires, favoriser les publications à bon marché...

Afin d'éviter les déchets du système scolaire, la qualité des enseignants doit être améliorée et leur nombre accru..

Enfin, étant donné que tout l'Ujamaa se propose de réaliser de profondes réformes de structure et de fonctionnement en "courant pendant que d'autres marchent" (1), l'Education politique, importante dans la société tanzanienne, devrait souligner l'importance pour elle de l'acquisition d'un savoir et d'une technologie avancés. C'est en développant le goût pour les mathématiques, l'agriculture, l'ingénierie, l'expérimentation scientifique que l'Education politique -contenu explicite de toute Education- permettra à la Tanzanie de courir pendant que le reste du monde se balade.

(1) Allusion à l'apophtegme de NYERERE : "We must run while they walk" qui avec "Ujamaa ni Imani" et "Sabadu ya kumpiga tunao, nia ya kumpiga tunayo, na uwezo wa kumpiga tunao" sont les sentences mémorables qui portent la marque des qualités de "tribun" et du volontarisme de Julius NYERERE.

CHAPITRE VI

UJAMAA VIJIJINI, ELIMU YA KUJITEGEMEA

PERCEPTIONS PAYSANNES

Dans les entretiens avec les paysans "villagisés", "alphabétisés" et "scolarisés" différents thèmes portant sur les implications socio-économiques ou socio-culturelles de l'Ujamaa dans ses deux principales politiques destinées au monde rural reviennent. Ces thèmes se structurent généralement autour d'une juxtaposition ou, du moins, d'une opposition entre "hier" et "aujourd'hui" c'est-à-dire entre "enzi ya mkoloni, kabla ya Uhuru" (1) et "tokea uhuru, tokea utawala wa mweusi" (2). Les nouveaux rapports de force, l'avenir des activités et des modes de vie traditionnels, les considérations sur le pouvoir, le savoir, l'être ou l'avoir sont des thèmes sur lesquels j'ai recueilli d'abondantes déclarations.

Dans ce chapitre, je me propose uniquement de procéder à des regroupements thématiques des perceptions paysannes (A) d'après les entretiens recueillis avant de procéder à un bref inventaire des implications socio-économico-politiques (B) ou des transformations opérées par le volontarisme politique dans le monde rural tanzanien.

A- LES PERCEPTIONS PAYSANNES

Autrefois isolées, les familles, grâce aux effets conjugués de la Décentralisation, de la Villagisation et de l'Alphabétisation, vivent maintenant proches les unes des autres dans le même village.

Depuis que des hommes et des femmes d'origines diverses et adverses habitent ensemble, des interrogations surgissent sur les visées précises du pouvoir et sur l'opportunité des mesures prises.

(1) l'époque coloniale, avant l'Indépendance.

(2) depuis l'Indépendance, depuis que le noir gouverne (administre).

(1) et (2) propos recueillis à IGUNGA (Août 1987).

Mais, généralement, les paysans "villagisés, alphabétisés et scolarisés" expriment leur "speak-bitterness" (expression d'amertume) sur l'organisation du procès du travail, la division sociale et sexuelle du travail, les charges différentes pour les hommes et pour les femmes, l'accès à la terre et aux revenus du travail, l'accès aux équipements et aux intrants agricoles.

Les récriminations les plus nombreuses que font les paysans à l'égard des politiques initiées et mises en place par l'Ujamaa s'originent dans l'augmentation du coût de la vie et de la rareté des biens de première nécessité tels que le savon, le dentifrice, les habits. Sous les thèmes répertoriés ci-dessous, je me propose de faire figurer le florilège des déclarations les plus significatives telles que je les ai recueillies lors de mes entretiens.

1- LES INEGALITES SOCIALES ET SCOLAIRES

a- *Katika kijiji hiki kuna tabaka mbali mbali, pamoja na kwamba Chama na Serikali hawataki kuzitambua wala kuzikubali (kijiji cha MSWAKI)*

(Ce village se compose de gens appartenant à plusieurs catégories sociales (classes sociales) même si le Parti et le Gouvernement ne veulent ni les identifier ni en accepter l'existence)

b- *Wengi wanakiuka Sheria : kabla ya uhuru na baada ya Uhuru kwao ni sawa (Kijiji cha Kagunga)*

(Beaucoup de gens ne respectent pas la loi : pour eux avant l'Indépendance et après l'Indépendance c'est pareil)

c- *Kuwa mkulima ni kutaka kuelea na kupinga kuzama (Kujiji cha Kisangezi)*

Etre paysan c'est accepter de flotter et refuser d'être noyé.

d- *Kuwa mkulima ni kukubali shurti na maonyesho ya Bwana Shamba, katibu na wasomi wengine wote ambao hawautambui ujuzi wa wakulima ao wanaousanifu*

(Kujiji cha MISUNGWI)

(Etre paysan c'est accepter les injonctions et les avis du Bwana Shamba

(Moniteur agricole ou agronome), du Secrétaire et de tous les autres lettrés qui ne reconnaissent pas le savoir paysan et qui le méprisent)

e- *Uhuru ni kwa wale wasomi, yaani kwa wale ambao sasa wanjilimbikizia elimu na mali (Kijiji cha Mundemi)*

(L'Indépendance c'est pour les lettrés, c'est-à-dire pour ceux-là qui maintenant se targent du savoir et de l'avoir)

f- *Shule ya msingi ni kwa watoto wa wakulima, Shule ya Sekondari kwa wafanya kazi wa serikali na wafanyakazi wa mjini, chuo kikuu ni cha watoto wa mawaziri, wabunge na Meneja (Kijiji cha Itilo)*

(L'école primaire est destinées aux enfants des paysans, l'école secondaire est destinée aux enfants de fonctionnaires et des citoyens, l'Université est réservée aux fils des Ministres, des Députés et des Directeurs Généraux)

2- L'AUTORITE PARENTALE ET LE RESPECT DES TRADITIONS

a- *Imani imekwisha, heshma hamna tena tokea wazungu na waliowakomboa wamekubali kuwapa vijana kazi za kuzalisha hela haraka (Kijiji cha Malubungwe)*

(On ne peut plus faire confiance, il n'y a plus de respect depuis que les européens et leurs successeurs ont accepté de donner aux enfants du travail produisant de l'argent rapidement)

b- *Wenye nguvu kawakai kijijini. Wanakwenda zao jijini Dar na wanaporudi wanakiuka sheria, mila na utamacluni wa kabila zilizotukuza (Kijiji cha Itunda)*

(Les gens forts ne vivent pas au village. Ils s'en vont à Dar es Salaam et quand ils reviennent ils foulent aux pieds la loi, les coutumes et la culture des tribus qui nous ont élevés)

c- *Kijijini humu hamna anaejali tabia na mila za jadi (kijiji cha Mpunguzi)*
(Dans ce village, personne ne s'occupe des habitudes et des coutumes ancestrales)

d- *Hela zimevunja heshima... Utawaona watoto wadogo kuanza kuvunja amri na kutojali umri wa wazee shauri ya hela na maisha ya anasa wa wanayo mjini (kijiji cha Mundemi)*

(L'argent a brisé le respect... Tu verras de petits enfants commencer à transgresser l'ordre donné et de ne plus tenir compte du privilège de l'âge conféré aux vieux à cause de l'argent qu'ils possèdent et de la vie de luxe qu'ils mènent en ville)

- e- *Zamani, umri ulikamilisha amri. Sasa wazazi wanapewa amri na watoto wadogo ambao twaona kila siku kwamba wanakosea (Kijiji cha MISUNGWI)*
Jadis, l'âge confortait (confirmait) l'ordre. Maintenant les parents reçoivent l'ordre des petits enfants alors que tous les jours nous nous rendons compte des erreurs qu'ils commettent.
- f- *Zamani tuliwaheshimu hasa watu wa aina tatu : Mzee, Mgeni na Mwalimu . Sasa twamheshimu aliye na hela tu (Kujiji cha Igunga)*
Jadis, nous respectons trois catégories de personnes : le vieux, l'étranger et l'enseignant. Maintenant seul le riche est respecté.
- g- *Hapo zamani ilikuwa "Mgeni siku mbili ya tatu mpe jembe". Sasa mgeni hatumpokei tena kwani imani imekwisha, watu wameota mapembe (Kijiji cha KITANGATA)*
(Jadis c'était "Hôte pendant deux jours et au troisième, on lui donne la houe". Maintenant l'hôte n'est plus reçu parce qu'on ne peut plus faire confiance, les êtres humains portent des cornes).

3- L'UNIVERS SCOLAIRE

- a- *Watoto waendapo shule hawatii tena kanuni na mila zetu. Watokapo shule hatujui kanuni zipi wanazofwata (Kijiji cha MWISENGE)*
(Quand les enfants vont à l'école, ils ne respectent plus ni nos règles ni nos traditions. Quand ils reviennent de l'école, nous ne savons pas à quelles règles ils obéissent)

- b- *Shule ya Misingi huwapa watoto mafunzo ya misingi ya ubepari na hapo hapo huwapa chombo cha kuvunja mila na utamaduni wetu (Kijiji cha Itilo)*
(L'école primaire apprend aux enfants les fondations du capitalisme et en même temps leur donne l'instrument qui détruit nos coutumes et notre culture.)
- c- *Kijiji hmu kuna shule ila walimu baada ya siku chache wanajuzulu (Kijiji cha Mawbungwe)*
(Dans ce village, il y a une école mais les enseignants, peu de jours après démissionnent)
- d- *Sasa haitoshi tu kujua kusoma na kuandika, lazma kujielimisha kwa njia nyingine... Ila, pamjao na hayo maisha bado tu ni ya duni. (Kijiji cha MSANJE)*
(Maintenant seuls savoir lire et écrire ne suffisent plus, il est nécessaire de s'instruire par d'autres moyens... Mais, de toute façon, la vie est encore pénible.)
- e- *Sababu ya kusoma na kujelimisha tunayo, nia tunayo, uwezo katuna (Kijiji cha MSANJE)*
(Nous avons les raisons d'apprendre et de nous instruire. Nous en avons le but, mais nous n'en avons pas les possibilités (matérielles).)

4- LA VIE MARITALE ET LES FIANCAILLES

- a- *Wasichana siku hizi hawajali mila, kanuni ao shahuri yoyote : Ni, kama asemavyo Remi Ongala, kipenda roho. Akipenda anapenda ! (Kijiji che Itunda)*
 (Ces jours-ci les jeunes ne s'intéressent plus aux coutumes, aux règles ou aux conseils : c'est comme dit Remi Ongala (1) ce que le coeur veut ! S'il aime c'est qu'il aime)
- b- *Hata watoto wachanga, siku hizi wanaunga ndoa. Hata wasiyo jua n i vipi mtoto azaliwavyo akuzwavyo na alewavyo (Kijiji cha Kagunga)*
 (Même les petits enfants se marient. Même s'ils ne savent pas comment naît un enfant, comment il grandit, comment on l'élève).

5- LA VILLAGISATION ET LES AUTRES POLITIQUES

- a- *Mjini wanasema eti C.C.M. ina maana "Chukua Chako Mapema" as "Chama cha Mabepari (Kijiji cha Igunga).*
 (En ville ont dit que CCM signifie "Prends ta part le plus tôt possible" ou "Parti des Capitalistes".

(1) D'origine zaïroise, chef de l'orchestre MATIMILA, Remi ONGALA est un musicien très populaire en Tanzanie. Sa musique au ton moralisateur, est une critique des moeurs, us et coutumes actuelles dans la société tanzanienne.

2- *Elimu ya Kuwategemea na Ujamaa chini chini (Kijiji cha Igunga)*

(L'Education pour compter sur eux et le socialisme en cachette)

3- *Vijiji vimeundwa, masomo na hospitali zimejengwa ila madawati, dawa, walimu na waganga hamna (Kijiji cha Malubungwe)*

(On a créé des villages, on a construit des écoles et des hôpitaux mais il n'y a pas de pupître, il n'y a pas d'enseignant, il n'y a pas de médecin)

4- *Siasa zote tokea enzi za mkoloni hadi leo hazina tofauti : mnyonge ni*

mkulima. Lazima aliye tu ! Kama inavyosema methali moja, "MNYONGE

kupata haki ni mwenye nguvu kupenda" (Kijiji cha Magamba-Kwalu Konge)

(Toutes les politiques mises en place depuis l'époque coloniale ne sont

pas différentes les unes des autres : c'est le paysan qui est pauvre. Comme

le dit un proverbe (swahili) pour que l'homme sans soutien obtienne

justice, il faut que l'homme fort (la caudillo) en place le veuille.

Ces propos portent la marque du profond désarroi et d'un désabusement certain des paysans "villagisés et alphabétisés". Les *Matunda ya Uhuru* (fruits de l'Indépendance) et le "MAISHA MAZURI" (la belle vie) n'ont été que des slogans dont les conséquences semblent être la démobilisation et l'allergie à tous les mots d'ordre venus d'en haut.

C'est peut-être ici qu'apparaît de façon suffisamment explicite ce que je considère comme le fil conducteur de ce travail : le décalage entre le discours politique cadré et la réalité quotidienne des populations rurales auxquelles s'adressait le discours politique volontariste.

Lors des différents entretiens apparaît fréquemment une espèce de "speak-bitterness" (expression d'amertume) quand on évoque les objectifs et les stratégies

du développement. Généralement, les femmes protestent contre la division sexuelle du travail au sens le plus large : organisation du procès du travail, charges différentes pour les hommes et les femmes, accès à la terre, aux revenus du travail, aux équipements, aux intrants agricoles : *"Tunafanya kazi tokea alfajiri hadi usiku... Tumechoka, kazi ni nyingi... Tunafanya kazi kama punda... Wanawake tunalima, tunashughulikia watoto, tunalima kwa mkono mmoja na kwa mwingine tunamshika mtoto alie mgongoni na tikifikiria alie tumboni (1)*

Les femmes sont mécontentes de leur manque de contrôle sur la distribution des revenus de la production tant à l'intérieur du village qu'à l'intérieur du ménage. Concernant le contrôle sur les ressources, la construction de l'école ou la direction du village, les femmes participent activement mais leurs avis ne sont pris en compte que de façon marginale.

Aux yeux des villageois, le gouvernement doit fournir des services sociaux en contrepartie des cultures d'exportation pour obtenir des devises, et aussi davantage de cultures alimentaires afin de réduire les importations et, de ce fait, économiser les devises.

Ujamaa Vijijini et Elimu ya Kujitegemea, les deux principales politiques issues en droit ligne de la Déclaration d'Arusha, selon la perception du "villagisés-alphabétisés" continuent la lente mais sûre dégradation des conditions de vie du monde rural et de l'univers paysan. L'Indépendance qui devait restructurer et redorer les us et coutumes ancestrales a été la continuation des politiques initiées par le colonisateur et contre lesquelles la TANU se battait.

(1) "Nous travaillons de l'aube à la nuit... Nous sommes fatiguées, il y a beaucoup de travail... Nous travaillons comme des ânesses... Nous cultivons d'une main et de l'autre nous tenons l'enfant qui est au dos tout en pensant à celui qui est dans le ventre" (Propos recueillis à KISANGEZI...)

Après de longues années d'UHURU et de volontarisme politique tous azimuts, le monde rural déchanté car il ne connaît ni la "maisha mazuri" et ne voit pas même bourgeonner les "matunda ya UHURU".

Au-delà de ces "déceptions" du monde rural même si on peut contester ou ne pas porter foi aux "guesstatistics" (les statistiques pifométriques), il convient, maintenant d'examiner les Performances (B) des dites politiques avant de conclure sur leurs effets (C) en gardant présent à l'esprit que les objectifs apparents de l'Ujamaa étaient la construction d'une Nation unie, d'une société aussi égalitaire que possible en fournissant -Socialism from above- les besoins primaires (nourriture, eau potable, maison décente, vêtements, santé et éducation pour tous) et en sauvegardant la liberté à tout prix et "tous azimuts" (1)

B- LES PERFORMANCES DES POLITIQUES AGRAIRES

En 1981, au moment de l'accession à l'Indépendance, l'élément dominant de l'économie tanzanienne était le secteur agricole qui représentait 40% du PNB et 80% des exportations. La majeure partie de la production venait des petits exploitants utilisant une technologie très simple.

Tout au long des années 60, la plupart des indicateurs de l'activité économique du pays étaient favorables à cause de l'augmentation de la production commercialisée du secteur agricole qui permettait une progression régulière des

(1) Lire à ce propos l'éclairante analyse du Père Bernard Joinet dans son article "L'ère NYERERE : Objectifs et pratiques" in Cahiers de l'Université, Travaux et Documents du CREPAO n°5, ARUSHA (Tanzanie). Vingt ans après, Université de Pau et des Pays de l'Adour (Sous la direction de F. Constantin et Denis-C Martin).

exportations et l'accroissement des quantités de denrées mises à la disposition de la population urbaine en expansion. La balance commerciale était positive ce qui, ajouté au gain en devises, finançait le développement du secteur industriel. Ces résultats favorables se sont brutalement inversés au cours des années 1970 : la production des cultures destinées à l'exportation, après avoir beaucoup baissé de 1973 à 1975, stagne depuis lors même si elle connaît des fluctuations dues aux conditions météorologiques.

Toutes les statistiques montrent que **l'excédent agricole** a suivi un mouvement à la baisse pendant les années 70. Cependant, il est difficile de savoir exactement quelle évolution a suivie la production agricole, y compris la partie destinée à la subsistance et vendue sur les marchés parallèles.

De toute évidence, la production totale du secteur agricole s'est beaucoup mieux comportée que la production commercialisée alors que, en même temps, les données disponibles n'indiquent aucune amélioration de la nutrition pendant la même période : il est donc improbable que la production agricole ait progressé plus rapidement que la population dont le taux d'accroissement se situe aux alentours de 3% par an.

Les performances agricoles semblent avoir comme principales caractéristiques :

- 1- un excédent qui baisse, en chiffres absolus et en pourcentage de la production totale.
- 2- une production totale qui augmente à un rythme moins rapide que le taux de croissances démographiques.

Les performances agricoles ont été influencées par un certain nombre de changements, d'éléments et d'événements dont les plus saillants sont :

- a- les changements institutionnels.
- b- les aléas climatiques.
- c- les diverses incitations à la production.
- d- les transports et les facteurs de production.

1- LES CHANGEMENTS INSTITUTIONNELS

Les deux changements institutionnels ayant eu des effets importants sur les performances agricoles sont, sans conteste, la Villagisation (1973-1974) et l'abandon des coopératives (1976) au profit des organismes semi-publics pour la commercialisation des produits et la distribution des facteurs de production.

La Villagisation a été cause d'une certaine désorganisation à court terme. A long terme et au niveau pratique, la Villagisation peut avoir eu des répercussions néfastes dans la mesure où elle a modifié le lieu géographique des activités agricoles. Par ailleurs, elle a augmenté la proportion de l'agriculture de type "sédentaire" et allongé le temps de parcours pour parvenir aux champs. Au niveau théorique, et à long terme la Villagisation devrait faciliter la diffusion de la technologie et encourager une plus grande utilisation des facteurs de production modernes. Jusqu'à présent, les insuffisances endémiques du système de vulgarisation et de l'offre ont empêché les effets positifs de s'inscrire dans les faits.

Les coopératives, quant à elles, avaient fait l'objet de nombreuses critiques : mauvais fonctionnement en facteurs de production, des sommes dues aux paysans.

Dans l'idée du pouvoir, il n'était pas question d'encourager les coopératives, de les laisser se développer pour qu'elles deviennent des Etats dans l'Etat, des organisations susceptibles de doubler le parti, de s'imposer face au pouvoir. Etant donné que les coopératives étaient dans les campagnes ce que les organisations syndicales étaient dans les villes, il fallait qu'elles connaissent une mise au pas comme l'ont connu lesdites organisations syndicales.

Né vers les années 1930, le mouvement coopératif, fortement enraciné dans les régions de grande culture commerciale (Kilimanjaro, Mwanza, Bukoba), avait pour but de promouvoir les intérêts d'une couche de paysans africains entreprenants, contre les commerçants asiatiques, contre certains "CHIEFS" et contre certains aspects des politiques coloniales. C'est ainsi que la solide alliance "TANU-SYNDICATS-COOPERATIVES" a beaucoup contribué à l'infléchissement de beaucoup de politiques coloniales et à la consolidation du nationalisme. Après l'accession à l'Indépendance, le Gouvernement et le parti ont voulu multiplier les coopératives et en étendre le réseau à l'ensemble du pays mais en ne leur laissant pas beaucoup de marges de manoeuvre. Souvent les coopératives sont imposées à des paysans qui n'en souhaitent pas. C'est ainsi qu'entre 1957 et 1966, le nombre des coopératives double presque en passant de 857 à 1533. Elles sont souvent dirigées par une alliance de paysans africains assez prospères, des commerçants où se recrutent l'essentiel des "notables" de la TANU.

Le mouvement coopératif connaît une rapide croissance d'autant plus qu'on accorde aux sociétés locales le monopole de la commercialisation. Ceci explique très vite l'accaparement du mouvement coopératif par l'embryon d'une couche privilégiée rurale. Lentement mais sûrement, le mouvement coopératif se caractérise par l'hypertrophie de ses sociétés, leur médiocre fonctionnement, les détournements de fond ou de matériel qui entraînent une augmentation des frais de commercialisation et de fonctionnement et, donc, une baisse des prix payés aux

coopérateurs. C'est ainsi qu'avant de prendre la Loi de 1968 sur les coopératives, le Président nomme, en 1966, un "Presidential Special Committee of Enquiry into the Cooperative Movement and Marketing Boards" qui lui remet un rapport indiquant :

- l'inefficacité et la corruption des coopératives.
- l'incompétence des employés.
- la méfiance et la désaffection des paysans à l'égard des coopératives qui

leur ont été imposées.

- le rôle d'instrument d'enrichissement des coopératives pour les gros agriculteurs pour lesquels les coopératives constituent les lieux d'organisation des clientèles.

Malgré la floraison de lois entre 1967 et 1985, les coopératives se portent mal car elles ne permettent pas aux paysans de contrôler la commercialisation des produits et d'exprimer leurs points de vue sur les différents choix. Supprimées en 1976 et relancées en 1981, les coopératives gardent toujours leur image d'inefficacité et d'instrument d'exploitation des petits.

2- LES ALEAS CLIMATIQUES

Le discours politique attribue fréquemment certaines contre-performances dans le secteur agricole aux aléas climatiques. Des périodes de sécheresse ont été néfastes aux cultures vivrières qui dépendent presque entièrement des pluies. Les années médiocres (1973-1974 et 1979-1980) qui correspondent aussi aux années des deux "chocs pétroliers", de la Villagisation (1974) et de la fin de la guerre contre Idi Amin (1978) sont imputables en partie aux aléas climatiques mais pas les mauvais résultats enregistrés pour l'ensemble de la période.

3- LES DIVERSES INCITATIONS A LA PRODUCTION

Entre 1961 et 1985, les bénéfices réels revenant aux agriculteurs tanzaniens ont diminué. Ce mouvement a connu quelques fluctuations qui ont masqué la tendance de fond à la base. C'est ainsi que, par exemple, en 1982, les termes de l'échange pour l'ensemble des cultures représentaient 50% de ceux de 1970 alors qu'au cours de la très bonne année 1977, l'indice des termes de l'échange était à 112% du niveau de 1970. Sur l'ensemble de la période, le recul des termes officiels de l'échange a été plus marqué pour les cultures destinées à l'exportation que pour les cultures vivrières, bien que la tendance soutenue en faveur de ces dernières, qui avait prévalu dans la deuxième moitié des années 70, se soit inversée dès le début de la décennie 80.

La détérioration des termes de l'échange a été plus importante sur le marché intérieur tanzanien que sur les marchés mondiaux. C'est pourquoi les paysans ont toujours eu intérêt à écouler leurs produits sur le marché parallèle car les producteurs des cultures vivrières voient leurs bénéfices réels augmenter.

La rareté et le prix élevé des biens non agricoles ont réduit chez les ruraux l'incitation à produire et a sans doute davantage contribué à amoindrir l'incitation réelle que les termes de l'échange.

Diverses macropolitiques ont pesé sur les bénéfices réels revenant aux paysans : la politique adoptée en matière de taux de change ou les prix que les responsables de la commercialisation pouvaient obtenir en shilings tanzaniens ont jugulé les prix nominaux versés aux agriculteurs des produits d'exportation. Pendant une grande partie des années 1970, les prix aux producteurs ont été réduits par des taxes à l'importation élevées et des marges de commercialisation confortables. Dès le début des années 80, cette situation a été modifiée : les taxes aux exportations ont été supprimées ; les offices de commercialisation connaissent

des déficits importants ; un taux de change plus souple a été adopté et enfin, plusieurs dévaluations ont eu lieu sous la poussée de la Banque Mondiale et sous la poussée des oukazés du FMI.

4- LES TRANSPORTS ET LES FACTEURS DE PRODUCTION

Pour le court comme pour le long terme, les transports ont constitué et constituent encore un problème accablant. Par sa structure et son étendue, le réseau routier tanzanien est inadéquat et réclame des investissements lourds. Sous l'effet de la crise, le réseau existant a connu des dégradations : les routes ne sont ni entretenues ni réparées et la majorité des camions ne peut plus rouler faute de pièces de rechange.

Le secteur agricole a reçu une proportion de dépenses de développement très faible par rapport à son importance dans le revenu national. L'irrigation concerne un pourcentage minime des terres cultivées. Tout donne à penser que de grands travaux d'irrigation ne seraient pas justifiés alors que de petits projets traditionnels pourraient l'être. Le système de vulgarisation, totalement inopérant, est l'un des principaux facteurs responsables du peu d'utilisation des facteurs de production et des mauvais résultats de l'élevage. Même en l'absence de grands investissements ou d'augmentation des intrants, on pense que de grands progrès proviendraient tout simplement, de l'amélioration des pratiques culturales et culturelles. L'utilisation des engrais est encore d'un niveau très bas pour l'ensemble du pays même si dans certaines régions, la courbe des quantités utilisées a connu une progression plutôt exponentielle que logarithmique durant la première moitié des années 1970 et même si depuis elle connaît des fluctuations avec une nette tendance à la baisse. Lorsque les offices semi-publics ont succédé

aux coopératives, la transformation du système de distribution a eu des effets sur les performances agricoles. Par ailleurs, tous les indices donnent à penser que la traction bovine et les instruments qui lui sont liés donneraient des résultats économiques relativement élevés. Mais, les mesures gouvernementales favorisent en général l'emploi des tracteurs. Enfin, de manière générale, le système de crédit a favorisé les gros exploitants et les exportateurs tandis que les petits producteurs, eux, n'y ont eu qu'un accès limité, ce qui a freiné leur consommation des facteurs de production. Les effets de ce peu de recours au système de crédit par les "wakulima wadogo wadogo" (petits agriculteurs) conjugué à la faiblesse ou à l'obsolescence du système de vulgarisation sont incalculables pour les performances agricoles.

Malgré la Déclaration d'Arusha et ses objectifs, malgré les MWONGOZO, malgré la Décentralisation de 1972, malgré la Villagisation et l'Alphabétisation, malgré l'autocritique de NYERERE en 1977 (La Déclaration d'Arusha dix ans après) et en 1985 lors de son départ de la Présidence de la République, le Socialisme agraire vit une période de CRISE.

Cette crise peut être envisagée comme une série de cycles vicieux emboîtés les uns dans les autres.

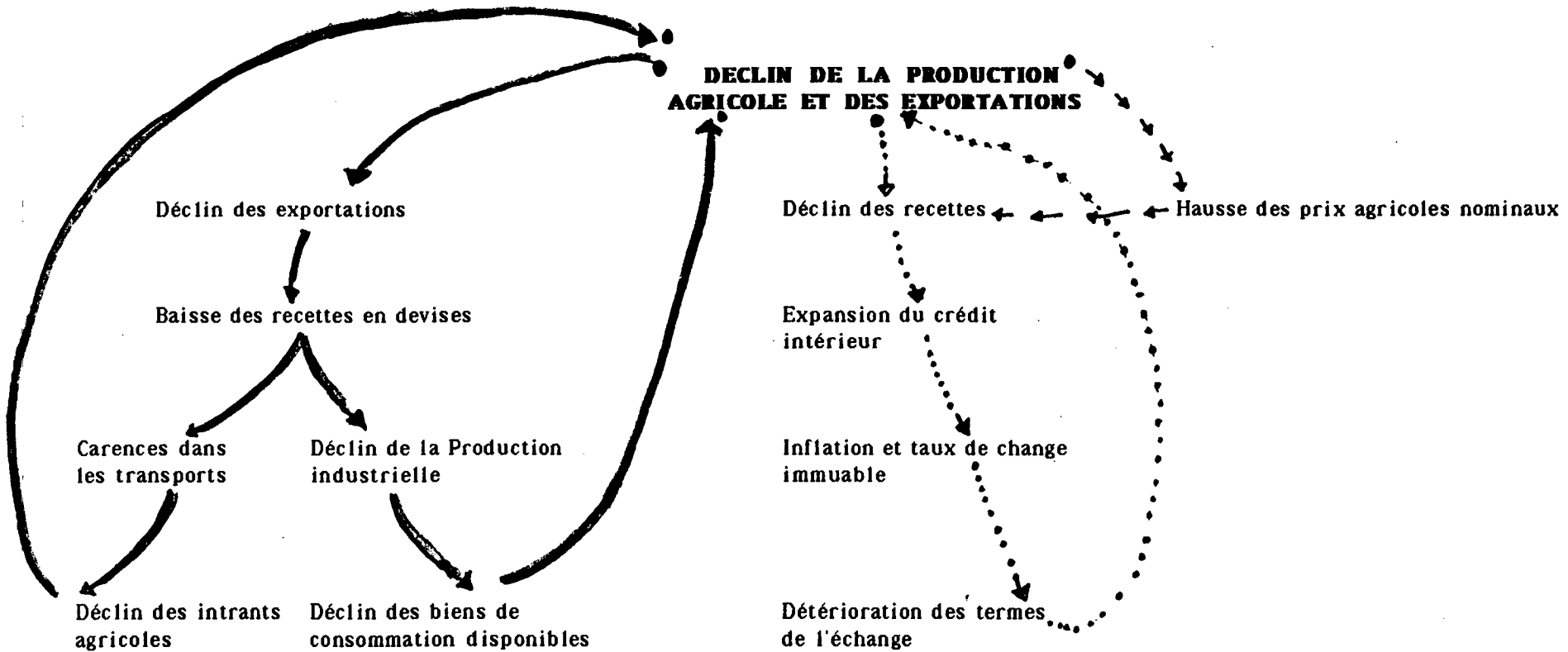
On a une idée nette de cette CRISE en se représentant les équivalences des deux côtés d'un diptyque "Cycle vicieux REEL" et "Cycle vicieux FINANCIER" comme l'indique le schéma suivant :

Tableau 32

LES CYCLES VICIEUX (REEL ET FINANCIER) DE L'ECONOMIE TANZANIENNE

CYCLE VICIEUX REEL

CYCLE VICIEUX FINANCIER



Source : Adaptation très remaniée de l'Original de Schneider-Barthold et Alli in : "Farmers' Reactions to the Present Situation in Tanzania with respect to production and Marketing. A case Study of five villages in the Kilimanjaro Region" Germain Development Institute, Berlin, 1984.

Du côté du "Cycle vicieux REEL" le potentiel d'importation se trouve limité par les performances médiocres des exportations (essentiellement agricoles). En même temps, le niveau réduit des importations limite le taux d'utilisation des capacités industrielles ainsi que les quantités des facteurs de production importés dont ont besoin les secteurs de l'agriculture et des transports. Par la suite, le bas niveau d'utilisation des capacités industrielles entraîne un bas niveau de production des biens de consommation et des facteurs de production destinés au secteur agricole ; les faibles quantités des facteurs de production offertes à l'agriculture freinent les gains de productivité potentiels du secteur alors que, en même temps, les faibles quantités des facteurs de production offertes aux transports freinent le transport efficace des produits agricoles. Enfin, le peu de biens de consommation disponibles décourage les agriculteurs de produire pour vendre sur le marché officiel ; les bas niveau des exportations et corrélativement le niveau élevé des importations des denrées alimentaires réduisent les réserves de change. C'est ainsi que l'incapacité initiale du secteur agricole de générer des devises se trouve renforcée par une espèce d'effet-boomerang résultant de cet enchaînement dialectique des déclin et des baisses dans les différents secteurs.

Du côté du Cycle vicieux FINANCIER, on remarque que le bas niveau de production entraîne une diminution des Recettes du secteur public et une augmentation des déficits des offices semi-publics avec des conséquences inflationnistes.

Avec un taux de change immuable, cela revient à réduire les incitations à produire des agriculteurs en termes réels. Enfin, une nouvelle hausse des prix versés aux producteurs aggrave l'endettement des offices et relance l'inflation.

Tout cycle vicieux renferme la possibilité de se transformer si et seulement si on le brise au meilleur moment et au meilleur endroit. C'est pourquoi, au vu de ces cycles vicieux (réel et financier) pour faire progresser la production agricole,

il faut améliorer les incitations à produire de l'agriculteur, et améliorer aussi en même temps, l'offre des facteurs de production et les transports. Cependant, toutes ces actions exigent un supplément d'importations soit pour acheter directement des biens à l'étranger, soit pour alimenter le secteur industriel local qui mettra ensuite les biens à la disposition du secteur agricole. Il faut donc, en dernière analyse, intervenir en même temps sur les deux cycles vicieux (réel et financier) pour parvenir à améliorer durablement la situation.

C'est autour de la recherche du point d'intervention dans ces cycles que des discussions passionnées ont eu lieu entre la Banque Mondiale, le FMI et les autorités tanzaniennes. Comme à l'accoutumé, le FMI a mis l'accent sur l'aspect financier et a exigé :

- une dévaluation importante,
- la restriction des crédits,
- la suppression du contrôle des prix et le contrôle des salaires.

Pour faire plier les autorités tanzaniennes, le FMI a utilisé toute son artillerie lourde que résume le fameux "programme d'ajustement structurel". Contre les grands ajustements financiers et ses visées idéologiques implicites, NYERERE rétorquait en 1980 : *"La Tanzanie n'est pas prête à dévaluer sa monnaie seulement parce que c'est là une solution qu'on pratique pour n'importe quoi. Elle n'est pas prête à abdiquer de son droit à restreindre les importations par des mesures que nous avons établies afin de nous assurer d'importer de la quinine plutôt que des cosmétiques, des autobus plutôt que des voitures destinées à l'élite... Lorsqu'une institution internationale nous refuse l'accès au Crédit International dont elle dispose, sauf à lui abdiquer notre droit à déterminer notre propre politique, alors nous renonçons à demander un tel crédit. Le choix leur appartient, il nous appartient aussi..."*

Je ne sais s'il existe à l'heure actuelle des gens pour croire en toute bonne foi que le FMI est politiquement et idéologiquement neutre. Il a une certaine idéologie de développement économique et social qu'il essaie d'imposer aux pays pauvres, sans tenir aucun compte des choix politiques qu'il ont décidés et clairement établis...

*Quand donc le FMI (1) est-il devenu le Ministère International de Finance ?
Quand donc les nations se sont-elles mises d'accord pour lui abdiquer leur pouvoir de décision ?" (2)*

Les vives discussions qui, à l'époque de NYERERE, avaient lieu entre la Tanzanie et les institutions financières internationales (FMI, Banque Mondiale,) se sont apaisées depuis l'arrivée d'ALI HASSAN MWINYI à la Présidence de la République en 1985 et la libération de l'Economie continue d'autant plus aisément que MWINYI est aussi, depuis 1990, Président du CCM (Mwenyekiti).

Les mesures que préconisent le FMI promettent un APPORT SUBSTANCIEL de devises susceptible de transformer le "CYCLE VICIEUX" en "CYCLE VERTUEUX" en supprimant les goulets d'étranglement qui, à l'heure actuelle, freinent la production agricole. Cependant, le montant supplémentaire de devises devra être important et persister pendant plusieurs années. C'est pourquoi, pour être certain que l'offre des biens supplémentaire pourra atteindre le secteur agricole, il faudra nécessairement intervenir sur le cycle vicieux financier pour relever la marge d'exploitation des agriculteurs.

(1) En anglais, le FMI se dit IMF. Et NYERERE, parlant de ce "Ministère International des Finances" a pu respecter la suite des lettres de IMF en disant "International Ministry of Finance".

(2) Extrait du Discours du Président NYERERE prononcé au cours du dîner offert au corps diplomatique le 1 Janvier 1980 in Bernard Joinet, *Tanzanie Manger d'abord*, Ed Karthala, Paris 1981 p 242-243.

Le point d'intervention le plus adéquat, pour ce faire, semble être la modification du taux de change de telle manière que l'augmentation des prix nominaux versés aux producteurs soit possible sans entraîner d'importants déficits pour les offices semi-publics, ni un gonflement inflationniste du crédit. Il faudra faire attention au fait qu'une dévaluation qui ne s'accompagne pas d'une augmentation des quantités des produits offerts à l'agriculture, pourrait enclencher un nouveau cycle vicieux financier dans lequel la hausse des prix nominaux versés aux producteurs conduirait à une hausse de prix des biens mis à leur disposition. Cette dernière hausse annulerait la première et amènerait une nouvelle dévaluation, amorçant ainsi un nouveau cycle inflationniste.

L'expérience tanzanienne, dans ses tâtonnantes tentatives de mettre sur pied un socialisme agraire, montre qu'à long terme un pays qui en est encore au tout premier pas du long itinéraire qui conduit au développement agricole et qui fait semblant de s'en occuper pour pouvoir bénéficier de la bienveillance des donateurs d'aide, met en danger non seulement ses performances industrielles mais aussi et surtout ses réussites en matière de couverture des besoins fondamentaux et de développement rural.

Tour à tour "espoir" du socialisme agraire tiers-mondiste, "exemple" de l'échec des économies africaines, "rêve" des uns, "dépit" des autres, la Tanzanie, du fait de la personnalité et du charisme de NYERERE, ne mérite ni un excès d'honneur ni un excès d'indignité : *"We have learned how to walk by beginning to walk ! We have learned how to develop our country by trying to develop it. We never pretended to have any special wisdom about the means of developing our country ; we just knew where we were trying to get to..."* (1) déclare NYERERE lors de son dernier discours au Parlement, le 29 juillet 1985.

(1) Julius K NYERERE, Excerpts from a speech by Mwalimu Julius K NYERERE to Parliament in Dar es Salaam on July 29, 1985 in NYERERE : 1960-1985... Passing on the tongs, Dar es Salaam, Peramiho Printing Press, 1986, p 61.

Le paysage politique, les stratifications sociales, les aspects socio-culturels, les institutions politiques et économiques ont été profondément modifiés à telle enseigne que Denis Constant Martin (64) a pu parler, à propos de la Tanzanie, de l'invention d'une culture politique. Je me propose, dans ce dernier point de ce dernier chapitre d'examiner les aspects socio-politiques induits par le volontarisme politique depuis l'accession du pays à l'Indépendance et, spécialement, d'après les orientations de la Déclaration d'Arusha.

C- LES ASPECTS POLITIQUES ET SOCIAUX

Avec vindicte par ses détracteurs, avec tristesse par les "tanzaphiles et autres", l'histoire de l'expérience type de l'échec des politiques et des institutions se réclame du Socialisme africain.

Et pourtant, pour quiconque observe la réalité de la quotidienneté de la vie dans un village Ujamaa, l'expérience ne mérite ni certainement pas un excès d'honneur, encore moins une indignité. La quête d'identité et de dignité, les effets des MWONGOZO, de la Décentralisation, de la Villagisation et de l'alphabétisation sont palpables et les faits parlent d'eux-mêmes. Avant la conclusion générale à ce travail, je me propose de parler des aspects de la Vie Villageoise (1) et de l'inextricable imbrication/implication des Pouvoirs (2) en m'appuyant sur quelques exemples concrets observés tout au long du travail d'enquête et de recueil des données.

1- QUELQUES ASPECTS DE LA VIE VILLAGEOISE

C'est autour des thèmes du système éducatif et de la vie domestique (conditions des femmes, habitat) que portera cette brève analyse des quelques aspects de la vie villageoise.

a- Le système éducatif.

Le système éducatif fonctionne principalement à travers la structure familiale élargie. Il concerne généralement l'école primaire, l'école secondaire et la formation des adultes (Elimu ya watu wazima). L'éducation "familiale" ou "traditionnelle" instille et véhicule essentiellement les us et coutumes qui ont tendance à se perdre. C'est pourquoi assez souvent les adultes alphabétisés ou en voie d'alphabétisation passent beaucoup de temps avec les jeunes élèves en leur parlant des "kanuni, tabia, mila na utamaduni" (1) alors que les représentants du parti parlent de "itikadi ya chama" (2).

L'école primaire accueille un nombre assez élevé d'enfants (entre 400 et 600) répartis dans les sept niveaux de l'école primaire (de la Standard I à la Standard VII). Les enfants qui ont entre 10 et 12 ans savent lire et parler swahili et connaissent les personnages des premiers livres de lecture -Juma na Rosa- ou les personnages de CHAKU-BANGA -le dessin humoristique qui paraissait dans UHURU, le quotidien du parti, avant la mort de son auteur GREGORY. Dans les écoles, il y a autant de filles que de garçons qui habitent à 5 ou 6 kms de l'école pour une bonne partie.

(1) kanuni : règlement
 tabia : habitudes
 mila : traditions
 utamaduni : culture

(2) Itikadi ya chama : l'idéologie du parti

Seuls 10 à 15% des finalistes de l'école primaire peuvent espérer entrer dans le secondaire. La grande majorité de ceux qui ne peuvent pas entrer dans le secondaire reste au village s'adonner à l'agriculture ou à l'artisanat.

Les cours de l'Education des adultes ont souvent lieu pendant la saison sèche et s'interrompent lorsque la période de grands travaux commence.

Ces cours sont organisés en étroite collaboration avec les instituteurs et les intervenants extérieurs (médecin, vétérinaire, moniteur agricole) susceptible de donner des réponses pratiques aux questions concernant les maladies dans le village, les soins au bétail et les travaux agricoles. Les questions politiques sont abordées fréquemment car les responsables politiques du CHAMA CHA MAPINDUZI au niveau du village et les instituteurs font l'exégèse autorisée des discours et des orientations du "MWENYEKITI WA CHAMA" (Président du Parti). Ecole et Village ont souvent un même projet politique car les instituteurs sont mêlés directement aux décisions du "Halmashauri ya kijiji" (Assemblée du Village) où le Directeur de l'école joue le rôle de conseiller technique.

Réciproquement, les villageois désignés par le Halmashauri ya kijiji et le comité local du CCM se joignent à deux enseignants et au Directeur de l'école pour former le "Kamati ya Shule" (Comité d'Ecole, School Committee) qui s'occupe essentiellement de la gestion et de l'organisation de l'école et n'a aucun droit de regard sur les enseignants. L'école, partie prenante de la vie villageoise, joue les rôles du vecteur idéologique, vecteur technique et vecteur culturel.

1° L'école vecteur idéologique (ITIKADI)

Dans les emplois du temps de toutes les classes existe un cours d'Education Politique (Siasa) durant lequel on aborde, pêle mèle, des sujets concernant le fonctionnement de la vie politique nationale, le contenu de la politique intérieure

et extérieure, les problèmes de la mise en oeuvre des différentes politiques dans les domaines économiques, sociaux et culturels.

Les élèves suivent aussi un entraînement régulier (maniement d'armes en bois, défilé au pas) en vue d'assurer la défense populaire.

Au sein de l'école, un "Kamati ya kujitegemea" (self reliance committee) composé de deux élèves par classe, un instituteur et un parent a pour mission de veiller au bon déroulement de la culture des champs dont les produits servent au fonctionnement de l'école ou à couvrir les frais d'entretien.

2° L'école vecteur du progrès technique.

L'école essaie de vulgariser quelques techniques culturales car les élèves y apprennent la nécessité du reboisement, de la traction animale, de l'association des cultures, du choix des semences appropriées aux conditions climatiques et hydrologiques, de la plantation des haies brise-vent. Les enfants expliquent toutes les innovations à leurs parents. Mais souvent surgit un conflit de génération car cette vulgarisation sommaire apprise à l'école néglige le savoir paysan et sa transmission se fait dans des conditions médiocres d'organisation.

3° L'Ecole, vecteur culturel.

Insérée dans le projet politique du KIJJI (village) et de la TAIFA (nation), l'Education donnée à l'école apprend à ne pas mépriser les chants et les danses modernes au traditionnels. Les différents folklores de la Tanzanie passent ainsi à la radio et l'école reprend certaines danses telles que le "SINDIMBA", le "BUCHHEYAKI", le "OBUSIMBUZI", le "MANGALA", le "KONGE", "NYANGUMUNI", le "KIDUO", le "LELE MAMA". Les élèves apprennent à utiliser des instruments de

I. F. R. A.
P. O. Box 58480
Nairobi Kenya

musique tels que le "NANGA", le "ZEZE", le "MARIMBA", le "KILANZI LIGOMBE" ou le "MANGALE".

Vecteur d'idéologie, du progrès technique et vecteur culturel, l'école entend soumettre les intellectuels aux impératifs du socialisme agraire et réaliser "le suicide de la Bourgeoisie" que Cabral appelait de tous ses vœux.

b- La vie domestique.

L'aspect le plus frappant de la vie villageoise est la condition des femmes. En effet, la division sexuelle du travail traditionnel a subi de profondes modifications grâce aux effets conjugués de la scolarisation et de l'alphabétisation.

Ujamaa Vijijini dénonçait "*Upungufu wa Maisha ya zamani*" (les insuffisances de la vie de jadis) parce que "*dosari ya kwanza ilikuwa kwamba ingawa kila mmoja wetu alikuwa na uhusiano wa kuheshimiana kidugu na wenzake wote, hali ya wanawake ilikuwa ni tofauti na ya chini*" (1) (79 : 105)

Généralement la femme travaille 365 jours par an alors que l'homme travaille environ 100 jours (2) pour la culture des quatre acres familiaux. Pour les travaux concernant ces quatre acres familiaux, l'homme est souvent aidé par les autres membres de la famille. Etant donné que c'est l'homme qui va livrer les récoltes à la coopérative ou aux organismes semi-publics de commercialisation, c'est lui qui perçoit l'argent et décide de son utilisation. C'est pourquoi les femmes s'élèvent souvent contre la division sexuelle du travail. Ceci explique pourquoi certaines femmes, même quand elles occupent un poste important au sein des instances dirigeantes du village, préfèrent quitter le toit conjugal

(1) En dépit des relations de respect fraternel que chacun d'entre nous avait avec tout son entourage, le premier défaut que la condition des femmes était différente et médiocre".

(2) Cette estimation est celle de Pierre Kammerer et Bernard Vaissière dans leurs "Notes de séjour dans un village tanzanien (août 1979-janvier 1980) doc, ronéoté.

Une femme, secrétaire de circonscription du CCM de Halangu explique : "Les femmes ne peuvent plus vivre dans cet état d'oppression. Quand la situation devient trop dure, elles décident de s'en aller. Elles abandonnent leurs enfants, leur mari, la ferme, la maison et deviennent des prostituées... Regardez ces femmes! Celle-ci dit : "J'ai le droit d'être indépendante, mais que vont devenir mes enfants ?" et elle accepte de regagner son foyer.

Les femmes travaillent à la ferme villageoise, très peu d'hommes le font. Elles désherbent le café, elles le ramassent, elles le mettent à sécher, elles l'ensachent et le pèsent.

Mais quand il se vend bien, c'est le mari qui ramasse tout l'argent. Il donne 200 Shilingi à chacune de ses femmes et le lendemain, il prend le bus. Beaucoup s'en vont à la ville, s'installent dans un hôtel bon marché jusqu'à ce qu'ils soient fauchés. Alors, ils reviennent chez eux et attrapent leurs femmes: "Pourquoi est-ce que vous n'avez pas desherbé le café ?" (1)

Nombre de femmes n'ont pas de revenus personnels assurés par la culture de leurs propres champs ou par la fabrication de la bière (pombe) ou par l'élevage des volailles qu'ils peuvent vendre au marché. C'est pourquoi, parfois, en compagnie de leurs enfants, les femmes vont vendre leur force de travail dans les plantations contre un peu d'argent liquide qui puisse permettre de subvenir aux besoins de la famille en denrées et produits de base (sucre, thé, charbon de bois, kérosène). Quand il n'y a pas de plantations dans les environs immédiats. Les femmes créent leur propre magasin pour vendre moins cher les produits qui les intéressent (et du même coup réduire leurs dépenses) et constituer un fond commun destiné à répondre aux besoins qu'elles ont recensés ensemble (achat

(1) Marjorie MBILINYI, "La Paysanne, l'Homme et la Multinationale" in Arusha (Tanzanie) vingt ans après, op. cit p 83-84. Voir l'analyse détaillée de ce thème dans son livre "This is the big slavery, Agribusiness and Women Peasants and Workers in Tanzania", Dar es Salaam, Dar University Press, 1988.

d'un véhicule pour conduire les malades et les femmes proches de l'accouchement au dispensaire, achat d'un vélo pour transporter l'approvisionnement de la boutique).

Certaines femmes restent au village et n'acceptent de participer à la production des cultures commerciales sous l'autorité de leurs maris qu'à la condition d'être payées. Souvent aussi, les femmes ont tendance à se lancer dans des activités informelles non agricoles qu'elles peuvent pratiquer hors du cadre du ménage et donc sans être sous le contrôle de leur mari ou du chef de famille.

Ce sont les questions de répartition du travail dans les familles, les questions de durée et de pénibilité des tâches ainsi que celles de la distribution des revenus entre hommes et femmes qui semblent être les plus saillantes dans la vie domestique. Cependant la vie domestique concerne aussi les questions de l'habitat et les problèmes de la nutrition ou de l'hygiène alimentaire.

Des campagnes ont été lancées pour conscientiser les paysans concernant les NYUMBA BORA (les bonnes maisons) et le CHAKULA BORA (la bonne nourriture). C'est ainsi que des procédés pour fabriquer des briques très solides ou pour éviter que les habitations soient noircies et enfumées ont été mis à la portée des villages. Etant donné que les deux principales sources d'énergie domestique sont le bois et le charbon de bois pour la cuisine et le kérosène pour l'éclairage, il a été suggéré d'utiliser le "gesi ya mavi ya ng'ombe" (gaz de la bouse de vache) pour produire, par un procédé simple et peu coûteux, le méthane utilisable tant pour la cuisson que pour l'éclairage.

Ces quelques aspects de la vie dans le village sont intimement liés aux relations de pouvoirs qui témoignent d'une vie démocratique en gestation.

2- UNE VIE DEMOCRATIQUE EN GESTATION : LES POUVOIRS DANS LE VILLAGE

La distribution des pouvoirs a des répercussions importantes sur la vie du village car ils influencent le choix du système de production et régulent les mécanismes de la pratique de la démocratie. Avec les clientèles, les réseaux et les factions, enserrés dans un enchevêtrement difficile à démêler, les pouvoirs tirent leur origine et leur consistance de plusieurs facteurs et se manifestent différemment. Il est donc nécessaire, au niveau du cadre restreint du village, de faire l'inventaire de ces pouvoirs en vue de comprendre pourquoi il convient de parler **d'alliance** des réseaux, clientèles et factions plutôt que de **bureaucratie** et de **classes** dans la Tanzanie de ces trois décennies qui ont suivi l'Indépendance.

Les structures sociales et la culture politique dérivées de l'Indépendance et de la Déclaration d'Arusha résultent de l'interaction des dynamiques lancées par les relations sociales immédiates nouées dans les terroirs et de l'interférence des politiques officielles. L'interférence des politiques officielles (variées et contradictoires dans le temps et l'espace) et l'interaction des dynamiques lancées par les relations de production ou les représentations de ces relations ont produit un effet d'agrégation des déterminations multiples, diverses et adverses, dans un ensemble territorial appelé à devenir national. C'est pourquoi, à l'instar de tous les autres Etats, l'Etat tanzanien -tout en ayant sa propre Ethique et tout en poursuivant un idéal d'identité et de dignité- est à la fois instrument du pouvoir, enjeu des luttes pour le pouvoir et mécanisme d'accumulation.

Après 1967, en Tanzanie, une alliance associe des groupes définis par leur position par rapport à un Etat détenteur de l'essentiel des grands moyens de production et d'échange. Cette "sainte alliance" définit les politiques qui déterminent l'opportunité et l'emploi des moyens de production et d'échange. Par

la suite, un type de relations se noue au sein de cette alliance, s'y organisent des circuits d'extraction et d'accumulation et s'y canalise la destination du surplus constitué. Du fait de leur position dans le Parti, l'Etat et les sociétés nationales, ces groupes jouissent des privilèges limités et bornés par l'idéologie qu'ils ont dû, du bout des lèvres et la main sur le coeur, reconnaître. Sans être exagérément exorbitants par rapport à la masse de la population du pays, et sans commune mesure avec ceux que se sont attachés des groupes similaires au Zaïre, au Kenya ou au Nigéria, ces privilèges subissent la pression d'une idéologie dominante contraignante ayant une capacité d'intégrer et d'agrèger des valeurs existant dans les divers terroirs et diverses cultures du pays.

L'Etat tanzanien, tout en magnifiant son pouvoir de prélever et son obligation de redistribuer, "marche à une idéologie" pour paraphraser Althusser, qui pose les termes de l'échange entre dirigeants et dirigés. Plastique et floue, cette idéologie a jusqu'à présent pu permettre une facile adaptation aux mutations sociales et aux modifications des mentalités.

Les dynamiques de polarisation ont provoqué des différenciations. A la base, un système de relations et d'échanges à deux niveaux : d'un côté, la masse de petits paysans ou de petits ouvriers et, de l'autre, l'alliance ou le rapport privilégié entre fonctionnaires/permanents et paysans aisés/notables. Il faut tout de suite dire que cette polarisation schématique pour les besoins de l'analyse et de la simplification doit être tempérée par le fait qu'il demeure une irréductible diversité dans les réalités qu'on rencontre sur le terrain. En effet, il faut maintenir des distinctions tenant aux fonctions, aux positions dans les relations sociales et dans les rapports de pouvoir.

Ces alliances sont fluctuantes et se modifient en fonction du rapport de force qui s'établit lors de chaque compétition et prennent des forces particulières selon les enjeux. Ces alliances seront, du coup, modelées par le type d'économie

dominante localement (présence de commerçants ou d'entrepreneurs puissants, présence plus ou moins forte de paysans aisés) par les cultures locales (persistance de l'influence du "CHIEF") et par le mode de relation avec les autorités centrales (activisme des représentants locaux, proximité avec la capitale, état et moyens de communication, liens des notables avec des personnalités qui ont du poids à Dar...)

Le couple "fonctionnaire/permanent" - "paysan aisé/notable" est favorisé par des attitudes modernistes, des ambitions, l'ouverture sur le monde.

Au niveau d'un village, les pouvoirs sont nombreux et variés. Pierre Kammarer et Bernard Vaissière (1), en ont dressé un inventaire et les ont classés selon une nomenclature à quatre branches :

- les pouvoirs collectifs officiels,
- les pouvoirs collectifs occultes,
- les pouvoirs individuels officiels,
- les pouvoirs individuels occultes.

Les pouvoirs collectifs officiels sont les plus aisément identifiables car ils découlent d'institutions munies d'un réel pouvoir et sont détenus par des hommes et des femmes élus par des villageois. C'est ainsi que le **Comité du CCM** détermine la politique à suivre et contrôle son application ; le **Conseil du village**, véritable gouvernement du village met en oeuvre cette politique ; **l'Assemblée du village** élit le **conseil du village**, débat des grandes questions et se réunit au moins une fois par an pour approuver les comptes.

(1) Pierre Kammerer, Bernard Vaissière, op. cit p 81-85

Les pouvoirs collectifs occultes, beaucoup plus difficiles à cesser et à mettre en évidence, sont ceux détenus par les **commerçants pratiquant le commerce parallèle avec les pays limitrophes** (Kenya, Zaire, Rwanda, Burundi, Zambie, Uganda et Mozambique), par **les possesseurs de gros bétail et de tracteur**.

Les commerçants, les possesseurs de tracteur et/ou de gros bétail se concertent par la hausse de prix d'un produit ou du tarif de location du tracteur. Ceux-ci s'allient assez souvent aux prêtres catholiques, aux pasteurs protestants ou aux "Shehe" (1) musulmans pour constituer des groupes de pression qui spéculent soit sur la construction d'une école, d'un dispensaire ou pour l'implantation d'un champ collectif ou d'un magasin.

Les pouvoirs individuels officiels sont ceux détenus par les notables du villages : le MWENYEKITI, le BWANA SHAMBA ou le "HEADMASTER" jouissent d'un prestige certain. Ils se déplacent souvent vers Dar ou Dodoma et quand ils sont à la tête du meilleur village (Kijiji Bora) ils peuvent voyager à l'étranger (Chine, URSS, Cuba, Yougoslavie) et cela ne fait que donner un peu plus d'éclat à leur auréole.

Les pouvoirs individuels occultes sont ceux dévolus ou détenus par des personnes que leur situation actuelle ou leurs actions d'éclat passées ou encore leur statut social leur confèrent un pouvoir non officiel mais qui n'en demeure pas moins réel.

C'est ainsi que des personnes connues et respectées pour leur gentillesse, leurs bienfaits et leur sens de responsabilité exercent une attraction certaine.

(1) Déformation swahili du mot arabo-musulman Cheikh

C'est ce type de pouvoir que détiennent les sorciers, les guérisseurs, les doyens d'âge. Ils ont les reliques de l'organisation sociale traditionnelle et seuls ils peuvent donner la signification des masques, des danses nocturnes.

Cette classification pour claire qu'elle soit n'en demeure pas moins arbitraire et très schématique. En effet, dans un village ces pouvoirs sont souvent cumulés ou partagés par des gens qui ont des intérêts convergents.

Un groupe d'intérêt peut s'arranger pour occuper des postes officiels et travailler dans les coulisses, avec ceux qui ont des pouvoirs occultes (sorciers, koulaks, guérisseurs, riches commerçants)

Au niveau national, ces pouvoirs sont entremêlés dans un enchevêtrement difficile à comprendre. Samuel MUSHI (1) a proposé une formulation générale susceptible de rendre compte des alignements enregistrés à divers moments et en divers terroirs. Il a proposé, pour rendre compte des lignes de force de ces rassemblements, une classification qui recense de quatre groupes fondamentaux :

- un groupe "politico-administratif" regroupant les commissaires de zone et de Région, le Directeur du développement du district et de la région ainsi que tous les autres "développeurs" étrangers nommés par le centre.

- un groupe "populiste" rassemblant les ELUS, les conseillers, les membres élus de divers conseils et comités locaux. NYERERE a souvent utilisé ces Elus pour court-circuiter les technocrates et pour faire passer son message.

- un groupe de "professionnels" composé d'experts et techniciens compétents mais ne détenant pas un pouvoir décisif. Ils doivent fréquemment plier devant la coalition des administratifs et des populistes.

(1) Samuel MUSHI, Ujamaa Planning and the Politics of allocation in Tanzania : The case of Morogoro District, in Okoth-Ogendo (HWO) ed, Approaches to rural transformation in Eastern Africa, Nairobi, Bvokwise, 1981 p 134-163

- un groupe des "WAJAMAA" qui pratiquent le trafic d'influence. Ils organisent l'échange entre les aides qu'un "notable" (le "caudillo" local) peut obtenir au nom d'un village ujamaa et le soutien politique qu'il reçoit en contrepartie de la part des villageois.

Ces coalitions puissantes et influentes affrontent la masse de la population qui est partie aux échanges, aux compétitions qu'elle arbitre et qui se divise pour s'aligner sur l'un ou l'autre des camps en présence selon le "gain" qu'elle espère en retirer.

Ceci explique le caractère de "marchandages et de négociations de bazar" dont parle Andrew Coulson (1) pour caractériser l'activité politique à la base en Tanzanie.

Face à ces coalitions puissantes et influentes, la population tente d'opposer une résistance mais le contrôle exercé sur les organes du parti, sur les conseils et les comités par les "permanents" et les fonctionnaires" ne lui facilite pas la tâche. La résistance, dès lors, s'exprime seulement à couvert : des rumeurs et des accusations fleurissent mettant en cause le traitement des relations familiales et les pratiques courantes de la sorcellerie. Souvent les contestataires s'organisent à l'abri de l'idéologie officielle, ce qui donne à leur action une valeur symbolique susceptible d'être perçue comme une critique des pouvoirs et de ceux qui en jouissent. C'est ainsi qu'à Bashay (2) un groupe organisé autour de l'utilisation de la traction animale a pu mettre en cause le pouvoir du président du village qui a à sa disposition le tracteur communautaire et qui a acquis un autre engin pour son propre compte

(1) Coulson (Andrew), African Socialism in practice, The Tanzanian experience, Nottingham, Spokesman, 1979, 239 p

(2) Le village de Bashay se trouve dans le WILAYA (district) de NGORONGORO, dans le MKOA (Province, Région) d'ARUSHA.

A Majengo (1), la section locale de l'UMOJA Wa Wanawake wa Tanzania (2), avait lancé une boutique coopérative qui concurrence celle que possède le Président du Village qui est aussi l'homme le plus riche du village.

Au niveau du village et en relation avec le pouvoir central, les citoyens ne sont nullement passifs car dans les "lices" reconnues des affrontements factionnels, ils acceptent soit de participer aux rivalités soit de s'organiser de façon autonome. La vie politique et sociale tanzanienne est ainsi marquée par ces rivalités, ces compétitions, ces conflits, ces alliances et coalitions qui se dessinent au niveau du village, s'étendent peu à peu au niveau du district et de la Région. D'où un entrelacs de pouvoirs, d'influences, de pressions, de rapports préférentiels qu'aucune autorité ne contrôle véritablement. Se crée alors un grand nombre de circuits de communication au carrefour desquels plusieurs individus peuvent travailler de conserve, se surveiller et se punir, se neutraliser.

Par un engrenage de niveaux de luttes factionnelles associant les citoyens, les notables, les responsables politiques et administratifs nommés par Dar es Salaam, la communication centre-périphérie est rarement interrompue, son contenu dépend à chaque niveau, des rapports de force qui sont en présence mais aussi et surtout de l'appréciation que se font tous les protagonistes à l'égard des exigences du pouvoir supérieur et des aspirations de la base.

(1) Le village de Majengo se trouve dans le WILAYA D'ARUMERU, dans le MKOA d'ARUSHA.

Lors du travail d'enquête effectué à NAMANGA, je suis passé par Bashay et Arumeru pour confronter les observations de P. Kammerer et B. Vaissière (op. cit) aux miennes et pour bénéficier des conseils de ceux qui avaient travaillé avec eux en 1979-1980.

(2) Umoja wa Wanawake wa Tanzania : Union des Femmes de Tanzanie.

CONCLUSION

Avec vindicte par les uns, avec tristesse par les autres, l'histoire tanzanienne est souvent regardée comme l'exemple-type de l'échec des politiques et des institutions socialistes en Afrique sub-saharienne. La Tanzanie doit-elle faire aveu d'impuissance ? Finis les lendemains qui chantent ?

La vie quotidienne au sein des villages Ujamaa est fortement marquée par l'invention d'une culture politique qu'a opérée, incontestablement, l'Ujamaa. Ce socialisme agraire, ce "Socialisme swahili" a essayé d'emprunter plusieurs raccourcis politiques et économiques. NYERERE, son principal artisan, espérait pouvoir s'épargner l'étape capitaliste et passer directement d'une agriculture paysanne à l'agriculture socialiste et d'une industrie aux mains des firmes multinationales et transnationales étrangères à une industrie appartenant à l'Etat. Bref, dans le domaine économique, il a voulu sauter d'une agriculture primitive à l'industrialisation. Les événements ont montré que ce saut n'était pas réaliste. L'étatisation des moyens de production, la priorité à l'industrie lourde, la politique de "confinement" des campagnes (monopole d'exportation et de commercialisation dévolu à des organismes semi-publics) se sont soldées par l'échec retentissant d'une expérience économique très banale.

Il est naïf de considérer le cours du développement tanzanien uniquement comme le résultat d'erreurs bien intentionnées. Ce serait isoler les décisions politiques prises des intérêts des classes qu'elles recouvrent. C'est forcément par le biais d'une étude des intérêts de classe régnant en Tanzanie qu'on peut espérer expliquer les politiques passées et examiner les contraintes politiques qui pèseront sur les décisions futures.

Les paysans, les travailleurs des villes, la "nébuleuse" bureaucratie et les étrangers constituent les principaux groupes d'intérêts présents en Tanzanie. Ils comportent des ramifications, des subdivisions qu'il serait fastidieux d'examiner exhaustivement.

Le terme générique "Bureaucratie" désigne, en Tanzanie, les personnels des services gouvernementaux, les gestionnaires des offices semi-publics et les officiels du Parti. C'est le noyau dur de la TANU, de l'ASP et actuellement du CCM. C'est incontestablement la Bureaucratie, si on peut l'appeler "classe" qui a beaucoup profité de décisions et mesures prises depuis 1967. Les effectifs de la Bureaucratie se sont accrus sous l'effet de l'Africanisation, de la nationalisation des entreprises étrangères, de l'utilisation des organismes semi-publics comme principal instrument du développement industriel, de la commercialisation et de l'exportation. Les contrôles nécessités par l'affectation des ressources et la fixation des prix ont accru -en effectifs et en puissance- les pouvoirs de la Bureaucratie. La Bureaucratie a opposé une résistance certaine et déterminante à certaines réformes (ex : assouplissement des contrôles et utilisation plus large des mécanismes des prix, diminution du rôle des offices semi-publics et élargissement corrélatif de celui des coopératives) car elle a toujours craint de voir son tissu d'influence s'effiloche.

Les intérêts étrangers malgré les nationalisations et les pressantes objurgations du FMI et de la Banque Mondiale n'ont pas beaucoup souffert de politiques mises en place en Tanzanie. De nombreuses décisions sont le résultat de la collusion d'intérêts entre consultants, contractants, fournisseurs de technologie d'origine étrangère et des bureaucrates tanzaniens : la rapide expansion des dépenses de développement consacrées surtout à des projets importants offrent des occasions de gains pour les intérêts locaux et étrangers. Les effets conjugués de la crise, de la hausse de la facture pétrolière, de la traumatisante et coercitive

villagisation ont été à l'origine de la réduction des dépenses de développement et ont fait gonfler les arriérés sur les achats.

La Villagisation et l'Alphabétisation -malgré la Décentralisation- ont eu pour principaux effets un exode rural et une rapide augmentation des effectifs des travailleurs urbains. Alors que le revenu réel moyen des travailleurs urbains est resté pendant longtemps sans changement depuis 1984, le salaire réel accuse des reculs sensibles. Les travailleurs urbains sont les plus grands perdants de toutes les politiques. Depuis les accords de 1986 entre le FMI et la Tanzanie portant sur le Programme d'Ajustement Structurel, les travailleurs urbains souffrent du réajustement important des termes de l'échange en faveur de l'agriculture. Le réajustement a entraîné un relèvement des prix réels des denrées et une réduction de l'importance relative des biens de consommation manufacturés. En ce qui concerne les denrées, la hausse des prix a abouti à une nouvelle répartition de l'offre des produits entre marché parallèle (magendo) et marché officiel et à une augmentation de la part écoulée sur le marché officiel qui d'ordinaire, pratique des prix inférieurs.

Le revenu réel des agriculteurs, cibles et victimes des politiques agraires, a été protégé par leur lucide capacité à se replier sur la production de subsistance. La nourriture représente 70% de la consommation paysanne. Les plus grosses pertes qu'ont connu les paysans proviennent de la réduction de leur pouvoir d'achat réel pour les articles non alimentaires. Les paysans ont été bénéficiaires de l'extension des services sociaux que Ujamaa Vijijini et Elimu ya Kujitegemea ont contribué à étendre aux zones rurales. Les paysans ont, en revanche, perdu de leur indépendance en raison des regroupements obligatoires en villages. Pour Goran Hyden, les impasses de l'Ujamaa résulte du refus de la classe paysanne de s'intégrer à un système capitaliste ou socialiste. Elle peut se permettre ce refus parce qu'elle est restée autosuffisante.

ANNEXE I

MWONGOZO(1)

DIRECTIVES DE LA TANU POUR LA SAUVEGARDE, LA CONSOLIDATION ET L'EXTENSION DE LA REVOLUTION EN TANZANIE ET EN AFRIQUE

INTRODUCTION

1- Aujourd'hui, notre continent africain est un point chaud de la lutte pour la libération. Cette lutte oppose ceux qui, depuis des siècles, ont pillé les ressources naturelles de l'Afrique et asservi les populations de ce continent et les populations de l'Afrique qui, après avoir pris conscience de leur faiblesse et de leur exploitation, ont décidé d'engager la lutte pour se libérer.

C'est une lutte à la fois opiniâtre et de tous les instants : elle est parfois silencieuse, explosant à l'occasion comme de la poudre à canon, et parfois le succès et les résultats obtenus par les populations leur échappent.

Telle a été l'histoire de l'Afrique depuis 1960, où plusieurs Etats africains ont obtenu une indépendance nominale. Depuis lors, maints gouvernements africains légitimes ont été renversés par la force et remplacés par d'autres. Récemment, des bouleversements subits ont été imposés en Ouganda, où la marionnette Amin et le groupe de ses comparses militaires se sont insurgés contre le gouvernement de la Révolution UPC dirigé par le président Obote.

(1) MWONGOZO veut dire, en kiswahili, "guide" ou "directive". Traduit de l'anglais : TANU Guidelines 1971, printed by the Government Printer, Dar es Salaam, 1971, 11 p.

Les forces armées dans leur majorité n'ont pas accepté l'insurrection, et plusieurs d'entre eux, surtout des officiers supérieurs, ont été exterminés par les marionnettes. Il va de soi que les partisans de l'insurrection sont les adversaires de la politique de l'UPC visant à instaurer l'unité et le socialisme et à extirper le tribalisme et l'exploitation.

C'est la raison pour laquelle il incombe à notre Parti de définir les objectifs de la révolution en Tanzanie et en Afrique, et d'identifier les ennemis de cette révolution, de façon à prendre des décisions politiques et stratégiques qui nous permettront de sauvegarder, de consolider et de faire progresser notre révolution.

2- Les révolutions sont des changements sociaux rapides, changements qui arrachent à la minorité le pouvoir qu'elle exploitait à son propre bénéfice (et à celui des exploités étrangers), pour le remettre aux mains de la majorité de sorte qu'elle puisse promouvoir son propre bien-être. Le contraire d'une révolution est une contre-révolution : c'est-à-dire des changements rapides et soudains qui arrachent le pouvoir à la majorité et le remettent aux mains de la minorité dans le but de mettre un terme au progrès de masses.

3- L'objectif majeur de la révolution africaine est de libérer l'Africain. Cette libération n'est pas un cadeau du ciel, elle s'acquiert dans la lutte contre l'exploitation, le colonialisme et l'impérialisme. Elle n'est pas non plus apportée par des spécialistes ou des experts. C'est nous, qui avons été humiliés, exploités et opprimés, qui sommes les experts de cette libération. Aucune nation au monde ne saurait enseigner aux Africains l'art de se libérer eux-mêmes. L'obligation de nous libérer réside en nous-mêmes et les techniques indispensables s'apprendront dans la lutte elle-même.

4- Plus encore, la situation actuelle de l'Afrique est telle qu'aucun peuple, en quelque Etat africain que ce soit, n'a atteint le stade de libération totale. L'Afrique est un continent dont les populations souffrent encore de la faiblesse

inhérente au fait d'avoir été exploité et humilié. C'est pourquoi les partis politiques révolutionnaires des Etats africains indépendants, tel la TANU, sont encore en réalité des mouvements de libération.

5- La révolution africaine, dont l'objectif est la véritable libération de l'Africain, s'oppose aux politiques d'exploitation, de colonialisme, de néo-colonialisme, et d'impérialisme. La raison d'être du colonialisme, du néo-colonialisme et de l'impérialisme est de faire en sorte que les richesses de l'Afrique profitent aux capitalistes d'Europe et d'Amérique, au lieu de profiter aux pays africains eux-mêmes. Participer à la révolution africaine, c'est par conséquent participer à la lutte contre le colonialisme et l'impérialisme.

6- Les pays impérialistes qui n'ont cessé d'exploiter et d'opprimer l'Afrique depuis des siècles sont ceux de l'Europe occidentale, nommément la Grande-Bretagne, la France, le Portugal, la Belgique et l'Espagne. Ces pays sont en réalité les seuls à s'opposer aux populations africaines sur la question de la libération de l'Afrique. Différentes tentatives pour faire dévier le progrès de la révolution africaine s'enracinent dans les intrigues des impérialistes européens dont l'intérêt est de maintenir et de poursuivre leur exploitation séculaire.

7- Pour ce qui concerne la Tanzanie, il doit être bien entendu que les ennemis impérialistes auxquels nous avons à nous affronter sont l'impérialisme britannique, le colonialisme portugais, le racisme et l'apartheid de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie. Pour des raisons d'ordre historique, géographique et politique, ces impérialistes n'hésiteront pas à nous attaquer à la première occasion favorable.

8- L'invasion de la République de Guinée par le Portugal est une sérieuse leçon pour nous. La Guinée a été envahie par les impérialistes portugais (en novembre 1970, N.d.T.), d'abord à cause de sa politique d'égalité et son opposition à l'exploitation, ensuite à cause de son soutien ferme et sincère aux combattants de la

liberté de la Guinée-Bissau et de l'Afrique. Pour ces mêmes raisons, les impérialistes pourraient un jour essayer d'attaquer la Tanzanie. Mais la Guinée nous a enseigné que lorsque le peuple et l'armée résistent la main dans la main, il n'est point d'impérialiste qui soit capable de venir à bout de leur indépendance.

9- La leçon que nous avons tirée de l'Ouganda est une leçon de trahison et de contre-révolution. Elle montre qu'au lieu d'envahir le pays pour renverser le gouvernement révolutionnaire, l'impérialisme préfère se servir des marionnettes du pays pour renverser le gouvernement légitime et le remplacer par un gouvernement de "contre-maîtres" ou de marionnettes. Un gouvernement de ce genre laissera les impérialistes piller les richesses nationales, en complicité avec la bourgeoisie locale.

Le peuple doit apprendre des événements de l'Ouganda et de la Guinée que l'impérialisme, bien qu'il soit encore puissant, n'est en mesure de faire tomber un gouvernement révolutionnaire qu'en fonction principalement de l'appui qu'il trouvera auprès des marionnettes contre-révolutionnaires nationales pour l'aider à contrecarrer la révolution.

10- Nous, Tanzaniens, nous apprécions notre indépendance nationale parce que c'est à partir de là qu'ont débuté notre libération et nos aspirations à une lutte de libération menée de pair avec d'autres peuples africains. Pour cette raison, nous avons le devoir de prendre toutes les mesures nécessaires qui nous rendront capables de préserver notre indépendance et par ce moyen d'aller de l'avant dans notre révolution, et ainsi de faire de la Tanzanie un exemple vrai de la révolution africaine.

POLITIQUE

Le Parti

11- La responsabilité qui incombe au Parti est celle de diriger les masses et leurs diverses institutions, dans l'effort visant à sauvegarder l'indépendance nationale et à faire progresser la libération des Africains. Le devoir d'un parti socialiste est de guider toutes les activités des masses. Les organisations gouvernementales, para-étatiques, nationales, etc..., sont des instruments au service de la politique du Parti. La brève histoire de notre indépendance a révélé les problèmes qui peuvent se poser lorsqu'un parti ne maîtrise pas ses instruments. Le moment est venu pour le Parti, maintenant, de prendre les rênes et de mener toutes les activités du peuple.

12- La première tâche de la Direction politique est de définir les priorités nationales. Ceci a été compris et le Parti a déjà accompli ce devoir. Notre but est de construire le socialisme en Tanzanie. Mais pour atteindre cet objectif, le Parti doit fournir les orientations politiques et les directives touchant aux différents aspects des activités du peuple. Le Parti a déjà donné des directives sur le socialisme dans les régions rurales, sur l'éducation en vue de l'indépendance, etc... Il est encore besoin de clarifier les orientations politiques du Parti sur d'autres sujets, tels le logement, la condition ouvrière, les politiques de l'argent et du crédit etc.

13- Mais l'exposé des objectifs et des décisions politiques ne constitue pas à elle seule une bonne Direction. Une bonne direction implique également l'organisation du peuple. C'est au Parti qu'il revient de décider de la structure à donner au gouvernement, aux diverses institutions, à l'Armée, etc. De plus, le Parti

devrait donner des directives sur les méthodes et l'esprit du travail, ainsi que sur la manière de prendre les décisions.

La vérité est que nous n'avons pas seulement hérité d'une structure gouvernementale de type colonial, mais que nous avons encore adopté des habitudes de travail et des méthodes de commandement de type colonial. A titre d'exemple, nous avons hérité, dans le gouvernement, les industries et les autres institutions, de l'habitude qui veut qu'un seul homme donne des ordres et que les autres se contentent d'obéir. Si vous ne faites pas participer le peuple à l'élaboration des plans de travail, le résultat sera le suivant : le peuple aura l'impression qu'une institution nationale n'est pas son bien, et par conséquent les travailleurs adopteront des habitudes d'employés salariés. Il est du devoir du Parti d'insister sur sa responsabilité en ce domaine.

14- Outre l'organisation du peuple, une Direction implique le contrôle de l'exécution des directives du Parti. Il faut trouver les moyens de s'assurer que le Parti contrôle les activités et la bonne marche de ses agents d'exécution. Qui dit Direction dit aussi vérification des résultats de cette exécution. Il faut s'assurer que le Parti évalue les conséquences de l'exécution de ses directives, telle qu'elle a été entreprise par ses agents. C'est là le seul moyen d'être sûr que le peuple participe à l'élaboration de solutions pour ses problèmes, que ce soit dans les bureaux, les institutions, l'armée, les villages, les industries etc...

15- En même temps que le problème de faire participer le peuple à la résolution de ses problèmes, se pose aussi la question de l'attitude des dirigeants dans leur travail et dans leur vie quotidienne.

Il doit y avoir un effort délibéré pour établir l'égalité entre les dirigeants et ceux qu'ils dirigent. Car un dirigeant tanzanien doit se voir interdire toute arrogance, toute extravagance, tout mépris et tout abus de pouvoir. Le dirigeant tanzanien est une personne respectueuse des gens, qui dédaigne le faste et ne soit

pas tyrannique. Il doit incarner l'héroïsme, le courage et se faire le champion de la justice et de l'égalité.

De la même façon, le Parti a la responsabilité de combattre l'esprit vindicatif de certains de ses agents. Une telle attitude, loin de promouvoir le Socialisme, enfonce plutôt un coin entre le Parti et le gouvernement, d'une part, et le peuple, de l'autre.

16- A l'heure actuelle, certains responsables ne remplissent pas encore ces conditions. Ils ne tiennent aucun compte du Code des dirigeants, dont ils contournent astucieusement les exigences. Le moment est venu, pour le Parti, de surveiller la conduite et la mentalité des dirigeants.

La politique étrangère.

17- Notre politique étrangère est celle du non-alignement. Nous sommes disposés à coopérer dans un esprit d'amitié avec tout pays qui veut bien de nous, qu'il soit de l'Est ou de l'Ouest. Le deuxième aspect important de notre politique étrangère est de renforcer nos relations avec les authentiques Mouvements de libération en Afrique, et de leur accorder notre soutien agissant. Nous avons dit plus haut que même notre propre Parti n'est encore qu'un Mouvement de libération.

En ce moment, les Mouvements de libération sont, en Afrique, l'avant-garde de la lutte contre le colonialisme et l'impérialisme. En renforçant notre coopération, conscients du fait que leur guerre est notre guerre, nous doublerons notre force pour faire aboutir la libération totale de l'Afrique. Le Parti doit prendre les mesures nécessaires à l'établissement de ces liens révolutionnaires avec les Mouvements révolutionnaires d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine.

De la même façon, il est de notre devoir de nouer des liens révolutionnaires et fraternels avec ceux des citoyens américains qui luttent pour la justice et l'égalité humaine.

18- En outre, nous avons le devoir de consolider la coopération et la solidarité avec les pays africains révolutionnaires, car nous sommes tous embarqués sur le même navire, et notre destination est la même. Si nous restons unis dans un esprit de franche collaboration, nos ennemis ne pourront pas nous détruire un à un comme ils le font habituellement maintenant.

19- Au sein des Nations Unies et des autres organisations internationales, il est nécessaire de mettre l'accent sur la coopération avec tous les pays révolutionnaires, socialistes et amicaux d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine.

L'Ouganda et la Communauté d'Afrique de l'Est

20- Nous apprécions les avantages politiques et économiques résultant de la coopération entre les Etats membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est. Par conséquent, la situation nouvelle créée par la marionnette Amin lorsqu'il a renversé le gouvernement légitime de l'UPC nous alarme au plus haut point ; car elle a fait naître des difficultés dans la coopération et la bonne marche des activités de la Communauté.

Si la situation se prolonge telle qu'elle est, elle pourrait rendre extrêmement difficile le maintien du progrès et des activités de la Communauté et affaiblir la coopération dans son attitude à l'égard de l'Ouganda et de la Communauté est-africaine. Bien qu'il appartienne au seul peuple de l'Ouganda de décider des affaires relatives à la libération de l'Ouganda, il est du devoir du peuple tanzanien d'appuyer les efforts de leurs frères ougandais qui veulent se libérer eux-mêmes.

DEFENSE ET SECURITE

*"Et pour la défense de notre nation,
il faut que nous soyons vigilants
à l'égard des hommes de paille qui,
à l'intérieur, pourraient être utilisés
par nos ennemis de l'extérieur qui
cherchent à nous détruire".*

(Déclaration d'Arusha)

21- La base du développement de la Tanzanie est le peuple lui-même -chaque Tanzanien, en particulier chaque patriote et chaque socialiste. La défense et la sécurité de la Tanzanie dépendent des Tanzaniens eux-mêmes -de chaque Tanzanien, en particulier de chaque patriote, de chaque socialiste.

22- Notre parti eût-il été contraint d'engager une guerre de libération, chaque membre de la TANU aurait été soldat, soit dans l'armée, soit à l'endroit où il était. Tout membre de la TANU aurait été soldat et tout soldat membre de la TANU. Ce n'est donc pas seulement le Parti qui aurait été un Mouvement de libération, mais l'Armée aussi aurait été une Armée de libération - le poing et le bouclier du Mouvement de libération.

23- Notre Parti ne fut pas contraint à mener une guerre de libération. Il fut Mouvement de libération sans Armée de libération. Mais depuis 1964, nous avons mis sur pied les Forces de Défense populaire de Tanzanie (TPDF). Et de même que la TANU est encore un Mouvement de libération, la Force de Défense populaire de Tanzanie est l'Armée de libération du peuple tanzanien.

Les relations de la TANU et de la TPDF devraient être celles d'un Parti du peuple et d'une Armée du peuple. Il revient donc à la TANU de faire en sorte que l'Armée populaire soit à la fois celle de la libération et celle de la défense du peuple. La responsabilité de la TANU est de s'assurer que la tâche principale de l'Armée en temps de paix soit de permettre au peuple de préserver son indépendance et sa politique de "Socialisme et de compter sur soi".

24- Le Comité exécutif national insiste sur la mise en pratique de la Déclaration d'Arusha, et particulièrement sur le besoin de voir s'affirmer la conscience politique ; de sorte que chaque Tanzanien connaisse notre contexte national et comprenne l'importance qu'il y a à sauvegarder la sécurité et les vies des populations, ainsi qu'à défendre notre ligne politique, notre indépendance, notre économie et notre culture.

25- L'éducation politique tendra à éclairer le peuple sur les ennemis de notre nation et sur les stratégies qu'ils déploient pour renverser nos orientations politiques, notre indépendance, notre économie et notre culture. Pour rendre le peuple capable de faire face à l'ennemi, il faut qu'il soit informé de la puissance de l'ennemi à tous points de vue : armée, entreprises commerciales, mode de vie ; et qu'il sache de quelle manière ces éléments vont à l'encontre de nos convictions et de nos aspirations.

26- Pour qu'il soit capable d'affronter nos ennemis, le peuple doit comprendre qu'il est lui-même le bouclier de la nation. Cela signifie que les questions de défense et de sécurité doivent être remises aux mains du peuple lui-même. Nous n'avons pas les moyens d'entretenir de grandes armées régulières pour protéger l'ensemble du pays. Notre armée doit être l'Armée du peuple, servant à enseigner au peuple la manière de se défendre lui-même là où il se trouve, et à lui permettre d'intervenir en matière de sécurité nationale. Commencer à former une milice pour l'ensemble du pays est donc impératif. Puisque cette milice couvrira tout le pays, en coopération avec l'armée régulière, elle aura le devoir de défendre nos frontières territoriales, notre espace aérien, ainsi que de démasquer les traîtres et les ennemis -le tout en coopération avec notre Armée régulière.

Le Parti comme à l'Armée

27- L'enrôlement dans la milice et dans l'armée doit être contrôlé très attentivement, et, supervisé par le Parti. Assurer la coopération entre l'armée et la milice, et pourvoir à l'éducation politique de l'une et de l'autre, est une des responsabilités majeures du Parti. Le Parti devra créer un sous-comité chargé de la défense et de la sécurité au sein du Comité central.

ECONOMIE ET PROGRES

"Le développement d'un pays est réalisé par le peuple"

(Déclaration d'Arusha)

Le progrès du peuple.

28- Pour un peuple qui a été réduit en esclavage, ou qui a été opprimé, exploité et humilié par le colonialisme, "développement" veut dire "libération". Toute action qui aboutit à lui donner un plus grand contrôle sur ses propres affaires est une action en faveur du développement -quand bien même elle ne lui vaudrait pas une meilleure santé ou davantage de pain. Toute action qui minimiserait sa voix dans la conduite de ses propres affaires ou dans le déroulement de sa propre existence n'est pas un développement et même retarde celui-ci -quand bien même cette action lui vaudrait une santé un peu meilleure et un peu plus de pain.

Pour nous, développement signifie à la fois l'élimination de l'oppression, de l'exploitation, de l'esclavage et de l'humiliation, et la promotion de notre indépendance et de notre dignité humaine. Par conséquent, dans la réflexion sur

le développement de notre nation et dans la préparation des plans de développement, notre principale préoccupation de tout instant devrait être le développement des gens et non pas celui des choses. Si le développement doit profiter aux gens, les gens doivent participer à l'examen, à l'élaboration et à la réalisation des plans de développement.

Le rôle du Parti n'est pas d'imposer au peuple l'exécution de plans décidés d'en haut par une poignée d'experts et de dirigeants. Le rôle du Parti et de s'assurer que les dirigeants et les experts exécutent des plans étudiés et adoptés par le peuple lui-même. Là où la décision du peuple exige une information qui n'est accessible qu'aux dirigeants et aux experts, le devoir des dirigeants et des experts sera de rendre cette information accessible au peuple. Mais il n'est pas normal que des dirigeants et des experts usurpent le droit du peuple et tranchent un problème pour la simple raison qu'ils en ont la compétence.

29- Pour susciter l'enthousiasme du peuple à défendre son pays, il est de première importance pour le gouvernement de la TANU d'accorder une attention extrême à l'amélioration des conditions de vie du peuple.

La structure économique dont nous avons hérité, et qui a maintenu beaucoup de gens à l'écart des principaux courants économiques, doit être immédiatement remplacée par des programmes destinés à intensifier les opérations de développement et à diffuser les investissements à travers toutes les régions. Le Fonds régional de Développement a contribué à susciter les activités économiques et a apporté ainsi des avantages tangibles au peuple. Il sera avantageux d'accroître les crédits à ce fonds et de donner à ces dépenses une priorité spéciale lorsque sont votées les finances publiques. Le Parti doit insister sur la participation du peuple aux divers projets visant à l'édification de la nation.

L'épargne

30- Le Parti doit également sensibiliser le peuple sur l'importance de l'épargne auprès des institutions nationales telles que la Caisse d'Epargne et la Banque nationale du Commerce, au lieu de conserver simplement son argent auprès de soi.

L'Economie nationale

31- Tout en affermissant le développement du peuple, le besoin se fait sentir à présent de construire et de promouvoir le marché intérieur. Bien qu'il en ait été question dans le Deuxième Plan quinquennal, cela n'a pas été mené activement, de sorte que les résultats n'en sont pas visibles. Les marchandises produites dans le pays doivent également être protégées d'une concurrence étrangère inutile.

Le Commerce extérieur

32- Dans notre commerce extérieur, nous devons éviter d'utiliser nos réserves de devises pour l'achat d'articles qui ne sont d'aucune aide à notre économie. Le gouvernement et ses Régies doivent servir d'exemple -ce qui n'a pas encore été le cas. Nos Compagnies d'importation doivent être dotées de directives conformes à notre politique de Socialisme et d'Indépendance, et ces directives doivent être suivies. C'est le devoir de tout Tanzanien, surtout s'il est dirigeant, de se rappeler que le manque de devises étrangères affaiblit notre économie et met notre Indépendance en danger.

Les Institutions para-étatiques

33- La gestion et les activités des Institutions para-étatiques doivent être envisagées de telle sorte qu'elles aident effectivement à faire progresser notre politique de Socialisme et d'Indépendance. Les activités des institutions para-étatiques doivent être une source de satisfaction et non de mécontentement. Le Parti doit veiller à ce que les Institutions para-étatiques ne fassent pas de dépenses extravagantes pour des articles qui ne contribuent pas au développement de l'économie nationale prise dans son ensemble.

Les excédents

34- Le gouvernement doit contrôler et orienter l'utilisation des excédents qui résultent des activités économiques des Institutions para-étatiques.

35- *"Nous avons été amplement opprimés, nous avons été amplement exploités et nous avons été amplement méprisés. C'est notre faiblesse qui nous a conduits à être opprimés, exploités et méprisés. Nous nous proposons maintenant d'opérer une révolution -une révolution qui mette un terme à notre faiblesse, de sorte que nous ne soyons plus jamais exploités, opprimés ou humiliés à nouveau".*

ANNEXE II

PASSING ON THE TONGS

Excerpts from a speech by Mwalimu Julius K. Nyerere, to Parliament in Dar es Salaam on July 29, 1985.

Today, as it is the last time I shall be addressing this House, I propose to look at some of the things which we have done since I was first entrusted with the task of leading our independent country. I want to look at these in the context of the objectives we set ourselves in 1961, 1962, and 1964.

I wish to offer an account to the people who consistently re-elected me to lead this country. And I wish to indicate my own provisional assessment of those national achievements and problems which I shall be passing to my successor to deal with in cooperation with the next Parliament.

The single most important task which I set out in my Inaugural Address in December 1962 was that of building a united nation on the basis of human equality and dignity. And the theme of unity was my central point when I again addressed Parliament on April 25, 1964, asking for the ratification of the Agreement to unite the two independent countries of Tanganyika and Zanzibar.

In this most basic of all our objectives we have after less than 25 years, great reason for pride. We do have a Nation a united Nation... a nation based on the principles of human equality.

Central to the development and safeguarding of our national unity is the fact that by the Constitutions of our nation and of our Party, as well as by firm and consistent practice, this is a secular state. Individuals have their own religion, which is fully respected, and which they are absolutely free to follow in accordance with our laws. But the state itself has no religion ; and the Party itself has no religion. Our leaders are elected, and continue in their positions, regardless

of their personal religious beliefs. They are chosen on the basis of their own qualifications, actions, and commitment to the service of our people and our nation.

Half of our people are youngsters who do not know, and many adults have forgotten, that at independence we were a people divided by race and by religion. **Our new nation inherited legal and customary discrimination both of race and of religion.** There were racially separate education and health facilities, racial representation in this **Parliament**, racial residential areas, and so on. Employment opportunities were influenced by race ; there were few Government schools and Mission Schools were reserved for the followers of their particular religion.

All that discrimination went very quickly after the independence of Tanganyika and the Revolution in Zanzibar. And the Bill of Rights which is incorporated in the new Constitution outlaws any racial or tribal or religious discrimination. We are now a nation of citizens absolutely equal before the law in theory and in practice

A tougher and in some ways a harder task is that of preventing the growth of new gross inequalities of income between the citizens of this country, and of reducing those we inherited. Our strategy has been that of socialism. We have fought against the exploitation of man by man by such methods as public ownership of the major means of production and exchange, through promoting equal access to social and public services, and through fiscal, monetary, and income policies as well as through our whole economic planning system.

We have had considerable success ; one indication of this is that the ratio of urban disposable personal income after tax has changed from an estimated 19.8 to 1 in 1962, through 15.7 to 1 in 1966, and 4.9 to 1 last year. This means that in 1962 the highest income was nearly 19 times that of the lowest ; last year the highest

was nearly five times the minimum wage. This is a big step forward. But this is a struggle which does not end ; our work has to continue.

The unity of our country has also been enhanced by the deliberate and successful further development of Swahili as our national language, and by the deliberate revival of our traditional dances. Provided we maintain our present efforts to improve the speaking and teaching of Swahili our language and culture are now sufficiently secure for us to pay renewed attention to the teaching of the Swahili of the world, which is English.

We are now a nation. And by the deliberate choice of our two peoples, we are a United Republic. Our nation consists of Tanzania mainland and the Tanzanian islands. It is a proud nation, and one which has earned respect internationally through its policies of Non-Alignment and anti-colonialism, as well as by its domestic endeavours.

Our nationhood is now not just a matter of internationally recognised boundaries, a flag, a national anthem, and a 21 gun salute for the President. We are actively involved in our country's governance, its development, and its national integrity became very evident when Tanzania was invaded in 1978. Nor is our nationhood, or the respect and future of our nation, dependent upon the character and abilities, of one man ; be it Julius Nyerere or Ali Hassan Mwinyi or another

Over the short period since the independence of our states and the establishment of our United Republic, we have created systems and institutions through which we together govern and run our country. Our President is important ; but he is not Tanzania. The Vice-President and President of Zanzibar is important ; but he is no Tanzania. All of our people organised together are Tanzania.

At independence, Government was something which "administered" and kept the peace. It was not organised for the development of the people or the economy ; and it was not democratic. The situation is very different now. Government leads and guides the development of Tanzania.

Our Union Government, the autonomous Zanzibar Government, our Union Ministerial structure, our Cabinet and Revolutionary Council systems, our Decentralised Administration, and our public service are organised accordingly. These systems are very different (as well as inevitably much larger) from what they were in 1961 or 1964.

Out of an imitation westminister model multi-party system of Government and Legislation, we have developed for ourselves a system of One Party democracy which is appropriate to the conditions of our United Republic. Our Party, Chama Cha Mapinduzi, lays down the direction, the priorities, and the principles of Government and Development. The Government and Parliament translate those principles into legislative and executive reality, being accountable both directly to the People through adult-suffrage elections and to the Party through overlapping and constant consultation on major issues.

We did not reach our current constitution or administrative structure at one bound ; nor is the present position immutable. We have amended the Constitutions of both Party and nation on several occasions either as new needs developed, or as deficiencies or faults became obvious. The same is true of the Development and Administrative structures. Sometimes we made mistakes which had to be corrected later.

We started independent life with a highly centralised administrative system in order to use to the maximum the few educated citizens we had. This weak but distant structure had dangers for freedom, especially in the absence of any institutions dedicated to opposition for its own sake.

In 1965 we created the Permanent Commission of Enquiry to prevent abuses of office. This continues to do useful work, receiving something like 2,500 written complaints a year. The majority of these either have no basis or the complainants have no exhausted other means of rectification, but some 15 per cent of the cases are both considered and satisfactorily settled. Since 1980, this Commission has covered the whole Union.

In 1972, after localisation of staffing had made some progress, we decentralised Central Government administration to Regional and District level, at the same time abolishing the old Local Government system. In 1975, through the Villagisation Act we laid the basis for Village Governments. But by 1982 we realised that we had made a major error in abolishing Local Government ; this Parliament therefore passed legislation to re-establish Local government at District and Urban level, leaving the other systems basically intact.

Despite many changes, however, the constitutional and administrative thrust has been consistent since independence. And with all their faults, which must continue to be corrected as necessary, our systems of government and development planning have worked, and do work, in the desired direction.

What that direction is became clearer as we gained experience. For despite abolishing Freehold Land in 1963, and Nyarubanja in 1965, we found by the end of 1966 that economic and social inequalities between our citizens, as well as other divisive attitudes, were beginning to develop.

To correct this, TANU then spelled out in the Arusha Declaration of 1967 the meaning of Socialism and Self-Reliance for Tanzania. It has been our compass since then, supplemented by Mwongozo of 1971 and Mwongozo of 1981.

In February 1967 we nationalised the private financial institutions. These actions made possible our fairly steady economic progress until the late 1970s, and

the strength with which we have been able to withstand the difficult period since then.

In 1966 we had already taken the crucial step of establishing the Bank of Tanzania and had issued our own notes from that date. It was after the Arusha Declaration that we were able to expand commercial Bank service beyond a few urban areas. As against 64 Bank Offices in 1967, the National Bank of Commerce alone now has 381. In addition, we have three Investment Banks ; one for Cooperative and Rural Development, one which concentrates on industrial development, and the Housing Bank.

The Post Office Savings Bank also continues, and Zanzibar has its own publicly owned Peoples Bank. In addition, we have our own Insurance Corporation and National Provident Fund which serve Tanzanians' personal interests while enabling their savings to be used for our development until they are needed by their owners.

In 1967 or soon after, we also either nationalised or pulled into joint ownership such few economically important production and trading establishments as existed. By these actions we emphasised the principle that the purpose of economic activities is the welfare of the people, not private profit for capitalists. But the real economic development of the nation followed those actions ; there had been very little productive investment before the Arusha Declaration.

Thus, within six years of mainland Tanzania's independence, we were in a position from which we could seriously conduct that war against the poverty of our people which we had declared in December 1961. And our achievements are not small.

In constant 1966 prices (i.e. taking account of inflation), the per-capita National Income in 1964 was 510.8 Tanzania Shillings per annum ; in 1966 (an exceptionally good agricultural year) it was 557.1 Shillings. After eleven years of

socialist policies, during which we experienced two drought years and an oil price rise from about one dollar and 50 cents (U. S. Currency) to about 13 Dollars a barrel, by 1978 the per-capita income had reached 680.1 Shillings. And from 1967 to 1978 our population had grown from about 11,700,000 to about 17 million. Thus, even with a big increase in population, the per-capita income in Tanzania was increasing year after year, despite great difficulties.

From 1977, however, our economy received a series of devastating and expensive blows from which we have not yet been able to recover. The break up of the East African Community caused very expensive economic dislocation ; in order to correct this, essential and urgent investments costing an estimated 2,000 million Tanzania Shillings had to be added to our Development plans.

In 1978 our country was invaded ; the estimated total cost of the consequent war was approximately 4,000 million Tanzania Shillings. And beginning in 1979, the price of the oil we have to import for transport and energy went up again ; this time from about 13 U.S. Dollars a barrel to about 36 U.S. Dollars in 1982.

From 1979 for several years in succession we had bad crop weather so that agricultural production fell very greatly ; in the three crop seasons from 1980 to 1983, we were forced to import 632,600 tons of maize (as well as rice and wheat) in order to feed the urban areas and those rural areas where the crop had failed.

In addition, the ever-increasing chaos of the international economy has hit Tanzania as it has hit all other poor countries.

It is hardly surprising that the period of this Parliament has been marked by a terrible fall in the per capita National Income. In 1983, (still in 1966 prices) it was 589.4 Tanzanian Shillings lower than at any time since 1968. Thanks to almost superhuman efforts by our Government and People, by last year the rate of decline had been arrested ; indeed, as the Minister for Economic Affairs and Development Planning reported to this House, there was a 2.5 per cent increase in

the Gross Domestic Product in 1984. Unfortunately, our population simultaneously increased by 3.3 per cent, so the per capita income continued to decline.

At independence there were in the whole of mainland Tanzania only 220 factories or plants which employed more than 10 workers and had a capital of over 200,000 Shillings ! We determined to change this situation and to develop our own industrial structure and not one consisting only of links in a chain of transnational enterprises.

Some slight progress had been made as a result of the efforts of Government and the National Development Corporation which we established in 1965. But by February 1967 there were still only about seven industrial enterprises which were so strategic to our development that it was necessary for us to take them into public ownership or control. The real progress was made between then and the late 1970s, through the deliberate development efforts of successive Government and the Parastatal Corporations which have been established.

We now have the textile capacity to produce almost enough cloths for our needs if we could keep the factories working.

Since 1975 we have been trying to implement a "Basic Industry Strategy" which will give more emphasis to the establishment of industries which can lead to greater industrial and manufacturing self-reliance. With the help of small Industries Development Organisations, as well as the activities of our Districts and Villages and individual initiative, we now have about 1,230 small industries in the rural areas, as well as those in our towns.

In constant prices, the output of our manufacturing sector rose from 572 million Shillings in 1967 to 1,429 million shillings in 1978 ; an increase of almost 150 per cent. Unfortunately, in developing the sector we did not pay enough attention to choosing technology which was appropriate to our economy, our level of development, and our transport constraints. And we did not and still have not

established efficient links between the different industries or with other sectors of our economy. Nor did we pay attention to the need for continuing maintenance expenditure. Therefore, when the foreign exchange problem became severe, the output of almost all our factories fell drastically. They are able to produce to only about 30 per cent of their capacity or sometimes less because they depend on imports for spare parts or vital ingredients, and there is no foreign exchange to finance those imports.

In 1983 the Gross Product of the manufacturing sector (again in 1966 prices) had fallen to 603 million Shillings ; which is only 5.4 per cent above the 1967 level !

One of the constraints on any industrial development is the availability of energy, and Government has given a high priority to this sector.

The amount of electricity generated and sold in Tanzania has increased by 420 per cent since 1961, and the total installed capacity has increased by 577 per cent. Further, we are rapidly developing a national Grid for the distribution of that electricity, which will greatly ease the problems of industries in towns far from our ports. All these developments together have eased the problem which follows from our having been forced by the foreign exchange problem to reduce our oil imports from 815,000 a year in 1972 to 687,000 tons in 1984 which we still have difficulty in financing.

At the same time, we have been searching for our own oil. Between 1969 and 1984, the Tanzania Petroleum Development Corporation in cooperation with external financial help drilled 23 exploration wells. We have found extensive gas deposits, but unfortunately we have not yet located oil. The average cost of these wells has so far been 15.2 million U.S. Dollars each ! While continuing to explore for oil, we are also trying to raise the finance for the exploitation of the gas by the production of ammonia and urea fertiliser.

Transport and Communications are other infrastructural developments of vital importance. After the break up of the East African Community we were faced with a disastrous situation in this sector.

We had the 1,860 kilometre track of the Uhuru Railway to Tunduma, which we had built in cooperation with Zambia and with the very generous help of the Chinese people. But for the rest of our railway system we found ourselves at the beginning of 1977 with old and worn out rolling stock (of the 140 locomotives, 94 were steam), a track which was not only very old mostly built during German rule but had not been maintained, and with no effective facilities for training or rolling stock maintenance.

From time to time I do see people queueing for tickets at Dar es Salaam Railway Station, and sometimes sleeping there to be first the next morning ; I know that there are delays in the movement of goods by rail. But I still think some congratulations are due for the recovery which has been made since 1977, especially in the light of the difficulties of the period.

Harbours development did take place under the East African Community ; eight new Deep Water Berths and a Headquarters were built between 1967 and 1977. Unfortunately it has not been possible to carry out the further planned development since then ; the World Bank Loan for the purpose was not released until 1984 after the dispute about E.A.C. assets and liabilities had been settled.

The break up of East African Airways meant that Tanzania had virtually no scheduled air service in February 1977. When A.T.C. was created within a few months, it inherited two Fokker 27 planes which could be used plus a D.C.9 which had to be sold. After the Twin Otter crash in 1984, it now has ten planes only eight of which are at present in working condition. Minor maintenance facilities have been established, but major overhauls which must be done regularly still have to be done abroad at a high cost of foreign exchange.

Postal and Telecommunications Services have also expanded greatly, and the facilities have been modernised. We now have 44,000 telephones in the country as against 19,000 at independence, and 719 Post Offices and Sub-Post Offices as against 185. After being deprived of the use of the East African facility, we have built an earth satellite station of our own.

A national Trade infrastructure has also been established since the Arusha Declaration.

Until the end of the 1960s Tanzania had small surpluses on its foreign trade account ; we exported more goods in terms of Shillings than we imported. This was a sign of our lack of development activity ; in those years we were to a large extent still preparing ourselves for the war against poverty. But the value of our exports continued to rise until 1977 ; it fell in 1978 and rose to a new peak in 1981 before beginning a decline which continues until now.

The monetary value of imports, on the other hand, continued to rise until 1980 although the volume was already decreasing very greatly. By 1984, our exports were only financing about 41 per cent of our imports which are absolutely inadequate to keep our economy running efficiently.

There is no sign that the terms of our international trade are turning in our favour. On the contrary, they are likely to continue to move against our interests. For example, between March this year and now, the world market coffee price has fallen by more than 25,000 Tanzania Shillings a ton ; and the cotton price has also fallen. That is the reality of the world in which we have to try to do business. It is also the reality behind our declining productivity, our shortages and the price rises in our shops. The foreign exchange shortage affects everything. There is no escaping it.

No one else will solve this problem for us. We must become more efficient in production and distribution. And we have to do this in every field, and urgently.

This applies to agriculture as to everything else. The productive use of our land is the key to our future. And in this area, our success has been very limited indeed. Our peasants work very hard. But almost 24 years after I first spoke as President to this Parliament about the vital need to modernise by the use of ploughs and tractors, it has been estimated that 79 per cent of our cultivation is still being done with the hand hoe. Further, very little fertiliser is being used ; even worse, the use of compost, manure, and even natural land regeneration methods, has declined. And our woodlands are being cut very much faster than new trees are being planted.

These things have not taken place through failure to implement our policies.

It is not true that we inherited a flourishing agriculture sector at independence. Tanzania has always had to import food during bad years. But although production has greatly increased, our population has increased faster. Now we have to import food every year ; even this year which looks like being much better than at any time since 1978 we are unlikely to produce enough to feed all our growing urban population. And the production of most of our major cash crops has greatly declined.

At the 1982 C.C.M. National Conference I spoke at great length on the problems of agricultural production, and the need to put this sector at the centre of all our economic planning. That turn-around has begun. The agricultural sector now receives a very much higher percentage of our Development Budget. The Cooperative Unions have been reintroduced. Their abolition was the other most serious mistake of the past years ; and the activities of the other Ministries as well as of the Districts and Regions are being increasingly oriented towards service to the needs of the peasants.

The peasants constitute something like 80 per cent of the population of our country ; they cannot be prosperous while the nation is in economic trouble for reasons beyond our control, any more than the nation can be prosperous if it ignores the need of the peasants. They are the bulk of the nation.

And from the peasant's point of view the picture is not all gloom. We have had considerable success in our rural development policies and in our taxation policies. It was rural children who used not to go to school and who can now do so, who had no access to medical treatment and who now have it. The real income of the average peasant is now higher than that of the urban minimum wage earner ; in areas where there is a good cash crop a successful peasant can earn very much more than most of the civil servants and he will not pay the same tax either !

But the fact remains that our agriculture must be modernised. We shall not be able to increase the production of food and of cash crops simultaneously unless we move away from reliance on the hand hoe. And the answer for the peasants is not, in the near future, the tractor.

The output of the peasant will greatly increase, and his burden will be immensely lightened, if we expand the use of ploughs in production, and carts for village transport and simple tools for threshing, etc... It is the job of the leadership to ensure that such things are easily available, and that the peasants are shown how to use them and look after them. Also, the productivity of our land will be greatly increased if we increase the use of manure and compost, including green compost, as well as appropriate spacing, inter-cropping and other natural methods of fighting pest infestation.

It is also necessary that together, we pay more attention to afforestation. On this too, some very useful work has been done. Apart from the tree planting connected with the Mufindi Pulp and Paper Mill (which the local people say has increased the amount of rain in the area), we now have 93,570 hectares of

national industrial forests as against 3,340 hectares at independence. And tree planting in the villages has been advancing at an average rate of 7,500 hectares a year since 1975.

Tanzania's good reputation comes from our achievements in providing social services for our people. Even our enemies after criticising us and sometimes abusing us, are forced to recognise that in the social services our nation has made great progress. We ourselves decided to struggle against ignorance and disease as one aspect of our efforts to give reality to human equality ; it has thus been part of our nation building activity. For a citizen's real income consists health, education, and other public services.

In 1961 the total number of children in our primary schools was 486,000. At present, 3,660,000 children attend these schools. It is a tremendous achievement of our country and one which is unmatched elsewhere in Africa.

The education given at these schools is now much more adapted to the needs and aspirations of Tanzania than was the case at independence.

I want to express my own appreciation, and that of the Government, to our teachers and our primary school teachers in particular. They serve the whole nation, and sometimes in very difficult conditions. I do get disturbed when I discover that villages and Districts, or the Ministry of Education in the case of Secondary Schools, are not providing a decent house for all the teachers. I also question whether all of us understand the meaning of education when villages including Party members collect money for private Secondary Schools while leaving primary schools without desks or chairs or other basic teaching equipment.

We are cheating our children when we send them to a Secondary School without having provides a good groundwork at primary level, or without providing teachers with basic human and work facilities.

As we expand educational provision, we must give emphasis to technical education. This is official policy, but it is the one area in which we have not been very successful. Only 6,700 pupils are enrolled in postprimary technical centres ; most of the 316 centres exist only on paper because they do not have any equipment or lack teachers or usually both.

I hope that the next Parliament will be more aggressive on the technical and vocational training aspect of our education service, although we have to recognise that a big constraint is that until now almost all the necessary machines have to be imported.

My emphasis on Primary Education does not mean that Government has been inactive on the other kinds of post-primary work. On the contrary ; in the first years after Self-Government we put great emphasis on Secondary Education. We did this deliberately, because without doing so we could not have expanded primary education. Whereas 11,832 pupils were enrolled in Public Secondary Schools in 1961, 40,617 were enrolled ; in 1984, which is almost double the rate of population increase. Whereas only 236 of these were in Form V in 1961, the enrolment in this Form in 1984 was 125. There has also been a notable advance in the proportion of female Secondary School and University students.

At Independence we had a University College which had been started by the Internal Self-Government TANU Administration ; it had 14 students. We now have two full Universities with a total enrolment of about 3,400.

This list does not mark the end of our achievements in education. The Adult Education system of classes, radio, rural newspaper, libraries and correspondence courses, has converted a position where about 80 per cent of our adults were illiterate, to one where out of a very much larger number of people all except about 15 per cent are literate. We have the highest adult literacy rate in Africa.

Apart from the Teacher Training institutions of the Ministry of Education, every Ministry, and every Parastatal Corporation, has training programmes for its staff. Most run their own specialised institutions. Jeshi la Kujenga Taifa (national Service) is in part a training institutions ; the Army provides Secondary Schools as well as technical training ; there are the Institute of Finance Management, the Police Colleges, the Ministry of Agriculture Training Institutions and so on. And there are an endless number of Seminars ! All of this is part of the process of upgrading our capability and our efficiency.

In 1961 about 11 per cent of our ten million people had access to clean water that is, something like 1,100,000 people. Now, just under 50 per cent or over 10 million people have clean water within 40 metres of their homes. It is not good enough. It means that half the people do not have accessible clean water. But it is a tremendous achievement.

The figures for direct Health Services are also impressive. At independence we had 98 hospitals, we now have 149 ; we had 22 Rural Health Centres, we now have 239 ; we had 975 Dispensaries and we now have 2,644. Of these services, 67 Hospitals, tow Health Centres, and 386 Dispensaries have benne built by and are run by Voluntary Agencies with the help of subventions avaraging almost 44 million Shillings a year over the last five years.

The number of trained Tanzanians working in the Health Secotr has also expanded out of all recognition. We starded with just 12 Tanzanian Doctors for our more tha 10 million people that is, one Doctor for over 830,000 people. We now have 782 Tanzanian doctors trained to international standards i.e., one Docteor for every 26,000 people. Some of these Tanzania Doctors are Specialists. In addition, we have the service of 283 expatriate Doctors. At independence we had 32 Assistant Mecal Officers ; we now have 436 who have been trained to a higher level. If you add the Doctors and Assistant Medical Officers together, we began national life

with one Doctor for every 227,000 people ; today we have one for something like 16,400 ! This is still not enough ; but it marks a big step forward.

Our medical service is to a large extent responsible for the improvement in Tanzania's basic health indicators. At independence, our Infant Mortality Rate was 225 babies for every 1,000 born alive. It has fallen to 137. And the expectation of life, which was about 35 years when we began, is now estimated at 51 years. This infant mortality rate of 137 babies for every 1,000 born alive is still very much too high, and an expectation of life of 51 years is very much too low. But if we make comparisons with where we came from, the advance is not small.

I paid a tribute to the teachers. Our Doctors and Nurses also deserve a very big tribute. We have first class Doctors and Nurses working in this country. They too have been working, and continue to work, under very difficult conditions.

We must remember that the biggest causes of death and suffering in this country are malaria and common illnesses which cause diarrhoea many of which are related to malnutrition or bad water. We have a health system by which people with more unusual and very serious illnesses can be referred upwards to the Consultant hospitals. But Primary Health care is the key to improved health in Tanzania. We must give that and particularly the preventive care aspect of it the top priority in the allocation of our Health Budget.

Our publicly provided Social Service provision is still rudimentary, and we are indebted to Voluntary Agencies for many of our orphanages, our schools for handicapped children, and other programmes which give help and relief to individuals who have a right to our care. But the Service has begun, and gives very helpful service to individuals with problems ; the Government gives financial assistance to the Voluntary work.

Workers take for granted the Security of Employment provisions which are laid down by law, and their right to severance pay when they are discharged

through no fault of their own. But these conditions rest upon legislation passed by our first post-independence Parliament. This also established the National Provident Fund which ensures that workers in both the public and private sectors have at least a little money when they retire. The Permanent Labour Tribunal was established in 1967, and does valuable work in protecting worker's interests. Many other Manpower Planning services affect our lives and our economy but are only noticed when they fail to do all that we would like to have done !

About the various services which defend our country and law and order within it, there is little that it is appropriate for me to say. Our People's Defence Force is small, as befits a poor country. But it is now well organised and built up the relevant technical units, so that it protects all our borders from strategic centres. And it is reasonably well equipped although like everything else it has suffered from the down-turn of our economy in recent years. This Force, ably supplemented by volunteers in the Militia which it trained, proved its capabilities during the 1978-1979 war and has been wise enough since to learn from that experience.

The T.P.D.F. has also contributed to the extension and defence of African freedom in other countries through its training contributions both within Tanzania and elsewhere. And Jeshi la Kujenga Taifa does valuable tasks in providing basic military and political training to all members, and in its production activities.

Our Police Service is now entirely manned by Tanzanians ; and it is now a much better educated Force than we inherited. It gives real service to the people of this country. It is still very small ; taking the country as a whole there is only one policeman to every 1,000 people ! Yet the number of crimes reported increases year by year.

Stock theft has always been a problem in this country ; but now the thieves sometimes attack in daylight and use guns. 1,554 cases of stock theft were reported in 1984 ! And unfortunately armed robbery of all kinds has become a problem. The Police wage endless war against the possessors of illegal arms ; 897 such weapons have been seized since 1976 often with the help of public cooperation. But as well as cooperating with the Anti-Corruption Squad, the Police also have these days to deal with more sophisticated crimes ; things like fraud, theft of public money or goods by those entrusted with them, and so on. We need them to do better in all fields of crime prevention and detection ; but rather than apologising for their deficiencies ; we have every reason to be proud of the good job they do under very difficult conditions and with completely inadequate resources.

Police successes as well as deficiencies are in part the reason for the terrible overcrowding with which our Prisons Service is trying to cope ! In accommodation which by laid down standards would give room to 19,000 prisoners, there are 29,000 convicts and 12,000 people on remand at any one time !

It is imperative that we do something about these conditions. We do not like having criminals, but criminals are human beings and they must be treated decently if our objective of reforming them is to have any chance of success. And that is the attempt which is still made. It is done through the system of Open Prisons most of which are an example of good agricultural husbandry and through the provision of education and training for first-offence prisoners with a sentence of more than six months.

The Police and Judiciary must between them speed up the consideration of cases, for this is a very black spot on our law enforcement machinery.

Mr. Speaker ; there are very many other services provided by our Government and Public Enterprises to which I have made no reference today. This does not mean they are unimportant ; nor does it mean a lack of achievement in

those fields. But a complete book would be insufficient to tell all that we have done, as well as another to re-state what remains to be done.

There is, however, one other arena of Tanzanian activity which I must mention. On your behalf I stated at the United Nations in December 1961 that we intended to use our freedom internationally to learn, to cooperate with others, and to contribute to the search for world peace and the dignity of man. I believe we have carried out that promise.

This country has earned very widespread international respect for his active and principled policies of Non-Alignment and support for the United Nations ; it has given exemplary service to the cause of African Liberation and Unity, both directly and through the Organisation of African Unity. We are renowned for our stand against colonialism and apartheid in words and in action. We have made respected contributions to the institutions of South-South cooperation and to the international campaign for a New International Economic Order. We have world-famous Tanzanians in these fields, and our Ministers are very active and informed participants in numerous important but often technical Ministerial Meetings and Commissions. They are ably backed up by some first class Tanzanian Civil Servants.

Tanzania has 29 Missions outside the country headed by an Ambassador. These Missions are accredited to a total of 79 countries or international institutions.

We also receive the cooperation of 56 Resident Ambassadors in Dar es Salaam, as well as having 25 other Ambassadors accredited to our United Republic but with their Embassies elsewhere. And there are 12 International Organisations with offices in our capital city. I thank these Representatives of friendly nations and Organisations for their consistent cooperation with our Government.

I thank the many friendly countries which have given, and still give, Development Assistance to this United Republic. The amount of Aid we have received is sometimes exaggerated by those who wish to decry our own efforts and achievements, but it has still been very considerable and absolutely invaluable.

We have learned how to walk by beginning to walk ! We have learned how to develop our country by trying to develop it. We never pretended to have any special wisdom about the means of developing our country ; we just knew where we were trying to get to. It is not surprising therefore that sometimes we made false starts, or mistakes ; we have not always foreseen problems of which we needed to be aware. But we have had the courage, and the wisdom, to do what could be done to correct our mistakes or deal with the problems as soon as we recognised them. And because of the unity we have built up, and maintained despite all the recent hardships, we can be confident that on the basis of our past experience we shall be able further to develop ourselves and our country.

The priority at present and in the next few years has to be that of expanding production, and in particular agricultural production. We must produce enough food for our own needs every year ; dependence on others for food endangers our independence. And we must increase our exports. Both of these things are essential... two aspects of the same priority. For a food surplus in one part of the country and starvation in another could occur if we do not earn the foreign exchange necessary to move it from one area to another. And nor do our people live just on bread or ugali !

My successor and the successors of some of you in this House will have immense problems to deal with. **It will be clear from what I have said today that Tanzania's economic difficulties do not stem from our socialist policies, but on the contrary it is our socialism which has given us the strength to contend with them in unity, understanding.**

and with hope. And despite the encouraging signs which are beginning to be seen, our economic situation remains very bad, and it will continue to be bad for a long time to come.

We are very heavily in debt to international institutions, to other countries, and to supplying firms, and have arrears of due payment which cannot quickly be paid off. And the world economy in which we operate shows no sign of improving. Even the I. M.F. and the World Bank predictions for the next five years are that the poorest countries of the world which includes Tanzania will continue to suffer from causes beyond their control. And the combination of a decline in internationalist attitudes, and aggressive ideological stands by major Powers, will continue to add to the problems of the world's poor.

On the internal political front I pass responsibility to my successor without worry. It will be always necessary for us to defend and extend the reality of the freedom and dignity which we have established for our citizens, and to adjust our practices and our systems as circumstances change. "The price of liberty is eternal vigilance" domestically as well as internationally. Our nation has to fight against the corrupt practices which have crept in during our difficult years, and intensify the practical recognition that all citizens have duties to the society as well as rights in it.

All these assessments I offer to our people, and to our future leaders. And I do so with personal humility in respect of the things we have not yet done for our development, but at the same time with pride in our country. Our achievements are very great indeed. In particular, our people now move in dignity and with self-confidence. And they have a justified pride in being Tanzanians.

Ever since I was given the privilege of leading our country, both before and after independence, my fellow-citizens have given me very great honour and very great help. How could they give me anything more ? It is a very great

honour to be used in this position of President by our country and its people. It is not an honour which anyone can claim to deserve. What I have tried do to is to guard the honour which has been accorded to me, knowing that the honour of the Presidency belong not to me but to our country.

The best thanks I can give to Tanzanians for all this honour and all this assistance is to make a new promise. It is that I will continue to work for our country and its people with all my heart and to the best of my ability ; and that as an individual and as Chairman of our Party I will give unstingting loyalty, respect and assistance to my successor according to the Constitution of our nation. I shall always continue to work with all my colleagues to build and to consolidate our policy of Socialism and Self Reliance.

To pass on the tongs is to sustain and perpetuate the blacksmithery.

ANNEXE III

Monsieur le Président du Conseil Exécutif,
Monsieur le Président de la Conférence Générale,
Excellences,

Monsieur le Président du Conseil Exécutif, Monsieur le Président de la Conférence Générale, je souhaite tout d'abord vous remercier sincèrement des remarques quelque peu embarrassantes pour ma modestie que vous avez formulées. Merci de tout coeur. J'aimerais ensuite vous remercier, Monsieur le Directeur Général, de m'avoir invité à venir rencontrer les éminents membres du conseil et à prononcer quelques mots. Bien que, vous le savez, j'aie hésité à me rendre à votre invitation, je vous sais gré d'avoir insisté pour que je vienne partager quelques moments avec vous. Je vous remercie tous de m'avoir aimablement donné cette occasion.

Monsieur le Président, je suis bien le fils d'un chef, mais c'est la première fois que ma naissance est ainsi qualifiée de royale ! Je viens d'une petite tribu qui, traditionnellement n'avait pas de chef et dont mon père a été le deuxième "chef", parce que les Allemands, ayant traversé en TANZANIE des régions où il y avait des chefs ont décidé, arrivés dans notre région où il n'y en avait pas, d'en créer un ! Mon père a donc été "nommé chef" par les Allemands ! A l'instar de ceux qui étaient nommés "chefs" par l'empire romain en Palestine, et que l'on appelait les publicains, il était, en fait, un collecteur d'impôts pour les Allemands. Voilà à quoi se ramène ma royauté !

Il est vrai que je suis enseignant, telle est ma profession, que j'exerçais dans le secondaire. Je n'ai pas poussé mes études assez loin pour devenir professeur d'université. D'ailleurs, même si je l'avais fait, je n'aurais pu enseigner à ce niveau, car nous n'avions pas d'université en TANZANIE à l'époque.

J'aimerais expliquer pourquoi on me donne encore le titre d'enseignant dans mon pays, et j'espère que cette explication vous convaincra. En TANZANIE, chaque enseignant est appelé Mwalimu untel, de même que chaque prêtre catholique, Père untel et chaque docteur, Docteur untel. On n'y appelle pas les ingénieurs, Ingénieur untel et les architectes Architecte untel, mais chaque enseignant a droit au titre de Mwalimu ; j'étais "Mwalimu NYERERE", avant de faire de la politique et je continue à porter ce titre, comme tous les autres enseignants de TANZANIE. Ce n'est donc pas un titre spécial.

Je voudrais maintenant dire quelques mots au sujet de l'éducation. Tout d'abord, en raison de ma formation d'enseignant et, deuxièmement, en raison de mes origines et de l'histoire de notre participation à la vie d'un coin des pays du Sud.

J'espère ne pas abuser de votre patience car certaines de mes remarques ont un caractère plutôt personnel. J'ai obtenu mon grade universitaire en 1952 ; je suis retourné dans mon pays la même année ; en 1953, comme vous l'avez dit, Monsieur (je me réfère ici à la présentation de M. VARGAS, Président du Conseil Exécutif), je suis redevenu membre de l'Association Africaine dont je faisais partie avant de me rendre à Edimbourg. L'année suivante nous avons fait de cette Association une nouvelle organisation, la TANU, ou Union nationaliste africaine du

TANGANYIKA, dont le but était d'obtenir l'Indépendance de mon pays, qui s'appelait alors le TANGANYIKA.

A cette époque, les Britanniques ne voulaient même pas entendre parler d'Indépendance et il n'était pas question de mentionner ne fût-ce que la possibilité que mon pays puisse un jour devenir indépendant. Quand nous avons commencé à soulever la question, ils n'en ont fait aucun cas, parce qu'ils jugeaient l'idée même d'Indépendance délirante. Il n'a pas fallu très longtemps pour qu'ils nous prennent un peu plus au sérieux.

Lorsqu'ils nous ont pris un peu plus au sérieux, les Britanniques ont déclaré : "Comment pourriez-vous devenir indépendants ? Vous n'avez pas assez d'éducation pour devenir indépendants". Et j'ai cru à l'époque, et je crois maintenant encore, qu'ils avaient à la fois raison et tort. Ils avaient raison d'abord de dire que, pour être indépendants, l'éducation est nécessaire. Ils avaient raison ensuite de nous dire, quasiment sans ambage, encore que de façon implicite, que nous n'avions pas le niveau d'instruction nécessaire pour être indépendants. Ils avaient raison sur ces deux points :

a) L'Indépendance exige l'éducation, et

b) Nous n'avions pas le degré d'instruction nécessaire pour être indépendants.

Ils avaient tort en revanche de dire (ou de laisser entendre) que nous devions rester soumis au joug du colonialisme pour acquérir cette éducation. Nous avons subi le colonialisme pendant 70 ans, d'abord sous la coupe des Allemands et ensuite sous celle des Britanniques. Et c'est en

qualité de premier Africain diplômé de l'enseignement supérieur de mon pays
-au bout de 70 ans de colonialisme- que j'ai créé ce Parti, le nouveau
mouvement pour l'Indépendance. Nous avons donc lancé ce mouvement pour
l'Indépendance avec notre foi pour seul bagage, et sept ans plus tard, nous
étions indépendants, avec deux ingénieurs de niveau universitaire, 12
docteurs et une population analphabète à 95 %. A cette époque-là, 350 000
enfants d'âge scolaire fréquentaient effectivement l'école (sur une
population de 9 millions), et ce, pendant quatre ans, car telle était la
durée de notre enseignement primaire. C'est ainsi que nous avons commencé
notre existence indépendante. Je me suis rendu à CUBA, 13 ans plus tard, en
1974, j'y ai rencontré le Président CASTRO, et il m'a expliqué la situation
dont il avait hérité après la Révolution de 1959. Il n'y avait alors, m'a
dit CASTRO en se lamentant, que 6 000 docteurs pur une population de
6 millions ; la moitié d'entre eux ont gagné les ETATS-UNIS, ce qui n'en
laissait plus que 3 000. Me tournant vers le docteur qui m'accompagnait et
qui assistait à ces entretiens (c'était donc 13 ans après notre
Indépendance), je lui ai demandé : "Combien de docteurs avons-nous à
présent ?" Il m'a répondu : "200". Ainsi donc, en 1974, nous avions 200
médecins ; nous en avions 12 au départ, et 13 ans plus tard nous en avions
200. Il y avait donc un début de progrès puisque au bout de 70 ans de
colonialisme, nous avions 12 docteurs et qu'au bout de 13 ans
d'Indépendance nous en avions 200.

Quelle est la situation aujourd'hui dans mon pays, 27 ans après l'Indépendance ? Je ne sais pas combien nous avons d'ingénieurs, mais nous avons deux universités. Deux universités, ce n'est pas beaucoup, mais nous les avons construites et fondées nous-mêmes depuis l'Indépendance. Je ne sais pas combien nous avons de docteurs : nous n'en avons pas encore assez, mais je n'en connais pas le nombre exact. Nous n'avons pas encore assez d'ingénieurs, mais je ne sais pas combien nous en avons exactement : ils se comptent aujourd'hui par milliers. Lorsque nous avons commencé, 95 % des adultes étaient illettrés ; à présent, au bout de 25 années d'Indépendance, la population adulte est alphabétisée à 91%.

A l'heure actuelle, nous avons un système d'éducation primaire qui accueille, non plus seulement une faible partie, mais la totalité des enfants d'âge scolaire, lesquels peuvent fréquenter l'école pendant sept ans et non pas quatre seulement. Nous estimons que ce n'est pas trop mal pour un pays dont le revenu par habitant est de 250 dollars par an. Nous sommes alphabétisés et tous nos enfants scolarisés. Pourquoi nous sommes-nous attachés à faire en sorte qu'il en soit ainsi ? Parce que, je l'ai dit, les Britanniques avaient raison ! Comment peut-on être indépendant sans éducation ? Mais les Britanniques avaient tort de prétendre que pour acquérir cette éducation, il fallait prolonger la période de colonialisme. Nous étions seuls à pouvoir nous éduquer nous-mêmes ; cette éducation, nous ne pouvions pas attendre que les colonialistes nous la dispensent.

Mais ce n'est là qu'un début. Nous avons réussi, notre population est alphabétisée. J'ai voyagé dans de nombreux pays du Tiers Monde, surtout depuis l'année dernière, et ce que je vais dire n'est pas une critique des pays du Tiers Monde, parce que ces pays ont à établir des priorités, et que les décisions concernant les priorités sont très difficiles à prendre. Il est beaucoup plus facile pour les riches de trancher en matière de priorités, de savoir ce qu'il faut faire.

Mais pour les pauvres, c'est très difficile de choisir entre l'alimentation et la médecine, entre l'éducation et autre chose, entre autant d'éléments qui sont tous nécessaires, très difficile de savoir quoi faire. J'ai pris la parole devant le Club de Rome hier, sur le thème suivant : "Comment gouverner dans une situation de complexité et d'incertitude". J'ai expliqué que la gestion de la pauvreté dans une situation de complexité et d'incertitude était très malaisée. J'ai déclaré que j'aimerais voir quelques-uns des dirigeants des pays du Nord, chargés de gouverner la TANZANIE pendant six mois ; Mme THATCHER, par exemple, n'y perdrait-elle pas la raison ? C'est très difficile.

Déterminer les priorités dans les pays pauvres est une tâche extrêmement ardue. Comment s'y prendre ? Donc, ai-je dit, j'ai voyagé dans des pays du Tiers Monde et l'analphabétisme règne dans un grand nombre de ces pays. Il est très difficile de les critiquer. C'est un choix. Dans notre cas, nous devons choisir les domaines où investir de préférence et nous avons consacré nos ressources à l'élimination de l'analphabétisme. Mais ce faisant, nous avons renoncé à progresser dans d'autres domaines. Je continue à croire que nous avons eu raison. Pourquoi ? Parce que les Britanniques avaient raison.

Comment peut-on être libre sans éducation ? Je crois fermement, et je l'ai dit l'autre jour encore, que l'éducation est un instrument de libération. C'est pourquoi les impérialistes ne pouvaient pas nous donner cet instrument. Les Britanniques n'allaient pas nous fournir l'arme qu'est l'éducation, quoique, à dire vrai, ils se soient un peu laissé fléchir en m'envoyant à Edimbourg !

En réalité, ils ne m'ont pas envoyé à Edimbourg pour que je puisse revenir libérer mon pays. Ils pensaient m'amener à collaborer. Ils appliquaient la technique de la cooptation. J'ai refusé cette cooptation, comme bien d'autres l'avaient fait avant moi, ainsi GANDHI, NEHRU et un grand nombre de personnalités très instruites (car j'étais certainement moins instruit que NEHRU et GANDHI, que NKRUMAH et les autres). Un grand nombre de ces dirigeants de mouvements anticolonialistes nés dans les empires coloniaux avaient reçu une véritable éducation, ; mais le but en était la cooptation qui les aurait amenés à collaborer avec l'impérialisme, idée qu'ils ont repoussée.

Les Britanniques, dis-je, avaient donc raison de lier éducation et libération, mais, d'habitude, l'éducation qu'ils nous donnaient, n'était pas le type d'éducation nécessaire à la libération. Comprenant que l'éducation était un préalable de la libération, nous avons consacré nos ressources à l'éducation. Je ne veux pas abuser de votre temps et c'est là, véritablement, le seul message que j'ai à vous transmettre, message qui s'accompagne d'une prière : aidez-nous, s'il vous plaît.

Nombreux sont ceux que je tiens à remercier, mais ma gratitude va tout particulièrement à l'Unesco. Il est vrai que vous n'avez pas financé notre Campagne d'éducation, mais, comme je l'ai entendu dire au cours du débat d'hier au Club de Rome, les "agents catalyseurs" sont très importants. Nous avons pris nous-mêmes la décision d'éliminer l'analphabétisme dans mon pays ; nous l'avons décidé parce que nous estimions que c'était nécessaire pour entamer le processus de libération. C'était nécessaire parce que l'on se servait de notre ignorance pour nous humilier, parce que l'ignorance en elle-même est une humiliation, surtout dans un monde où elle peut être supprimée ! Nous avons donc décidé d'éduquer notre population. Nous avons fait appel à l'Unesco, et vous nous avez aidés. Lorsque a commencé à se poser la question du retrait éventuel de certains membres de l'Unesco, je me rappelle avoir eu une entrevue à LONDRES avec le ministre britannique chargé des relations avec l'Unesco ; il est venu me voir et nous avons examiné la question de retrait du ROYAUME-UNI de l'Unesco. A ma question : "Pourquoi voulez-vous vous retirer de l'Unesco ?", il a répondu en énumérant, un par un, les innombrables péchés dont l'Unesco s'était rendue coupable. Sur quoi, je lui ai rétorqué que je pourrais facilement énumérer la foule des péchés du FMI, par exemple. Je n'aime pas cette fichue organisation, lui ai-je dit, qui nous cause beaucoup d'ennuis ! Devons-nous donc nous en retirer ? Nous demandons une réforme du FMI, nous voulons en discuter. C'est vous, les Britanniques, qui vous opposez à toute idée de réforme alors que nous voulons que cette question fasse l'objet d'un débat. Devrions-nous quitter l'organisation ?

Mais voyez-vous, les dieux fixent leurs propres règles ; ils n'écourent pas le commun des mortels ! Le Ministre s'est tourné vers moi et m'a demandé : "L'Unesco vous a-t-elle été utile ?" "Oui, bien sûr", lui ai-je répondu, et je lui ai expliqué que, comme je viens de vous le dire, l'Unesco nous avait aidés lorsque nous avons voulu éliminer l'analphabétisme dans notre pays ; à dire vrai, je ne sais pas si, ce faisant, j'ai rendu ou non service à l'Unesco ! Je lui ai dit que nous voulions éliminer l'analphabétisme dans notre pays et que nous avions dit ne pas vouloir éduquer les adultes comme des enfants parce qu'on donne parfois des idioties à lire aux enfants. Nous ne voulions pas apprendre à lire aux adultes en leur donnant des inepties. Nous voulions que les matériels d'alphabétisation soient liés au travail de chacun. Si vous apprenez à lire et à écrire à des cotonniers, donnez-leur des matériels de lecture parlant du coton. Et si vous apprenez à lire aux Masaïs (nos Masaïs que les Britanniques n'avaient jamais voulu éduquer parce qu'ils voulaient les garder dans des parcs nationaux comme des zèbres, sans aucune instruction), si vous apprenez à lire aux Masaïs, expliquez-leur comment ils peuvent améliorer leur élevage, leur bétail etc... Nous avons déclaré que notre objectif n'était pas simplement l'alphabétisation, mais l'alphabétisation fonctionnelle. Nous avons fait appel à l'Unesco, et à d'autres amis également ; la SUEDE et de nombreux pays nordiques, par exemple. Ils nous ont aidés et nous avons réussi. Voilà ce que j'ai expliqué à mon ami, le Ministre britannique. Je ne sais si, ce faisant, j'ai rendu service à l'Unesco ou non !

Malgré tout, je pense que vous devriez essayer de faire revenir les Anglo-Saxons. Ils sont vraiment très intelligents ! Faites-les revenir ! (Applaudissements et rires). Et surtout, ne leur donnez pas le plaisir d'écouter les débats qui ont lieu ici sans payer pour ce faire. (Applaudissements et rires). Ce statut d'"observateur" qui est le leur est vraiment absurde ! Pourquoi les ETATS-UNIS d'AMERIQUE et le ROYAUME-UNI auraient-ils un statut d'"observateur" à l'Unesco, comme si nous ne voulions pas d'eux ? Nous voulons d'eux. Ils ont voulu se retirer ; s'ils veulent se retirer, qu'ils se retirent ; s'ils veulent revenir, qu'ils reviennent, mais pas de demi-mesure !

Je voulais donc vous remercier. L'Unesco est synonyme d'éducation, elle est synonyme de science, elle est synonyme de culture. Je ne parlerai pas de tous ces domaines ; je souhaite en effet me limiter à l'éducation et je sais que je peux passer sous silence la science et la technologie car nous en parlons au sein de la Commission Sud où je suis représenté par le Commissaire Abdus SAKAM. Je ne sais pas si certains d'entre vous connaissent Abdus. Je pense que, pour Abdus, je suis le représentant des pires gouvernements du Tiers Monde ! Il a une seule idée en tête, et c'est une bonne chose que d'avoir un message unique et de le faire passer. Il nous critique, nous dirigeants du Tiers Monde, en disant que le fossé qui sépare le Nord et le Sud est purement scientifique et technologique. Il fait valoir que, pour ce qui est des dépenses d'armements, le Nord et le Sud consacrent le même pourcentage (5,6 %) de leur PNB aux armements et à la défense. Le Nord consacre 4,8 % de son PNB à l'éducation, le Sud un peu moins, ce qui n'est pas si mal. En ce qui concerne la santé, je ne connais pas les chiffres exacts : le Nord y consacre un pourcentage plus important

de son budget, mais l'écart n'est pas si grand. Mais 2,5 % du PNB des pays du Nord vont à la science, à la technologie, à la recherche-développement, etc... alors que le Sud y consacre moins de 1 %. Là-gît, selon lui, le problème fondamental du Sud, et c'est ce problème que nous examinons au sein de la Commission Sud. Nous espérons que vous pourrez nous aider à trouver des idées pour réduire ce fossé scientifique et technologique.

Il y a aussi le problème de la culture. Le Nord contrôle les médias. Je pense que l'un des "péchés" de l'Unesco et que nous y avons parlé de la domination exercée par le Nord sur l'information. Les pays du Nord essaient d'imposer au monde entier la culture du coca-cola. Utilisez donc le pouvoir de l'information pour préserver la multiplicité des cultures du monde, et non pour instaurer une culture unique dans le monde. Mais le pouvoir des médias ne sert qu'à nous transformer tous en consommateurs de coca-cola... Peut-être pourriez-vous nous aider sur ce point aussi. Laissons maintenant la science et la technologie, et l'éducation en général, à laquelle nous nous intéressons tant, pour parler de l'éducation des masses dans les pays du Sud.

Si l'éducation est un instrument de libération, qui voulons-nous libérer ? Tout le monde. Nous devons libérer tout le monde.

La notion d'une éducation réservée à une élite vous est sans doute familière, et, bien entendu, il est impossible d'éduquer les masses sans éduquer d'abord des élites. Nous le savions, et c'est pourquoi, pendant les premières années de notre Indépendance, nous n'avons pas essayé d'éduquer les masses. Nous n'avions pas assez de personnel qualifié pour nous lancer dans un programme d'éducation des masses. Nous n'avions pas d'enseignant : pour en avoir, il nous fallait d'abord développer l'enseignement secondaire.

Pendant les premières années, nous avons donc développé l'enseignement secondaire. Il nous fallait des enseignants d'un niveau d'instruction supérieur au niveau primaire et au niveau de la simple alphabétisation, pour pouvoir éduquer toute la population. Car il est impossible d'éduquer toute une population sans d'abord doter une élite d'un degré très élevé d'instruction. Nous avons considéré ce fait comme allant de soi. S'il est possible de n'éduquer qu'une élite sans éduquer les masses, il est impossible d'éduquer les masses sans former d'abord une élite, car comment les masses recevront-elles leur instruction ?

L'éducation dont je parle est une éducation démocratique, une éducation destinée aux masses. Les personnes instruites ne devraient pas garder leur éducation pour elles, mais utiliser celle-ci pour libérer la population. Je ne demande pas à l'Unesco de financer l'élimination de l'analphabétisme dans les pays du Sud. Certes non ! Mais n'acceptez pas l'idée reçue selon laquelle l'éducation des masses est une perte de temps. Voyez-y l'arrogance des élites. Elles tolèrent l'analphabétisme, elles tolèrent la pauvreté. Elles en tirent une espèce de plaisir et avancent toutes sortes d'arguments pour justifier le maintien de l'analphabétisme, alors que nous pouvons l'éliminer de la face de la terre ; elles justifient aussi le maintien de la pauvreté, alors que nous pouvons l'éliminer, elle aussi. Je voudrais donc que l'Unesco refuse d'accepter l'idée reçue selon laquelle, en matière d'éducation, les notions de qualité et de quantité sont mutuellement exclusives, selon laquelle nous ne devrions pas éduquer les masses parce que ce serait au détriment de la notion d'"excellence".

Je ne vous demande pas de financer l'éducation et l'élimination de l'analphabétisme dans les pays du Sud. Mais l'Unesco pourrait entreprendre de faire honte aux gouvernements du Sud comme aux gouvernements des pays du Nord, pour les amener à éliminer l'analphabétisme. Une douzaine d'années seulement nous sépare du XXIe siècle. Allons-nous réellement aborder ce siècle avec des millions d'illettrés ? Nous ne saurions accepter qu'il en soit ainsi, Monsieur le Président ! Parce que l'entreprise est faisable, parce que nous pouvons éliminer l'analphabétisme, et donner leur chance à tous ces êtres humains.

Les gens que j'ai conduits à l'Indépendance étaient illettrés. Les Tanzaniens actuels sont très différents ; ce sont encore des paysans, mais d'une race très différente. Bien sûr, ils nous lancent un défi parce que, si nous ne changeons pas, nous ne pourrons les diriger. Nous devons nous adapter à ces nouvelles aspirations. C'est sur cette note que j'en terminerai avec ce sujet.

Je passe maintenant à un autre problème, Monsieur le Président, Monsieur le Directeur Général. J'espère que vous m'aidez dans ce domaine également. Les pays tanzaniens sont à présent alphabétisés, au sens que nous avons défini ci-dessus. Ils savent lire, écrire et compter. J'ai du mal quelquefois à leur donner des livres à lire ou du papier pour écrire, mais peu importe ! Nous surmonterons ce problème ! Si les dieux permettent que le prix du coton se maintienne à un certain niveau, nous y arriverons. Oui; ils sont alphabétisés au sens que je viens de définir : ils savent lire, écrire et compter. Mais ils sont illettrés en ce sens qu'ils ne possèdent pas les compétences nécessaires pour accéder aux horizons nouveaux qui s'ouvrent à eux.

Les paysans que j'ai dirigés (ma mère, mes soeurs, mes oncles, mes cousins, les gens de mon âge qui n'avaient pas reçu d'éducation ou mes aînés) étaient tous illettrés. Ils avaient certains horizons et les compétences correspondantes. Ils pouvaient bâtir leurs maisons, ils pouvaient fabriquer les tabourets dont ils avaient besoin pour leurs maisons, ils pouvaient aussi fabriquer le manche de leur houe, et même leur houe tout entière. Maintenant que les transnationales se sont implantées chez nous, nous avons dû y renoncer, mais auparavant c'était une fabrication locale courante.

Ils possédaient donc la technologie et les compétences nécessaires pour satisfaire les besoins qu'ils ressentaient, compte tenu de l'horizon qui était le leur. Or, ce n'est plus vrai des paysans que nous avons formés. Ces paysans ont des horizons plus vastes, mais sans les compétences correspondantes. Il sont donc analphabètes dans un nouveau sens du mot. Il ne s'agit pas de l'analphabétisme scientifique et technologique dont Abdus parle. Non : il s'agit de compétences ordinaires, de la fabrication d'objets simples, de compétences correspondant à leurs besoins actuels. C'est ce nouvel analphabétisme pratique que je veux inciter notre population à surmonter. Je suis encore le Président de mon Parti et je déclare que nous devons venir à bout de ce nouvel analphabétisme. Il s'agit, là encore, d'éducation des masses, parce que les compétences que mon père, ma mère, mes oncles et mes cousins possédaient, étaient des compétences de masse.

Ces gens-là possédaient tous ces compétences, et si nous de donnons pas à notre population des compétences équivalentes, les compétences convenant à la fusion du monde qui est à présent celles des paysans en TANZANIE, ces paysans quitteront les zones rurales. Ils iront à Dar es-Salaam où nous ne pouvons pas les accueillir. Pour ce nouveau type d'analphabétisme, nous aurons encore besoin de votre aide, comme nous avons eu besoin par le passé. Vous n'aviez financé notre campagne qu'en partie, mais cette fois encore vous jouerez le rôle de catalyseur et vous nous aiderez également à faire comprendre cette idée. Pour aider les paysans du Tiers Monde, il faut les alphabétiser au nouveau sens du terme. Nous avons eu tort en TANZANIE de réduire l'alphabétisation au simple apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul. Le système d'enseignement aurait dû comprendre les compétences de base. Nous avons travaillé dans ce sens, mais il était très difficile de modifier l'éducation coloniale, et nous luttons encore pour transformer le programme d'étude et dispenser des compétences à l'école primaire. Ce n'est pas facile, mais il est très important qu'aujourd'hui ceux qui apprennent à lire, écrire et compter acquièrent aussi les compétences indispensables à la vie.

J'ai abusé de votre patience. Je vous remercie.

LISTE DES TABLEAUX ET CARTES

- La Tanzanie en Afrique	p 22
- La Tanzanie en Afrique de l'Est	p 23
- Les régions et la densité de population en Tanzanie	p 24
- Population des principales villes de l'Afrique de l'Est Allemand entre 1896 et 1913	p 34
- Population du Tanganyika (1910-1965)	p 49
- Développement des activités des secteurs	p 58
- Aire d'utilisation courante et/ou sporadique du Swahili	p 71
- Langue et Alphabétisation	p 73
- AFRICANISATION (1961-1969)	p 90
- Dons et Investissements	p 122
- Balance des Paiements	p 135
- Composition du Produit Intérieur Brut aux couts des facteurs	p 136
- Termes de l'Echange International (1973 = 100)	p 137
- Echanges Internationaux	p 138
- PIB et Composantes principales	p 139
- Tendances des Comptes Nationaux	p 140
- Cultures de rente produites par les paysans	p 148
- Déclaration d'Arusha	p 160
- Nombre de villages Ujamaa par région	p 204
- Dépenses de développement	p 207
- Dépenses de fonctionnement des services publics	p 208
- Utilisation des engrais et des semences améliorés	p 212
- Evolution de la distribution des engrais au niveau régional	p 214
- Boeufs dressés à la traction, accessoires pour traction animale et tracteurs 1976-1979 pour un échantillon de régions	p 217

- Les villages en Tanzanie de 1968 à 1979	p 225
- Etapes de la préparation du plan de développement	p 230
- Implantation des villages et évolution de la production agricole	p 236
- Ressources extérieures en pourcentage des recettes de développement	p 240
- Source des montants bruts d'aide reçue	p 241
- Financements extérieurs	p 242
- Décomposition des financements extérieurs par secteur	p 243
- Les dépenses de développement et leur affectation	p 245
- Importations de produits de base financées par l'aide	p 246
- L'alphabétisation en Tanzanie	p 262
- Emploi des fins d'études	p 265
- Pourcentage de sortants du primaire admis dans le secondaire	p 266
- Les cycles vicieux	p 291

LISTE DES PRINCIPAUX SIGLES UTILISES

TANU	:	Tanganyika African National Union
ASP	:	Afro-Shirazi Party
TAZARA	:	Tanganyika Zambia Railway (appelée aussi RELI YA UHURU)
EASCO	:	
CCM	:	Chama cha Mapinduzi
MFUMAKI	:	Mfuko wa Maendeleo ya Kijiji (Fonds de développement du Village)
JKT	:	Jeshi la Kulinda Taifa
TPDF	:	Tanzania People's Defense Forces
RDF	:	Regional Development Fund
TRDB	:	Tanzania Rural Development Bank
NBC	:	National Bank of Commerce
DDC	:	District Development Corporation
JUWATA	:	Jumuiya ya Wanawake wa Tanzania
NDC	:	National Development Corporation
TAC	:	Tanganyika Agricultural Corporation
TDC	:	Tanganyika Development Corporation
NBC	:	National Bank of Commerce
RDA	:	Ruvuma Development Association
TAA	:	Tanganyika African Association

NMC	:	National Milling Corporation
RTC	:	Radio Tanzania Corporation
ATC	:	Air Tanzania Corporation
VFCU	:	Victoria Federation of Cooperative Unions
NGA	:	New Growers Association
KNPA	:	Kilimanjaro Native Planters Association
KNCU	:	Kilimanjaro Native Co-operative Union
VSA	:	Village Settlement Agency

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

I - OUVRAGES GENERAUX

01 - ALTHUSSER Louis
Montesquieu, la Politique et l'Histoire
Paris, P.U.F 1959, 126 p

02 - ALTHUSSER Louis
Réponse à John Lewis
Paris, Lib Maspéro, 1973, 101 p

03 - ALTHUSSER Louis
Positions
Paris, Editions Sociales, 1976, 185 p

04 - ALTHUSSER Louis
Lénine et la Philosophie
Paris, Lib Maspéro, 1972, 90 p

05 - BALANDIER Georges
Le Pouvoir sur scènes
Paris, Ed Balland, 1980, 188 p

06 - BALANDIER Georges
Sens et puissance
Paris, P. U. F, 1981, 334 p

07 - BALANDIER Georges
Anthropologie politique
Paris, P.U.F, 1967, 240 p

08 - BALANDIER Georges
Sociologie des Brazzaville noires
Paris, P.F.N.S.P, 1985 (3è éd.) 306 p

09 - BAIROCH Paul
Le Tiers-Monde dans l'impasse
Paris, Ed Gallimard, 1971, 372 p

- 10 - BARTHES Roland
Mythologies
Paris, Ed du Seuil, 1957, 247 p
- 11 - BENOT yves
Qu'est-ce que le développement ?
Paris, Lib Maspéro, 1973, 185 p
- 12 - BENOT Yves
Idéologie des Indépendances Africaines
Paris, Lib Maspéro, 1972, 538 p
- 13 - BOURDIEU Pierre
Le métier de Sociologue
Paris, Ed Mouton, 1983, 357 p
- 14 - BOURDIEU Pierre
Leçon sur la leçon
Paris, Ed de Minuit, 1982, 56 p
- 15 - BOURDIEU Pierre
Questions de Sociologie
Paris, Ed de Minuit, 1984, 268 p
- 16 - BRECHT Bertolt
Dialogues d'Exilés
Paris, Ed de l'Arche, 1972, 142 p
- 17 - COT J.P, MOUNIER J. P
Pour une Sociologie Politique
Paris, Ed du Seuil, 1974, 187 p
- 18 - DE JOUVENEL Bertrand
De la politique pure
Paris, Ed Calman Lévy, 1963, 306 p
- 19 - DUMONT R., MOTTIN MF,
L'Afrique Etranglée
Paris, Ed du Seuil, 1980, 283 p

- 30 - KHAMEI Anvar
Le Révisionnisme de Marx à Mao
Paris, Ed Anthropos, 1976, 423 p
- 31 - LABICA Georges
Le Marxisme aujourd'hui
Paris, P.U.F, 1973, 95 p
- 32 - LACAN Jacques
Ecrits I
Paris, Ed du Seuil, 1966, 289 p
- 33 - LEVI-STRAUSS Claude
Anthropologie Structurale
Paris, Ed Plon, 1958, 480 p
- 34 - MACCHIAVEL Nicolo
Le Prince
Ed Flammarion, 1980, 219 p
- 35 - MAUSS Marcel
Sociologie et Anthropologie
Paris, P.U.F, 1950, 482 p
- 36 - MAUSS Marcel
Essais de Sociologie
Paris, Ed de Minuit, 1969, 252 p
- 37 - MEMMI Albert
L'Homme dominé
Paris, Ed Gallimard, 1968, 232 p
- 38 - MILLS C. Wright
L'Imagination Sociologique
Paris, Lib Maspéro, 1967, 235 p
- 39 - OBENGA Théophile
Les Bantu
Paris, Présence Africaine, 1985, 376 p

- 40 - PLATON
Apologie de Socrate
Paris, Ed Flammarion, 1965, 187 p
- 41 - PLATON
La République
Paris, Ed Flammarion, 1966, 510 p
- 42 - POULANTZAS Nicos
L'Etat, le Pouvoir, le Socialisme
Paris, P.U.F, 1978, 300 p
- 43 - ROSANVALON Pierre
La crise de l'Etat-providence
Paris, Ed du Seuil, 1981, 183 p
- 44 - REY Pierre-Philippe
Les Alliances de classe
Paris, Lib Maspéro, 1973, 221 p
- 45 - ROUSSEAU Jean Jacques
Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité
Paris, Ed Gallimard, 1985, 185 p
- 46 - ROUSSEAU Jean Jacques
Du Contrat Social
Paris, Ed du Seuil, 1977, 313 p
- 47 - SIMONIS Yvan
Claude Lévi-Strauss ou la passion de l'inceste
Paris, Ed Flammarion, 1989, 395 p
- 48 - STAVENHAGEN Rodolfo
Les Classes Sociales dans les sociétés agraires
Paris, Ed Anthropos, 1969, 402 p

II - OUVRAGES ET ARTICLES CONCERNANT NYERERE, L'UJAMAA
ET LA TANZANIE

- 49 - ALI A. Mohammed
Kuzaliwa kwa Chama cha Mapinduzi
DSM, Tanzania Publishing House, 1979, 138 p
- 50 - BAILEY Martin
Les relations extérieures de ZANZIBAR
"Revue Française d'Etudes Politiques Africaines", Mars 1972, 65-83 p
- 51 - BARONGO E.B.M
Mkiki Mkiki wa Siasa Tanzania
DSM, East African literature bureau, 1966, 294 p
- 52 - BRYCESSON Dereck
Tanu Policy
"The Times", October 02, 1958
- 53 - CRANFORD Pratt
The critical phase in TANZANIA
Cambridge, Cambridge University Press, 1976, 309 p
- 54 - EISENSTADT S.N
L'Analyse sociologique des sociétés complexes
"Cahiers internationaux de Sociologie", (60), 1976,05-41 p
- 55 - FRANCES Steward
Politiques économiques et performances agricoles
Paris, OCDE, 1986, 136 p
- 56 - FREUND WILLIAM M
Class conflict, political economy and the struggle of Socialism in TANZANIA
"African Affairs", October 1981, 483-499 p
- 57 - HORRUT Claude
Les décolonisations est-africaines
Paris, Pédone, 1971, 231 p

- 58 - KAGWEMA Prince
Fear of unknown : quo vadis TANZANIA ?
 DSM, Three Stars Publication, 1985, 119 p
- 59 - KANDORO Saadan Abdu
Liwazo la Ujamaa
 DSM, Tanzania Publishing House, 1978, 70 p
- 60 - KIMAMBO I. N., TEMU A. J
History of TANZANIA
 Nairobi, East African Publishing House, 1969, 276 p
- 61 - KITCHEN Helen
Why did Julius NYERERE resign ?
 "Africa report", Feb 1962, 7 p
- 62 - MAFEJE Archie
The ideologie of Tribalism
 "Journal of modern african studies", (8, 2), 1971, 253-261 p
- 63 - MAPUNDA H
Historia ya Mapambano ya Mtanzania
 DSM, TANZANIA Publishing House, 1979, 224 p
- 64 - MARTIN Denis-Constant
TANZANIE : l'invention d'une culture politique
 PFNSP & Karthala, 1988, 318 p
- 65 - MARTIN David
TANZANIA reveals its split personality
 "The Gardian" 1964, November 06, 3 p
- 66 - MIHYO Paschal
Expériences autogestionnaires dans l'industrie tanzanienne
 "Politique Africaine", 1982, 44-60 p
- 67 - MITI Katabaro
L'Opération Nguvu Kazi à Dar es Salaam
 "Politique Africaine", 1985, 88-104 p

- 68 - MHINA G.A
Utenzi wa kumbukumbu za Azimio la Arusha
 DSM, Prinpak Tanzania ltd, 1979, 35 p
- 69 - MODERNE Franck
Suffrage universel et moralité socialiste...
 "Politique Africaine", Mai 1982, 32-44 p
- 70 - MODERNE Franck
Le Panafricanisme et la politique extérieure de la TANZANIE
 "Revue d'Etudes Politiques Africaines", Fév 1971, 81-99 p
- 71 - MRINA B.F
Mapambano ya Ukombozi ZANZIBAR
 DSM, TANZANIA Publishing House, 1980, 134 p
- 72 - MUSHI J.J
Foreign Policy of TANZANIA
 DSM, TANZANIA Publishing House, 1981, 327 p
- 73 - MZINDAKAYA C.M
NYERERE, mkombozi wa TANZANIA
 DSM, Printpak TANZANIA ltd, 1985
- 74 - NCHIMBI John Alfonso
Mapambano ya fikra : Plato mpaka NYERERE
 DSM, Education Service Center ltd, 1988, 112 p
- 75 - NYERERE J.K
Education for Self-reliance
 DSM, The Government Printer, 1967, 26 p
- 76 - NYERERE J.K
Ujamaa ni Imani : kufanya kazi pamoja
 DSM, East African Publishing House, 1976, 43 p
- 77 - NYERERE J.K
Ujamaa ni Imani : uwezo tunao
 DSM, East African Publishing House, 1980, 113 p

- 78 - NYERERE J.K
La déclaration d'Arusha dix ans après
Paris, L'Harmattant, 1978, 59 p
- 79 - NYERERE J.K
Ujamaa
DSM, Oxford University Press, 1968, 188 p
- 80 - NYERERE J.K
Binadamu na maendeleo
DSM, Oxford University Press, 1974, 138 p
- 81 - NYERERE J.K
Speeches in United Kingdom
March 1985
- 82 - NYERERE J.K
Azimio la Arusha baada ya miaka kumi
DSM, National Printing, 1977, 56 p
- 83 - NYERERE J.K
Tujisahihishe
DSM, National Printing, 1962, 14 p
- 84 - NYERERE J.K
The Arusha déclaration teach-in
DSM, TANZANIA International Marketing, 1967, 12 p
- 85 - NYERERE J.K
Socialisme, Démocratie et Unité Africaine
Paris, Présence Africaine, 1970, 109 p
- 86 - NYERERE J.K
Freedom and Unity, Uhuru na Umoja
A selection from writings and speeches 1952-1965, London, O.U.P, 1967, 366 p
- 87 - NYERERE J.K
Freedom and Development, Uhuru na Maendeleo
A selection from writings and speeches, 1968-1973, DSM, O.U.P, 1973, 400 p

- 88 - NYERERE J.K
Freedom and Socialism, Uhuru na Ujamaa
 A selection from writings and speeches, DSM, O.U.P, 1968, 422 p
- 89 - NYERERE J.K
Will the Democracy work in Africa ?
 "Africa report" February 1960
- 90 - OMARI C.K et Alii
Misemo na methali toka TANZANIA
 Arusha, Eastern African Publications ltd, 1982, 62 p
- 91 - OTTO Bischofberger
The generation classes of the Zanaki (TANZANIA)
 Fribourg, University Press, 1972, 112 p
- 92 - PHILIPPSON Gérard
Etude de quelques concepts swahili dans les oeuvres de Julius NYERERE
 "Cahier d'Etudes Africaines", 1970, 530-540 p
- 93 - RUHUMBIKA G (Ed)
Towards Ujamaa
 DSM, East African Literature Bureau, 1974, 308 p
- 94 - SAMOFF Joel
Education in TANZANIA : class formation and reproduction
 "Journal of Modern African Studies", March 1979, 47-69 p
- 95 - SAMOFF Joel
Crises and Socialism in TANZANIA
 "Journal of Modern African Studies", XIX, 2, June 1981 p
- 96 - SAMOFF Joel
Bureaucrats, Politicians and Power in TANZANIA : the institutional context of class struggle
 "Journal of Modern African Studies", 1983, 84-96 p
- 97 - SAUL John
TANZANIA transition to Socialism
 "Canadian Journal of African Studies", Tome XI (2), 1977, 313-339 p

- 98 - SCOTTON M.M
Some Swahili Political words
 "The Journal of Modern African Studies", 3 (4), 1965, 527-541
- 99 - SOZIGWA Paul
Kujenga Ujamaa
 DSM, Printpak TANZANIA ltd, 1977, 272 p
- 100 - STREN Richard
L'Etat au risque de la ville : pouvoir et société urbaine en Afrique de l'Est
 "Politique Africaine", Mars 1985, 74-97 p
- 101 - Tanzania Standard ltd
NYERERE / 1961 - 1985 ... Passing on the tongs
 DSM, Peramiho Printing Press, 1986, 62 p
- 102 - University of Dar es Salaam
Debats on class, state and imperialism
 DSM, TANZANIA Publishing House, 1982, 310 p
- 103 - URFER Sylvain
Socialisme et Eglise en TANZANIE
 Paris, L'Harmattan, 1975, 168 p
- 104 - URFER Sylvain
Une Afrique socialiste : la TANZANIE
 Paris, les Editions Ouvrières, 1976, 235 p
- 105 - WILLIAM Edgett Smith
NYERERE of TANZANIA
 Victor Gollancz ltd, London, 1973, 207 p
- 106 - WILLIAM Tordoff
Government and Politics in TANZANIA
 Nairobi, East African Publishing House, 1966, 257 p
- 107 - YILMA Makonen
The NYERERE doctrine of state succession and the new states of East Africa
 Arusha, Eastern Africa Publications ltd, 1984, 188 p

III - PERIODIQUES

- 108 - Africa (London)
- 109 - African business (London)
- 110 - Africa Now (London)
- 111 - Africa Today (London)
- 112 - A letter to my superiors (Dar es Salaam)
- 113 - Annuaire des Pays de l'Océan Indien (Aix-en-Provence)
- 114 - Daily News (Dar es Salaam)
- 115 - La Lettre Internationale (Paris)
- 116 - Le Mois en Afrique (Paris)
- 117 - Mbioni (Dar es Salaam, Kivukoni)
- 118 - Mzalendo (Dar es Salaam)
- 119 - Ujamaa, gazeti la wajenda nchi (Dar es Salaam)
- 120 - Uhuru (Dar es Salaam)
- 121 - Urafiki TANZANIA (Paris)
- 122 - Weekly Review (Nairobi)

- 20 - DURKHEIM Emile
Le Socialisme
Paris, Ed Retz-CEPL, 1978, 253 p
- 21 - DUVERGER Maurice
Introduction à la politique
Paris, Ed Gallinard, 1964, 382 p
- 22 - EMMANUEL Arrighi
L'Echange inégal
Paris, Lib Maspéro, 1972, 422 p
- 23 - ENGELS Friedrich
Socialisme utopique et Socialisme scientifique
Paris, Ed Sociales, 1977, 214 p
- 24 - ENGELS Friedrich
Ludwig Feuerbach
Paris, Ed Sociales, 1979, 212 p
- 25 - GOUSSAULT Yves
Crise et réforme des structures agraires
Thèse de Doctorat d'Etat Paris I (1972)
Service de Reproduction des thèses
Université de Lille III, 1974, p 741 p
- 26 - GOUSSAULT Yves
Interventions éducatives dans les développements agraires
Paris, P. U. F., 1970, 257 p
- 27 - GUICHAOUA André
Destins Paysans et Politiques agraires (I & II)
Ed L'Harmattan, 1989, 208 et 190 p
- 28 - GURVITCH Georges
Dialectique et Sociologie
Ed Flammarion, Paris 1962, 307 p
- 29 - GUTELMAN Michel
Structures et réformes agraires
Paris, Lib Maspéro, 1974, 200 p